

La défaite de Strasbourg

Les députés européens ont donc confirmé, le 18 janvier, le vote de leur commission politique favorable au transfert à Bruxelles de sessions spéciales de l'Assemblée et d'un million de fonctionnaires actuellement basés à Luxembourg.

La portée pratique de ce vote, auquel on pouvait s'attendre, se trouve limitée pour le moment par la récente décision de la Cour de justice des Communautés, qui s'est prononcée pour le « statu quo » en ce qui concerne les sessions ordinaires du Parlement des Douze, et par le droit de veto dont dispose chacun des pays membres. Il n'empêche que le glissement vers Bruxelles est net et que la ville de Strasbourg, — et la France avec elle — a subi une incontestable défaite.

La capitale de l'Alsace avait au départ de grands avantages sur celle de Belgique : elle n'est pas le siège d'un gouvernement. Elle abrite le Conseil de l'Europe. Elle est, après trois guerres fratricides, le symbole non seulement de la réconciliation de deux peuples, mais aussi de la symbiose parfaitement réussie de deux des grandes cultures européennes. On ne saurait en dire autant de Bruxelles, où se manifeste, dans la relation entre Wallons et Flamands, tant d'intolérance.

Il n'en est pas moins vrai que Bruxelles dispose sur Strasbourg de multiples avantages : la proximité de la Commission, du conseil des ministres, des groupes d'influence, de la presse spécialisée, une infrastructure hôtelière bien plus développée et un système de communication infiniment plus souple. Il n'y a pas le moindre TGV à l'horizon pour atteindre Strasbourg, et le trafic aérien avec les capitales européennes est loin de correspondre aux besoins des parlementaires, lesquels en ont assez — et on les comprend — de devoir se déplacer continuellement de la capitale alsacienne à Luxembourg et à Bruxelles en train avec eux à chaque fois des kilos d'archives.

La France, dans cette affaire, n'a malheureusement qu'à s'en prendre à elle-même. Disons qu'elle s'est révélée bien tard et qu'il ne suffisait évidemment pas, pour inverser la courante, que François Mitterrand adresse de Strasbourg, le 31 décembre dernier, ses vœux aux Français. Quant aux imprécisions d'Edith Cresson à l'endroit des socialistes allemands, coupables de « trahison », elles se seraient peut-être plus utilement adressées à ceux de ses collègues français qui, y compris des socialistes, brillèrent par leur absence lors du vote de la commission politique.

Reste à tirer la leçon de l'événement. L'Europe de 1993 ne va pas être un aréopage de deux agneaux. Elle sera le champ d'une bataille féroce pour la prépondérance non seulement économique, mais aussi culturelle. Le glissement vers Bruxelles est un signe de plus que les Anglo-Saxons gagnent du terrain. Rien ne sert de se draper dans des postures indignées, ou d'essayer de bâillonner des défenses qui, comme toutes les lignes Maginot de l'histoire, seront fatalement contournées un jour. Les seules armes efficaces, ce sont sur tous les plans le dynamisme et l'union.

(Lire nos informations, page 3.)

M 0147-0120-4,50 F



3790147004500 01208

Un accord municipal difficile à appliquer

M. Marchais juge « démentielles » les propositions des socialistes

Le bureau exécutif du Parti socialiste a décidé, mercredi 18 janvier, de reporter d'une semaine la convention nationale qui doit avaliser les listes du PS pour les élections municipales. Les socialistes estiment en effet que l'attitude du PCF rend difficile l'application de l'accord national sur des listes d'union, alors que M. Marchais juge « démentielles » les propositions du PS.



Lire page 8. « Bras de fer à gauche » par PATRICK JARREAU.

Le rachat d'American Can par Pechiney

L'un des négociateurs serait à l'origine des fuites

Durant les négociations pour le rachat par Pechiney d'American National Can, les plus importants achats spéculatifs d'actions Triangle ont été effectués entre le 18 août et le 11 novembre 1988. Pour la SEC américaine, qui a transmis l'information aux autorités suisses, l'un des négociateurs aurait été à la source de ces fuites constituant le délit d'initié.

Révé par René Tondron sur Europe 1 et publié par Libération du 19 janvier, le document adressé le 16 décembre 1988 par la Securities and Exchange Commission (SEC), le gendarme de Wall Street, aux autorités suisses met en évidence les trois données de base de l'enquête sur les délits d'initié lors du rachat d'American National Can (ANC) par la société nationalisée Pechiney (le Monde du 18 janvier) :

1. — Le délit d'initié ne fait aucun doute. Il ressort de la chronologie précise des négociations franco-américaines, telle qu'elle fut rendue publique, dès le 23 novembre 1988, par Triangle Industries — propriétaire d'ANC — à New-York et telle que l'a reconstituée le chef de l'inspection de la Commission des opérations de Bourse (COB) française, M. Jean-Pierre Michau, en enten-

dant le PDG de Pechiney, M. Jean Gandois.

2. — Les informations privilégiées dont ont bénéficié les principaux acheteurs des actions Triangle avant l'annonce, le 21 novembre 1988, de l'OPA amicale de Pechiney venaient du premier cercle des négociateurs. Les dates des ordres d'achat correspondant en effet très précisément à l'évolution des discussions, à leur démarrage comme à leur rupture, à leur reprise comme à leur conclusion. C'est notamment le cas pour 88 000 titres achetés entre le 18 août et le 11 novembre 1988, qui s'ajoutent aux 221 100 actions qui firent l'objet de transactions les 16, 17 et 18 novembre.

CLAIRE BLANDIN
GEORGES MARION
et EDWY PLENEL

(Lire la suite page 27.)

L'assaut contre les « noyaux durs »

M. Bérégovoy présente la nouvelle loi

PAGE 32

M. Mitterrand en Bulgarie

Un rappel de l'héritage de 1989

PAGE 3

Déficit américain

Le dollar monte dans l'attente d'une hausse des taux d'intérêt

PAGE 32

Le « trou » de la Sécurité sociale

10 milliards de francs en 1988

PAGE 28

Le nationalisme à Tallin

L'estonien devient obligatoire

PAGE 4

Le sommaire complet se trouve en page 32

Treize ans de guerre civile, une économie en ruine

L'Angola, meurtri et exsangue

Après treize ans de guerre, l'Angola est un pays ruiné. Ses dirigeants s'efforcent de mettre sur pied une politique économique pragmatique.

LUANDA
de notre envoyé spécial

Le ciel de la deuxième ville du pays, Huambo, s'est soudain strié de gerbes lumineuses derrière l'Autovox soviétique qui prend de l'altitude en décrivant de larges spirales. C'est une fantaisie étincelante de leurres lâchés par l'appareil pour tromper un éventuel missile. Une précaution dont se dispense le Boeing-737 des lignes régulières angolaises qui s'élève au même moment en direction de Bié.

Les rebelles de l'UNITA ne s'en sont jamais pris aux avions

civils. Mais aussi bien à Huambo qu'à Kuito, l'aéroport est visiblement protégé par un important dispositif de défense : tranchées, canons anti-aériens, chars enterrés dans le sol et chasseurs soviétiques à l'abri de rampes de terre. A Kuito, deux hélicoptères Mi-24 et Mi-25 s'apprêtent à prendre l'air. Cette petite brigade coloniale au centre du pays n'est pas en état de siège, mais les hommes de Jonas Savimbi ne sont jamais très loin. Dans les rues, il y a une importante présence militaire. Des soldats montent la garde devant certains bâtiments. Même l'hôpital est placé sous surveillance. Le mois dernier, la station de pompage d'eau a été détruite par une attaque.

A Cunje, à sept kilomètres de là, sur la ligne de chemin de fer de Benguela, les responsables locaux montrent les restes du bâtiment

principal de la gare soufflé à la dynamite en avril. Plus aucun train n'est arrivé ici depuis plus de deux ans. A l'est, en direction du Zaïre et de la Zambie, le trafic a été arrêté depuis sept ans. Un pont a encore été détruit en septembre sur la rivière Cuanza. Le dépôt a été entièrement saqué et les ateliers entravés à l'explosion. Plusieurs locomotives du chemin de fer de Benguela (CFB) rouillent, inutilisées, endormies. Les rails disparaissent sous les touffes d'herbes.

Ce spectacle crève le cœur de ce cheminot retraité après cinquante-quatre ans au service du CFB. A soixante-quatre ans, il espère toujours repasser les trains. « Ça ira », répète-t-il en se persuadant que ça va repartir. « Il faut négocier, concède-t-il.

MICHEL BOLE-RICHARD.
(Lire la suite page 6.)

POINT DE VUE : la polémique sur l'Opéra Bastille

Pour Barenboïm

M. François Léotard, président du PR et ancien ministre de la culture du gouvernement de M. Chirac de 1986 à 1988, expose son point de vue sur le dossier de l'Opéra Bastille et la polémique autour de Daniel Barenboïm.

par François Léotard

Au-delà des faux procès, des affrontements stériles et des tristes déchirements, la polémique qui entoure à nouveau aujourd'hui le dossier de l'Opéra Bastille ne doit pas dissimuler ce qui constitue les véritables enjeux du débat.

Depuis deux ans, d'éminents professionnels travaillaient à préparer l'ouverture et les premières saisons de ce nouveau théâtre. De mauvaises décisions viennent d'interrompre brutalement un processus bien engagé.

La volonté de défaire ce qui avait été bâti, au risque de décourager les talents et les énergies et de compromettre l'ensemble du projet, l'a soudain emporté sur le bon sens ou la raison, autorisant toutes les interrogations, en France comme à l'étranger, sur une crise que rien ne justifie.

Au printemps de 1986, deux mois reflétaient la véritable

situation de l'Opéra de Paris : dégradation et imprévoyance.

Dégradation au palais Garnier et à la salle Favart. Trois mois après le début de l'année, l'établissement fonctionnait toujours sans budget, alors que l'exercice précédent s'était soldé par un déficit important. Désorganisé par les changements d'administrateurs, doutant de lui-même en raison de la construction d'un nouvel Opéra, le palais Garnier n'avait plus ni projet ni ambition. L'avenir du ballet, l'un des fleurons de l'art français, restait incertain.

Imprévoyance pour l'Opéra Bastille. Aucune réflexion sérieuse n'avait encore été engagée sur la vocation des trois salles lyriques parisiennes relevant de la responsabilité de l'État, ni sur leur articulation, ni sur leur statut, ni sur leurs conditions de fonctionnement. Faut-il d'ailleurs s'en étonner si l'on se souvient que la construction de cet équipement de 2 milliards et demi de francs avait été décidée en 1982 sans la moindre étude de marché valable ?

Dès le mois de juillet 1986, j'ai engagé un plan portant à la fois sur l'équipement, le projet artistique et les hommes.

(Lire la suite page 22.)

ROUBAUD

Roman & Cie

Jacques Roubaud
Le grand incendie
de Londres

Collection Fiction & Cie
dirigée par D. Roche
120 F

Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Espagne, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 185 pes. ; Grèce, 60 p. ; Hongrie, 150 sz. ; Inde, 1700 L. ; Libye, 0,400 DL. ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,60 L. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

Etranger

La visite du chef de l'Etat en Bulgarie

M. Mitterrand déclare à M. Jivkov que l'héritage de 1789 « forme un bloc indissociable »

M. Mitterrand devait regagner Paris jeudi soir 19 janvier dans la soirée, à l'issue de sa visite en Bulgarie, dont les dernières heures étaient consacrées à un détour touristique dans la vieille ville de Plovdiv. Avant de quitter Sofia, le président français et son hôte, M. Todor Jivkov, devaient tenir une conférence de presse commune.

SOFIA
de notre envoyé spécial

L'un des temps forts de la visite de M. Mitterrand aura été la rencontre de jeudi, légère en protocole mais menée au pas de charge pour multiplier les rencontres avec les représentants de la société civile bulgare, y compris des hommes et des femmes qui ne partagent pas l'orthodoxie du pouvoir.

Ce programme a commencé par un petit déjeuner offert à la résidence de l'ambassadeur de France, auquel avaient été conviés une douzaine d'intellectuels. La liste des invités a pu poser quelques problèmes, dans la mesure où nombre de personnalités ont fait récemment l'objet de mesures plus ou moins sévères, pour l'attitude critique qu'elles ont adoptée à l'égard de la politique de M. Jivkov. Apparemment, dans le souci d'en faire assez, mais pas trop, une ligne de démarcation assez nette a été respectée. N'ont pas été conviés les membres

connus de l'Association pour la défense des droits de l'homme, contre lesquels M. Jivkov a lui-même prononcé de graves accusations dans ses colonnes (*Le Monde* du 18 janvier), et dont trois sont d'ailleurs encore détenus à Roussé (où ils ont été arrêtés le 11 janvier) et cinq au moins sont toujours assignés à résidence et poursuivent une grève de la faim.

Etait en revanche présents, en nombre, des animateurs du Club de soutien à la glasnost et à la perestroïka, parmi lesquels l'académicien Alexis Cheloukov, le peintre Svetlin Roussev, l'écrivain Blaga Dimitrova, ainsi que plusieurs universitaires, artistes et hommes de presse. Depuis que ces personnalités s'efforcent de développer l'activité du club — qui entend agir en toute légalité mais encourager dialogue et démocratie politique — la société politiquement bloquée, — une bonne partie d'entre elles ont été victimes de tracasseries, voire de sanctions.

Aspirations pour l'avenir

M. Mitterrand a donc ainsi pu rencontrer ce qui prend la forme d'une opposition modérée au sein de ce régime. Les autorités locales ne s'y sont pas opposées. C'est aujourd'hui la règle du jeu en de telles circonstances.

La rencontre a été un peu formelle, au dire des participants, et M. Mitterrand a surtout écouté ce

que l'on avait à lui dire, ce qui lui a permis, à la différence de ce qui s'était passé à Prague, d'entendre s'exprimer beaucoup moins de plaintes, de critiques précises, que d'aspirations pour l'avenir.

Outre le souhait que la Bulgarie soit mieux comprise en Occident, ses intellectuels ont multiplié les références à la perestroïka. « Gorbatchev et nous, à même dit l'un d'eux, symbolisent de deux façons différentes ce que nous espérons pour l'avenir. » Le professeur Chepouchev a observé, pour sa part, que la visite du président français a déjà été l'occasion d'un progrès puisque M. Jivkov a admis dans son interview au *Monde* que l'appartenance au Parti communiste bulgare et la fadhion aux clubs de soutien à la glasnost n'étaient pas incompatibles. Dans la foulée, le président de la République devait assister à une « table ronde » à l'Académie des sciences — un rôle privilégié étant dévolu ici à M. Hubert Curien, le ministre de la recherche et de la technologie — avant de se rendre à l'université Kliment pour des entretiens avec des enseignants et des étudiants.

Mercredi soir, lors du banquet officiel, M. Jivkov avait évoqué l'Europe « de l'Atlantique à l'Oural », l'intérêt commun des peuples à traiter ensemble des problèmes tels que l'environnement, les idéaux aussi de la Révolution française. M. Mitterrand lui a répondu avec compréhension, évitant les

aspérités, mettant l'accent sur ce qui était commun — comme l'aspiration à la sécurité et au désarmement, réitérant l'assurance que l'Europe communautaire de 1993 ne serait pas une forteresse, mais recourant à l'Histoire, précisément, pour rappeler que les principes énoncés en 1789 — « souveraineté nationale, démocratie représentative, séparation des pouvoirs, libertés de la personne » — consistent des valeurs qui, aujourd'hui, « n'ont rien perdu de leur actualité ». « Puisse-t-on de leur actualité », a-t-il dit, « comprendre, ajoutait-il, à l'Est comme à l'Ouest, que cet héritage forme un bloc indissociable, que nul ne saurait puiser à sa guise ce qui convient à ses thèses et rejeter ce qui les dérange sans dénaturer profondément l'esprit de la Révolution. »

Avant ce « dîner d'Etat », les deux délégations avaient eu leurs principaux entretiens de travail. Une série d'accords bilatéraux ont en outre été conclus, définitivement en leur principe : en particulier, l'octroi par la France à la Bulgarie d'une ligne de crédits de 700 millions de francs, des embauches de spécialistes et la constitution de cadres de gestion et la protection des investissements, la formation de cadres de gestion et la constitution d'une société mixte de remontées mécaniques sur les champs de neige. M. Bouygues, enfin, a le feu vert pour la rénovation de l'aéroport de Sofia.

ALAIN JACOB.

Le siège du Parlement européen

Comment la bataille de Strasbourg a été perdue

LUXEMBOURG
de notre envoyé spécial

Le Parlement européen a décidé, le mercredi 18 janvier, par 222 voix pour, 173 contre et 4 abstentions, de tenir des sessions spéciales à Bruxelles. La mobilisation des représentants français et luxembourgeois, soutenus par les chrétiens-démocrates allemands, n'a pas suffi à freiner le mouvement en faveur de la capitale belge. Pis encore : il n'a pas été à Strasbourg l'assurance d'accueillir les douze sessions régulières prévues chaque année. M. Derek Prag (conservateur britannique), l'initiateur du mouvement vers Bruxelles, a expliqué qu'il avait perdu « sa majorité » s'il avait accepté l'amendement allant dans ce sens, présenté par M. Pierre Pflimlin.

Bruxelles a gagné une bataille importante malgré la défense acharnée des partisans de Strasbourg. Dès lundi, une guérilla procédurale dirigée par M. Marco Pannella (radical italien), expert en maniement du règlement de l'Assemblée, avait été engagée pour gagner du temps. Trois tentatives ont été effectuées. La dernière a failli réussir, créant un véritable psychodrame.

Mercredi, en début de séance de l'après-midi, M. Pannella demandait un vote sur le report en fin de session du rapport Prag. Une majorité était facilement obtenue en raison du faible nombre de députés (une centaine) présents à ce moment-là. L'idée de repousser le scrutin à vendredi permettait d'empêcher une décision ce mardi. Le vendredi, en effet, la plupart des députés européens ne sont déjà plus à Strasbourg, ce qui empêche de réunir le quorum pour procéder au scrutin pour un texte de cette importance.

Le « coup » de M. Pannella a plongé l'hémicycle dans l'émotion et suscité surtout des déclarations qui n'ont pas été toutes de bon goût, loin s'en faut.

Dans la confusion générale, la séance a été suspendue pour recourir à l'arbitrage de lord Plumb (conservateur britannique), président de l'hémicycle. Même dans les couloirs, les esprits étaient échauffés. Un journaliste britannique n'a-t-il pas pris à partie M. Pannella en lui faisant reproche de l'obliger à rester jusqu'à vendredi dans « ce village isolé » ?

L'« autoritarisme » du président

Après avoir recueilli l'avis du bureau de l'Assemblée, lord Plumb a fait appel à un autre article du règlement pour proposer un nouveau vote, dans le but de réinscrire à l'ordre du jour de mercredi le débat sur le lieu de travail du Parlement. Interpellé par un élu SPD au cours de l'intervention où il expliquait les raisons pour lesquelles il fallait ce rester au résultat précédent, M. Pannella a lâché : « Les ordres en allemand, c'était il y a quarante ans, maintenant c'est fini. »

Après avoir obtenu gain de cause, lord Plumb a cédé sa place à M. Siegfried Albert (chrétien-démocrate allemand), soit le troisième parlementaire en moins de deux heures à occuper le perchoir, les incidents n'ayant pas pour autant cessé, bien au contraire.

Alimenté par la maladresse de M. Albert qui, à plusieurs reprises, a évoqué le coût du vote électronique (7 000 francs par article ou amendement) pour imposer la plupart du temps un scrutin à main levée, le brouhaha a été permanent pendant l'adoption du texte de M. Prag. M. Benedikt Harlin (Vert allemand) s'est même associé à M. Jean-Marie Le Pen pour dénoncer l'« autoritarisme » du président de séance.

Reste que le résultat est acquis pour les partisans de Bruxelles. Reste aussi à consulter la réaction de M. Mitterrand, voire du chancelier Kohl. Après avoir affirmé que « les socialistes français ne céderont pas à la pression des milieux d'affaires spéculant sur Bruxelles », Mme Gisèle Charzat (PS) a rappelé que « la France s'était engagée à améliorer les conditions de travail du Parlement » au conseil de Rhodes et que « le président de la République avait déclaré le 31 décembre que Strasbourg était la capitale de l'Europe ».

Pour l'heure, le mot de la fin revient à M. Pflimlin. Visiblement très affecté par la tournure des événements, l'ancien président de l'Assemblée a dit : « Je suis surtout déçu parce qu'il y a chez certains la volonté d'en finir avec Strasbourg. »

MARCEL SCOTTO.

M. Bernard Bochet ambassadeur auprès de l'OCDE

M. Bernard Bochet a été nommé ambassadeur, chef de la délégation permanente de la France auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en remplacement de M. Marc Bonnefous, a annoncé, le 18 janvier, le Quai d'Orsay.

[Né en 1926, ancien élève de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Bochet a été intégré dans le cadre des secrétaires d'Etat en 1958. Il a été en poste au Laos, puis à la direction des affaires économiques du Quai d'Orsay jusqu'en 1982, date à laquelle il avait été nommé ambassadeur au Mexique. Depuis 1986, il était ambassadeur à Alger.]

● CAMBODGE : les négociations

— Avant de recevoir à Bangkok, le week-end prochain, le premier ministre de Phnom-Penh (le *Monde* du 19 janvier), le premier ministre thaïlandais s'est rendu, le jeudi 19 janvier, en Indonésie pour des entretiens avec le président Suharto. La date de la prochaine conférence informelle de Djakarta sur le Cambodge a été fixée : elle se tiendra du 19 au 21 février, a déclaré, de son côté, le ministre indonésien des affaires étrangères. — (AFP, Reuters.)

L'affaire Tambouev ou le périlleux exercice de la glasnost

Si en Union soviétique l'ouverture de la presse est sans doute le trait le plus visible du « nouveau cours », en Bulgarie, la glasnost reste un exercice délicat. Ce n'est pas faux, pour les journalistes bulgares, de s'y être essayés. Mais leurs tentatives, depuis deux ans, ont connu des résultats parfois malheureux, comme en témoigne le récit que nous en a fait l'un

d'entre eux (voir ci-dessous). A noter cependant qu'aucune difficulté ne nous a été faite pour le rencontrer, au siège de la rédaction, à Sofia.

L'année 1988 a vu la publication en Bulgarie de textes parfois audacieux dans de nombreux organes de presse. Mais elle a vu aussi un « retour de bâton », avec la

mise à l'écart des rédacteurs en chef de plusieurs journaux qui s'étaient distingués, comme ceux de *Troud*, *Literatour*, *Front* ou *Narodna Koultura*. Certains responsables de la presse bulgare font valoir que l'heure est à la « critique constructive » et qu'il ne faut pas démolir la population, appelée à concentrer ses efforts sur la réforme économique.

furieux, il m'a dit que ce serait considéré comme une provocation et que je pourrais avoir des ennus beaucoup plus sérieux. »

Comme « une brebis galeuse »

Alors que le parti commence à organiser des réunions pour désigner Tambouev comme « une brebis galeuse », le verdict, annoncé à la sédition par le président de la commission, provoque de profonds remous dans les rédactions — le rédacteur en chef de *Troud* sera d'ailleurs limogé — et met la population d'Etropole en ébullition. Les anciens combattants se mobilisent, des slogans : « La corruption au pouvoir », fleurissent sur les murs, les lettres arrivent par centaines et une pétition circule. Un procès contre Tambouev à Sofia est annulé, car les habitants d'Etropole ont décidé d'affrêter des autocars pour s'y rendre. « Bien sûr, tout ce n'a pas été rendu public, la glasnost n'est pas prévue pour ça », dit Tambouev.

Aujourd'hui, Gueorgui Tambouev est un homme brisé, mais qui se refuse à baisser complètement les bras. Physique de lutteur, cheveux blancs, il est rédacteur à *Pogled*, l'hebdomadaire de l'Union des journalistes, qui passe en ce moment pour l'un des plus audacieux. « Jusqu'au 1^{er} janvier, j'ai été incapable d'écrire une ligne. Ici je suis le dernier de la rédaction, je touche un salaire bien inférieur », ajoute Tambouev. Puis il s'est remis au travail en proposant un rubrique régulière : « Les paradoxes de la bureaucratie », qui fait déjà jaser le *Troud*. « Je suis sûr que la rubrique va être arrêtée, mais je continue tant que je peux, dit-il, après je disparaîtrai de nouveau. »

Cinq jours après l'exclusion de Tambouev du parti, le quotidien *Sovetskaiia Rossia* publiait à Moscou, le 13 mars 1988, la fameuse lettre de Nina Andreeva, considérée comme le manifeste des conservateurs contre la glasnost. Tambouev n'exclut pas qu'au moment de prononcer son verdict, le 7 mars, la direction du PC bulgare ait déjà sur le glasnost était en difficulté chez le « grand frère ».

Près d'un an après, l'affaire Tambouev continue d'agiter la conscience de plus d'un journaliste bulgare. « La brisa couve sous le cendre », résume Tambouev, optimiste malgré tout : « La glasnost finira par percer, car ici on comprend le russe et on lit la presse soviétique. »

SYLVIE KAUFFMANN.

SOFIA
de notre envoyé spécial

Un jour de l'automne 1988, Gueorgui Tambouev, journaliste dans l'un des grands quotidiens bulgares, *Troud* — nécessairement l'organe des syndicats, — reçoit une lettre anonyme dénonçant les nombreuses irrégularités et malversations commises par le procureur d'une petite ville, Etropole, et par sa famille. « La situation décrite paraissait tellement incroyable que, d'abord, je n'y ai pas cru, se souvient-il. J'ai même failli jeter la lettre. »

Tambouev, membre du parti, a alors cinquante-trois ans et des velléités d'appliquer à la presse bulgare le vent de glasnost qui souffle de Moscou. Il vient de publier un article qui a fait pas mal de bruit sur un scandale économique.

Le hasard veut que, quelque temps plus tard, Tambouev décide d'aller vérifier, dans les registres de l'université, l'une des premières accusations de la lettre anonyme contre le procureur. S'étant fait déclarer, par le biais d'une adoption irrégulière, pupille de la nation, ce dernier a pu être admis à la faculté de droit sans examen, un privilège réservé aux pupilles.

« Sous les habits du pouvoir »

Or les archives de l'université non seulement confirment ce fait, mais en révèlent d'autres qui attirent la curiosité du journaliste. « J'ai donc commencé à faire davantage confiance à la lettre, dit-il. En même temps, je me rendais compte que j'avais affaire au parquet. » Tambouev décide donc, avec sa rédaction, de « bétonner » au maximum, en se faisant accompagner, au cours de son enquête, par des représentants des divers organes officiels concernés. Le procureur général adjoint de Bulgarie, M. Moutisarov, désigne un inspecteur du parquet, Petr Ivanov, pour l'assister dans ses investigations sur les activités strictement professionnelles du procureur d'Etropole, Grigor Mikhalov. C'est avec cet inspecteur que Tambouev va connaître ses premiers ennemis, car Ivanov tente en fait de protéger son collègue et va essayer de compromettre Tambouev avec une jeune femme, mais celle-ci se dérobe au dernier moment.

L'enquête sur Etropole paraît dans *Troud* sous la forme d'une série de quatre articles intitulée « La corruption sous les habits du pouvoir », du 4 au 7 juin 1987. La

procureur Mikhalov est alors relevé de ses fonctions. Tambouev devient un héros, le journal est inondé de lettres de lecteurs. « Le secrétaire du parti d'Etropole se venge nous voit, il nous a félicités, il a fait son autocritique et nous a dit qu'il préparait l'exclusion du parti du procureur et des membres de sa famille qui étaient compromis », raconte Tambouev. La milice informe le journaliste qu'une enquête policière va être ouverte sur les malversations du procureur, sous la direction du colonel Tsankova, qui se présente à Tambouev comme « une femme têtue ».

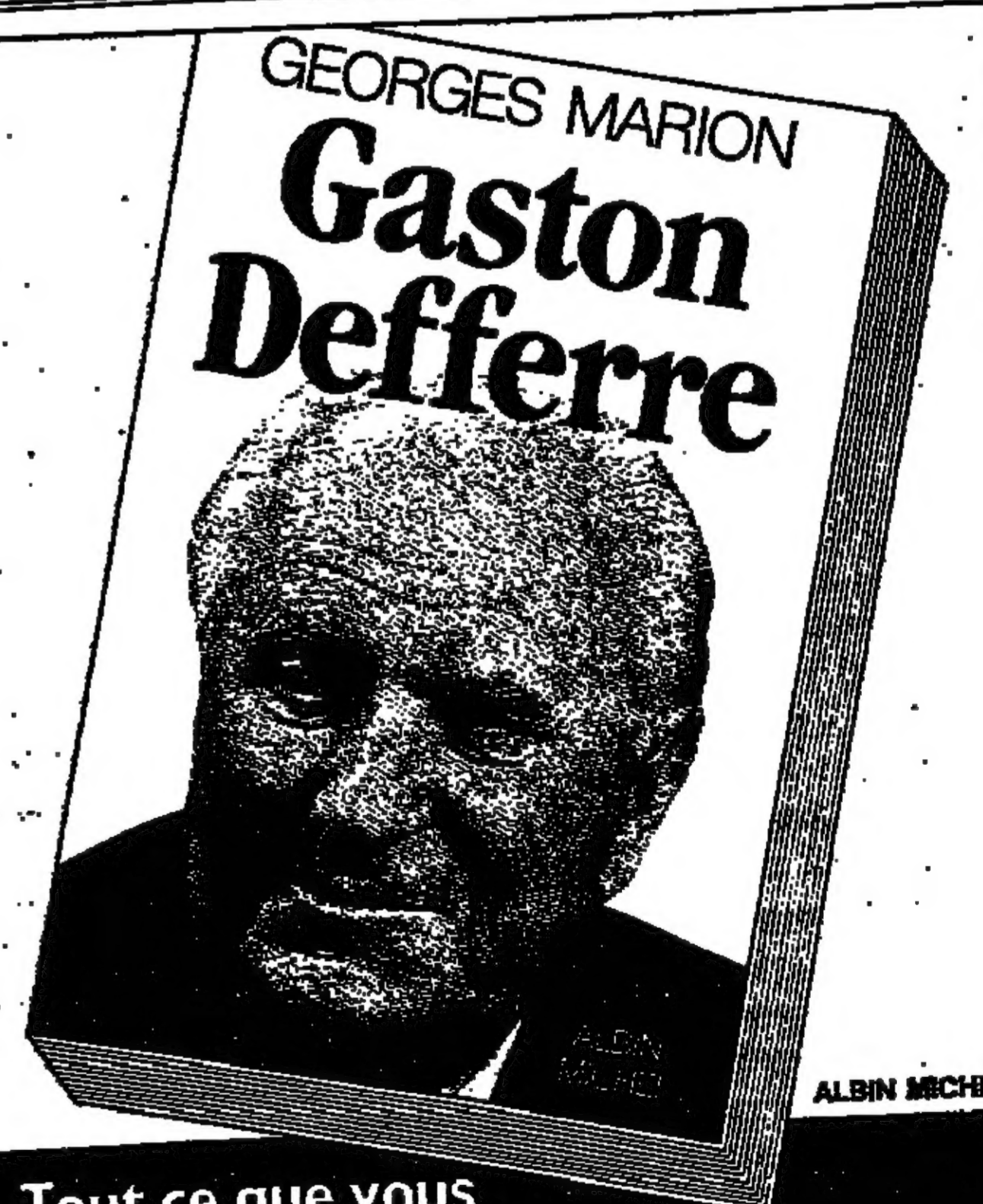
« Pour moi, l'affaire était bouclée, dit Tambouev. J'ai été embauché à ce moment-là par le journal du parti, *Rabotnitchesko Delo*, avec le titre de chef de service et membre du comité de rédaction. Là, il continue dans la même veine : « J'étais convaincu que j'aurais pour la reconstruction en Bulgarie. »

C'est alors que, en juillet 1987, le vice-président de la commission de contrôle et de révision du parti, Kiril Nestorov, prend contact avec lui. A l'issue d'une conversation « agréable » sur l'affaire d'Etropole, il demande à Tambouev de revenir le voir après les vacances. Nouvelle convocation en septembre, cette fois-ci en présence de deux autres membres de la commission, MM. Ougrilov et Milev. Le ton change : ces responsables du parti reprochent à Tambouev d'avoir contraint le comité central à abandonner la pratique de certains privilèges pourzagant « néocésaires », d'insinuer que le pouvoir est corrompu en Bulgarie.

Milev a devant lui les quatre articles de *Troud*, soigneusement soulignés. « Vous dressez là cinquante-neuf accusations contre des organes bulgares importants », lui lance-t-il, avant d'évoquer une instruction en cours. En sortant, Tambouev appelle le colonel Tsankova. « On m'a retiré l'affaire, lui annonce-t-elle, parce que je suis têtue. »

« La sale histoire »

Tambouev va avoir d'autres réunions avec ce « groupe de travail » de la commission de contrôle. Il reconnaît une seule erreur dans ses papiers : celle d'avoir donné le titre de doyen de la faculté de droit à un homme qui ne l'était pas encore au moment des faits. « La sale histoire commence à ce moment-là », se rappelle-t-il. On lui reproche son comportement insolent, agressif.



Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur Defferre, Marseille, et le socialisme.

هكذا من الأصل

Diplomatie

Les discours de clôture de la CSCE

Le représentant de Bucarest souhaite que les problèmes des droits de l'homme « soient résolus partout aussi bien qu'en Roumanie... »

VIENNE
de notre envoyée spéciale

M. Ceausescu ne déçoit jamais. Son ministre des affaires étrangères, M. Ioan Totu, a prononcé en son nom, le mercredi 18 janvier, devant la Conférence de Vienne qui s'achève, un discours méritant de figurer dans les anthologies ubuesques, plus proche du burlesque grinçant que de l'orthodoxie marxiste. Une seule phrase de M. Totu suffirait à illustrer son excellence dans ce genre, celle par laquelle il a souhaité que « les problèmes sociaux, les problèmes des libertés démocratiques et des droits de l'homme soient résolus partout aussi bien qu'en Roumanie, ce qui constituerait un progrès important vers l'égalité, vers la prospérité de toutes les nations, vers la coopération et la paix ».

La Roumanie en tout cas n'a de leçon à recevoir de personne, particulièrement pas du secrétaire d'Etat américain, et M. Totu ne s'est pas privé de le dire. Non seulement, en effet, ses institutions sont « le cadre d'une démocratie authentique qui assure la participation directe de toute la population », mais son industrie et les autres secteurs économiques sont « en développement constant », ce qui garantit à tous les Roumains l'égalité de droit au travail et les conditions de vie ».

Au point de se demander pourquoi M. Totu a réclamé dans le même discours « le développement de la coopération économique et des transferts de technologies et l'élimination des discriminations dans les échanges économiques et commerciaux ».

Le ministre roumain a encore regretté que les trente-quatre autres pays de la CSCE aient souscrit, au nom de la liberté de circulation ou de la liberté de croyance, à des mesures qui sont « en contradiction avec les normes et règlements internationaux ». La Roumanie seule, si l'on en croit M. Totu, a véritablement intégré l'esprit d'Helsinki, du moins ses trois principes essentiels : respect de la souveraineté, non-ingérence, et droit de chaque Etat à choisir son système politique. Des principes « entérinés par la vie ».



même », précise M. Totu dans une tournure chère au « conducator ». Cet étalage de cynisme et de dérision, par lequel la Roumanie s'est elle-même marginalisée, est sans doute préférable à un hypocrite consensus. Il aura en du moins le mérite d'attirer l'attention sur le cas roumain et de pousser à la critique certains pays occidentaux défectueux des droits de l'homme, qui restaient jusqu'à présent étrangement timorés devant leurs violations les plus flagrantes au cœur même de l'Europe.

La Roumanie mise à part (M. Totu a été le seul orateur socialiste à ne pas même citer le nom de M. Gorbatchev) les représentants du « camp » socialiste ont manifesté dans leur discours (1) une volonté variable d'ouverture. Une volonté mesurable non seulement à leur plus ou moins grande émanation par rapport à la langue de bois, mais aussi à l'importance respective qu'ils accordent aux trois corbeilles de la Conférence (sécurité, coopération économique, droits de l'homme) et à la plus ou moins grande liberté avec laquelle ils traitent de ce dernier sujet.

Ce sujet a cessé d'être tabou pour la Hongrie : son ministre des affaires

étrangères, M. Peter Varkonyi, s'est félicité que le document de Vienne prévoie en ce domaine une forme de vérification comparable à celle qui vient d'être instaurée dans le domaine militaire. En soulignant que « l'application des engagements pris à Vienne relève de la responsabilité de chaque Etat, indépendamment de son système social ou de son appartenance à une alliance », il reconnaissait au quelque sorte l'universalité de la notion de droits de l'homme qui est l'essence même de l'esprit d'Helsinki.

Noyer le poisson

M. Varkonyi a encore noté que l'approche « de bloc à bloc », qui avait dominé les précédentes réunions de la CSCE, s'était érodée à Vienne et que plusieurs propositions avaient été défendues de concert par deux pays des deux alliances (la Hongrie a fait cause commune à plusieurs reprises avec les occidentaux). Il a récusé le recours au principe de non-ingérence (il visait la Roumanie) pour échapper aux engagements pris.

M. Olechowski, le ministre polonais des affaires étrangères, aura

été, lui aussi, très direct sur le sujet. « La Pologne, a-t-il dit, apprécie qu'un intérêt commun se dégage sur la façon dont les droits de l'homme sont respectés, et même que cela donne lieu à critique, bien qu'il faille veiller à ne pas abuser du droit de critique ». « Un changement est en cours dans ce domaine en Pologne. L'évolution n'ira pas sans tensions, mais nous ne faillirons pas dans notre détermination », a-t-il ajouté. Il s'est félicité dans le sens « de la démocratisation et du renforcement des organisations non gouvernementales ».

Enfin, il a proclamé avec vigueur l'intention de la Pologne d'appliquer « scrupuleusement » les engagements auxquels elle a souscrit : « Nous réexaminerons toute la législation existante pour voir si elle est conforme à ces nouvelles recommandations et, si elle ne l'est pas, nous y introduirons les amendements nécessaires. Nous attendons des autres Etats la même chose ».

Ni le ministre bulgare ni le tchèque ne sont allés jusque-là. Ils ne parviennent toujours pas à parler des droits de l'homme autrement qu'en y associant les droits économiques, sociaux, culturels, civiques... Plus l'énumération est longue, plus on noie le poisson. Le sujet n'arrive qu'en troisième position dans leurs interventions, loin derrière le désarmement et la coopération économique. Le ministre tchèque, dont le gouvernement a été plusieurs fois mis en cause à propos de la répression de récentes manifestations, a recommandé à chacun de balayer devant sa porte et rétorqué qu'aucun Etat ne tolère d'atteinte à l'ordre public chez lui. Le chemin sera long, mais on avait malgré tout l'impression, à entendre le représentant de Prague, qu'il employait les termes de « restriction » et de « démocratisation », qu'il son rythme très lent, bon gré mal gré, il s'y sentait tout de même engagé.

CLAIRE TRÉAN.

(1) Les ministres soviétique et est-allemand des affaires étrangères ne devaient s'exprimer que jeudi.

Quand M. Gorbatchev dialogue avec la Trilatérale

MOSCOU
de notre correspondant

MM. Giscard d'Estaing, Kissinger et Nakasone devraient avancer prochainement des « suggestions » sur la manière dont les grandes organisations économiques internationales comme le GATT (accord sur le commerce international) et la Banque mondiale pourraient faciliter l'adhésion de l'URSS en lui ménageant des « périodes intermédiaires ».

Il est évident que l'on doit pouvoir trouver une solution, a déclaré à cet égard M. Giscard d'Estaing peu après avoir été longuement reçu par M. Gorbatchev, mercredi 18 janvier, en compagnie de l'ancien secrétaire d'Etat américain et de l'ancien premier ministre japonais. Ces trois personnalités du monde occidental se trouvant en ce moment à Moscou pour rédiger, dans le cadre de la Commission trilatérale, un rapport sur les conséquences du cours réformateur soviétique sur les relations Est-Ouest.

Avec la question du désarmement, c'est le dossier des relations économiques entre l'Union soviétique et les pays occidentaux qui a dominé leur entretien avec le secrétaire général, et M. Gorbatchev a réaffirmé à cette occasion la volonté soviétique de s'acheminer vers la convertibilité du rouble et l'intégration au marché mondial. M. Gorbatchev a souligné à ce propos l'importance qu'il accorde au développement des entreprises à capital mixte, soviétique et étranger, et fait valoir à ses interlocuteurs que ces joint ventures pouvaient désormais être à majorité étrangère.

240 000 hommes retirés du théâtre européen

Pour ce qui est de l'adhésion aux organisations économiques internationales, le secrétaire général a déclaré que l'URSS n'était actuellement pas en situation de faire face aux obligations qu'elle recueillait, qu'elle souhaitait néanmoins pouvoir franchir ce pas et demandait donc un

« effort » — effort jugé possible par M. Giscard d'Estaing dès lors que « les conceptions soviétiques du commerce international répondraient à celles du GATT ». Dans le domaine stratégique, il a été indiqué aux trois représentants de la Trilatérale que les réductions d'effectifs militaires annoncées par M. Gorbatchev seraient de 240 000 hommes sur le théâtre européen, 200 000 dans la partie asiatique de l'URSS et 60 000 sur ses frontières sud. La totalité de l'aviation soviétique stationnée en Mongolie devrait être rapatriée et sur les dix mille chars retirés de la circulation, une moitié serait détruite et l'autre désarmée et utilisée pour l'entraînement et les transports.

Selon M. Gorbatchev, les négociations sur la réduction des armements stratégiques pourraient être conclues en un an, ce qui laisse sceptique l'ancien président français aux yeux duquel ces pourparlers ne pourraient aboutir avant une réelle percée aux futures négociations de Vienne sur les armements conventionnels.

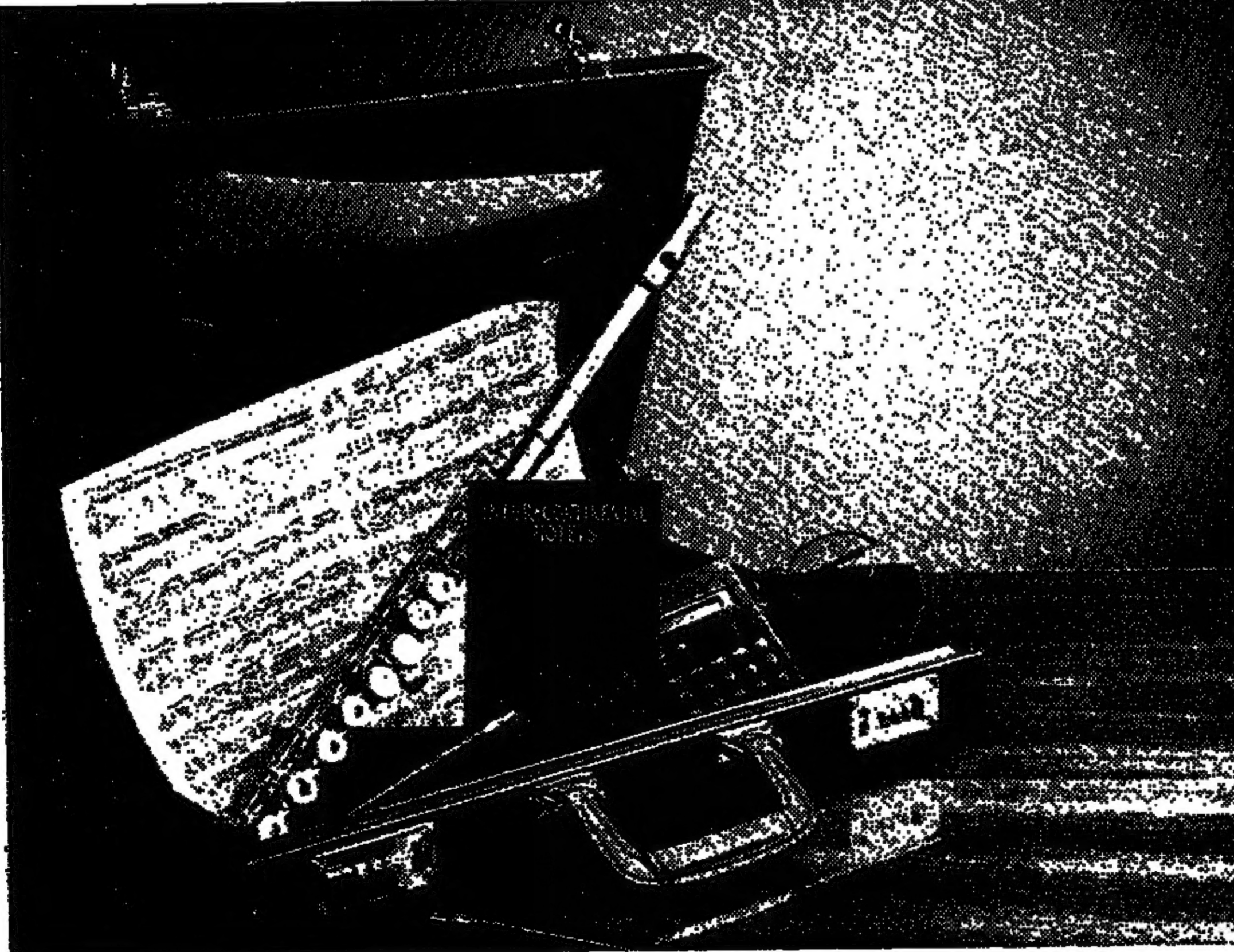
« J'ai trouvé », a estimé M. Giscard d'Estaing, un homme en pleine possession de ses moyens, qui ne met pas en doute la justesse de la ligne qu'il a choisie, qui ne paraît pas découragé par les obstacles qu'il mentionne lui-même et qui pense que le mouvement lancé est irréversible ».

Est-ce l'avis de M. Giscard d'Estaing ? Réponse : « Il y a un incontestable contraste entre l'ouverture du débat dans les esprits et la faiblesse du changement dans le domaine économique. (...) A elle seule l'ouverture des esprits crée les conditions de changements réels mais pas les conditions du changement économique ».

S. G.

(1) La commission trilatérale est une organisation privée, créée en 1973 afin de renforcer la coopération entre les Etats-Unis, la France et l'Allemagne. Elle regroupe des personnalités appartenant au monde politique, syndical, patronal et universitaire.

INTERPRETEZ VOS AFFAIRES AVEC BRIO...



...ET TRIOMPHEZ A L'ENTRACTE.

Au programme
Le Préfète Inter-Continental - pour la saison d'hiver, les tarifs sont en mode minceur.

Cet hiver, vous pouvez donner à vos voyages d'affaires toute l'élégance, l'agrément et le luxe du service d'un hôtel de classe mondiale. Du 1er Décembre au 28 Février, les Hôtels Inter-Continental et Forum vous invitent au tarif spécial d'hiver. Comme point d'orgue à votre séjour, si vous descendez à nos hôtels pour deux nuits ou plus, nous vous offrons en souvenir un très joli cadeau.

Et un Final pour le week-end.
Si vous séjournez deux nuits en semaine, votre prochaine réservation d'un week-end dans l'un des Hôtels Inter-Continental ou Forum participera à cette promotion sans inscription, sans frais supplémentaires, dans une

suite ou une chambre de catégorie Luxe.
Pour recevoir des informations détaillées sur nos tarifs d'hiver spéciaux, renseignez-vous auprès de votre agence de voyage. Pour vos réservations, contactez-nous au numéro ci-dessous.

529 FF	639 FF	749 FF	965 FF	1190 FF
MARSEILLE NICE PORTO MADRID	ATHENES LUXEMBOURG AMSTERDAM MILAN VIENNE COLOGNE BRUXELLES PARIS BERLIN STUTTGART	BRUXELLES THE HAGUE LONDRES VIENNE COLOGNE BRUXELLES PARIS BERLIN STUTTGART	LE GRAND PARIS GENEVE ROME MADRID MILAN	LONDRES MADRID MILAN PORTO THE HAGUE AMSTERDAM PARIS THE HAGUE MILAN

INTER-CONTINENTAL HOTELS
FORUM HOTELS
RÉSERVATIONS: 19.05.90.85.55.

Europe

POLOGNE : après le vote du comité central

Remous dans le parti et dans l'opposition

L'agence officielle polonaise PAP a annoncé mercredi soir 18 janvier que le général Wojciech Jaruzelski, suivi de plusieurs membres du bureau politique du POU, le parti au pouvoir, avait menacé de démissionner lors du plénum du comité central, les 16 et 17 janvier, afin d'imposer sa ligne sur le pluralisme syndical.

Alors que les débats prenaient une tournure de plus en plus houleuse, à huis clos, plusieurs membres du comité central ont accusé la direction du POU de vouloir imposer une « politique erronée, incompréhensible et contraire aux attentes » des militants du parti. Il ne semble pas que des appels à la démission aient été lancés, mais le numéro un polonais a jugé opportun de demander un vote de confiance, menaçant de quitter à la fois ses fonctions de premier secrétaire du parti et de chef de l'Etat.

Trois membres du bureau politique qui détiennent des postes clés au gouvernement — M. Rakowski, premier ministre, les généraux Kaszaczek et Siwicki, ministres de l'Intérieur et de la Défense — se sont joints à lui, afin de donner plus de poids à sa manœuvre. La motion de confiance a alors été votée massivement, avec quatre abstentions

(sur quelque deux cents membres).

Le dernier dirigeant polonais à se soumettre à un vote de confiance avait été M. Stanislaw Kania, en octobre 1981. Il avait été censuré et remplacé par M. Jaruzelski.

En revanche, la résolution adoptant la position de la direction sur l'introduction du pluralisme syndical, à terme et sous conditions, n'a été votée que par cent quarante-trois voix. Trente-deux membres du comité central ont voté contre, et quatorze se sont abstenus. Le texte de la résolution doit être publié vendredi dans la presse polonaise.

L'activité du syndicat paralysée

Le bureau politique a ensuite réuni, dans la journée de mercredi, les premiers secrétaires de voivodes (départements) pour tenter de leur expliquer le bien-fondé de sa ligne politique.

L'état-major de Solidarité s'est lancé dans l'étude de la résolution, refusant de la commenter avant sa publication dans la presse. La commission nationale du syndicat (KKW) devait se réunir, ce week-end, à Gdansk, pour prendre position. Mais plusieurs voix se sont déjà élevées au sein du mouvement pour s'inquiéter des conditions très restrictives, comme la suspension du droit de grève, posées par le pouvoir.

Cette mesure vise à paralyser l'activité de notre syndicat pendant trois ans », a déclaré Andrzej Gwiazda, l'une des personnalités de Solidarité les plus critiques à l'égard de Lech Walesa. Le professeur Andrzej Stelmachowski, conseiller de M. Walesa, interrogé par l'agence UPI, a estimé que le vote du comité central constituait « un grand progrès », mais que les conditions posées « pourraient se révéler inacceptables ».

URSS : après le vote du Parlement de Tallin

L'estonien devient obligatoire

MOSCOU
de notre correspondant

L'Estonie a franchi, mercredi 18 janvier, un nouveau pas dans l'affirmation de son identité culturelle et nationale. Après avoir fait de sa langue, en décembre dernier, une langue d'Etat, la plus petite des Républiques soviétiques se doit maintenant faire obligation à l'ensemble des personnes travaillant dans ses services publics de parler l'estonien.

Adoptée par 204 voix contre 50 et 6 abstentions, cette nouvelle loi s'applique à l'ensemble des fonctionnaires, y compris les policiers, ainsi qu'aux médecins et journalistes, qui devront donc connaître la langue estonienne et l'estonien — en plus, le cas échéant, de leur propre langue puis-que tous les russophones ne sont pas des Russes. La loi oblige également toutes les entreprises et administrations à faire leurs écritures en estonien, ce qui implique notamment que toutes les procédures judiciaires seront conduites dans la langue d'Etat.

Tout citoyen aura cependant droit à l'assistance d'un interprète devant les tribunaux et pourra également utiliser le russe dans ses correspondances administratives. A la veille de l'adoption de cette loi, les critiques contre l'Estonie s'élevaient à tel point multipliées dans les journaux soviétiques que les dirigeants de la République avaient jugé nécessaire de réunir mardi soir une conférence de presse au siège de la représentation estonienne à Moscou.

Leur but avoué était d'essayer de calmer le jeu, et cette tentative a été l'événement principal des échanges politiques entre les rédactions soviétiques se sont vus la comédie. Certains journalistes possèdent des questions, d'autres polémique (ceux de la Pravda) et d'autres encore laissent deviner, comme celui de la Komsomolskaya Pravda, une profonde perplexité.

Les fonctionnaires, médecins et journalistes russophones ont quatre ans pour étudier l'estonien et devront se soumettre, passé ce délai, à des tests d'aptitude actuellement mis au point.

S. G.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. 43-26-61-09

Proche
Kohl sur
son opposition
L'Irak mène
les armes
Une soirée
de catégories
L'ACTUALITE
Toute l'actualité
en direct
ACTUALITE
36.15

Proche-Orient

L'affaire de l'usine chimique de Rabta

Le chancelier Kohl sous les feux croisés de son opposition et d'Israël

Le chancelier Helmut Kohl a évoqué, le mercredi 18 janvier, avec M. Shimon Peres, vice-premier ministre israélien, de passage à Bonn, l'affaire de l'usine chimique libyenne de Rabta. Les révélations en série sur la participation de firmes ouest-allemandes à la construction de cette usine ont suscité de vives protestations en Israël.

L'ambassadeur de RFA à Tel-Aviv a été convoqué mercredi au ministère des affaires étrangères, où il a été reçu par le ministre, M. Moshe Arens, qui lui a fait part « de l'inquiétude et de la protestation du gouvernement israélien ». Selon le communiqué du ministère, les Israéliens souhaitent que Bonn vérifie « si des entreprises ouest-allemandes sont également impliquées dans la construction d'infrastructures du même type en Irak et en Syrie ». Le ministre a, en outre, demandé à Bonn de « porter à la connaissance du gouvernement israélien les résultats des vérifications faites en RFA sur l'aide fournie par une société ouest-allemande pour améliorer les capacités de ravitaillement en plein vol de l'armée de l'air libyenne ».

Cette affaire domine bien chaque jour en RFA l'implication de nouvelles sociétés ouest-allemandes par la presse. Elle a fait l'objet mercredi à Bonn d'un débat houleux au Bundestag. Le ministre à la chancellerie, M. Wolfgang Schäuble, avait été chargé de présenter la dernière version du gouvernement, dont l'attitude a été vivement dénoncée par l'opposition.

Le ministre a déclaré que les services secrets ouest-allemands avaient obtenu, dès août 1987, les premières informations faisant état « avec une grande probabilité », de la construction d'une usine d'armes chimiques en Libye.

Jusqu'ici, le gouvernement faisait remonter les premières indications

sur l'usine de Rabta à août 1988. M. Schäuble a indiqué que l'ambassade des États-Unis à Bonn avait informé, le 18 mai 1988, les autorités ouest-allemandes des soupçons portés sur diverses sociétés ouest-allemandes, notamment Imhausen Chemie GmbH. Le chancelier Kohl, lui-même, n'aurait été informé que le 20 octobre 1988, par ses services, aussi bien de la nature de l'usine de Rabta que de l'éventuelle participation de firmes ouest-allemandes.

Les informations du Bundesnachrichtendienst (les services secrets), en 1987, provenaient de photos satellites SPOT (1) et d'autres renseignements fournis par d'autres services secrets.

Aux États-Unis, le prochain secrétaire d'État américain James Baker a annoncé mercredi qu'il engagerait une enquête sur trente-six firmes étrangères, dont vingt-quatre ouest-allemandes, qui seraient fournies de l'équipement à l'Irak et à la Libye afin de fabriquer des armes chimiques. Dans cette liste figurent également la Compagnie française de Dietrich, ainsi que des sociétés du Japon, de Belgique, des Pays-Bas, du Danemark, de Grande-Bretagne, de Yougoslavie et de Hongkong. De Dietrich fabrique notamment des appareils à revêtement en acier vitrifié, sortes de grosses cocottes-minute que les industriels utilisent pour mélanger divers produits chimiques.

(1) Le satellite SPOT (Système probatoire d'observation de la Terre, auquel la Suède et la Belgique ont été associés) a été lancé, le 22 janvier 1986, par une fusée Ariane. C'est un satellite exclusivement civil, placé sur une orbite héliosynchrone, c'est-à-dire qu'il repasse exactement au même point et à la même heure tous les vingt-six jours. Les images transmises par SPOT arrivent au centre de Kiruna, en Laponie suédoise.

L'Irak mettrait au point des armes bactériologiques

Les responsables américains et israéliens sont persuadés que l'Irak a dépassé le stade des gaz de combat et a mis au point des armes bactériologiques. Citant des sources américaines et israéliennes, la chaîne de télévision ABC a affirmé, le mercredi 18 janvier, que les Irakiens expérimentaient, dans quatre centres, de telles armes, capables d'inoculer aux forces adverses le choléra, la typhoïde ou l'anthrax, entre autres.

De son côté, un haut responsable israélien a indiqué que les Irakiens avaient « terminé la phase de recherche sur ce type d'armement », et possédaient « des échantillons », mais n'avaient « pas encore commencé la production ». De plus, selon cette même source, l'Irak ne

possède pas d'armes — des missiles, par exemple, — capables de véhiculer les bactéries sur lesquelles les chercheurs travaillent.

ABC assure, d'autre part, que l'Irak a bien tenté, depuis au moins deux ans, de mettre au point des armes bactériologiques mais n'a toujours pas réussi. Des sources proches des milieux du renseignement ont indiqué que les Irakiens avaient notamment tenté — en vain, jusqu'à maintenant — d'acheter du matériel de laboratoire en Europe.

Bagdad a catégoriquement démenti ces informations, mettant en garde Israël contre toute tentative d'attaque du style de celle qui, en 1981, avait détruit le réacteur nucléaire Osirak. — (AFP, Reuters.)

Une soixantaine de catégories d'agents

La plupart des agents biologiques potentiels qui peuvent être utilisés à des fins militaires existent dans la nature, et on s'accorde à en compter une soixantaine de catégories différentes connues des savants du monde entier. En 1972, l'Organisation mondiale de la santé en a dressé une liste et une convention internationale, sous l'égide des Nations unies, a prohibé la préparation de guerre biologique en interdisant la mise au point, la production et l'usage de toxines.

Seuls, des agents très résistants, c'est-à-dire capables de conserver longtemps un fort pouvoir pathologique, sont susceptibles d'intéresser les militaires. On les classe généralement en quatre catégories : 1) les agents incapacitants non contagieux (l'encéphalite équine du Venezuela, la dengue, la coqueluche, la fièvre du Queensland ou la fièvre chikungunya) ; 2) les agents incapacitants contagieux (la grippe ou la dysenterie) ; 3) les agents mortels non contagieux (la fièvre pourprée des montagnes Rocheuses, le typhus, l'encéphalite transmise par les tiques ou le charbon) ; 4) les agents létaux contagieux

(la peste, la peste, la variole ou le choléra). Il s'agit là de quelques exemples répertoriés à l'occasion de travaux en laboratoire.

Ces agents biologiques, qui deviennent des armes lorsqu'ils sont aérosolisés et produits par congélation, lyophilisation ou micro-encapsulation, sont susceptibles de provoquer des infections par voie pulmonaire, d'être transmis par l'intermédiaire d'arthropodes et d'être utilisés pour empoisonner l'eau et les aliments. La dose nécessaire pour produire un effet nocif sur l'homme est infime : elle est de l'ordre du picogramme (le milliardième de milligramme de gramme), quand, par exemple, la toxicité d'un agent chimique est de l'ordre du milligramme.

L'Irak n'a pas signé la Convention internationale. Un grand nombre de pays, dont les États-Unis et l'Union soviétique, l'ont ratifiée. La France, considérant que ce texte n'était pas assorti de moyens de contrôle, n'a pas adhéré à la convention. Mais elle a adopté, en juin 1972, une loi nationale ayant le même objet d'interdiction.

A travers le monde

Afrique du Sud

Le président Botha hospitalisé

Le président Pieter Botha a été victime, le mercredi 18 janvier, dans sa résidence du Cap, d'une congestion cérébrale, selon un communiqué officiel. Il a été hospitalisé à l'hôpital militaire numéro 2, à Wynberg, où son état est jugé « stable ». Un porte-parole de la présidence a annoncé que le chef de l'État « semblait bien récupérer, qu'il avait l'esprit clair et qu'il serait probablement en mesure de nommer un président suppléant ce jeudi ».

Aucune précision n'a été donnée sur la durée de l'hospitalisation. M. « Pik » Botha, ministre des affaires étrangères, a été chargé de le remplacer, vendredi, lors de la réunion que le président Botha devait avoir avec les membres du gouvernement intérimaire namibien concernant la future indépendance du territoire.

Le chef de l'État avait fêté, le 12 janvier, son soixante-troisième anniversaire. Il était rentré de vacances, le week-end dernier, après un mois passé dans sa résidence The Widemere, à proximité de George dans la province du Cap. Il avait été élu premier ministre en septembre 1978 et nommé chef d'État, pour cinq ans, en septembre 1984. Cette congestion cérébrale est le premier grave accident de santé dont est victime le président Botha en dix années d'exercice du pouvoir. — (Corresp.)

Colombie

Assassinats de juges et de policiers

Trente personnes, deux juges, quatre fonctionnaires de l'administration de la justice et sept inspecteurs de

police, ont été tués dans une embuscade organisée, le mercredi 18 janvier, près de Barrancabermeja, à 350 kilomètres au nord de Bogotá.

Les deux véhicules dans lesquels se déplaçaient les victimes ont été attaqués à la dynamite par des inconnus et leurs occupants ont été achevés à l'arme automatique. Le groupe enquêtait sur des massacres récents commis par des organisations armées, selon toute probabilité d'extrême droite. Le commandant militaire de la région a aussitôt attribué l'attentat aux Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC procommunistes). Le ministre de la justice a estimé que ses auteurs pouvaient être « marxistes ou fascistes ». — (AFP, Reuters, UPL)

Belgique

La famille

de M. Vanden Boeynants dément tout contact avec les ravisseurs

« Contrairement à certaines informations, nous n'avons aucun contact avec les ravisseurs et donc aucune négociation n'est en cours. » Visiblement très ému, Christian Vanden Boeynants, le fils cadet (trente-cinq ans) de l'ancien premier ministre belge, a lu mercredi 18 janvier une déclaration dans laquelle il précisait notamment que sa famille n'avait reçu aucun signe de vie de l'homme politique depuis son enlèvement. Il a ainsi coupé court à certaines rumeurs selon lesquelles les ravisseurs, des truands « classiques », auraient déjà entrepris de discuter de la remise d'une rançon.

Le premier substitut du procureur du roi, M. André Vandoren, qui

conduit l'enquête, a confirmé, de son côté, que des menaces pesaient ces derniers temps sur des hommes politiques belges. En novembre dernier, une dizaine de responsables du royaume avaient reçu des messages de mort extrêmement précis d'un groupe se disant « Front de libération de Bruxelles ». Rien n'est cependant venu confirmer de manière sûre cette piste et, faute de nouveaux indices probants, chacun se plaît à échauffer des hypothèses souvent aussi peu fondées les unes que les autres.

Grèce

Deux magistrats victimes du Groupe révolutionnaire du 17 novembre

Le mouvement terroriste grec Groupe révolutionnaire du 17 novembre a revendiqué un attentat commis mercredi soir 18 janvier à Halandri, dans la banlieue nord d'Athènes, contre le vice-procureur de la Cour de cassation, M. Panagiotis Therasoulas, qui a été grièvement blessé.

Selon des tracts abandonnés sur les lieux, ce mouvement revendique également l'attentat du 11 janvier dernier contre un autre procureur, M. Constantinos Androulakis, dont l'état est toujours très grave. Les deux procureurs sont notamment accusés sur ces tracts d'avoir acquis dans le passé deux importants industriels grecs, MM. George Tsarous et Stratis Andreadis, qui seraient, selon le groupe terroriste, à l'origine d'importants scandales financiers non élucidés.

Récemment considéré par l'Annuaire du terrorisme international publié par le Pentagone comme « l'un des groupes terroristes européens les

plus dangereux », le Groupe révolutionnaire du 17 novembre est à l'origine de nombreux attentats en Grèce. Son apparition remonte à 1975. Il avait revendiqué l'assassinat, à Athènes, du chef d'antenne de la CIA en Grèce, Richard Welch. Aucun membre du « 17 novembre » n'a été arrêté jusqu'à présent. — (AFP.)

Tchécoslovaquie

La police tolère une manifestation à Prague

Après trois jours de répression systématique, les autorités tchécoslovaques ont changé d'attitude mercredi 18 janvier et toléré un quatrième rassemblement à la mémoire de Jan Palach, qui a réuni environ cinq mille personnes sur la place Venceslas, au centre de Prague.

Plusieurs centaines de manifestants, entourés de milliers de sympathisants ou curieux massés sur les trottoirs, avaient commencé à remonter la place — en fait une large avenue — en direction de la statue de saint Venceslas, symbole de la liberté et de l'indépendance du pays, qui la domine. Contrairement aux jours précédents, les forces de l'ordre étaient constituées uniquement de policiers en uniforme et en civil, qui ont finalement laissé la foule approcher de la statue. Les unités anti-émeutes sont restées invisibles.

Les manifestants ont réclamé la libération du dramaturge Vaclav Havel, détenu depuis lundi avec treize autres opposants, puis ont chanté l'hymne national tchécoslovaque et observé une minute de silence à la mémoire de Jan Palach, avant de se disperser dans le calme. Ils se sont donné rendez-vous au même endroit jeudi après-midi. — (AFP.)



Certains chefs d'entreprise pensent que tout posséder garantit leur puissance. Sont-ils en possession de toutes leurs facultés ?

DIAL propose le letting aux entreprises : parce que posséder des voitures, c'est complètement dépassé.

Argent bloqué, entretien compliqué, achats répétés, temps gaspillé, on perd toujours de l'argent à faire un métier qui n'est pas le sien. DIAL propose aujourd'hui le letting, un service qui met à votre disposition des véhicules neufs et les prend totalement en charge. Plus d'immobilisation de capitaux, plus d'a-coup de trésorerie, plus de problème d'assurance, plus de soucis de revente, un simple loyer mensuel remplace tout. Choisissez une marque, le modèle qui vous convient dans la gamme et prenez le volant. Vous êtes libéré de tout souci de gestion, vous pouvez contacter l'équipe DIAL à tous moments, une équipe ultra-motivée qui a fait du "letting plein service" sa passion et sa philosophie. Tél. : (1) 39.53.92.08.

Dial
LE LETTING PLEIN SERVICE

10 HEURES : LE MINI-JOURNAL

L'ACTUALITÉ DU MONDE

Toute l'actualité en direct sur minitel

ACTUALITÉ

36.15 LEMONDE

هكذا من الأصل

Afrique

L'Angola, meurtri et exsangue

(Suite de la première page.)

« Il faut négocier, concéder-t-il. Il faut que le gouvernement fasse des accords avec l'UNITA, sinon ça ne pourra pas marcher », conclut le cheminot. Selon ce vieil employé qui a perdu six de ses proches dans la guerre civile qui ravage le pays depuis treize ans, la moitié de la population locale soutient Jonas Savimbi : « 50 % d'un côté, 50 % de l'autre, c'est mon calcul », fait-il remarquer en précisant que, si lui-même est favorable au gouvernement, personne ne va revendiquer son soutien à l'UNITA. « Mais, vous savez, ajoute-t-il, presque toutes les familles ont un de leurs membres chez les rebelles. Ils reviennent quelquefois chez eux la nuit. Provoquent tous les maux, il y a une attaque... »

L'Angola est un pays meurtri où la population rurale a été regroupée dans la périphérie des villes pour qu'elle ne tombe pas sous la coupe de l'UNITA ou parce qu'elle a fui ses atrocités, selon la version officielle. Les périmètres de sécurité ne sont pas assez grands et les habitants sautent sur les mines en allant cultiver leurs champs. Mines UNITA, dit le MPLA. Mines FAPLA (Forces armées populaires de libération de l'Angola), dénonce l'UNITA.

Quatre-vingt mille morts

Ce conflit fratricide aurait déjà fait 80 000 morts, selon plusieurs estimations, et provoqué 1 200 milliards de francs de dégâts avance le ministre de

l'Afrique en raison de ses ressources minières et pétrolières et de son potentiel agricole exceptionnel. Un douloureux gâchis dans lequel a sombré l'ancienne colonie portugaise après son indépendance en 1975. Le déchirement est illustré par cette centaine d'orphelins d'une institution de Kuito, attablés devant un tas de bouillie de maïs dont on remplit leur assiette tandis qu'ils chantent à tue-tête. C'est une guerre civile dont les autorités ne veulent pas dire le nom, M. Joao, ministre de l'information préférant parler d'« agression raciste de l'Afrique du Sud », près de la moitié du budget de la nation est consacrée à la défense. Une priorité « pour la préservation de la souveraineté », comme le souligne M. Joao. Le retrait des cinquante mille Cubains de la force d'intervention internationaliste devrait soulager les finances du pays si l'on retient l'estimation officielle de leur coût à 6 600 francs par homme chaque mois.

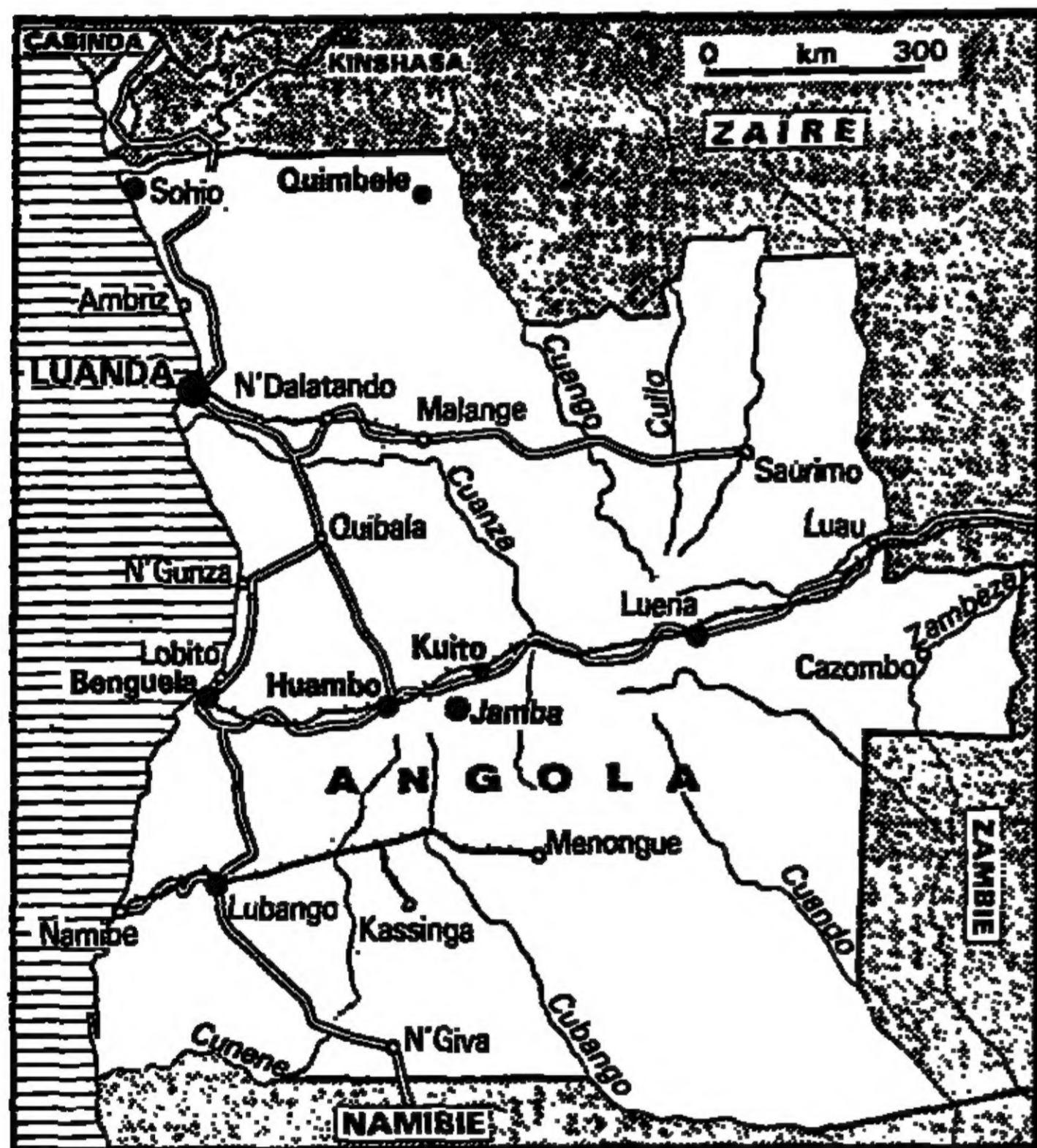
par une approche plus libérale, baptisée le SEF (Assainissement économique et financier, en portugais). Ce plan entre dans sa deuxième année mais n'a, pour l'instant, guère porté de fruits. Le dévaluation promise n'est toujours pas intervenue et les dispositions du nouveau code d'investissement n'ont pas été publiées. La mise à l'écart des deux économistes à l'origine du plan pour « déviationisme envers le ligne du parti » a laissé sceptique sur les chances de succès du SEF, autour duquel le pouvoir a axé sa propagande.

Boîtes de bière

L'impératrice des bureaucraties alliée au départ précipité de 350 000 Portugais à l'indépendance et l'effort de guerre ont mis

l'Angola à genoux. La dette extérieure de 30 milliards de francs représente pratiquement deux années d'exploitation de pétrole, dont la production devrait passer à 500 000 barils par jour en 1989. L'espoir réside dans l'adhésion au Fonds monétaire international (FMI). La revitalisation d'une économie moribonde est la tâche la plus urgente du régime en raison des proportions démentielles prises par le marché parallèle pour rallier une incertitude totale. Les circuits normaux de distribution sont pratiquement entièrement remplacés par le célèbre *Candonga*, approvisionné en grande partie par les vols dans les ports. On estime officiellement à 40 % le volume de marchandises qui disparaissent des docks, de la cuisine à la savonnerie, et qui sont revendues au marché noir sous les yeux des autorités qui n'ont pas d'autre

moyen que de laisser faire pour que chacun puisse vivre et se nourrir. Le Cuenza, la monnaie locale, a été remplacé comme unité de paiement par la boîte de bière. Au taux officiel, le litre de lait vaut 100 dollars (1 dollar = 30 kwanzas et entre 2 200 et 2 500 au marché noir). Avec son salaire, un médecin peut seulement se payer une caisse de vingt-quatre bières. Alors chacun se débrouille. Le grand art de la cuisine dévore les habitants de leur travail et les laisse indifférents au départ des Cubains, préoccupés qu'ils sont de l'approvisionnement quotidien. « Longue pourra être la nuit, le jour finira bien par apparaître », dit la formule placée en exergue sur la brochure du programme d'assainissement économique et financier. Mais, dans combien de temps ? MICHEL BOLE-RICHARD.



La clinique au centre du bourg a, elle aussi, été détruite à la dynamite. Heureusement, il n'y a eu qu'un seul blessé. Tous les patients avaient fui avant l'arrivée des « bandits de l'UNITA » comme les dénomme le pouvoir. Cune, de même que Kuito sont des villes sinistrées, vivant constamment sous la menace bien que les activités des guérilleros se soient réduites ces derniers mois. Les champs alentours sont cultivés. La vie paraît presque paisible.

l'information, M. Pinto Joao. Des milliers d'écoles, de centres de soins réduits en débris, des voies de communication paralysées, un enfant sur quatre meurt avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans. Un million de personnes survivent grâce à l'aide alimentaire internationale ; 187 000 tonnes, en 1987-1988, pour combler un déficit de céréales de 345 000 tonnes. Un million et demi d'Angolais ont été déplacés par les combats et l'insécurité.

C'est un pays ruiné, vidé, alors qu'il pourrait être la cocagne de

Assainissement économique

Mais comment redémarrer sans réconciliation nationale ? Pour l'instant, le MPLA refuse toujours de parlementer avec l'UNITA, même s'il est évident que des contacts secrets ont déjà eu lieu. Le pouvoir n'a trouvé qu'une formule d'amnistie appelée « clémence et harmonisation nationale », dont les prétendants doivent remplir trois conditions pour en bénéficier : « Renoncer à la violence, accepter la Constitution et reconnaître la légitimité du gouvernement ». Cette mesure est jugée inacceptable par le mouvement de Jonas Savimbi avant même qu'elle entre en vigueur le 4 février prochain.

Les Cubains partis d'ici au 1^{er} juillet 1991, l'armée angolaise sera sans doute désemparée, mais pas de l'éliminer, même si l'aide sud-africaine cesse. Les Etats-Unis continuent en effet d'apporter leur soutien à l'UNITA (90 millions de francs en 1987-1988). Des rumeurs font état de l'installation d'une deuxième base du mouvement (après Jamba), dans le nord-est du pays, aux environs de Kuito, d'une recrudescence des combats dans ce secteur.

La réorganisation de l'ère post-cubaine a déjà commencé à Luanda et pas uniquement sur le plan politique. Une nouvelle ligne plus pragmatique est en cours d'élaboration. Elle a été expérimentée dans le domaine économi-

ARGENTINE : la campagne présidentielle

Carlos Menem, péroniste en diable

BUENOS-AIRES
de notre envoyé spécial

A chacun sa singularité. Candidat péroniste à l'élection présidentielle de mai prochain, M. Carlos Saul Menem, nouveau phénomène de la politique argentine, a choisi les rouflaquettes pour se distinguer. Celles qu'il porte sont énormes, envahissantes — comme aucun chanteur de tango n'ose plus en montrer. Ses amis affirment, pour sa défense, qu'il les a toujours portées, « même quand il était en prison ».

Le poil en bataille, donc, et le sourire conquérant, Menem a bien d'autres titres pour se faire remarquer. Il pilote avions et voitures de course : récemment, quand un magazine américain lui a consacré sa couverture, c'est en combinaison bleue de mécanicien qu'il s'est fait photographier. On le dit également tombé de jolies femmes — ce que contestent ses amis. Bref, c'est un superhéros, à la mode « latino », qui défie en ce moment la chronique à Buenos-Aires.

Rien de tout cela n'aurait grand intérêt si Menem n'apparaissait déjà dans les sondages comme le prochain président de son pays. Depuis qu'il a été élu par le « peuple péroniste », en juillet dernier, pour porter les couleurs de son parti dans la course à la Maison rose, sa personnalité insolite a été examinée à la loupe, ses déclarations passées au peigne fin. Le plus souvent, il est taxé d'incohérence : « Il propose d'augmenter les salaires et, en même temps, de diminuer les impôts de moitié ! », ironise un observateur étranger. « C'est un fin politicien », disent les uns. « C'est un ignorant », affirme un collègue de parti.

Il a fait sensation, en tout cas, en gagnant haut la main sa nomination. Son concurrent immédiat, Antonio Cafiero, gouverneur de Buenos-Aires, paraissait imbattable. Il avait l'appui des cadres et de la majorité des gouverneurs du pays. Il était surtout le chef de file des « rénovateurs », nom donné à ceux qui ont démocratisé le justicialisme — autre nom du péronisme — pour le tirer de la léthargie et du discrédit où il avait sombré. Mais ce jour-là, ce n'était pas seulement les cadres qui votaient. Pour la première fois, tous les militants péronistes (ils sont plus de 4 millions) avaient été appelés à élire le candidat du parti à la présidence. C'est en sensiblerisant à son message les sans-grade et les sans-voix — comme Peron en son temps — que Menem l'emporta.

Entre Cafiero et lui, les connaissances disent qu'il y a toute la différence entre un homme politique rationnel, qui définit une ligne de conduite et s'y tient, et un tribun qui compte sur son instinct et son charisme pour triompher. Il y a quelques années, les deux hommes étaient pourtant ensemble, dans la même course « rénovateur », surgi de la défile dictatorial de 1983, qui avait permis à l'adversaire, l'Union civique radicale de M. Raul Alfonsín, de s'installer aux commandes de l'Etat.

Le justicialisme était alors au plus bas : son déclin paraissait

irréversible. Son dernier passage au pouvoir, au milieu des années 70, avait pris le couloir d'une catastrophe et conduit tout droit au renversement, en 1976, d'Isabella Peron et à la dictature des généraux. Les années de proscription, puis la cruauté répressive exercée par le régime militaire n'avaient pas permis à la structure politique du parti de se renouveler. Seule sa branche syndicale avait survécu ; mais elle était corrompue, et vieillie. Aujourd'hui encore, quand les « rénovateurs » expliquent ce qui les sépare des « orthodoxes » du parti, ils énumèrent en quelques sortes les raisons de sa décadence passée. L'orthodoxie, expliquent-ils, c'est la répétition liturgique des vieux gestes, des phrases de Peron, le contrôle de la formation

partitions. Lors d'un voyage à Rome, le candidat péroniste a promis de faire de son pays « une forteresse de l'Eglise apostolique et romaine » — ce qu'il est déjà en partie, puisque le catholicisme est religion officielle et qu'aux termes de la Constitution il doit obligatoirement être celui du président. C'est en tant que « catholique pratiquant » que Menem s'est opposé à l'institution du divorce, lors de sa discussion au Parlement. Il est vrai qu'une fois le projet adopté, il a déclaré se conformer au vote de la majorité.

De parents syriens, Carlos Saul Menem n'a pas oublié, apparemment, ses origines arabes : au moment du bombardement américain de la Libye, en 1987, il a demandé la rupture des relations diplomatiques avec les Etats-Unis. Il n'est pas pour autant antisémite, selon l'un de ses amis, qui est juif. Certaines de ses fréquentations, pourtant, ne laissent pas d'inquiéter : il est un familier d'Alfredo Stroessner, l'inamovible dictateur paraguayen, qui lui a fait cadeau d'une Toyota pour les besoins de sa campagne. Amitié qui n'a rien de politique, précise son entourage : elle tient à la gratitude des péronistes pour l'homme qui aide le Liban, après sa chute, en 1956, en lui offrant de s'enfuir à bord d'une canonnière...

D'ailleurs, comment soupçonner Menem de faiblesses pour les régimes militaires ? N'a-t-il pas été lui-même une victime de la dictature des généraux ? Au moment du coup d'Etat, il était tuteur au nord-ouest du pays : 200 000 habitants sur un peu plus de 100 000 kilomètres carrés. Il fut arrêté le jour même du putsch, enfermé pendant deux mois dans un bateau-prison, puis au pénitencier de Magdalena — celui-là même où les généraux condamnés purgent aujourd'hui leur peine d'emprisonnement.

Le seul reproche que pouvaient lui faire les autorités, c'était d'être péroniste. Elles s'efforçaient — en vain — de prouver que l'origine de ses biens était illicite. Pendant des semaines, il fut soumis à des interrogatoires quotidiens. Avec le retour de la démocratie, il fut de nouveau élu gouverneur de sa province : et, dès l'élection d'Alfonsín, — il fut le premier gouverneur à le féliciter, — il se mit en campagne pour lui succéder...

Il a cinq-cinq-trois ans, une vitalité enviable, et un slogan des plus simples : « Suivez-moi ! ». Suivi d'une promesse qui ne l'est pas moins : « Je ne vous décevrai pas ». Depuis sa nomination, l'incertitude s'est emparée des milieux financiers — qui se seraient sentis rassurés, en revanche, avec Cafiero, car celui-ci s'était pratiquement engagé, en vue de l'élection à la présidence, à maintenir la politique économique en vigueur : « Imprévisible » et « incontrôlable », aux dires de ceux qui le connaissent bien, péroniste en diable, Menem, c'est un fait, préoccupe l'établissement argentin. Cela ne l'empêche pas d'être en tête de tous les sondages.

CHARLES VANHECKE.



par une hiérarchie quasi héréditaire. C'est aussi une conception étatiste de l'économie, forgée à une époque où l'Etat était riche — ce qui a permis à Peron de nationaliser les services essentiels. Mais aujourd'hui les coffres sont vides, et l'étatisme a montré ses limites. « Surtout en Amérique latine, où les entreprises publiques font de l'assistance sociale, alors qu'en Europe, au moins, l'Etat sait être manager », explique Carlos Grosso, l'un des rénovateurs.

Imprévisible, incontrôlable

La péronisme s'est transformé, il s'est démocratisé en renouvelant ses cadres par des élections internes. Mais le changement n'est pas allé jusqu'à la « la masse des fidèles », dit Carlos Grosso.

Pour le petit peuple péroniste, le justicialisme n'est ni une idéologie ni un programme politique ; il est, comme le dit un adepte, un « sentiment ». C'est donc en fait tout le monde qui vote pour Menem : les vieux réflexes, en tenant un discours populiste, dans la meilleure — ou la pire — tradition du mouvement. Le rénovateur a fini par rallier le camp des orthodoxes, qui ont trouvé en lui un leader face à Cafiero.

Son populisme suit des voies connues. Il consiste, par exemple, à flatter l'Eglise argentine, qui est ultra-conservatrice, et dont on n'oublie pas de siffler le silence à l'époque des tortures et des dé-

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINTEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vu à la suite, Pol. Just. EVRY (91), MARDI 31 JANVIER 1989, à 14 h
MAISON à CORBEIL-ESSONNE (91100)
3, rue Cailliet-Dupont
Cce 2 a 34 ca M.A.P. 120 000 F
S'adr. SCP R. ILLUL-L.M. GRIMAL-P. ILLUL, avocats à EVRY (91000)
3, rue du Village - Tél. : 60-77-96-38

VENTE au Palais de Justice à PARIS, JEUDI 16 FÉVRIER 1989, à 14 h 30 - EN UN LOT
UNE BOUTIQUE, COULOIR et RÉSERVE
17, AVENUE DE CLICHY, PARIS (17^e)
M.A.P. 400 000 F S'adr. SCP LAMOTTE, avocats, 100, rue Saint-Denis, 75007 PARIS - Tél. : 45-55-71-44
VISTES sur place, le 24 JANVIER 1989, de 12 à 13 heures.

Vente sur saisie au Palais de Justice d'EVRY le MARDI 31 JANVIER 1989, à 14 heures
APPARTEMENT de 3 PIÈCES
entrée, cuisine, WC, en 2^e étage du bâtiment 3, sec. B, CAYE, PARKING, dans un ensemble immobilier de 100 logements
VILLEBON-SUR-YVETTE (91)
11, rue de la Résistance-de-la-Boite-Dupont
MISE A PRIX : 50 000 F
S'adresser à M^{re} Jean-Claude BERNIER, avocat à EVRY (Essonnes), 3, place du Rouillon, tél. : 60-77-51-00 - SCP AKOUN TRUXILLO, avocats à EVRY (Essonnes), 4, boulevard de l'Europe, tél. : 60-79-39-45.

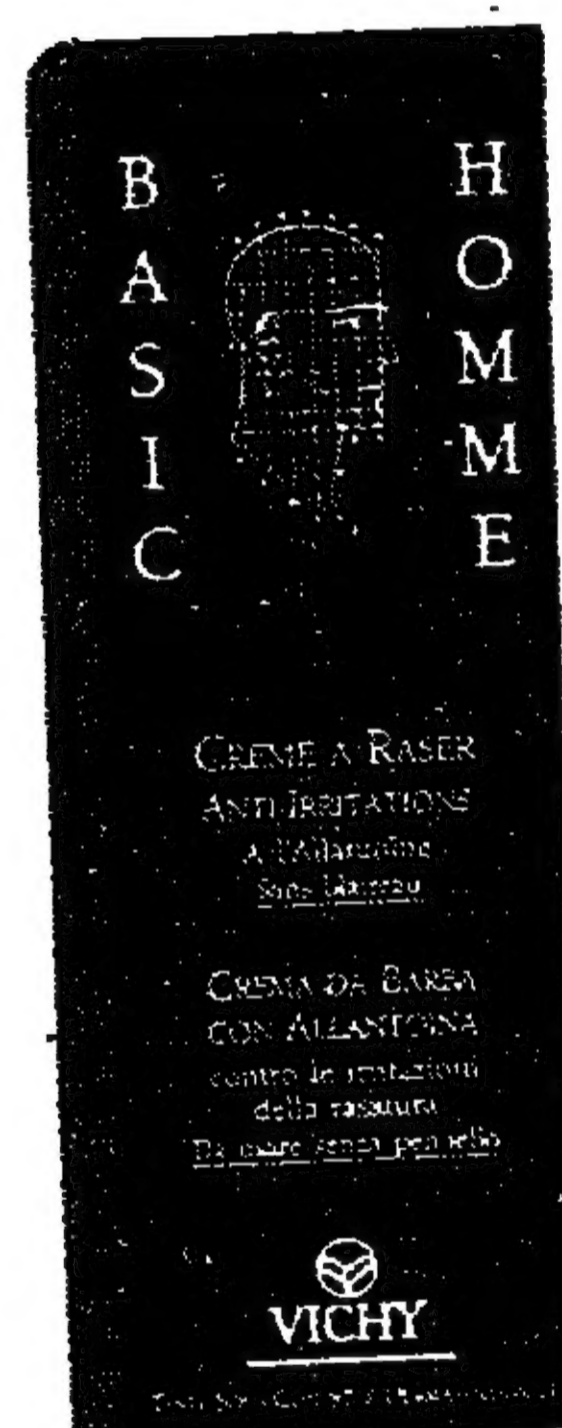
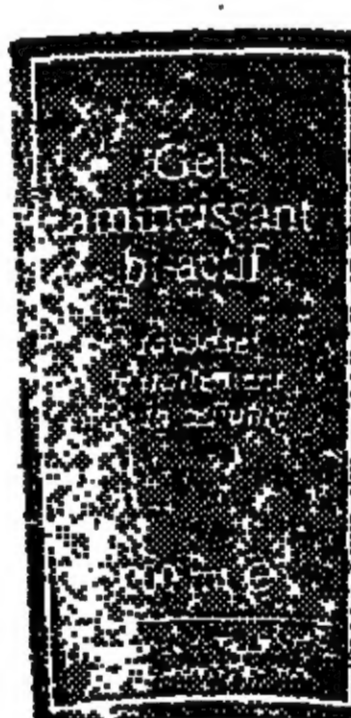
Centres
des mar
refusent
moquent
derrière
cache la
le Public

Attention, pour acheter
ces produits en toute sécurité,
vous devez obligatoirement marcher
sur de la moquette et sous
un faux-plafond.



ELANCYL

Gel



Surréaliste n'est-ce pas? Et pourtant, alors que les espaces "parapharmacie" des Centres Leclerc sont maintenant gérés par des docteurs en pharmacie, et que la plupart des grandes marques y sont représentées, certaines, comme Klorane, Vichy, Elancyl, Galenic et Ducray refusent encore de livrer leurs produits sous des prétextes aussi futiles que : l'épaisseur de la moquette, l'intensité de l'éclairage, ou l'absence de faux-plafonds et de caisses séparées. En fait, derrière ces exigences mirobolantes qui n'ont rien à voir avec le souci de la santé publique, se cache la volonté délibérée d'éviter par tous les moyens de se soumettre à la libre concurrence. Le Public et la Justice apprécieront.

E. LECLERC



هكذا من الأصل

Politique

La préparation

Bras de fer à gauche

Une semaine après la signature, par MM. Pierre Mauroy et Georges Marchais, d'une déclaration commune dans laquelle le PS et le PCF convenaient de s'engager ensemble, comme ils le font depuis 1977, dans la bataille des élections municipales, les deux partis sont en complet désaccord. Les communistes estiment que les listes que les socialistes et eux-mêmes avaient formées ensemble il y a six ans doivent être reconduites à l'identique. Le PS demande, au contraire, que, conformément à la déclaration du 12 janvier, il soit tenu compte de la « représentativité actuelle des uns et des autres ».

Non seulement le PCF refuse d'admettre que les maires qu'il détiennent puissent lui être contestés par le PS en raison de la primauté acquise par celui-ci dans certaines de ces villes, mais il rejette, aussi, la revendication socialiste, motivée de la même façon, dans les villes qu'il avait perdues au profit de la droite il y a six ans. Il n'est pas question non plus, pour les communistes, d'accepter que leur place dans les futurs conseils municipaux, qu'ils soient dirigés par eux-mêmes ou par le PS, puisse être réduite à raison du recul de leur audience électorale.

Pour le PCF, aujourd'hui, l'accord du 12 janvier n'a d'autre objet que de lui garantir un patrimoine municipal que l'évolution électorale a, pour le moins, rendu fragile. Estimant que les socialistes ont, par conséquent, besoin d'eux, ils estiment pouvoir monnayer leur concours au prix fort. C'est particulièrement évident à Paris, où leur influence est devenue quasi-groupe-sculaire, mais où ils n'en revendiquent pas

moins la tête de liste dans un des arrondissements que la gauche peut espérer enlever, à la majorité municipale. La consigne « maximaliste » suivie par les responsables locaux du PCF lors de leurs rencontres, ces derniers jours, avec leurs homologues socialistes est telle qu'elle suggère, de la part du PCF, une volonté de nuire au PS, autant que de sauvegarder ses propres intérêts.

La direction du PS a réagi en se donnant un délai d'une semaine avant de constater la persistance éventuelle d'un désaccord majeur entre les deux partis et d'en tirer les conséquences en multipliant les « primaires » contre des villes dirigées par le PCF. La convention nationale socialiste qui devait se réunir le 22 janvier pour avaliser les listes dans les villes de plus de vingt mille habitants et « boucler » globalement la stratégie du PS pour les élections municipales, est reportée au 29 janvier. D'ici là, les socialistes vont observer si le PCF assouplit ou non sa position.

Les responsables du PS mènent, en fait, une double négociation avec le PCF d'une part, mais, d'autre part, avec leur « base », qui est naturellement portée, en se fondant sur des résultats électoraux favorables, à l'épreuve de force avec les communistes. La logique d'un affrontement droite-gauche conduit les dirigeants socialistes à vouloir limiter les cas de

« primaires » entre les deux partis, afin d'éviter que la débauche ne profite au camp adverse. Au-delà de l'échéance de mars, il s'agit, pour eux, de maintenir la ligne de « rassemblement à gauche » qui fait, à leurs yeux, la force du PS.

Les communistes ont, eux aussi, besoin de l'union pour conserver leurs positions, mais ils estiment, manifestement, que le terrain municipal leur est moins défavorable que d'autres pour imposer au PS une partie, traditionnelle, de « bras de fer ». Il s'agit aussi, pour la direction du PCF, de masquer à sa propre base le recul de son influence au cours des dernières années. Conserver des postes dans les dernières années, c'est une manière d'exister, mais aussi celles que le PCF dirige, certes, mais aussi celles qu'il ne dirige pas — c'est une manière d'exister quand l'entraînement social, dont les communistes font eux-mêmes si grand cas, se réduit comme peau de chagrin.

Légendes et coïncidences

S'ils constituent un front commun vis-à-vis du PCF dans l'actuelle épreuve de force, les socialistes laissent paraître, en même temps, des lézards internes liés à la compétition entre les « présidentiables ». Une sombre querelle oppose, ainsi, les rocardiens et

les fabiusiens à propos d'une ville de la Seine-Saint-Denis, Noisy-le-Grand, dont les premiers considèrent qu'elle leur revient et où les seconds ont pratiqué une sorte de « hold-up » sur la section locale du PS. L'affaire occupe depuis plusieurs semaines les réunions de la commission exécutive du parti et elle a motivé un appel téléphonique de M. Mauroy à M. Rocard pour lui demander de calmer ses ardeurs.

Les fabiusiens, qui avaient donné l'impression de « coller » au gouvernement après les propos équivoques — mal compris, selon leur auteur — de M. Laurent Fabius sur l'absence de « grand dessein », semblent parfois s'orienter, à présent, vers une opposition à la ligne suivie par M. Rocard. Les interventions médiatiques répétées de M. Julien Dray, proche du président de l'Assemblée nationale, les bonnes relations entre les fabiusiens et les amis de M. Jean-Pierre Chevènement : une certaine connivence avec M. Jean-Poporen : tout cela dessine l'éventualité d'un rapprochement, au congrès de l'automne prochain, entre les amis de l'ancien premier ministre et tous ceux que mécontentant l'« ouverture » et la recherche du consensus.

Qu'on les envisage sous l'angle des relations avec le PCF ou sous celui des conflits internes au PS, les élections municipales paraissent être davantage, pour les socialistes, une péripétie qu'un véritable enjeu. Après les élections législatives de juin, les cantonales de septembre et le référendum de novembre, la série des consultations électorales « moines » menace de se prolonger.

PATRICK JARREAU.

Le PS retarde d'une semaine la formation des listes

Le bureau exécutif du Parti socialiste a décidé, mercredi 18 janvier, de reporter d'une semaine la convention nationale qui doit entériner les listes du parti pour les élections municipales : listes d'union avec le PCF là où les deux formations seront parvenues à un accord, listes séparées dans les autres cas.

Cette convention, prévue pour le 22 janvier, se réunira le 29. Ainsi le PS entend-il contraindre le PCF à changer d'attitude, alors que les discussions locales ont montré, ces derniers jours, que les communistes demandent partout la reconduction pure et simple des listes de 1983, sans tenir compte de l'évolution du rapport des forces entre les deux partis (le Monde du 19 janvier).

« Nous voulons croire qu'il s'agit là d'un « jeu d'annonce », a déclaré M. Pierre Mauroy après la réunion du bureau exécutif. Pour le premier secrétaire du PS, les communistes ont tenté un « coup de poker » : ils pensaient que la convention socialiste, réunie le 22 janvier, ne pourrait prendre aucune décision et que les négociations continueraient ensuite localement, comme ils le souhaitent au départ sur la base des accords de 1983.

M. Mauroy a rappelé que l'accord qu'il avait signé le 12 janvier avec M. Georges Marchais prévoyait, pour la constitution des listes, la prise en compte des accords de 1983, certes, et celle de la notoriété des maires sortants, mais aussi celle de la « représentativité actuelle » des deux formations.

« Nous prolongons les délais afin que les discussions politiques puissent se poursuivre au fond, a

déclaré M. Mauroy. Une semaine devrait suffire, mais, au-delà, personne n'aurait d'excuse, et il appartenait alors à notre convention nationale du 29 janvier de prendre ses responsabilités. » Sans vouloir lancer d'« ultimatum », le PCF ni paraître exercer sur lui un « chantage », le premier secrétaire du PS a clairement laissé entendre que les « primaires » engagées par le PS contre des maires sortants communistes pourraient être, dans cette hypothèse, plus nombreuses que si l'accord du 12 janvier était appliqué comme les socialistes estiment qu'il doit l'être.

Dix grandes villes en litige

Les socialistes envisageaient de discuter la liste en PCF dans cinq à dix grandes villes que celui-ci détient. On compte, en fait, trente villes de plus de vingt mille habitants où le PS devançait le PCF aux élections législatives de juin dernier. Si le PCF maintenait son attitude dans les négociations, le nombre de « primaires » décidées par la convention socialiste contre des maires communistes pourrait se situer entre dix et... treize.

En outre, alors que le PS était disposé à laisser la tête de liste en PCF dans cinq ou six des trente villes de plus de vingt mille habitants que la droite avait prises en 1983, il pourrait, faute d'« accord sur l'application de l'accord », la revendiquer dans toutes ces villes et, par conséquent, y former ses propres listes.

La décision de reporter la convention, adoptée à l'unanimité par le

bureau exécutif, était envisagée par les dirigeants socialistes depuis mardi soir. Elle a fait l'objet d'un accord entre les responsables des différents courants du parti, réunis dans le bureau de M. Mauroy, mercredi, avant la réunion du bureau exécutif.

M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national chargé des élections, en a informé par téléphone M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du PCF. Selon M. Debarge, M. Laurent a laissé entendre que l'attitude du PCF pourrait évoluer dans les prochains jours. Si c'est le cas, une rencontre au niveau des « états-majors » des deux partis, telle qu'elle est prévue dans l'accord du 12 janvier, pourrait avoir lieu avant la convention socialiste. Sinon, M. Mauroy estime qu'un simple contact téléphonique sera suffisant pour constater la persistance des divergences.

Conflit entre les rocardiens et les fabiusiens

Outre la question de l'application de l'accord du 12 janvier avec le PCF, le bureau exécutif a eu à connaître d'un autre contentieux électoral, celui-ci interne au PS. Les rocardiens, qui protestent depuis plusieurs semaines contre le sort fait à leur candidat à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis) — ville perdue par le PCF au profit du RPR en 1983 et « gagnable » pour le PS cette année — ont demandé que la décision finale sur le conflit qui les oppose, dans cette affaire, aux fabiusiens, soit laissée à la convention nationale.

Le 5 janvier, ils avaient quitté une réunion du secrétariat national pour protester contre la décision prise alors, qui leur était défavorable. Cet écart avait entraîné une conversation téléphonique entre MM. Mauroy et Rocard, le premier secrétaire du PS estimant que le comportement des responsables rocardiens était inacceptable.

Le secrétariat national avait décidé de désigner comme tête de liste M. Max Salomon, fabiusien, au détriment de M. Michel Fajon, rocardien, ce dernier étant accusé d'avoir fait voter des adhérents qui ne remplissaient pas les conditions requises par les statuts pour pouvoir le faire. Le secrétaire avait, néanmoins, assorti cette décision d'une réserve pour le cas où les rocardiens proposeraient une autre personnalité issue de leurs rangs, pour conduire la liste. C'est ce qu'ils ont fait mercredi, en avançant le nom de M. Jean-Raphaël Alventoz, mais M. Laurent Fabius a déclaré que le bureau exécutif devait confirmer la décision du secrétariat en faveur de M. Salomon.

Le vote, qui a eu lieu après trois quarts d'heure de discussion, a montré que les rocardiens étaient isolés face au courant « A-B » (mittéra-distes et mauroyistes), les amis de M. Jean Poporen et ceux de M. Jean-Pierre Chevènement ne se prononçant pas. Ils ont annoncé alors, par la voix de M. Alain Richard, qu'ils ne prendront plus part aux réunions qui auront pour objet un contentieux électoral.

P. J.

M. Marchais dénonce les « propositions démentielles » des socialistes

Dans le rapport qu'elle a présenté devant le comité central du PCF mercredi 18 janvier, M^{me} Madeleine Vincent réaffirme : « Nous ne pratiquons ni l'opposition ni le soutien systématique vis-à-vis du gouvernement. Nos députés en ont fait la démonstration tout au long de la session parlementaire : nous soutenons tout ce qui va dans le bon sens et nous agissons contre tout ce qui est contraire aux intérêts populaires et nationaux ».

Selon elle, la déclaration commune publiée par le PC et le PS le 12 janvier dernier sur les élections municipales « confirme » une « nouvelle fois la réalité du pluralisme de la gauche dans notre pays et la nécessité de ne pas la nier ». Ce texte, ajoute-t-elle, « montre qu'il n'y a ni ralliement d'un parti à l'autre, ni abandon des positions de chacun sur les questions importantes. Il en est ainsi des positions respectives à l'égard de la majorité présidentielle et de la politique gouvernementale, et du soutien des communistes aux luttes des travailleurs ».

M^{me} Vincent analyse ainsi l'« accord » du 12 janvier :

« — Tous les maîtres communistes comme tous les maîtres socialistes et radicaux de gauche ont qualifié pour conduire la liste de rassemblement des forces de gauche dans leur localité ;

« — dans de grandes villes de droite où nous dirigeons les listes en 1983, et singulièrement dans les villes où, avant cette date, la droite était communiste, la conduite de la liste d'union nous revient normalement ;

« le rapport des forces entre le Parti communiste et le Parti socialiste n'est pas différent de ce qu'il était en 1983 (...). La stabilité électorale du Parti socialiste et le redressement actuel de notre parti, après son affaiblissement, montrent bien qu'il n'y a aucun bouleversement dans la représentativité des deux partis ».

Le rapport présenté au comité central affirme qu'il n'est pas question pour des élus et des militants du PC « de figurer sur des listes à côté de ministres de droite, de dirigeants

ou d'élus nationaux, départementaux ou locaux, des formations de droite ». « Aucune primaire ne sera de notre fait, ajoute ce texte. Du reste, le PCF assure qu'il ne les redoute pas puisque « les maîtres communistes ont gagné celles qui nous ont été imposées en 1983 ».

« Renversements d'alliance »

Au cours de la discussion qui a suivi, telle qu'elle est rapportée par l'Humanité du 13 janvier, les interventions ont décliné les principes ainsi énoncés. Cela a été le cas à propos de Calais, dont le maire sortant est communiste, où les socialistes « ne disposent d'aucune justification pour demander la tête de liste ». M. Alain Boquet a traité du cas de Lille et s'est étonné que M. Mauroy propose une liste « élargie vers la droite sous des prétextes européens », qui comprendrait seulement cinq communistes, alors que la municipalité actuelle compte dix représentants du PC, dont cinq adjoints. « Nous ne sommes pas une force d'appoint, nous sommes des partenaires à part entière », a-t-il dit.

Dans le Rhône, selon M. Jean-Paul Magnon, le PS est soupçonné de préparer « des renversements d'alliance ». « Nous ne signons pas d'accord dans les villes socialistes tant qu'il n'y en aura pas dans les villes dirigées par les communistes », a-t-il affirmé. Pour la Meurthe-et-Moselle, M. Roland Favaro s'est étonné que le premier ministre ait l'intention de venir sur place soutenir le maire sortant, M. Jean-Marie Rausch, ministre, « un des leaders de droite de la Loire ». De même, à Auxerre, le PC dénonce l'attitude des socialistes face à M. Jean-Pierre Solson, « ministre de droite du gouvernement Rocard ». Pour le département de la Loire, M. Philippe Rambaud a parlé des « propositions exorbitantes » du PS et de ses « pressions gigantesques ».

M. Georges Marchais a clos la discussion qui devait se poursuivre jeudi en déclarant qu'il est frappé par « les propositions démentielles du Parti socialiste ».

M. Dray : le PS « respire la fatalité et la passivité »

M. Julien Dray, député socialiste de l'Essonne, déclare dans une interview à Paris-Match datée du 26 janvier : « Je suis contre le consensus avec la droite. Il escamote les idées. Une majorité de gauche s'est construite aux présidentielles. Il ne faut pas la défaire pour en construire une autre ».

M. Dray, proche de M. Fabius, regrette que le Parti socialiste donne « l'image d'un ensemble d'écarts présidentielles », alors que ce parti « devrait être le foyer d'une effervescence idéologique, même si quelques idées s'avèrent mauvaises. Ni

les artistes ni les patrons ne voient l'utilité de venir dans un parti qui respire la fatalité et la passivité ».

« Un parti, ajoute-t-il, n'a pas d'âme s'il n'a pas pour objectif de transformer la société française. Depuis six mois, on vit dans la crainte parce qu'on a donné les vrais chiffres. M. Dray estime que le PS doit « retrouver sa pleine liberté d'expression, même si cela l'amène à avoir des désaccords avec le gouvernement (...). Il veut mieux critiquer le gouvernement que de s'annuler à dénoncer ses petits camarades ».

« Tension à Pointe-à-Pitre. — Des incidents ont eu lieu à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), dans la nuit du 17 au 18 janvier, opposant de petits groupes de jeunes gens aux forces de l'ordre. Selon les manifestants, des « skinheads » venus d'Europe se

seraient livrés à des agressions, et c'est pour protester contre ces actions que les jeunes Guadeloupéens sont descendus dans la rue. Cependant, M. Bernard Sarazin, préfet du département, a formellement démenti ces rumeurs faisant croire à la venue de « skinheads ».

FAITS ARGUMENTS

Mensuel
Nouvelle série

Un carrefour d'idées autour de Raymond Barre

Vous pouvez vous abonner et faire abonner vos amis en renvoyant le bulletin ci-contre à B.A. Faits & Arguments B.P. 102-92358 La Pléssie-Robinson Cedex

Nom : _____

Adresse : _____

Souscrit : _____ abonnement (s) annuel (s) 10 numéros de F & Faits & Arguments

Abonnement France : 250 F. Abonnement étranger : 300 F.
Abonnement de soutien : à partir de 500 F.
Les règlements sont à effectuer exclusivement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de : « FAITS & ARGUMENTS »

MO 89

« Ça râle ! » dans les fédérations

« Ça râle ! », explique, en une formule une lapidaire, un député socialiste à la voix ensommeillée. Les négociations qu'il a menées dans sa ville avec le Parti communiste pour constituer une liste aux élections municipales se sont terminées fort tard et, comme la plupart de ses collègues engagés dans le même marathon, son impression est plutôt négative.

L'accord PS-PCF du 12 janvier apparaît à plus d'un député socialiste comme une farce qui tourne à leur désavantage. Mercredi 18 janvier, les députés socialistes se sont réunis à l'Assemblée nationale autour de MM. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, et Louis Mermaz, président du groupe, pour évoquer le sujet. M. Mauroy a tenu à défendre l'accord passé avec le PC, en rappelant qu'il était bon et qu'il s'agissait d'un « accord-cadre ».

Sur le terrain, les élus socialistes n'ont guère mis de temps à constater que leurs alliés n'avaient pas bougé d'un pouce et qu'ils campaient toujours sur les positions de 1983, sans vouloir tenir compte de l'évolution du rapport de force, notamment en 1988. « Ils en sont réduits à nous dire qu'il ne faut pas tenir compte de l'élection présidentielle parce que Lajoinie n'était pas un bon candidat », raconte M. Philippe Marchand, député socialiste de Charente-Maritime.

« Nous sommes engoncés dans un accord national qui donne satisfac-

tion au PC et lui permet de nous mener par le bout du nez. Il faut en sortir ! » ajoute un autre élu socialiste qui constate le même blocage. Rendant compte du débat interne au groupe socialiste, M. Mermaz a reconnu pudiquement que « les négociations avec le PCF étaient très serrées ».

D'autre part, M. Mermaz a manifesté la volonté des députés du PS de s'affirmer avec sans doute un peu plus de force que lors de la dernière session parlementaire. Ils comptent notamment déposer des propositions de loi sur le regroupement des élections municipales, cantonales et régionales (M. Marchand présentera un avant-rapport lors des journées parlementaires du groupe les 28 et 29 mars) et sur les régimes de retraite des anciens combattants des théâtres d'opérations extérieures. M. Jean Anciant (PS, Oise) a pris la parole ensuite pour évoquer l'inquiétude de ses collègues à propos de l'évolution des loyers. Les députés socialistes attendent de pied ferme le rapport que doit leur fournir le ministre du logement, M. Maurice Faure. « Nous vérifierons si les investisseurs institutionnels ont bien respecté les contraintes de modération », a expliqué le député.

Quant aux « affaires », elles n'ont été évoquées à aucun moment, a précisé M. Mermaz.

P. S.

Politique

des élections municipales

Romans : trois adjoints communistes quittent leur parti

VALENCE
de notre correspondant

Les trois adjoints communistes à la mairie de Romans (Drôme) viennent de quitter le PCF, qu'ils jugent « sectaire, irréaliste, sclérosé et coupé du monde » (le Monde du 19 janvier). La démission des trois est d'autant plus importante qu'elle intervient après de nombreuses années de fidélité au Parti communiste.

Les trois démissionnaires sont : M. Etienne Belle, adjoint chargé de l'éducation depuis douze ans, totalise trente et un ans de parti ; M. Pierre Juvin, adjoint à l'urbanisme et l'un des fondateurs de la MACIF (Mutuelle accidents des commerçants et industriels de France), compte trente-quatre ans d'adhésion au PCF ; enfin, M. Jean Sauvageon, adjoint chargé de la formation professionnelle, est resté quarante et un ans au PCF.

Les trois hommes avaient exprimé à plusieurs reprises leurs divergences de point de vue avec la direction de leur parti. MM. Juvin et

Sauvageon avaient notamment été parmi les mille premiers signataires de « l'appel pour un vingt-cinquième congrès ». Mais c'est la préparation des municipales qui a provoqué la rupture : la fédération départementale du PCF et la section locale de Romans avaient opposé un « veto catégorique » à une nouvelle candidature de M. Sauvageon - sous prétexte qu'il a exprimé des désaccords sur certains points de la politique du parti.

L'automne dernier, M. Sauvageon avait adressé une lettre à son secrétaire fédéral dans laquelle il donnait son avis sur l'élection cantonale de Portes-les-Valence. Dans ce courrier, M. Sauvageon suggérait que le PCF ne présente pas de candidat contre le « renouveau » Jean-Guy Pinède, conseiller général sortant. « Cette lettre est restée confidentielle pendant quatre mois et maintenant on s'en sert contre lui. Ces procédés sont inadmissibles », s'insurge M. Belle, qui, lui, était pourtant présent par son parti pour être à nouveau le chef du groupe communiste au sein d'une liste d'union de la gauche à Romans.

Cohabiter
avec des « réfractaires »

Cette démission va peser sur les négociations PS-PC pour la composition des listes aux municipales. D'autant que, parmi les six autres élus communistes du conseil municipal, plusieurs pourraient suivre l'exemple de leurs aînés. M. Juvin avait indiqué, avant même de quitter son parti, qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat. Mais MM. Belle et Sauvageon envisagent leur candidature au prochain scrutin. Des négociations ont déjà été engagées avec le maire, M. Etienne-Jean Lapasset (PS).

GÉRARD MÉJEAN.

SITUATIONS

● **AUCHEL** (Pas-de-Calais). — MM. Jean-Luc Lambert, André Leuchart et M. Michel Pezet, trois conseillers municipaux communistes sur les vingt-cinq que compte le conseil municipal de trente-trois membres, reprochent à M. Jean-Luc Becart maire sortant et sénateur communiste sa « gestion communale aventureuse et une politique de prestige n'ayant aucun rapport avec l'importance de la commune ». Ils s'indignent qu'un sénateur et maire se réfèrent aux idées de progrès et de justice participative au Paris-Dakar, englobent en quelques jours ce que gagne péniblement un artisan en douze ans de travail en province. M. Becart qui sollicite un troisième mandat attribue cette « dissidence » au fait que « les trois élus n'ont pas été reconduits dans leur candidature par le comité de section et ce à l'unanimité ». Selon lui, un seul des trois conseillers municipaux

concernés a encore sa carte au PC.

● **MARSEILLE** (Bouches-du-Rhône). — M. Pezet et l'« imminente » d'un accord PS-PC. — M. Michel Pezet a fait état, mercredi 18 janvier, de l'imminence d'un accord PS-PC pour des listes communes. Le chef de file désigné par le PS a précisé qu'il y aura « reconduction des accords PS-PC de 1983 », en évoquant « un échange de lettres » intervenu entre les deux fédérations départementales. M. Pezet, répondant ainsi aux deux communistes, a exclu toute possibilité d'accord entre les deux tours avec M. Robert Vigouroux, maire sortant exclu du PS. D'autre part, dans une interview au Provençal, M. Pezet estime que M. Vigouroux a « triché » durant vingt ans de socialisme. Il ajoute : « C'est ce que j'appelle les masques. Pendant vingt-

ans, il y a des gens qui tiennent deux langages. Puis un jour, ils apparaissent dans leur vérité. M. Vigouroux fait une analyse de droite. S'il continue à vouloir être le soutien de la droite, il sera combattu comme un candidat de droite ». M. Pezet fixe une date limite à M. Vigouroux pour « arrêter » sa dissidence : le dépôt des listes.

● **SAINT-GIRONS** (Ariège). — L'Ariège, fortin du PS, s'ouvre avec la candidature à Saint-Girons de M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie. Il apparaît que M. R. Fauroux devrait conduire la liste de la majorité présidentielle avec l'actuel maire de Saint-Girons, son homonyme, M. Maurice Fauroux (PS rocardien), président de la commission des finances du conseil général de l'Ariège. (Corresp.)

La candidature du docteur Salem Kacet à Roubaix

Un beur au centre

Si André Diligent est réélu maire (CDS) de Roubaix, son adjoint chargé de la santé sera un médecin, et un médecin de bon niveau. Avec cependant un détail qui pourrait ne pas être du goût de tout le monde : l'intéressé s'appelle Salem Kacet, il est fils d'ouvrier algérien.

Ce cardiologue figure parmi les quelques deux cents candidats beurs aux municipales que perdra l'association France Plus. Une bonne moitié vont entrer en lice sous les couleurs du PS. Les autres se répartiront entre le RPR, l'UDF et le PCF. Parmi les maires sortants qui ont choisi de mettre en bonne position sur leur liste des jeunes issus de l'immigration maghrébine, on cite Dominique Baudis (UDF, Toulouse), Alain Carignon (RPR, Grenoble), Jacques Chaban-Delmas (RPR, Bordeaux), Jean-Michel Boucheron (PS, Angoulême), Jacques Guyard (PS, Evry) et... Michel Rocard (PS, Confians-Sainte-Honorine).

Les candidats à la candidature posaient deux conditions : ne pas être des « beurs de service », c'est-à-dire figurer sur une liste en position d'éligibilité ; et avoir l'assurance qu'aucun accord ne serait conclu entre cette liste et l'extrême-droite. Conditions remplies à Roubaix, où Salem Kacet s'est vu promettre le poste d'adjoint à la santé.

Ce médecin lillois de trente-sept ans est le plus connu des candidats beurs. Il avait fait son apparition médiatique en 1987, comme l'un des seize « sages » nommés par Jacques Chirac, alors premier ministre, pour étudier une réforme du code de la nationalité. Il avait participé activement aux débats, qui étaient télévisés, sans garder sa langue

dans sa poche, avec l'assurance d'un praticien de l'intégration. Né en Kabylie, Salem Kacet est arrivé en France à l'âge de huit ans pour rejoindre son père, ouvrier chez Citroën. Il décrochera un bac au lycée Colbert à Paris, deviendra médecin, pédiatre et cardiologue au CHU de Lille, après avoir épousé une consœur auvergnate.

Ce n'est qu'en 1983 que Salem Kacet demande et obtient la nationalité française à laquelle il a droit : jusqu'alors, son idée était de retourner en Algérie. Il se sent aujourd'hui français à part entière. Parle français, il affirme sans détour : « Nous ne sommes pas une société multiculturelle : nous nous reconnaissons dans l'identité nationale française, sans pour cela oublier nos racines ».

« Ce n'est pas
un vote ethnique »

En choisissant de rejoindre le centriste André Diligent, ce cardiologue montre que tous les enfants d'immigrés maghrébins ne sont pas — ou ne sont plus — acquis à la gauche. Il faut dire qu'à Roubaix, ville symbole d'un tiers de la population d'origine d'Afrique du Nord, où le Front national avait dépassé 20 % des suffrages aux cantonales de mars 1985, le PS n'a toujours pas décidé de prendre un beur sur sa liste, ce qui provoque d'ailleurs de vives passes d'armes internes. Emile Teyss, ancien président local de la Ligue des droits de l'homme, vient de démissionner avec éclat du PS parce que « les responsables de la section de Roubaix font passer la tactique électorale avant la fidélité à leurs idéaux ». Or,

l'élection risque de se jouer dans un mouchoir.

Autré par le centre, père de trois enfants, le docteur Kacet n'est pas homme à effoler les populations. « Je ne veux pas, dit-il, que Roubaix devienne un Dreux et que l'élection municipale apparaisse comme un duel entre la fille de Le Pen (présidente pour une des deux listes concurrentes d'extrême droite) et moi-même ». Il pense que sa présence à la mairie pourrait « montrer qu'un beur n'est pas forcément un délinquant ou un mendiant ». Ambitieux, il se propose de « rassurer la moitié de la population et de donner de l'espoir à l'autre moitié ».

Quant à faire une carrière politique... « J'aime trop mon métier », dit ce spécialiste de rythmologie qui publie dans diverses revues médicales. Et un poste éventuel de maire, si le fauteuil se libère ? « On verra dans vingt ans ». D'ici là, de l'eau aura coulé sous les ponts de Roubaix. « La véritable épreuve sera le jour où l'élection d'un beur ne sera plus un événement ».

Déjà, la répartition de ces candidats entre plusieurs partis politiques témoigne d'une certaine intégration. Ils ressemblent de plus en plus à la jeunesse franco-francophone. « Ce n'est pas un vote ethnique », remarque le président de France Plus, Arezki Dahmani, qui a réussi à éviter des listes autonomes « pur beur ».

Les candidats que France Plus a présentés cette semaine sont tous de sexe masculin. Mais on ne perd rien, paraît-il, pour attendre. Une autre conférence de presse est annoncée avant la fin du mois. Exclusivement « beurette », celle-là.

ROBERT SOLÉ.

(Publicité)

Mille cent vingt mercis !

Mille cent vingt mercis, c'est autant de Boeing 737 de la nouvelle génération vendus ferme par Boeing. Et autant de bravos que nous adressons à la SNECMA pour un triomphe que nous sommes fiers de partager avec elle : plus de mille commandes en cinq ans. Un record.

Nos nouveaux 737 sont tous équipés de moteurs CFM56, créés et coproduits en France par la SNECMA dans le cadre de CFM International. Pour répondre aux besoins des compagnies aériennes

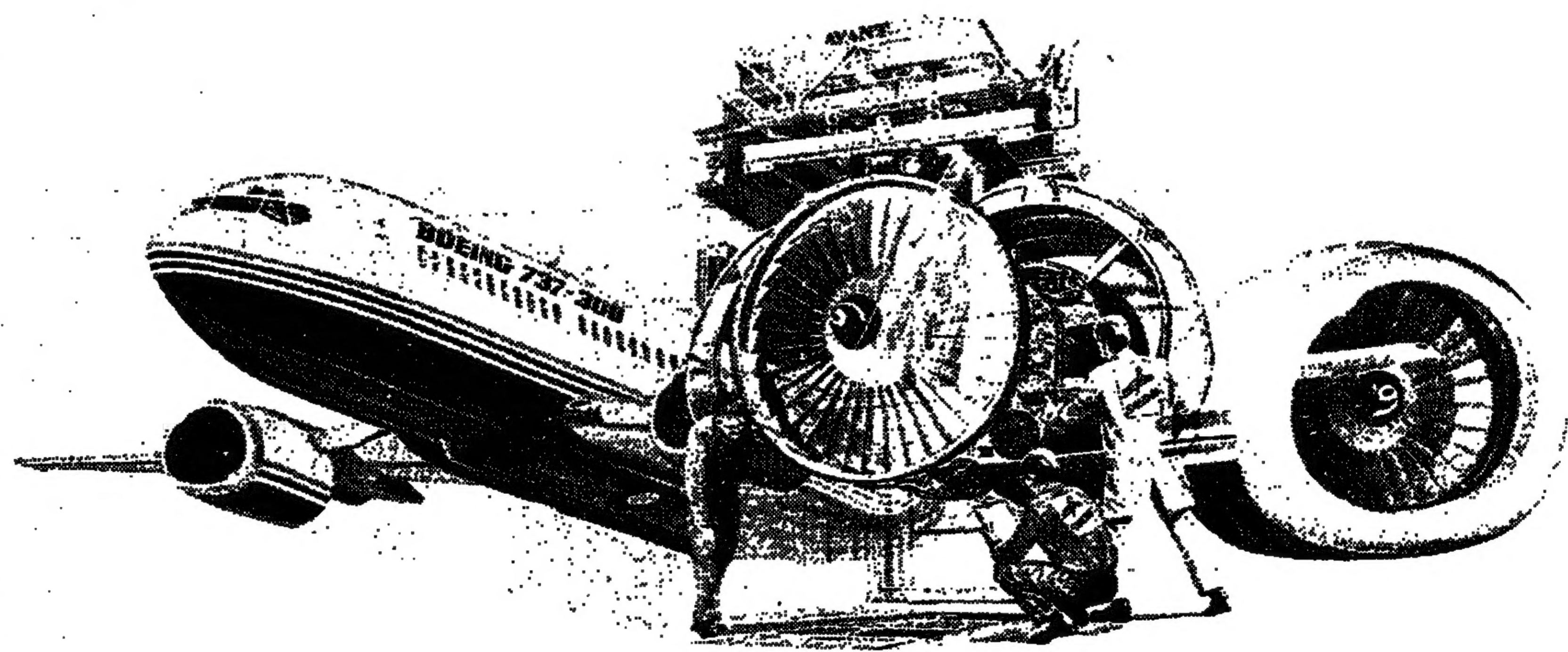
du monde entier et faire du 737 un succès sans précédent, des modifications majeures ont été apportées au CFM56. La SNECMA a pris en charge une grande partie de leur conception technique et engagé des investissements considérables en réoutillage.

Ce partenariat exemplaire a porté ses fruits. Le 737 de la nouvelle génération est peu bruyant, économe

en carburant, ses coûts d'exploitation sont les plus bas de sa catégorie et sa fiabilité est la plus élevée. Le 737 est le courrier le plus vendu dans l'histoire de l'aviation.

Un grand bravo également à nos nombreux autres fournisseurs français qui, avec la SNECMA, nous permettent de rapporter, sur nos seuls avions civils, plus d'un million de dollars par jour à la France.

BOEING



هكذا من الأصل

Politique

Elections législatives partielles en Seine-Saint-Denis

Affrontement PC-PS sur fond de fraude électorale

Les électeurs de la onzième circonscription de Seine-Saint-Denis (Sevran) vont se déplacer dimanche 22 janvier pour élire leur député à la suite de l'invalidation par le Conseil constitutionnel, le 26 novembre, du député communiste, M. François Asensi. Resté seul en lice avec M. Asensi à l'issue du premier tour, le 5 juin dernier, M. Robert Dray (PS) n'avait été élu que par 17 voix. Il s'était retiré, mais avait déposé un recours pour fraude (bourrage d'urnes, procurations abusives, etc.). Constatant que le nombre des bulletins trouvés dans les urnes et celui des émargements présentaient une différence de 20 suffrages, le Conseil constitutionnel, « sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens », avait estimé que la sincérité du vote avait été altérée. Six candidats s'affrontent dimanche : MM. François Asensi (PCF), Robert Dray (PS), Sylvain Garant (URC-RPR), Roger Holeindre (FN), Marc Fumey (POE) et M^{me} Ghida Danet (écologiste-région verte).

Dans le contexte actuel tendu des négociations PS-PCF pour les élections municipales, la législative partielle de Seine-Saint-Denis prend un relief tout particulier. Ce scrutin sera en quelque sorte le galop d'essai de la prochaine confrontation municipale qui aura lieu en mars prochain à Sevran, ville de 48 000 habitants devenue par le PCF et convoitée par le PS.

M. Laurent Fabius, venu mercredi soutenir M. Robert Dray, n'en a pas fait mystère : du résultat du candidat socialiste dépendra l'existence, dans deux mois, d'une liste autonome (PS) au premier tour, comme

Lesdites affiches, en couleur, tapissent les murs de la circonscription, faisant souvent disparaître celles, plus modestes, en noir et blanc, de M. Dray. Le député communiste, qui ne s'est pas fait oublier en odeur de sainteté dans son parti, pour cause de prurit de réélection et de réformisme (cela lui a coûté, en 1985, son poste de premier fédéral), a mené campagne tambour battant autour d'un discours de proximité : un député présent.

Accusations de mépris

L'enjeu dépassant sa personne, la fédération n'a donc pas hésité sur les moyens mêmes, si le secrétaire général du PCF, M. Georges Marchais, n'a pas daigné venir sur place lui apporter son soutien. M. Asensi a dû se contenter d'un banquet avec M. André Lajoinie. Du côté socialiste, MM. Pierre Mauroy et Laurent Fabius ont fait, tour à tour, le déplacement pour soutenir leur candidat. M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, est également venu sur place pendant la campagne pour affirmer « l'importance de ce scrutin dans le cadre de la préparation des municipales ».

M. Dray n'a cessé de demander aux électeurs de se faire, dimanche, le « bras séculier » de la justice. Il est intarissable à propos de la fraude communiste dans ce département. « C'est ici un phénomène endémique », proteste-t-il en dénonçant « les méthodes » du PCF. Et de rappeler que le look de gendre parfait de M. Asensi ne doit pas faire oublier qu'il était le patron de la fédération communiste en 1983 quand la fraude a battu des records pour les élections municipales : « Il est le complice gestionnaire de la fraude », accuse M. Dray.

M. Asensi résume ses propos et accuse M. Dray d'interpréter hâtivement les attendus du Conseil Constitutionnel qui ne débouchent, selon lui, que sur le constat d'erreurs techniques. Quant aux accusations de « mépris », formulées à son encontre par le candidat socialiste, M. Asensi réplique : « Les indignités se creusent, nous devons plus que jamais nous battre contre les privilèges. Là, je me sens bien dans ma peau de communiste ».

Dans son combat pour défendre son honneur, le député communiste invalidé a reçu le soutien inattendu du candidat... RPR. En effet, M^{me} Sylvain Garant s'est fait son avocat en affirmant « qu'il n'y a pas eu de fraude ». « Quand il y a fraude, je le dis, et quand il n'y en a pas, je le dis aussi », explique-t-il en ajoutant que c'est pour cette raison qu'il a retiré le recours qu'il avait déposé.

Alliance objective PCF-RPR ? : pour M. Dray cela ne fait pas de doute, et c'est d'autant plus inquiétant, selon lui, que droite et extrême droite font bon ménage dans le département. M. Garant s'en défend, bien que ses affiches soient la copie à peu près conforme de celles de M. Holeindre (FN). Le candidat de la droite classique utilise trois slogans : immigration, sécurité, transport, et le candidat du FN : immigration, insécurité, chômage...

Contrairement au premier tour du 5 juin, où elle était partie en ordre dispersé, l'opposition est parvenue, pour cette législative partielle, à faire son unité à la suite d'un chassé-croisé : M^{me} Garant, qui suppléait en juin un candidat UDF-RPR dissident, fait aujourd'hui équipe avec l'ancien candidat officiel de l'URC, M. Claude Brivet. Il compte cette fois sur les « divisions » de la gauche pour figurer au second tour. Un optimisme sans doute démenté dans une circonscription solidement ancrée à gauche.

La partie devrait avoir une nouvelle fois se jouer, dimanche soir, entre MM. Dray et Asensi, et, comme l'a confié mercredi soir M. Laurent Fabius, l'écart devrait être serré.

PIERRE SERVANT.

Au Sénat

Les centristes attendent de M. Schiélé un apaisement

Les sénateurs de l'Union centriste avaient prévu, à la fin de la dernière session, de se retrouver, mercredi 18 janvier, pour évoquer... l'échec européen. Sur ce point, ils apprécient que l'UDF soit « très proche des positions centristes ».

Ne souhaitant pas que le CDS se distingue de l'UDF en présentant une liste autonome, ils sont apparus, dans leur majorité, favorables à l'existence de deux listes seulement au sein de l'opposition.

A cette discussion sur l'Europe s'en est greffée une autre : le dossier de leur collègue, Pierre Schiélé, qu'un arrêté du bureau du Sénat, pris le 5 janvier, a privé de ses délégations de question. Après quelques jours de vapes, M. Schiélé s'est expliqué, mardi 17 (Le Monde du 19 janvier), dans son fief de Thann (Haut-Rhin), dont il est le maire, avant de le faire devant les sénateurs centristes.

Repoussant les accusations d'ingérence dont son gendre, patron d'un bureau d'études parisiens, est soupçonné, M. Schiélé souhaitait que son groupe le soutienne dans sa contestation de la régularité de la décision du bureau du Sénat. Les sénateurs centristes n'ont pas voulu « s'ériger en juges de la décision du bureau du Sénat », lequel est présidé par l'un des leurs, en l'occurrence le président du Sénat, M. Alain Poirer.

Les sénateurs centristes ont toutefois souhaité « une complète information » sur les motifs de la sanction frappant M. Schiélé. M. Hoffel est donc chargé de transmettre cette demande à M. Poirer, laissant à ce dernier le soin de juger de l'opportunité de la satisfaction ou non.

M. Hoffel a réclamar la « sérénité », la fin des « déclarations polémiques » et le « respect des procédures de la Haute Assemblée ». Le sénateur du Bas-Rhin regrette le ton « interpellatif » dont a usé M. Schiélé, son collègue du Haut-Rhin, et, surtout, est hostile à « tout recours à des actions judiciaires » (notamment contre des organes de presse). Il s'est également élevé contre tout « amalgame avec un quelconque problème politique », en l'occurrence le renouvellement de la présidence du Sénat en octobre prochain.

Trois militantes communistes inculpées à Petit-Quevilly

ROUEN
de notre correspondant

Au moment où les négociations pour les municipales entre le Parti socialiste et le Parti communiste pléminent en Seine-Maritime, le doyen des juges d'instruction de Rouen, M^{me} Elisabeth Senot, vient d'inculper trois membres du PCF de Petit-Quevilly d'infraction à la législation électorale.

Instruisant l'affaire des fraudes commises le 25 septembre 1988 à Petit-Quevilly, lors du premier tour des élections cantonales, le juge a réuni des charges contre M^{me} Monique Léger, conseillère municipale de Petit-Quevilly, secrétaire de la fédération du Parti communiste de Seine-

Maritime, M^{me} Josiane Sanlaier, secrétaire de l'union départementale CGT, et M^{me} Annick Laumel.

Une information judiciaire avait été ouverte le 17 décembre après une plainte du préfet de Seine-Maritime et une autre de M. François Zimeray, candidat du Parti socialiste, qui, devant de 157 voix par M. Henri Lovillain (PC), conseiller général, s'était retiré après le premier tour.

Selon M. Zimeray, M^{me} Léger, présidente d'un bureau de vote, a été surprise pendant le scrutin avec une liasse d'enveloppes vides à la main, que le délégué de la commission de contrôle électoral a jetées dans une urne.

De plus, selon des informations recueillies à Petit-Quevilly, la police

a effectué des sondages parmi les électeurs de la commune faisant apparaître que plusieurs d'entre eux n'avaient pas voté, alors que leurs noms avaient été émargés sur les listes électorales.

Le tribunal administratif de Rouen, saisi par des électeurs, n'a pas cru bon de revenir sur ces faits du premier tour, estimant qu'il ne pouvait casser une élection dont le résultat n'a été proclamé qu'au second.

La fédération communiste de Seine-Maritime a, de son côté, estimé, mercredi 18 janvier, que le dossier contenait « des contre-vérités évidentes », et indiqué que M^{me} Léger avait elle-même demandé son inculpation pour avoir accès au dossier d'instruction.

ETIENNE BANZET.

M. Fabius : viol de la démocratie

Le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, est allé, mercredi 18 janvier, le candidat du Parti socialiste, M. Robert Dray dans la législative partielle de Seine-Saint-Denis. Le premier tour de cette élection ayant lieu dimanche à la suite de l'invalidation par le Conseil constitutionnel de l'élection de M. François Asensi (PCF), le thème de la fraude a été évoqué à plusieurs reprises par les différents orateurs. L'ancien premier ministre a longuement insisté sur l'indispensable sincérité des scrutins dans une démocratie.

Sans jamais associer explicitement le PCF à la fraude, M. Fabius a estimé que le scrutin universel était « volé, violé par la fraude (...) C'est

une des atteintes les plus graves à la démocratie. Quand une fraude est avérée, il faut que le peuple la sanctionne. Il y a une occasion de sanction qui se présente bientôt, il faut que le peuple retrouve son droit... »

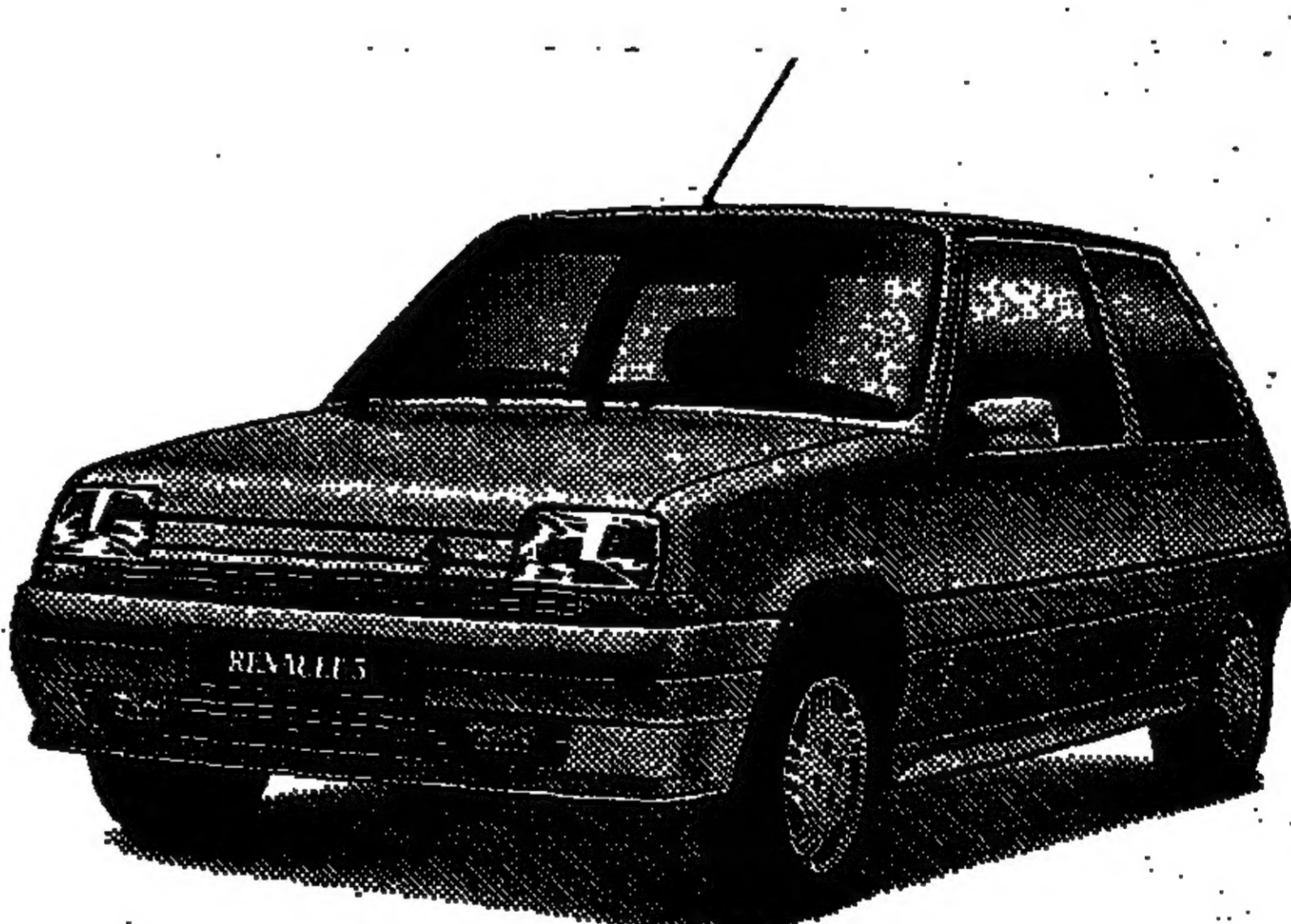
A propos des tensions entre le PS et le PCF pour les municipales, M. Fabius a reconnu que lui et ses amis étaient « alertés de ce qui se passait de l'autre côté ». « Nous voulons que la parole soit respectée » a-t-il lancé en expliquant qu'il y avait des « divergences ». « Je crois que ce sont les socialistes qui, d'abord, sont porteurs de l'unité à gauche... »

Enfin, s'agissant des « affaires », M. Fabius a apporté son soutien total à M. Pierre Bérégovoy.

Et quand il sera minuit.



Plus de problème de carrosse.



Crédit 8,9 % sur 12 mois. Reprise Argus + 5 000 F jusqu'au 31 janvier sur les Supercinq.

Même si vous ne croyez pas aux contes de fées, moi, Monsieur Financement, je vous propose une solution magique pour le financement de votre Supercinq : Crédit 12 mois au TEG de 8,9 % avec apport minimum de 20 % sur toute la gamme Supercinq. Ex. : montant financé 10 000 F, 12 échéances de 874,05 F. Coût total du crédit : 10 488,60 F. Crédit au TEG de 11,9 % sur 24 mois, 13,9 % sur 36 mois, 14,9 % sur 48 mois. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - S.A. au capital de F 321 490 700. 27-33, quai Le Gall - 92512 Boulogne Cedex RCS Nanterre B 702 002 221.

En plus, en ce moment chez Renault, Reprise Argus + 5 000 F de votre véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois, pour tout achat d'une Renault Supercinq. Conditions générales Argus. Diminution des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard. Ces deux offres sont réservées aux particuliers et concernent les VP neufs. Modèle présenté : Supercinq GTX (option jantes alu.). Monsieur Financement chez votre concessionnaire ou au 05.25.25.25.

RENT 34-4

Mr. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT.

RENAULT
DES VOITURES
À VIVRE

LOI
D'ORIENTAT
REVALORIS

LES PROPOS
MINISTRE DE L
NATIONALE
DES LE 19 JANVIE
SUP VONTEL

36
Code d

Ministère
de la Justice

Société

ÉDUCATION

Les réactions aux propositions de M. Jospin

« Historique » pour la FEN, « inacceptable » pour le SNES

A l'issue de la table ronde du 18 janvier où il a présenté aux organisations syndicales ses propositions pour la revalorisation de la condition enseignante, M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation, a lancé aux enseignants un appel au réalisme : « L'effort consenti est sans précédent. Il faut être raisonnable. Actuellement, il y a une conjonction : le président de la République a affirmé que l'éducation est une priorité, le gouvernement y consacre des moyens, l'opinion y consent. Personne ne doit gaspiller cette chance ». Un appel diversément entendu.

« L'occasion qui s'ouvre aujourd'hui est exceptionnelle, voire historique », avait déclaré, quelques heures plus tôt, M. Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN (Fédération de l'éducation nationale). « Mais les frustrations sont nombreuses. On ne les combat pas par des exhortations à la ra-

son ». La FEN demande une loi d'orientation et de programmation, faite de quoi, estime-t-elle, ces propositions se heurteront « ici à l'incrédulité, là au découragement ou la révolte ». Pour Jean-Claude Barbarant, secrétaire général du SNI-PEGC principale composante de la FEN, « les propositions du ministre ouvrent des perspectives non négligeables », mais des « ajustements ponctuels » sont nécessaires et les moyens accordés sont insuffisants.

Même écho nuancé de la part du SNES-SUP : « Il est hors de question de rejeter d'un revers de la main ce qui est proposé. Mais il n'est pas possible non plus de ne pas mettre l'accent sur les aspects dangereux, notamment la discrimination introduite par ce système de jeu de catégories ». Le Syndicat national des collèges (SNC-autonome), en revanche, « se reconnaît » dans

les objectifs généraux proposés et « approuve sans réserve le principe de création d'un corps d'enseignant par cycle d'enseignement ».

La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEP) estime la démarche adoptée par Lionel Jospin pour son projet de loi d'orientation « intéressante », mais elle continue à réclamer une loi de programmation. L'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL) « se félicite d'évolutions favorables » et se déclare prête à apporter une « contribution positive » à l'élaboration de la loi.

Côté politique enfin, M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a mis une « bonne note » à M. Lionel Jospin pour son projet de rénovation du système éducatif, qui « est en conformité avec les orientations qu'avait définies préalablement M. Monory ». Mais il entend exacer- ser sa « vigilance », notamment sur

la nécessaire décentralisation de l'éducation. M. Alain Lamassouze, porte-parole de l'UDF, réclame le « consensus » sur l'éducation nationale, ajoutant : « Nous sommes prêts à y participer ».

« Un marché de dupes »

L'attitude la plus ouvertement négative est celle du SNES (Syndicat national des enseignants du second degré), premier syndicat des professeurs de lycée, pour qui la grève est à présent « inévitable ». Un mot d'ordre précis devrait être lancé à l'issue de son conseil national des 19 et 20 janvier. Le SNES, qui demande une revalorisation générale sans condition et une élévation du niveau de recrutement, constate que les propositions de M. Jospin « ne répondent en rien à ces demandes » et que « les retraites et les revalorisations » sont exclues des mesures annoncées. Le SNES dénonce « la logique du fractionnement de l'éclatement de l'enseignement », qui anime selon lui la création des trois nouveaux corps d'enseignants dans le second degré ainsi que le « système de promotion au mérite d'indemnités aléatoires et arbitraires ». « C'est un marché de dupes qui nous est proposé, conclut le SNES, pas de revalorisation mais des charges de travail supplémentaires ».

Echo semblable de la part du SNALC (Syndicat national des lycées et collèges) dont le secrétaire général, M. Jean Borries a souligné : « Les certifiés ne bénéficient d'aucune revalorisation individuelle dans l'immédiat. La grève n'est pas exclue probablement au moment des examens ».

Pour M. Guy Bayet, président de la Société des agrégés : « Il est inadmissible que le gouvernement envisage seulement des indemnités qui seraient attribuées à certains professeurs et pas à d'autres et selon des critères qui n'ont rien à voir avec la valeur de l'enseignement dispensé. Il s'agit là d'un système injuste qui n'existe nulle part ailleurs dans la fonction publique ».

Le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC) affirme sa « totale opposition » aux propositions du ministre de l'éducation, qui « tendent à dénaturer » le système éducatif. L'UNI (Union nationale inter-universitaire) estime que le projet de loi d'orientation de M. Jospin « confirme le parti pris de sacrifier la qualité des enseignements et des diplômes à la quantité des diplômes ».

● **COLLOQUE.** — L'Institut européen d'éducation de l'université Paris-Dauphine et l'université Lyon-2 organisent le vendredi 20 et le samedi 21 janvier à Lyon un forum sur l'école et l'Europe des citoyens : « Quelle école pour l'Europe ? », auquel participera M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale.

Dans une petite commune du Puy-de-Dôme

Deux institutrices pour un handicapé

« Il faut développer au maximum l'intégration scolaire des enfants handicapés en milieu ordinaire », a déclaré M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat aux handicapés et aux accidentés de la vie, en visitant l'ensemble scolaire Toulouse-Lautrec de Vauvresson (Hauts-de-Seine) qui accueille, de la maternelle au BTS, 250 jeunes myopes et 150 enfants « valides ».

Le secrétaire d'Etat, qui était accompagné de l'épouse du premier ministre, M^{me} Michèle Rocard, devait ensuite se rendre à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches pour remettre des jouets aux quelque 200 enfants (handicapés profonds, nourrissons et accidentés) du service du professeur Barois.

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

La majorité des parents dont les enfants fréquentent l'école publique de Saint-Martin-des-Olmes, petite commune du Puy-de-Dôme dans l'arrondissement d'Ambert, (deux cent quarante habitants) n'ont pas envoyé leurs enfants les 12 et 13 janvier dans la classe unique du bourg, qui accueille cette année dix élèves.

Ils entendaient protester contre la présence à l'école d'un jeune handicapé moteur, âgé de huit ans et demi, non pour demander son exclusion, mais pour faire savoir que cette situa-

tion était préjudiciable aux autres élèves. L'inspection académique du Puy-de-Dôme les a rassurés en adjoignant une enseignante à l'institutrice en poste, deux fois par semaine, les jours où le jeune handicapé est présent. « Notre action ne visait pas à exclure Benoît, que nous connaissons bien : elle ne s'opposait pas non plus à la notion d'intégration des handicapés à l'école. Mais nous pensions que la présence, deux fois par semaine, de ce garçonnet handicapé moteur, privé de la parole ne permettait pas à l'institutrice de satisfaire pleinement à ses obligations pédagogiques. S'occuper simultanément de Benoît et des autres élèves, c'est impossible pour une seule personne, même si elle se donne totalement à son travail, comme c'est le cas », explique M^{me} Roux, la porte-parole des parents.

Affection... mais indifférence

Benoît, soumis à l'obligation scolaire, a été inscrit à l'école de Saint-Martin-des-Olmes, en septembre 1988. M^{me} Claudine Baudel l'a accueilli sans hésiter. Cette classe unique du petit bourg du Livradois était son premier poste. « Benoît était en section enfantine. Il venait le matin, participait aux jeux, faisait l'objet d'une attention particulière effective de la part de ses camarades. En 1987, alors que ses copains sont passés en CP, lui est resté en section enfantine. On le connaît... A la situation de la première année a succédé l'indifférence. »

En 1988, il a plus de huit ans et le décalage s'est accentué. Pourtant — M^{me} Baudel est formelle — son intégration en milieu scolaire lui a été bénéfique. Il se meut plus aisément et possède une indéniable volonté de mieux faire... Et on s'attache fortement à lui.

A la dernière rentrée, alors que ses parents souhaitent qu'il bénéficie d'un temps scolaire complet, la commission de circonscription décide qu'il ne sera scolarisé que les après-midi. Mais, le 19 décembre, la commission départementale de l'éducation spéciale, tranche différemment. Elle propose aux parents — qui acceptent — une formule mixte : les lundis et mardis, Benoît sera placé au centre médical de la ville de Romagnat (localité proche de Clermont-Ferrand) et est distante de Saint-Martin-des-Olmes de plus d'une centaine de kilomètres... les jeudis et vendredis, il sera à l'école du village. Ce sont ces deux journées hebdomadaires à l'école que les parents (à l'exception d'un jeune couple) ont refusées.

La deuxième institutrice, nommée par l'inspection académique ne s'occupera pas uniquement de Benoît. Les deux enseignantes pourront s'organiser de telle manière que l'intégration du jeune handicapé dans l'école ne se fasse pas au détriment de l'efficacité de l'enseignement. A la fin du trimestre, la commission permanente d'éducation spéciale aura à nouveau à se prononcer.

JEAN-PIERRE ROUGÉ

LOI D'ORIENTATION REVALORISATION

LES PROPOSITIONS DU MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
DES LE 19 JANVIER SUR MINITEL

3613
code Edutel
EDUTEL
POUR AIDER LES PARENTS A AIDER LEURS ENFANTS

Ministère de l'Éducation Nationale de la Jeunesse et des Sports

Catholicisme

Le cinquième voyage du pape en Afrique

Du 28 avril au 6 mai prochain, Jean-Paul II effectuera son cinquième voyage en Afrique, qui le conduira successivement à Madagascar, à la Réunion, en Zambie et au Malawi. Pendant deux jours, les 1^{er} et 2 mai, il sera également pour la cinquième fois l'hôte de la France à Saint-Denis de la Réunion. La population de ce département d'outre-mer compte 90 % environ de baptisés dans la foi catholique. Jean-Paul II a annoncé, le 6 janvier, un synode épiscopal qui, dans deux ou trois ans, réfléchira aux orientations de l'Eglise catholique en Afrique (Le Monde daté 8-9 janvier).

Le premier évêque de l'Opus Dei en Europe

Une nouvelle nomination d'évêque en Autriche divise l'Eglise locale. Le Vatican vient de soumettre pour approbation au gouvernement de Vienne (selon les termes du concordat) le nom du Père Klaus Küng, prêtre incardiné dans l'Opus Dei et vicaire régional de la préfecture en diocèse de Feldkirch (Vorarlberg). Si cette nomination se confirmait, Mgr Küng serait le premier évêque issu de l'Opus Dei nommé en Europe. Son nom avait déjà circulé pour d'autres sièges, notamment Vienne

et Salzbourg, et soulevé des réactions critiques dans le clergé et le laïcat progressistes. Ceux-ci se sont à nouveau manifestés dans le diocèse de Feldkirch, dont le futur évêque est pourtant originaire. Cette contestation fait suite à celle qui a précédé la nomination d'évêques conservateurs comme Mgr Kurt Krenn, évêque auxiliaire de Vienne, et Mgr Georg Eder, dont la nomination comme archevêque de Salzbourg a été officiellement annoncée par le Vatican mardi 18 janvier.

SIDA

Les Français favorables au dépistage obligatoire

Selon un sondage réalisé par l'IFOP pour le compte de l'hebdomadaire *Médicins*, 70 % des Français se disent favorables à un dépistage systématique et obligatoire du virus du SIDA pour l'ensemble de la population, mais plus d'un médecin sur deux (52 %) y est opposé. Selon ce sondage, 73 % des Français accepteraient de figurer — anonymement — sur le fichier d'enquête de l'INSERM, 64 % des Français et 83 % des médecins sont contre l'exclusion des malades. En revanche, trois Français sur quatre (contre 39 % des médecins) estiment que la justice doit sanctionner un porteur du virus ou malade du SIDA « qui le sait et qui ne prend pas de précautions vis-à-vis des autres ».

CONTRÔLES FISCAUX : LA TRAQUE

Ils sont, ou ont été, inspecteurs-vérificateurs de situations fiscales... Ils avouent le grisant pouvoir de faire trembler chefs d'entreprise ou stars. Ils constatent ou dénoncent la toute-puissance du fisc contre les contribuables ordinaires (qui ne sont pas, il est vrai, tous innocents...). Ils expliquent leur formation et démontent les mécanismes qui transforment le contrôle fiscal en épreuve dont on réchappe rarement. A quelques semaines de la rituelle déclaration de revenus, voici de quoi faire trembler plus d'un contribuable...

Le Point

ANDRÉ HARRIS
en collaboration avec
ALLAIN GUILLOUX

C'est la lutte fiscale

une nouvelle lutte des classes

FAYARD

252 p.
89 F.

La fraude fiscale est la plaie de notre vieux pays incivique. Tout de même, les méthodes des inquisiteurs des finances sont bizarres ! Trop souvent les innocents sont crucifiés et les escrocs rigolent. André Harris met les pendules à l'heure... Un livre impitoyable.

Jean-François Dupaquier, L'Événement du jeudi

FAYARD

Société

JUSTICE

Au tribunal de Paris

Deux condamnations pour diffamation envers M. Robert Badinter

Pour avoir publié des propos diffamatoires à l'égard de M. Robert Badinter, aujourd'hui président du Conseil constitutionnel, le *Quotidien de Paris*, M. Philippe Tesson, et le journaliste Jean Montaldo, ainsi que l'hebdomadaire *Minute* et son directeur de la publication, M. Jean-Claude Godeau, devront verser le franc symbolique de dommages et intérêts à l'ancien ministre de la justice.

Le *Quotidien de Paris* daté du 27 avril 1988 avait publié un article intitulé : « Cresson-Badinter : la justice des coquins » où figuraient les termes d'une lettre adressée le 5 février 1983 à M. Robert Badinter, alors garde des sceaux, par M^{me} Edith Cresson, à l'époque ministre de l'Agriculture.

Dans cette lettre, M^{me} Cresson évoquait le cas de Bernard Munaux, avocat syndic de Poitiers, qui faisait l'objet de poursuites judiciaires, pour demander que le dossier soit retiré à M. Henri Suquet, substitut à Poitiers, afin d'éviter « ce qui constitue une diffamation publique à l'égard d'un membre du ministère à raison de ses fonctions ».

Le 9 mai 1988, *Minute* avait repris les mêmes accusations en parlant de forfaiture dans un article intitulé « Les salades de Cresson ».

Aussi, le tribunal expose des arguments identiques à ceux concernant le *Quotidien de Paris* pour condamner l'hebdomadaire.

MAURICE PEYROT.

A Reims

L'« oubli » d'un dossier entraîne la libération d'un inculpé

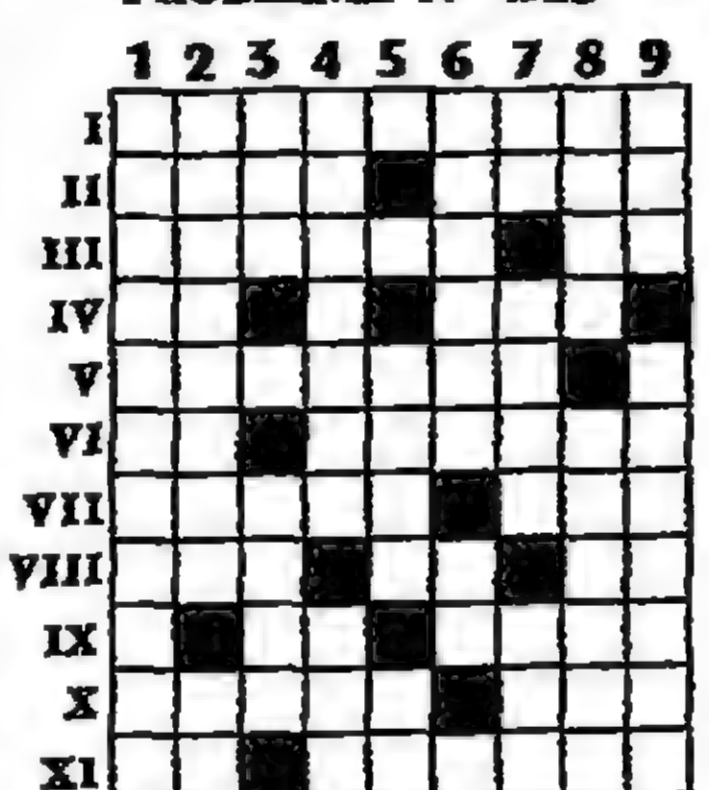
Inculpé d'assassinat, Alain Demandre, vingt-six ans, a été récemment remis en liberté à Reims (Marne) par suite d'une négligence judiciaire évidente. Le dossier d'instruction concernant ce dossier avait été en effet déposé par erreur dans une armoire au lieu d'être transmis à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Reims. Au terme de l'instruction, le magistrat chargé de la transmission des pièces et remis son dossier d'instruction au parquet qui en établit un double. L'original du dossier, lui, devait alors être transmis par le parquet à la chambre d'accusation de la cour d'appel, dans un délai de deux mois, à se prononcer sur le renvoi ou non de l'inculpé devant la cour d'assises.

En fait, le dossier d'instruction n'est jamais arrivé à la chambre d'accusation tout simplement parce que l'original au lieu d'être transmis par le parquet a été remis au photocopie qui en est établie dans une armoire du tribunal. A l'expiration du délai légal de deux mois l'avocat d'Alain Demandre, constatant que la procédure n'avait pas été respectée a demandé et obtenu sans difficulté mais non sans regret du parquet la mise en liberté de son client inculpé de l'assassinat le 9 septembre 1986 d'Alain Moussé époux d'une femme dont il était amoureux.

Au ministère de la justice, on indiquait mercredi 18 janvier que la négligence, — pour ne pas dire la faute, — du substitut chargé du dossier était manifeste et devait donner lieu à des sanctions disciplinaires. Quant à Alain Demandre, il devrait être selon la chancellerie renvoyé, libre, devant la Cour d'assises de la Marne si tant est que les charges retenues contre lui apparaissent suffisantes à la chambre d'accusation.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4922



HORIZONTALEMENT

I. Travaille à la chaîne. — II. Fait sortir du lit. Moment venu pour certaines gens de faire leurs paquets. — III. Peut rester au foyer. Lettre grecque. IV. Est utilisé loin de chez nous. Certains le poussent régulièrement. — V. Dont on ne saurait user et abuser. — VI. Possessif. A bien connu les gens de la marine. — VII. Qui étaient donc à prendre ou à laisser. Offre un aller sans retour. — VIII. Abrévié des Nigériens ou bien des Néerlandais. Fut une source de jalousie. Conle de source. — IX. Suscite des réactions. Des affaires de taille. — X. Avoir de nombreux bras. Ne permet pas de voir grand. — XI. Qu'on peut donc continuer à faire connaître. On y va pour s'en aller.

VERTICALEMENT

I. Hommes des bois. — 2. Quelqu'un qui peut finir par perdre la tête. Dindon ou pigeon. — 3. Qui a donc mené à la faute. Où certains se sont rencontrés sans vraiment avoir le temps de faire connaissance. — 4. Met parfois de l'ombre au tableau. A fait sa première apparition à La Mecque. — 5. Est proche de l'URSS. Préposition. — 6. Remplit une fonction telle que certains ont des engagements à respecter. Eau de la montagne. — 7. Lettres d'amour. A vu quelqu'un battre de l'aile. Est sous les ponts. — 8. Fait le grand écart. Mettre peut-être noir sur blanc. — 9. Pas à plaindre. Susceptibles d'être comblés.

Solution du problème n° 4921

Horizontalement
1. Innocents. — II. Naïveté. — III. Lasagne. — IV. Os. Tatou. — V. Mugir. — VI. Na. Osive. — VII. NE Eau. — VIII. Annoncer. — IX. Rentes. — X. Usée. Non. — XI. Eves. Eau.

Verticalement
1. Insomnie. — 2. Na. Sua. Su. — 3. Nil. Orné. — 4. Ovation. — 5. Césarisme. — 6. Eta. Et. — 7. Négocier. — 8. Nu. Va. Sou. — 9. Séc. Neuf. Ni.

GUY BROUTY.

A Marseille

Le nouveau préfet de police engage une enquête sur le fonctionnement du service des étrangers

MARSEILLE de notre correspondant

Le dossier rendu public à la mi-décembre par l'Association des juristes pour la reconnaissance des droits fondamentaux des immigrés, qui dénonçait des pratiques relevant d'une véritable législation d'exception à l'encontre des étrangers (le *Monde* du 18 décembre), a retenu l'attention des pouvoirs publics.

Le nouveau préfet de police, M. Marcel Morin, semble avoir fait de la réglementation concernant les étrangers une priorité. Au lende-

main de l'allocution du Nouvel An du président de la République, il avait longuement reçu de M^{rs} Christian Bruschi et M^{rs} Henri Verniers, de l'Association des juristes pour la reconnaissance des droits fondamentaux des immigrés, qui ont également rencontré M. Jean-Marc Sauvet, directeur des libertés publiques au ministère de l'Intérieur, et M^{rs} Touboul-Fischer, chargée de mission auprès de M. Pierre Joxe. Rencontres à l'issue desquelles les avocats se disent convaincus d'une volonté commune de résoudre les problèmes posés par le fonctionnement du bureau des étrangers de la

préfecture de police de Marseille. où, selon l'Association, certains fonctionnaires semblaient s'ingénier à multiplier les tracasseries administratives et à allonger les délais d'obtention des pièces nécessaires à la régularisation des situations des demandeurs. Neutralité, bienveillance et délais respectés sont les bases d'une attitude nouvelle. Un « audit » est même envisagé pour connaître les origines du dysfonctionnement du service des étrangers de la préfecture de police des Bouches-du-Rhône dont dépend le sort de cent quarante-cinq mille personnes.

JEAN CONTRUCCI.

La gloire du bocage

A ses héros, grognards, sous-marins et zouaves Brillevast reconnaissante

BRILLEVAST de notre envoyée spéciale

Trois nouveaux morts pour la France ont fait leur apparition la semaine dernière sur le monument aux morts de Brillevast, un village du bocage de la Manche, à 15 kilomètres de Cherbourg. Un employé des pompes funéraires est venu graver leurs noms dans la pierre. Morand Jean, 1809 ; Vallognes, Jean-Baptiste, 1813 ; Poirier Charles, 1814 : soldats de Napoléon. Brillevast, trois cents habitants, quelques tracteurs et trois palmiers dans un jardin, est devenue la première commune à faire un tel honneur aux combattants de la Grande Armée, selon le maire et promoteur de cette initiative, M. Jean Daboville, et selon le secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre, Sauf erreur générale, car la France compte quelque trente mille monuments au morts.

Aucun événement particulier n'est à l'origine de cet hommage tardif et d'ailleurs « à la limite de la légalité », de l'avis du secrétaire d'Etat, où l'on est plutôt soulagé que personne n'ait encore émis de protestation, ce qui évite d'avoir à se saisir de l'affaire.

Brillevast est une commune tranquille. En mai 88, elle a remporté le concours « Le Village que j'aime » pour toute la Basse-Normandie. Chaque année depuis 1942 — il s'agissait alors d'envoyer des colis aux prisonniers d'Allemagne — une troupe monte une pièce de boulevard à la salle Saint-Jean du presbytère. L'an dernier, elle a joué la *Soupière*. Cette année, ce sera peut-être *Mais ne te promènes donc pas toute nue*. « A chaque fois, en principe, c'est le succès », assure M. Daboville, qui joue toujours le rôle de souffleur. A l'écart sur son chemin vicinal, Brillevast risque d'échapper à la Révolution. « Le Bicentenaire, ici, cela va passer inaperçu », s'est dit M. le maire à l'automne dernier. N'ayant rien trouvé de révolutionnaire dans l'épopée locale, M. Daboville, ancien agriculteur, s'est plongé, à soixante-quatorze ans, dans ses registres d'état civil du Premier Empire, écrits à la plume. Il en a extrait trois héros, pour lesquels nul descendant n'avient demandé tant de sollicitude. Le maire avait eu l'occasion, à une date qu'il n'y a pas moyen de lui faire

préciser, de visiter l'Arc de triomphe, sur lequel sont inscrits les noms des six cent soixante généraux de Napoléon, dont l'un de ses ancêtres. Il s'était dit : « Dernière tous ces généraux, il devait y avoir de la pitié. Il y a peut-être de chez nous. »

Dans ses volumes d'état-civil, Jean Daboville a placé des signes pour repérer les braves. Au registre de l'an XI, on trouve Jean, Thomas Morand, soldat au 3^e bataillon, 3^e compagnie du 64^e régiment de ligne, décédé à Taffalla, en Espagne, le 29 juin 1809, des suites de ses blessures. Entre deux avis de mariage, contresignés par des témoins, au prix d'une bagarre avec le plume, figure la mention du décès de Jean-Baptiste Vallognes, à Erfurt, en RDA actuelle, canonnier au 2^e bataillon, 3^e compagnie, 3^e régiment d'artillerie de marine. En 1818, le maire de l'époque mentionne encore que vient de lui parvenir l'acte de décès de Pierre, Charles Poirier, fusilier au 26^e régiment d'infanterie de ligne, mort quatre ans plus tôt, le 27 janvier 1814, des suites d'une fièvre, à Mévigny. Trois morts pour l'Empire, décorés morts pour la France par Jean Daboville, maire de Brillevast, et son conseil municipal unanime.

M. Daboville est né avec la première guerre mondiale. Il n'a pas fait la deuxième pour raisons de santé. Et depuis près de vingt ans, il fait durer la suspense sur sa candidature aux prochaines municipales. « On a tout le temps. C'est moins compliqué qu'à Marseille », M. le maire est un bûcheur qui a doté le village d'une salle polyvalente et d'un découvreur de héros. Jusqu'en 1970, treize noms étaient inscrits sur la colonne de pierre érigée en 1920, dans la foulée des grandes constructions funéraires de l'après-guerre.

Aujourd'hui, ils sont dix-huit. Six de plus en vingt ans et en temps de paix.

Une place vierge

En 1970, un enfant du pays, engagé volontaire, a disparu avec cinquante-six autres militaires lorsque le sous-marin *Eurydice* a coulé en Méditerranée. Son nom a été porté sur l'un des côtés du monument n'ayant été d'état à beau rappeler qu'on ne meurt pas pour la France qu'en temps de

guerre et des suites du conflit et que seuls les combattants ayant été gratifiés de cette mention officielle ont droit à l'inscription sur le monument (1). L'édifice appartenait à la commune et le nom est là : « Michel Gorin, disparu avec l'Eurydice ». Il y a trois ou quatre ans, M. Daboville a fait également graver le nom d'un soldat mort en 1870, Hyacinthe Laronche, tout en prenant soin de le mettre sur la partie la moins visible : du monument.

Il n'y a pas eu de tués originaires de Brillevast entre 1939 et 1945 ou pendant les conflits d'Afrique du Nord ou d'Indochine. Il restait un côté du monument. Les braves inconnus de Napoléon ont été ajoutés. « C'était une place vierge : cela ne fait de tort à personne. » L'inscription des noms de six cent soixante généraux et cent vingt-huit batailles sur l'Arc de triomphe décidée en 1836 n'a pas eu d'autres raisons, selon les historiens : habiller certaines parois dont la nudité contrastait trop avec les frises et les allégories du monument.

Pour cette dernière séance de gravure, sur l'arc de triomphe de Brillevast, le maire a alerté le journal de Cherbourg, *la Presse de la Manche*. Un photographe de *France-Soir* est aussi déplacé, avec un costume et un bicorne napoléoniens, issu d'une famille où l'on a préféré « perdre l'apostrophe plutôt que la tête » pendant la Révolution. M. le maire a posé dans les habits de l'Empereur, à côté de la dernière œuvre de l'artisan des pompes funéraires — « le costume avait été loué 400 francs, il fallait bien qu'il serve. »

En même temps que les trois soldats de l'Empire, Jean Daboville, maire de Brillevast, est sorti, enfin, de l'anonymat.

CORINE LESNES.

(1) Le texte de base en la matière est la loi du 25 octobre 1919. Il prévoyait que tous les noms des combattants morts pour la France pendant la grande guerre seraient inscrits sur des registres déposés au Panthéon — ce qui n'a jamais été fait — et que des subventions pour ériger des monuments commémoratifs seraient accordées aux communes — ce qui ne l'a pas toujours été non plus. En fait, rien n'interdit expressément d'ajouter des noms sur des stèles, mais la logique ne devrait pas permettre de remonter le temps puisque la mention « mort pour la France » date de la loi du 2 juillet 1915.

CAMPUS

La distribution, cette mal-aimée

La distribution est un secteur qui offre de nombreuses débouchées et qui, pourtant, a une mauvaise image auprès des jeunes diplômés. En 1988, elle a recruté 43 000 salariés, dont 1 200 cadres. Mais, interrogés par la SOFRES, 8 % seulement des élèves des écoles de commerce — et 29 % de ceux des IUT — disent avoir envie d'y travailler. L'entreprise jugée la plus attirante par les élèves des écoles de commerce était, de loin, la FNAC (63 %), suivie par Le Printemps (46 %). Les Galeries Lafayette (32 %), La Redoute (31 %), Carrefour (28 %) et Les Trois Suisses (27 %). Chez les élèves des IUT, Carrefour vient à la troisième place et Les Trois Suisses à la cinquième, devant Les Galeries Lafayette. Chez les trois premiers, Auchan est considérée comme l'entreprise faisant la plus d'effort en matière de recrutement, pour les seconds, c'est Carrefour.

Dans l'analyse des résultats portant sur Carrefour, la SOFRES constatait que les étudiants des grandes écoles sont très peu informés des possibilités offertes par cette entreprise. Et surtout que l'image qu'ils en ont ne correspond pas à leurs attentes concernant leur avenir professionnel. Ils la jugent rigide et peu prestigieuse et n'y trouvent pas ce qui fait, à leurs yeux, l'attractivité d'un premier emploi : la valorisation professionnelle (prise rapide de responsabilité, autonomie, rémunération élevée), une bonne ambiance de travail et des possibilités de mobilité, notamment internationale.

C'est pourquoi la SOFRES recommande à Carrefour de faire un important effort d'information auprès des étudiants en mettant en avant des arguments capables de les sensibiliser : la modernité des méthodes de gestion, la qualité de la formation interne, l'autonomie laissée aux jeunes embauchés et les perspectives de carrière au sein de l'entreprise.

F. G.

Le CNRS à Montpellier

Le CNRS va créer deux nouveaux laboratoires à Montpellier. L'un, dans le domaine de l'informatique et de la robotique, est une unité mixte CNRS-université des sciences et techniques du Languedoc l'autre, dans le domaine de la génétique moléculaire, est une unité propre au CNRS.

Management interculturel

Des professeurs et des professionnels de l'entreprise viennent de créer l'Association européenne de management

interculturel (AEMI) pour réunir les universitaires, managers, experts et consultants qui s'intéressent aux problèmes interculturels. Elle organisera son premier congrès les 2 et 3 juin, à l'Ecole internationale des affaires, à Marseille.

AEMI. EIA. Domaine de Luminy, case 921, 13288 Marseille cedex. Tél. : 91-41-01-60, 91-41-99-13.

Géopolitique

L'université de technologie de Compiègne organise, du 23 au 28 janvier, un séminaire sur le thème : Géopolitique et prospective internationale. UTC, boîte postale 649, 60206 Compiègne cedex. Tél. : 44-20-99-77.

ADMISSIONS PARALLELES à
SUP CO REIMS
VOIRE DIFFERENCE NOUS INTERESSE

BAC + 4 inscriptions jusqu'au 20/08/89
GROUPE ESC REIMS - 59, rue Pierre Taittinger
B.P. 302 - 51061 REIMS CEDEX - Tél. 26 06 06 04

loterie nationale				TALOTAC			
numéro	primes et gains	numéro	primes et gains	numéro	primes et gains	numéro	primes et gains
0	48900 7710 07199 07900 07900	1	48900 7710 07199 07900 07900	2	48900 7710 07199 07900 07900	3	48900 7710 07199 07900 07900
4	48900 7710 07199 07900 07900	5	48900 7710 07199 07900 07900	6	48900 7710 07199 07900 07900	7	48900 7710 07199 07900 07900
8	48900 7710 07199 07900 07900	9	48900 7710 07199 07900 07900				

Le Monde DES LIVRES

... Le Monde • Vendredi 20 janvier 1982 13



Leonardo Sciascia et le nombre 13

Un fait divers italien reconstitué par un écrivain rival du chevalier Dupin, le détective d'Edgar Poe.

PORTE-BONHEUR des dandys de la superstition, le 13 est un pourvoyeur de malheur un peu partout dans le monde, et en particulier dans le nord de l'Italie, où, si d'aventure les yeux viennent à saisir le nombre fatal, par une sorte d'instinct ancestral les doigts se replient pour faire les cornes. Aussi D'Annunzio l'évite-t-il lorsque, le 7 juin 1913, il inscrit sous la dédicace d'un exemplaire de son *Martyre de saint Sébastien* — aujourd'hui en possession de Leonardo Sciascia — cette précautionneuse extravagance mathématique : 12 + 1. Détail que le romancier sicilien, qui arrive toujours dans le lieu du récit comme le policier sur le lieu du crime, par une porte dérobée, utilise pour donner d'emblée une idée de l'atmosphère qui entoure, il y a soixante-quinze ans, un fait divers somme toute assez banal. Et il se propose de faire l'expertise du procès qui s'ensuivit, au terme duquel la femme d'un capitaine, meurtrière de son mari, — fut acquittée.

Cela dit, les digressions sont, ici, une manière d'art, pareil à l'assemblage de morceaux de tissu d'un patchwork, de sorte que chacune contribue à brosser ce contexte cher à l'auteur du roman homonyme (2) — *Cadavres exquis*, au cinéma, — contexte que, en toute chose, il s'efforce de dégager pour bien démontrer que tout se tient, qu'il n'y a pas un seul détail en ce monde qui ne projette indéfiniment son ombre sur tous les autres.

Aussi analyse-t-il, à propos de D'Annunzio — exilé à l'époque en France, où, « *partagé entre femmes et lièvres* », il recueillait les applaudissements de Léon Blum sous le regard impitoyable de Jules Renard, — l'influence sans précédent d'un écrivain sur un peuple et, très précisément, dans le cas qui occupe Sciascia, sur le procès de la comtesse Tiepolo — celle-ci prenant de l'assurance au fur et à mesure que le public croyait voir en elle l'incarnation d'une héroïne dannunzienne.

Car, née Tiepolo, celle qui avait tué le beau bersagliere Quintilio Polimanti allait apparaître d'abord comme une descendante des Tiepolo, les peintres, pour ensuite être haussée jusqu'au ciel de la plus haute noblesse vénitienne, celle des doges. Et Sciascia de rappeler en aparté un mot de l'écrivain Longanesi — toujours d'actualité, selon lui, dans la Péninsule, — pour qui il n'y a jamais eu de communisme qui, s'asseyant à côté d'un duc, n'éprouve un frisson de plaisir.

Bien qu'accompli de main de maître, la révision du procès de la

HECTOR BIANCIOTTI.
(Lire la suite page 20.)

(1) *Actes relatifs à la mort de Raymond Roussel*, L'Harmattan, 1972; *La Disparition de Majorana*, Maurice Nadeau, Norel Express, 1976; *L'Affaire Moro*, Grasset, 1978; *Le Théâtre de la mémoire*, Maurice Nadeau, Norel Express, 1984.
(2) *Le Contexte*, « Les Lettres nouvelles », Denoël, 1972, « Folio ».

Un héros de l'esprit

Né il y a trois cents ans, Montesquieu a vécu comme tout le monde et pensé comme personne.

LE président à mortier du Parlement de Bordeaux, Charles-Louis de Secondat de La Brède et de Montesquieu, avait beaucoup d'esprit. Cette heureuse disposition de l'intelligence laisse invariablement planer quelques doutes sur le sérieux de vos entreprises. C'était vrai, déjà, à l'époque où vivait le président, et certains de ses contemporains, pour miner plus sûrement les propositions les plus audacieuses de son *Esprit des lois*, ne manquèrent pas d'insinuer qu'il avait fait beaucoup d'esprit sur les lois.

Ce bonheur de l'intellect et de l'expression pèse comme un témoin à charge dans les époques comme la nôtre vouées corps et âme au tragique et qui n'acceptent plus les jeux de la pensée que sous les formes de la dérision et de l'autodestruction. L'esprit de Montesquieu y devient la marque de la distance infranchissable qui sépare son univers du nôtre, le stigmate le plus lisible de l'obsolescence de sa pensée du monde. Ce ne sont pas seulement trois siècles qui nous éloignent de la naissance de Montesquieu mais une irrémédiable étrangeté.

Juste et subtilement évocatrice lorsqu'elle parle de l'aptitude particulière de Montesquieu au bonheur, de cette jubilation de la raison qui colore les plus belles intelligences du dix-huitième siècle naissant, la biographie de Montesquieu que propose Pierre Gascar laissera en grande partie sur leur faim ceux qui voudraient débarrasser l'œuvre du président de l'amas de poussière qui s'est accumulé sur elle.

Certes, Gascar insiste, fort à propos, sur le cosmopolitisme du baron, sur cette insatiable curiosité qui l'amène à parcourir toute l'Europe pour en connaître les mœurs et les usages et essayer de tirer de ses observations quelques manières de gouverner les hommes qui soient plus aptes à

assurer leur bonheur. Mais s'il est bien vrai que Montesquieu est un esprit européen, si sa boulimie du savoir et sa volonté de comprendre les sociétés sont impressionnantes, ces ouvertures sur l'infinie diversité du monde sont la marque d'une époque et la fringale d'un siècle et non l'originalité d'une personnalité.

Ce n'est pas davantage servir la lecture contemporaine de Montesquieu que de l'acabler de paternités multiples et glorieuses. Serait-il réellement le fondateur de la science politique moderne, de la sociologie et de la philosophie libérale que ces titres nobiliaires ne nous le rendraient pas plus présent que sa perruque, son mortier et son château de La Brède. A tout prendre, mieux vaudrait encore célébrer l'excellence du vin, un grès de bonne tenue, que l'on tire encore de ses propriétés. Ce serait faire injure à la liberté et à la vivacité de cette pensée que de la visiter comme un musée où, dans de riches encadrements, se craqueleraient des tableaux augustes et figés : la séparation des pouvoirs, la théorie politique du climat, la typologie des formes de pouvoir, l'éloge de la liberté.

Un homme de son temps

D'autant qu'une telle lecture, immédiate et à la lettre, des écrits de Montesquieu conduit à coup sûr à en manquer l'esprit, la vie même. C'est ce qu'avait fait avec le talent polémique et l'intelligence systématique qu'on lui connaît Louis Althusser en 1959 dans un petit livre où le critique marxiste se faisait les dents : *Montesquieu, la Politique et l'Histoire* (PUF). Althusser n'avait aucun mal, en soumettant *De l'esprit des lois* à un montage, à montrer que loin d'être un penseur « progressiste », Montes-

Montesquieu ne cherchait pas à changer le monde mais à le penser.

quieu défendait contre l'absolutisme royal et centralisateur les libertés et privilèges naturels des corps intermédiaires, c'est-à-dire, pour l'essentiel, les apanages de la noblesse de robe et d'épée et ceux des parlements provinciaux. Bref, Montesquieu défendait sa classe et ne rêvait de limiter les pouvoirs du roi que pour les rendre aux aristocrates.

La thèse d'Althusser n'était pas vraiment nouvelle. Déjà Voltaire, dans sa passion sourcilieuse à classer ceux qui appartenaient au « parti philosophique » et ceux qui n'y appartenaient pas, considérait avec une certaine méfiance ce haut dignitaire de la justice — même démissionnaire, — respectueux des rangs et du protocole, ami de quelques-uns des plus farouches adversaires des Lumières et réticent à se joindre, même après les persécutions dont il fut victime, à la croisade anticléricale et anticalotholique. Montesquieu, il est vrai, n'est pas un militant. C'est un homme de son temps, et tout le contraire d'un révolté. Il ne cherche pas à changer le monde mais à le penser. Et en bon cartésien — en bon disciple de son compatriote Montaigne aussi, — il adopte une morale provisoire qui ne s'oppose pas aux conformismes de son époque et qui lui permet d'exercer pleinement sa liberté intellectuelle et son plaisir de vivre.

PIERRE LEPAPE.

(Lire la suite page 16.)

Charles Juliet, de la suffocation à l'éveil

« J'ai tellement pûdîné, tellement échoué ! » Faire de ce pûdînement un départ, convertir l'échec non en réussite, mais en paix, en existence simplement possible : telle est la tâche que s'est assignée Charles Juliet, hors de toute complaisance avec lui-même, de tout esthétisme de la détresse. Tâche dont témoigne son *Journal*, autrefois publié par POL (Paul Otchakovsky-Laurens) chez Hachette, et aujourd'hui réédité.

Juliet a vingt-trois ans quand il commence, en 1957, à tenir son journal, dont le troisième et dernier volume s'achève en 1981. « A l'époque, se souvient-il, j'avais une trop haute idée de la littérature. J'étais près de la suffocation. J'éprouvais le désir d'écrire sans le pouvoir. Le journal participe de cette impuissance. » Déclinant cette impuissance de toutes les manières tout au long des notes prises au jour le jour, ces pages relatent la lente remontée vers une certaine paix intérieure, vers cette existence possible, douloureusement gagnée sur le désespoir et la tentation du suicide.

Mais à ce récit fragmenté manquent encore les premiers chapitres, ceux de l'enfance et de l'adolescence. L'Année de l'éveil comble une part de ce manque. Enfant adopté, élevé dans une famille de paysans, Charles Juliet connaît, durant huit ans, la vie des enfants de troupe, dans l'école militaire d'Aix-en-Provence, où on l'avait placé pour qu'il puisse poursuivre ses études. C'est cette

expérience, ramassée en une année, qu'il raconte dans son livre.

« J'ai l'impression de me livrer davantage dans ce récit que dans mon journal », affirme Juliet. Ecrit au plus près d'une réalité vécue, ne s'égarant jamais dans les chemins creux de la psychologie, l'Année de l'éveil est un livre d'apprentissage. Apprentissage de la solitude, de la violence, de l'humiliation et de la mort — dans ces années, on mourait « à bas dans les rizières, à l'autre bout du monde » ; mais apprentissage aussi de la fraternité, de la rude amitié. Découverte enfin de la compassion et de l'amour, comme force vitale.

« Pourquoi tant souffrir ? »

De ces années, paradoxalement peut-être, « une nostalgie ardente » est restée à Charles Juliet : « Quelque chose qui avait été vécu dans le souffrance pouvait apparaître comme quelque chose qu'on peut regretter », précise l'écrivain, avant de poursuivre : « Face à la vie, on ne sait jamais ce qu'il faut considérer comme négatif ou positif, parce que, souvent, il y a une inversion qui se produit du sens de ce qu'on a vécu. »

Cette « inversion », elle, est au cœur du récit de Juliet, comme elle est à l'horizon de son journal et de sa poésie. A la question du jeune narrateur : « Pourquoi donc

nous faut-il tant souffrir ? », à la laideur et à la brutalité de cette existence réduite, humiliée, vient répondre la volonté de trouver un « sens ». L'écriture, pour moi, va de pair avec une exigence éthique, avec la recherche d'une perfection intérieure à laquelle tout est soumis : recherche de la simplicité, du naturel, d'un certain dépouillement. Tout cela est un et gouverne l'écriture », explique encore Charles Juliet.

L'Année de l'éveil est moins le récit d'un exorcisme que celui d'une réappropriation intérieure de l'enfance. Il y a dans la démarche littéraire de Juliet, qui se confond totalement avec chaque moment de son existence — et peu d'écrivains peuvent revendiquer une si totale fidélité, — une gravité, un sérieux profonds. Il y a aussi le sentiment toujours présent de débattre des questions qui, parce qu'elles engagent la vie même, sont les seules qui valent. Questions qui dépassent de loin tout égocentrisme, protègent de toute tentation narcissique.

Dans sa simplicité, sa pauvreté, l'écriture de Charles Juliet témoigne d'une manière étonnante de l'éthique qui est la sienne. On serait tenté de parler, à son propos, de naïveté, dans le sens premier de ce mot : originaire, natif. « Je ne me suis posé aucun problème de structure, de construction. Le récit s'organisait au fur et à mesure que j'avancais. Je ne travaillais mon texte qu'une seule fois : je ne lâche une page que lorsqu'elle me satisfait com-

plètement et je n'y reviens plus », précise-t-il.

« J'attends de ce livre un assouplissement intérieur ; je recherche une malléabilité. La rigueur à laquelle je me sens tenu auparavant avait pour conséquence une grande rigidité. » Cette rigidité, le visage de Charles Juliet en porte les traces, comme celles d'un combat douloureux. La tension de l'esprit et de la sensibilité s'y est inscrite. Mais quelque chose semble avoir également assoupli les traits, apaisé un peu cette tension, ce qui-vive de tous les instants...

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ L'ANNÉE DE L'ÉVEIL, de Charles Juliet, POL, 236 p., 89 F.

★ JOURNAL I (1957-1964) et II (1965-1968), Hachette, 322 p. et 260 p., 120 F. chaque volume. Le JOURNAL III (1968-1981), paru en 1982 chez Hachette-POL, est encore disponible.

— Les éditions Fourbis publient également une plaquette comprenant deux textes de Juliet sur Michel Leiris. Pour Michel Leiris (48 p., 54 F.). Par ailleurs, Charles Juliet a publié en 1987 et 1988 : *Accords, textes et poèmes* sur l'art (L'Echoppe) ; *Le Pays du silence*, poèmes (Fata Morgana) et *Brûlure de temps*, poèmes écrits au cours d'un séjour à l'Institut culturel franco-allemand de Tübingen, accompagnés de dessins de Maurice Rey et présentés en allemand et en français (collection « Tübingen-Rive gauche », Verlag Claudia Gehrke, PF 1621, 7400 Tübingen).

Isaac Asimov DESTINATION CERVEAU

« Une habileté
extrême à mêler infor-
mation scientifique et récit
d'action. Une incontestable
réussite à déborder la science
et la culture de l'époque pour
une percée dans le proche
futur. Nous sommes en
plein Jules Verne. »

Michel Jeury
« Le Monde »

COLLECTION « UNIVERS SANS LIMITES »
PRESSES DE LA CITÉ

La mort de Georges Schéhadé

L'universalité libanaise

Le grand poète et dramaturge libanais, Georges Schéhadé, décédé mardi 17 janvier dans sa résidence parisienne de Montparnasse (le Monde du 19 janvier) était sans doute l'une des rares célébrités de notre temps, peut-être la seule, à avoir refusé de passer à la télévision.

Invité au Québec en 1987 à l'occasion du second sommet francophone, il avait accepté quoique ayant horreur des voyages, car « la francophonie, c'est important pour le Liban », mais il refusa de prendre la parole « le silence étant la vocation des mots » (le Monde du 11 septembre 1987).

Une autre fois, il s'était lui-même défini comme « un pigeonier de mots ». Cependant, en février 1986, alors que nous lui avions écrit de la part d'un jury pour obtenir son curriculum vitae, il ne s'était pas montré prodigue de ces mots enragés, nous répondant : « Comme les peuples heureux, je n'ai pas d'histoire mais des histoires intérieures, donc invisibles ». A notre insistance, il finit par nous envoyer un bout de papier indiquant : « Je

suis né à Alexandrie d'Egypte le 2 novembre 1907 (1), dans une vieille famille libanaise de rite grec-orthodoxe et de culture française ».

Après avoir rappelé qu'il était « de nationalité libanaise » (une de ses fiertés muettes), il poursuivait : « études de droit puis, à partir de 1930, postes dans l'administration française au Liban ; secrétaire général de la faculté des lettres, conseiller artistique de la mission culturelle », etc.

Le combattant et le canari

Finement, il ne mentionnait pas ses œuvres, notamment dramatiques, pourtant traduites en plus de vingt langues et jouées un peu partout à travers le monde. « Si c'est vrai, on doit souvent oublier d'envoyer les droits à mon éditeur », devait-il remarquer, pincé sans-rire, en d'autres circonstances.

Surtout, ne dites pas que je suis modeste, vous me gêneriez, lançait-il encore. Cela et ce qui précède étant dit avec un naturel,



Georges Schéhadé

une grâce qui, son physique très léger aidant, évoquait sans coup férir un oiseau.

A propos d'oiseau, il avait raconté au Monde (des 22 et 23 novembre 1980) une jolie histoire. « Lors de mon dernier séjour à Beyrouth, j'ai été abordé par un combattant à grosses moustaches, bardé d'armes, l'allure tout à fait redoutable (...). Je me suis aussitôt fait la réflexion qu'il allait me demander un canon de France. « Je voudrais, dit-il en me parlant à l'écart, que vous m'apportiez un canari. » C'était l'art qui était propre à Schéhadé de saisir le poétique en toutes occasions.

Ce jour-là, le journaliste libanaise Mireze Akar avait réussi l'impossible en le faisant parler du Liban. « A Paris, je me sens chez moi. Mais la situation au pays me donne l'impression d'être en exil. La montagne libanaise me manque ».

Plus brièvement que quiconque, il devait définir le Liban d'avant le conflit : « Tout le meilleur de l'Orient et tous les avantages de l'Occident ».

Comme chaque poète qui se respecte, il se situait toujours sur un autre plan que la politique, surtout par les temps qui courent au Levant. Mais sa sympathie profonde pour les siens nous apparaît clairement le jour de 1985 où, nous remettant son recueil *Le Nageur d'un seul amour* (Gallimard), il nous en souligna un des vers *a priori* assez banal, « Les lys à leurs pieds paraissent obscurs ».

Avant de nous souffler : « Ce sont les jeunes gens » — surnom qu'il donnait aux combattants de Beyrouth-Est.

« Le disciple de personne »

Poète peu abondant mais d'une finesse extrême, Schéhadé fut aussi, ainsi que le remarque son ami le romancier Nicolas Soudry, « le principal représentant du théâtre surréaliste dans sa version douce, et aussi, dans nombre de ses pièces, un écologiste antinuclear avant la lettre ».

L'émigré de Bricbane, publiée en 1965, jouée en 1967 et entrée au répertoire de la Comédie-Française, est sans doute celle de ses œuvres théâtrales où éclate avec le plus de tranquillité audace sa religion des mots, son intelligence du monde et sa bonté, qui n'est jamais cynisme, car chez lui, elle réussit le tour de force d'être sûre de la malice.

En définitive, il ne fut, comme le proclamait en 1987 à la citadelle de Québec l'écrivain irakien Naim M. Kattan, « le disciple de personne », et pourtant « l'héritier à la fois de Khalil Gibran, Ilyas Abou Mahdi, Vilon, Rimbaud et Mallarmé ».

L'universalité libanaise, c'est sans doute — ce fut longtemps, en tout cas — cette capacité d'être totalement original sans jamais refuser les autres, capacité merveilleusement illustrée par Georges Schéhadé.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

« Œuvres principales : *Poèmes* ; *Poésies II* ; *Poésies III* ; *Si tu rencontres un ramier* ; *Les Poésies* ; *Le Nageur d'un seul amour* ; *Théâtre* ; *Rodrigue Stine* ; *L'émigré de Bricbane* ; *M. Bob'e* ; *La Soirée des proverbes* ; *Ultimatum de Yusef* ; *Les Violences* ; *Le Poppe* ; *L'émigré de Bricbane* ; *L'abbé fait le prince*. La majorité des œuvres de Schéhadé ont été publiées chez Gallimard.

(1) Certains de ses biographes indiquent donc par erreur la date de 1910.

LA VIE LITTÉRAIRE

Présence

de Soupault

« Voyageur magnétique » : une belle formule, légère et grave, aérienne et aimantée, fidèle à l'esprit de Philippe Soupault à qui est consacré, à Montreuil, une exposition qui est un événement par son ampleur, par la qualité de la scénographie et l'intérêt des œuvres présentées. Elle rend hommage à celui qui, avec Breton, a écrit les *Champs magnétiques* (1), mais aussi au voyageur au regard aigu, photographié par Man Ray, au témoin d'un siècle qu'il a traversé puisque l'est né en 1897.

L'exposition retrace un parcours chronologique, que complètent fort bien les rubriques, classées alphabétiquement, du catalogue de Serge Fauchereau. Douze salles présentent à différentes étapes, rythmées par des portraits et des citations de Soupault, des œuvres d'artistes dont il a été proche (Arp, Man Ray, Delaunay, Masson, Brauner...). Une très abondante documentation littéraire comporte lettres et manuscrits autographes, non seulement de

Soupault, mais d'Artaud, Cendrars, Desnos, Savinio...

Du souvenir d'Apollinaire aux publications des plus récentes, on suit l'itinéraire de Philippe Soupault, le fondateur, avec Breton et Aragon, du surréalisme, mais aussi le poète de *Georgie*, le romancier du *Grand Homme*, le directeur de la *Revue européenne*, le grand reporter qui, dès 1926 (il est exclu en 1926 du surréalisme), sillonne l'Europe, l'amateur de jazz et de cinéma, enfin le producteur de radio : un homme remarquable, tout au long de sa vie, par sa liberté d'esprit et son insatiable curiosité.

MONIQUE PETILLON.

Centre des expositions, esplanade Benoît-Franchon 93100 Montreuil. Tél. 48.70.60.99. Jusqu'au 28 février. Plusieurs manifestations sont organisées dans le cadre de cette exposition.

★ SOUPAULT VOYAGEUR MAGNETIQUE, de Serge Fauchereau, édité par la Galerie de la ville de Montreuil, avec le Cercle d'art (un disque 33 tours hors commerce a également été réalisé).

(1) Les champs magnétiques, fascimilé et transcription du manuscrit original, Lacombe et Rittier (voir « le Monde des livres » du 2 décembre).

Une lettre

de Mohamed Dib

Prix ou farce ?

Mohamed Dib, l'écrivain algérien établi en France, nous a adressé récemment une missive dont nous publions l'extrait suivant.

« Le Monde des livres » du 1^{er} juillet 1988 a annoncé que le prix littéraire patronné par quelque chose qui se fait appeler la FIDELF (1) avait fait de moi l'un de ses deux heureux lauréats (2). Je vous signale que, plus de six mois après, il n'a été suivi d'aucun effet, aucune nouvelle de personne ni de rien.

Tout me porte donc à croire qu'il s'agit d'une farce dont il ne me déplaît pas, d'ailleurs, d'avoir été pour moitié victime. Même monté à mes dépens, ce canular me réjouit dans une vie littéraire parisienne souffrante d'un cruel manque de fantaisie, de drôlerie (...).

(1) Fédération internationale des écrivains de langue française. Elle a décerné au Mexique, en juin 1988, pour la première fois, son « Grand Prix biennal d'un montant de 100 000 F » (NDLR).

(2) L'auteur étant le romancier belge Gaston Compère (NDLR).

Hommage

à Erich Fried

Comme d'autres émigrés allemands, Paul Celan, Jean Améry, Peter Weiss, Erich Fried avait choisi, lorsque les événements ne le contraignaient plus à l'exil, de demeurer dans le pays qu'il avait accueilli.

Jusqu'à la fin de sa vie, il eut son domicile en Angleterre et « il sut, lui, le poète, exploiter la chance que la vie à l'étranger lui offrait », écrit Marcel Reich Ranicki, dans la *Frankfurter Allgemeine*. Immergé dans un monde de langue anglaise, Fried avait une sensibilité particulière pour le mot allemand, il avait une oreille extraordinairement réceptive aux sonorités de la langue allemande. Elle lui fit percevoir et découvrir ce que personne avant lui n'avait remarqué. Il regardait chaque mot, avec tout autant de méditation que de curiosité. Il prenait le mot au mot.

L'écriture d'Erich Fried plongeait ses racines dans cette patrie enfouie au fond de la mémoire que sont l'enfance perdue, l'innocence bafouée par la violence et l'injustice. Erich Fried se plaisait à raconter que, à la question qu'on lui avait posée à son arrivée en Angleterre : il avait à l'époque dix-sept ans, il avait répondu, à la stupeur générale, « un poète allemand ».

Internationalistes de tous les pays...

TERRAIN de jeux et de découvertes littéraires en tout genre, lieu de débats et d'échanges d'idées (et de coups par le verbe uniquement), ouverte à tous, sans esprit de chapelle, de frontière ou de mur d'aucune sorte, la *Lettre internationale* — qui fête cette année son cinquantième anniversaire et paraît maintenant à Paris, Rome, Madrid et Berlin — continue à nous ouvrir des fenêtres sur le monde. A faire des courants d'air... Trop discrètement, trop pudiquement sans doute pour se faire remarquer par ceux à qui elle s'adresse, à ceux qui l'ignorent encore. Est-ce la diversité des sujets et des aires géographiques dont elle traite qui effraie les lecteurs potentiels, ou bien le fait — dont on devrait se réjouir — qu'il y a « trop à lire » ? Ou bien, tout simplement, l'esprit de liberté dont la revue témoigne ?

Ainsi, dans le dernier numéro, trouve-t-on un épais dossier sur des thèmes arabes avec de belles nouvelles du Soudanais Tayeb Salhi, du Nobel égyptien Mahfouz (*L'homme qui perd deux fois la mémoire*), de l'Arabe d'Israël Emil Habibi (*L'émouille*), un texte de Juan Goytisolo sur l'hallucinatoire « Cité des morts » du Caire, des essais de Gilles Kepel (*Intellectuels et militants*) et d'Amnon Shamas (*Le Jour d'après*), dans lequel l'auteur d'*Arabesques* s'interroge sur ce qui se passerait si le mouvement national palestinien suivait les traces du sionisme.

Signalons encore un dossier sur la Grèce : « Héritage et héritiers », avec une étude de l'Américain I. F. Stone sur *Une chasse aux sorcières à Athènes* (au V^e siècle avant J.-C.), l'ignorance du grec ancien dans l'éducation contemporaine et la disproportion entre l'Est grec et sa culture dans un beau texte de

Vassilis Vassilikos. Enfin, l'écrivain tchèque Karel Capek (mort en 1938) nous explique dans un texte de 1924 « pourquoi je ne suis pas communiste », reprochant notamment au mouvement communiste sa « maussaderie ». « Plus ça va mal, mieux ça va », écrit-il notamment... (*Lettre internationale*, n° 19, hiver 1988-1989, 42 F, dans les kiosques.)

Remarquable numéro « littéraire » que celui de l'*Autre Europe*, qui, sous le titre générique de « L'écriture et le pouvoir », a composé un ensemble réunissant une cinquantaine d'auteurs de l'Europe centrale et de l'Est, depuis la Slovaquie et la RDA jusqu'à la Russie, soit un condensé des principaux écrits de l'époque dix-sept ans, il avait répondu, à la stupeur générale, « un poète allemand ».

Poète, il l'est devenu. L'allemand est resté la langue de son écriture. L'éloignement lui a donné le regard distancié nécessaire à l'articulation de son langage poétique.

NICOLE BARY.

Un « hommage à Erich Fried » aura lieu le jeudi 26 janvier à 19 h 30 en présence de Catherine Fried avec la participation de son traducteur Pierre Fariau à la Librairie « Le Roi des Aulnes », 159 bis, Bd de Montparnasse, 75006 Paris.

La revue marocaine

« Lamalif » a dû

suspendre

sa publication

Créée en 1966 au Maroc par Mohamed Loughani et sa femme française marocanisée sous le nom de Zakia Daoud, la revue francophone littéraire, artistique et socio-économique *Lamalif* était rapidement devenue la meilleure publication culturelle au Maghreb.

Le romancier Tahar Ben Jelloun, le sociologue franco-marocain Paul Pascon, l'islamologue Mohamed Tozy y firent leurs premières armes, ainsi que de nombreux peintres arabes. Employant six permanents, plus trois pigistes, vendant à onze mille exemplaires, surtout en milieu étudiant, *Lamalif* venait de fêter son deux centième numéro lorsqu'elle a été contrainte, cet automne, de suspendre sine die sa publication.

Le quotidien marocain arabo-phonique d'opposition *El Ihtidaj* et *Ich-traki* écrit : « Les rumeurs parlent de censure d'un genre spécial, à cause d'un article du n° 200 sur le Makhzen [administration] au siècle dernier. » Il y avait eu aussi, auparavant, un article prémoniteur sur l'Algérie, désormais réconciliée avec Rabat, dû à Nadir Yata, fils du chef de file des communistes marocains. Il semblerait, en tout cas, que le pouvoir ait voulu étouffer cette revue non conformiste, en réduisant fortement son tirage. D'où l'auto-suspension décidée par Zakia Daoud. La rédaction en chef du mensuel est actuellement en France, où elle essaie de réunir des énergies pour lancer un *Lamalif* maghrébin.

A l'heure où la Tunisie se démocratise un peu et où le peuple algérien, ramené en cause la dictature militaire, la répression politique de la vie culturelle paraît, au contraire, « s'affiner » au Maroc. *Lamalif* avait certes une tonalité, « libérale de gauche », mais sans jamais adopter une position hostile à la dynastie alaouite ou à sa politique saharienne, au contraire.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

Panseurs de Douleurs

Le corps, le sacré, le secret : tel en est la médication populaire aujourd'hui, celle des guérisseurs des rebouteux. La réédition d'une enquête menée par les meilleurs spécialistes, avec A. Dupont, J. Guillemin, M. Ch. Boucheille, G. Lohu, M. Segalen.

224 pages, 95 F.

Chercheur de la revue *Autrement*.

autrement

EN BREF

● LE PRIX JÉRUSALEM 1989 sera décerné cette année à l'écrivain argentin Ernesto Sabato pour « avoir su exprimer la liberté de l'homme dans la société ».

La cérémonie de remise du prix par le maire de Jérusalem, M. Teddy Kollek, aura lieu lors de la 14^e Foire du livre, qui se tiendra à Jérusalem entre le 12 et le 18 mars 1989. Ernesto Sabato, lauréat du 14^e Prix de Jérusalem — qui avait récompensé notamment Bertrand Russell, André Schwarz-Bart, Eugène Ionesco, Simone de Beauvoir, Graham Greene, Milan Kundera, — l'auteur d'*Alejo* (Seuil, 1967) et du *Tunnel*, son premier roman, 1948 (Seuil, 1978), est âgé de quatre-vingt-huit ans.

● RECTIFICATIF : La soirée de lecture et de chant consacrée à Odysseus Elytis avec Angélique Ionatos n'aura pas lieu le 29 janvier comme nous l'avons indiqué par erreur (« le Monde des livres » du 13 janvier), mais le 26 janvier à 20 h 30 dans la grande salle du Centre Pompidou.

● ROMANS POLICIERS

L'Indien, le rabbin,
le blasé et l'humaniste...

« **S**i j'ai la maladie du fantôme, elle me vient du fantôme de mon arrière-grand-père parce que je suis allé à l'endroit où son fantôme pourrait être. Je ne peux pas en dire plus », explique un vieil Indien Navajo à une femme qu'il consulte pour qu'elle découvre le mal dont il souffre et lui prescrive le « bon rite guérisseur ». L'homme est assassiné pendant que la femme plonge en transe. Ainsi débute *Femme qui écoute*, de Tony Hillerman, nouvelle enquête du lieutenant Joe Leaphorn de la police tribale navajo.

Comme dans ses autres romans, Tony Hillerman conjugue avec talent données anthropologiques relatives aux Indiens et ingrédients propres au roman policier. Là où l'érudition pourrait virer à la bousculade, parvient au récit, elle se met au service de l'énigme. Le récit progresse harmonieusement parce que les déductions de Joe Leaphorn se nourrissent de sa connaissance des rites navajos, que d'autres enquêteurs négligent.

Passionné par la culture des Indiens, au milieu desquels il a grandi, Tony Hillerman a construit son champ romanesque sur un lopin de terre. Si ses héros participent à l'élaboration d'extraordinaires romans d'aventures, ils constituent également un matériau de première qualité pour la connaissance d'une civilisation, au point qu'« on les utilise dans beaucoup d'écoles de la réserve des Zunis et de celle des Navajos » (1).

Femme qui écoute, de Tony Hillerman, traduit de l'anglais (États-Unis) par Danièle et Pierre Bondif, Éditions Rivages, coll. « Rivages-Noir », 248 p., 45 F.

Les aventures du rabbin David Small s'ordonnent, elles aussi, mais avec une ambition plus modeste, autour d'un petit monde. Dans *Mercredi, le rabbin a plongé*, Harry Karmelmann poursuit, bon enfant, sa chronique villageoise d'une communauté juive nord-américaine. A coup de Talmud et de Tora et au milieu des balancements de hassidim, son héros tient plus du thérapeute que de l'enquêteur. Le rabbin cherche avant tout à éteindre l'incendie allumé par les ultras, dont la ferveur religieuse converge inopinément avec des intérêts particuliers qu'ils ignorent. Si l'« on ne toujours au nom d'un Dieu ou de ses contreparties », il faut tout le ciel et Harry Karmelmann d'avoir créé des David Small pour en limiter les turbulentes conséquences.

Mercredi, le rabbin a plongé, de Harry Karmelmann, traduit de l'anglais (États-Unis) par Lazzare Rabineau, Éditions 10/18, coll. « Grands détectives », 378 p., 39 F.

« Nous n'avons pas, contrairement à vous, les Français, de tradition dans le roman policier. L'engouement du lecteur espagnol pour le genre vient d'un appétit trop longtemps insatisfait », avance l'écrivain Juan Madrid pour expliquer l'explosion de la littérature noire, outre-Pyrénées, ces dernières années. Avec des ventes qu'ils déclarent à quinze ou vingt mille exemplaires pour chaque roman, Juan Madrid et Andreu Martín appartiennent à une vague dont le lecteur français découvre, à contretemps, la puissance. Après deux romans publiés par Le Masque, les Éditions caribéennes proposent, en ouverture d'une nouvelle collection « Negra Polar », *Un baiser d'ami* de Juan Madrid et *Un de ces jours* d'Andreu Martín.

A l'inverse de Toni Romano, le héros dépité mais civilisé de Juan Madrid, les personnages d'*Un de ces jours* s'éloignent dans une histoire brutale où réflexion et morale n'ont pas droit de cité. L'action, débridée en tranches horribles selon la classification impitoyable d'un indicateur de chemins de fer, s'étend à 0 h 36 pour se clore à 23 h 16. Dans ce répertoire qui condense vingt-deux heures et quarante minutes de la dérive d'un homme blasé pris en otage avec sa compagne d'une nuit, la violence vient moins des faits que de l'excitation et du plaisir qu'éprouve ce grand bourgeois à plonger, avec délices, dans les sombres épisodes d'un carnage.

Un de ces jours, d'Andreu Martín, traduit de l'espagnol par Felipe Navarro et Sylvie Ponce, Éditions caribéennes, coll. « Negra Polar », 240 p., 50 F.

Si, en bonne logique, on ne réédite que des bons romans, certains, tel *La Brava* d'Elmore Leonard, dominent la production courante. *La Brava*, ex-flic et ancien des services spéciaux, est un photographe talentueux que son amitié avec un vieil homme et sa rencontre avec une star déchue conduisent à débrouiller les fils d'une superbe arnaque. Dialogues prodigieux, intrigue solide, portraits fouillés et humanisme évitant l'eau tiède ont fait de *La Brava* l'un des meilleurs romans noirs de ces dernières années.

La Brava, d'Elmore Leonard, traduit de l'anglais (États-Unis) par Jacques Martinache, Le Livre de poche, 314 p., 29 F.

ALAIN ABELLARD.

(1) Entretien avec Tony Hillerman, publié dans *The Armchair Detective* et reproduit dans le n° 22 de la revue *813*.

La disparition de Pierre Boileau

Une double vie exemplaire

AVEC la mort de Pierre Boileau disparaît un auteur de tout premier plan, qui aura occupé le devant de la scène pendant plus de cinquante ans et qui aura mené une double vie exemplaire : sous son nom d'abord, avec une série de romans qui lui vaudra le titre de « maître horloger du mystère » ; puis en collaboration avec Thomas Narcejac, dans l'entité bicephale qui signera Boileau-Narcejac (1).

Né à Paris le 28 avril 1906, Pierre Boileau a été profondément marqué par ses lectures d'enfance — les illustrés comme *L'intrépide* ou *l'Épatant*, les fascicules populaires comme *Nick Carter* ou *Buffalo Bill*. Il occupe les loisirs que lui laissent les différents métiers qu'il exerce alors à écrire des nouvelles policières ou d'aventures. La première est publiée dans le magazine *Lectures pour tous* (Hachette).

En 1934, il fait paraître dans la collection « A ne pas lire la nuit », des Éditions de France, ses deux premiers romans policiers : *La Promenade de minuit* et *La Pierre qui tremble*. C'est dans ce dernier ouvrage qu'il crée son personnage fétiche, le détective privé André Brunel.

La chambre close

En 1938 vient la consécration avec *le Repos de Bacchus*, une autre affaire d'André Brunel, qui obtient le Prix du roman d'aventures (attribué par un jury qui compte parmi ses membres Pierre Mac Orlan, Francis Carco et Joseph Kessel).

Mais c'est l'année suivante que paraît le roman faisant preuve de la plus grande virtuosité : *Six crimes sans assassins*, suite de variations étonnantes sur le thème de la chambre close. Après

la seconde guerre mondiale et quelques autres romans publiés en solo, Pierre Boileau rencontre, en 1946, au repas du Prix du roman d'aventures, Thomas Narcejac qui venait d'être couronné pour *La mort est du voyage*. Tous deux s'interrogeaient sur l'évolution du genre, soucieux d'échapper à la fois à la fossilisation du roman d'énigme et à l'emprise du roman noir alors en pleine vogue.

Cette troisième voie, c'est ensemble qu'ils l'exploreront, sous le pseudonyme d'Alain Bouccaire d'abord, le temps d'un essai (*l'Ombre et la Proie*), puis sous leur double patronyme Boileau-Narcejac, fondant en une suite de romans célèbres (*Celle qui n'était plus* (1952), *Sueurs froides* (1954), *les Louves* (1955), *les Magiciennes* (1957), ce fameux « suspense à la française » qui a séduit des cinéastes comme Hitchcock ou Clouzot.

Dans l'élaboration de ce qu'ils ont défini comme le « roman de

la victime », l'un apportera sa science de l'intrigue, son goût du flirt avec l'impossible, l'autre son sens de l'atmosphère et son style.

Au fil des ans, leur production évoluera. Dans les années 70, le suspense prendra appui sur des phénomènes de société plutôt que sur des situations à la frontière du fantastique — et se diversifiera. Ils écriront de jolis pastiches d'Arsène Lupin, des romans policiers pour la jeunesse (la série des « Sans atout »), des essais sur le genre et une autobiographie, *Tandem*, dans laquelle ils livreront les secrets de leur art.

Mais ils ne cesseront jamais d'occuper le rang que leurs œuvres en solo et leurs premières collaborations leur avaient valu : le tout premier.

JACQUES BAUDOU.

(1) Les romans de Pierre Boileau sont réédités au Masque. Ceux de Boileau-Narcejac sont édités ou réédités chez Denoël, au Masque et dans la collection « Bouquins » chez Robert Laffont.

La belle Dam-Van

Jamais réédité depuis 1943, l'Inconnue du terrain vague de Pierre Véry est un livre magique

« **D**ANS la nuit, le terrain vague faisait penser à un pauvre couché à la belle étoile... » Tel est le sésame qui ouvre et clôt, *l'Inconnue du terrain vague*, de Pierre Véry, dont la lecture m'a plongé dans un total enchantement.

Ma première rencontre avec ce livre magique avait eu lieu, en 1942, chez un marchand de journaux, durant les sombres années de l'Occupation. Un hebdomadaire commençait sa publication en dernière page, avec une saisissante illustration où l'on voyait un homme effondré sur une table, au-dessus duquel un autre homme, armé d'un fusil, brandissait un corbeau mort.

Comme depuis les *Quatre Vampires* j'étais devenu un admirateur passionné de Pierre Véry, je n'avais pu résister au désir de renouer sur-le-champ avec lui et, pendant des semaines, j'avais acheté *Aeru* — c'était le nom de l'hebdomadaire — pour y retrouver cette Dam-Van, à la beauté de laquelle s'ajoutaient tous les mystères de ce lointain Orient que l'on n'imaginait pas alors pouvoir un jour arpenter à forfait.

Mais comme il me fallait être ménager de mon maigre salaire — 2 000 francs — je n'avais pas ensuite acheté le volume lors de sa parution en 1943, et voilà pourquoi — ce roman venant seulement d'être réédité — je n'en gardais guère d'autre souvenir que celui d'avoir été, semaine après semaine, tenu haletant dans l'attente de l'épisode suivant.

Or, très sincèrement, je crois y avoir pris maintenant encore plus de plaisir que voilà près d'un demi-siècle. Non seulement le récit n'a rien perdu de ses grandes qualités, mais j'ai le sentiment que celles-ci se trouvent comme magnifiées par le contraste que leur apporte notre époque. De nos jours, rares sont les auteurs de romans policiers dont le style a la simplicité raffinée de celui de Pierre Véry, lequel m'est toujours apparu comme le Marcel Aymé de la littérature policière.

Et c'est une idée digne de l'auteur de *Maison basse* que celle de ce terrain vague faisant placidement échec à la petite ville qui veut l'engloutir... De même que celle des maquettes qui, jadis, semblaient des maquettes de Nicolas comme autant de châteaux en

Espagne, enflèvent l'imagination des notables, les transformant en rivaux acharnés par soif de l'or, « ce métal dont on peut se demander s'il ne représente pas la part de la collaboration du diable avec Dieu dans la création du monde, et c'est peut-être pour cette raison qu'il a la couleur de la flamme ! » Et aussi le ballet des corbeaux qui revient comme un leitmotiv obsédant...

Gravité autour de la belle Dam-Van des personnages peints par Véry avec le même réalisme coloré que l'on voit aux santons de Provence. C'est une délectation que de découvrir ainsi le patron du ciné, son hypocondriaque épouse « qui visite la pharmacienne à peu près comme un bibliophile visite son libraire », le maire, le notaire, « M^{me} de Grand-pré et ses deux demoiselles », le boucher Tombelaine aux mains « larges, grasses, molles, luisantes, développées de façon insolite. Gonflées de sang comme des sangues. Les mains de l'homme qui vit du commerce de la viande prennent à ce contact quelque chose d'inquiétant, de bestial, de vorace ! » Le récit est jalonné de semblables passages que l'on aimerait retrouver dans des livres

scolaires pour apprendre aux enfants la recherche du mot juste, du qualificatif qui rehausse l'image.

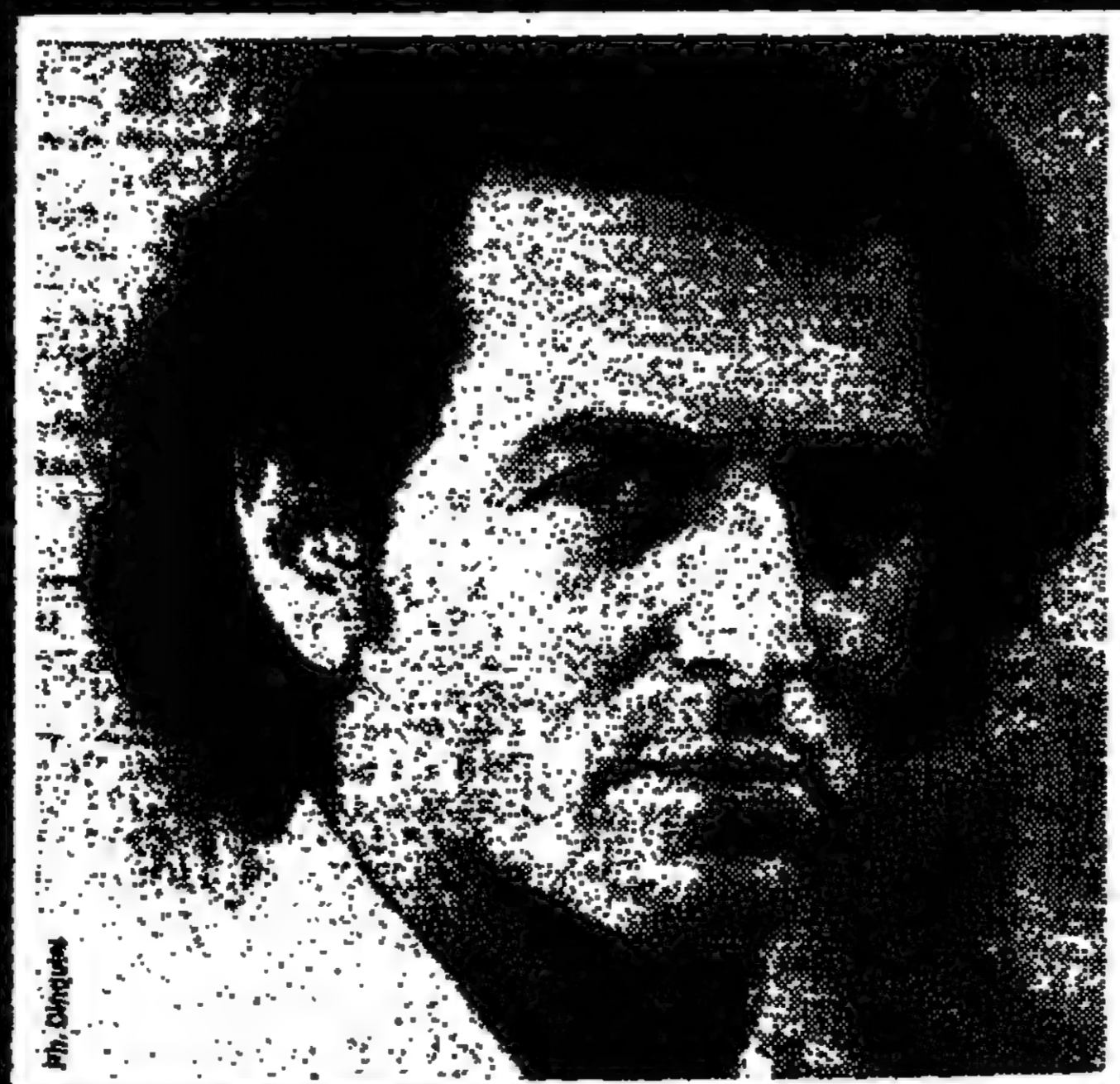
Mais de l'ironie, on passe soudain au drame, et des airs pincés des dames patronesses au déferlement haineux des femmes contre Dam-Van, « l'éternel ressentiment de la fange, à la fois honteuse et satisfaite d'être fange, et qui reproche au soleil d'exister ». A cette deuxième lecture, j'ai été frappé par la sorte de prescience que Véry avait eu du racisme.

Et tout cela nous est donné en l'espace d'une intrigue policière habilement tissée, où la vérité semble invisible tant elle est aveuglante. Ce livre est de ceux qu'il serait grand dommage d'ignorer. A tout le moins, il faut lire la rayonnante introduction de Michel Lebrun : pour une telle préface on pardonnerait à son auteur même l'exécrable mot *polar* dont la rumeur lui attribue la paternité.

MAURICE-BERNARD ENDRÈBE.

★ L'INCONNUE DU TERRAIN VAGUE, de Pierre Véry, Éric Losfeld, Le Terrain vague, collection « l'Inconnue », 180 p., 85 F.

P R I X I N T E R A L L I É



BERNARD-HENRI LÉVY

Les derniers jours
de Charles Baudelaire230 000
EXEMPLAIRES

ROMAN

GRASSET

هكذا من الأصل

● SCIENCES HUMAINES

La « mathématique sociale » selon Condorcet

par Robert Badinter

VOICI enfin livrée aux lecteurs français, quinze ans après sa publication aux Etats-Unis, l'œuvre déjà classique de Keith Baker sur Condorcet. Qu'on ne s'y trompe pas : il ne s'agit pas d'une biographie de Condorcet. Dans ce gros ouvrage, le nom de Sophie de Condorcet n'est même pas mentionné, pas plus que le vote, pourtant riche de signification, de Condorcet refusant de condamner à mort Louis XVI. Le sous-titre original de l'œuvre révèle d'ailleurs le dessein de Baker : « De la philosophie naturelle à la mathématique sociale ». C'est donc à suivre l'itinéraire intellectuel de Condorcet qu'il nous convie avec une admirable érudition. Il s'agit d'expliquer la pensée de Condorcet en reconstituant les grandes lignes de son univers mental, les problèmes que lui ont posés les développements de la science et de la société, et les outils dont il disposait pour y répondre.

Au départ, pour Condorcet comme pour ses maîtres d'Alembert et Turgot, une conviction : les sciences morales et politiques sont susceptibles d'acquiescer la rigueur et la précision des sciences physiques. Dans son discours de réception à l'Académie française, Condorcet marque l'importance de ces sciences nouvelles « presqu'créées de nos jours, dont l'objet est l'homme même, dont le but direct est le bonheur de l'homme ». Ces sciences, « appuyées comme les sciences physiques sur l'observation des faits, doivent suivre les mêmes méthodes, acquiescer une langue exacte et précise, atteindre au même degré de certitude ».

Mais les sciences sociales, selon Condorcet, se heurtent à une difficulté particulière : parce qu'elles touchent aux affaires humaines, leurs découvertes rencontrent directement les préjugés et les intérêts acquis. « Dans ce domaine, énonce Condorcet, la vérité ne peut avoir que des juges ou prévenus ou séduits. Pour progresser, il fallait donc définir l'objet et les méthodes de ces sciences sociales.

Cette dénomination générale recouvre, selon Baker, trois champs d'étude dans la pensée de Condorcet : l'analyse des facteurs

qui affectent l'existence sociale ; la découverte et la définition des principes premiers de l'organisation sociale ; enfin, l'art social, « cette science pour laquelle travaillent toutes les autres ». Cet « art social » doit être fondé sur un raisonnement rigoureux utilisant des faits reconnus et recourant autant que faire se peut la probabilité mathématique que Laplace était en train d'achever.

De la pensée politique de Condorcet, qui s'est approfondie à l'épreuve de la Révolution, les axes principaux sont heureusement mis en lumière par Baker. D'abord, une théorie des droits de l'homme. Pour Condorcet comme pour Turgot, les lois ne doivent avoir d'autre finalité que d'exprimer et de garantir les droits naturels de l'homme à la vie, à la liberté, à la propriété. C'est pour assurer le respect de ces droits naturels que toute société se constitue. D'où la nécessité, selon Condorcet, de proclamer les droits de l'homme dans une déclaration dont il avait avant 1789 rédigé le projet, qu'il reprendra et développera notamment dans le projet de Constitution girondine de 1793.

Comme les lois doivent avoir pour premier objectif d'assurer à

Comment « rendre rationnelle la politique démocratique et démocratique la politique rationnelle »

tout homme le respect de ses droits naturels, l'art social doit d'abord tendre à satisfaire cette exigence de rationalité. Comme le marque Baker, la nouvelle science sociale définie par Condorcet a pour mission de rationaliser le processus social de décision de façon que le bien public puisse jaillir de l'exercice des choix individuels. Dans une société fermée, composée de savants éclairés, toute proposition déclarée vraie par la majorité a plus de chances d'être exacte qu'une proposition déclarée telle par une minorité. Mais dans une grande nation, où les « lumières » sont très inégalement réparties, la règle ne joue plus.

Pour concilier, en l'état de la société française de la fin du dix-huitième, la rationalité nécessaire des lois et le respect de la souveraineté du peuple, il convenait donc de recourir à une technique de représentation où les représentants choisis par le peuple pourraient conduire une politique dictée par la raison. D'où l'effort constant de Condorcet pour arriver, grâce au calcul des probabi-

lités appliquées aux élections, à élargir les règles qui permettaient de choisir des représentants aussi éclairés que possible. Ainsi que le note Baker, « cette tentative pour concilier l'élitisme scientifique avec le libéralisme démocratique était centrale pour la conception que Condorcet se faisait de la science sociale ».

Contre le despotisme de l'ignorance

On conçoit dès lors que dans le cours de la Révolution, à mesure que l'exigence démocratique se faisait plus forte en Condorcet, le lien se renforçait dans sa pensée entre progrès de la démocratie et progrès de l'instruction publique. Analysant les *Mémoires sur l'instruction publique*, publiés de janvier à septembre 1791, Baker met en lumière le modèle social que prône Condorcet : celui d'une société d'individus libres et égaux, éclairés par l'instruction, participant tous à la vie publique.

Cette conception inspirera son projet de Constitution rédigé en

1793. C'est assurément un projet très démocratique et soucieux de respecter la volonté des citoyens. Mais dans une société respectueuse jusqu'au scrupule de la démocratie, le risque est que le sort de la nation dépende, comme l'écrit Condorcet, « d'hommes hors d'état d'être dirigés par la raison et d'avoir une volonté qui leur appartienne ». D'où l'exigence première pour la République de refuser le despotisme de l'ignorance, source des pires tyrannies. Aux projets éducatifs de Condorcet, Baker consacre quelques-unes de ses plus belles pages, sans doute parce que son message n'a rien perdu de sa force de conviction.

Après l'écrasement des girondins, en juin 1793, Condorcet tente encore, avec Sieyès, d'éclairer le peuple en publiant le *Journal d'instruction sociale*, pour donner aux citoyens « cette instruction que la fausse politique ou l'indifférence de nos législateurs nous a constamment refusée depuis trois ans ». Son but n'était pas de promouvoir un dogme politique mais d'apprendre aux hommes à soumettre tous les problèmes sociaux à leur raison critique.

Dans son dernier article publié de son vivant, intitulé « Tableau

général de la science qui a pour objet l'application du calcul aux sciences politiques et morales », Condorcet expose les principes de cette science, dénommée la « mathématique sociale », qui vise, comme le dit brillamment Baker, « à rendre rationnelle la politique démocratique et démocratique la politique rationnelle ». Mais politiquement, l'échec était consommé pour Condorcet, décrété d'arrestation le 8 juillet 1793.

Il lui restait, dans la cachette où il se terrait, près du Luxembourg, à rédiger son ouvrage essentiel, dans les conditions les plus difficiles. A l'Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain, Baker consacre un long chapitre, où il éclaire l'ouvrage par une version première de son introduction, écrite dans les années 1780 et qui annonce déjà le thème du *Tableau historique*, la libération progressive de l'homme des maux de la nature, puis de ceux de la société.

Du message de Condorcet, on sait que les idéologues, puis Saint-Simon et Auguste Comte se constitueront les héritiers. Suivant la pensée de Condorcet jusque dans l'œuvre de ceux qui se voulaient ses continuistes, Baker montre comment ceux-ci, chacun à sa manière, détournèrent la pensée de Condorcet pour la faire servir à leurs entreprises propres.

La grande aventure intellectuelle conduite par Condorcet n'est pas pour autant achevée, ni sa pensée figée pour l'éternité au royaume des idées mortes. Baker, en sa conclusion, rappelle que l'introduction de l'alféatoire comme catégorie fondamentale d'une science des conduites a été reconnue comme contribution majeure au développement des sciences modernes.

Au-delà de cette naissance de la « mathématique sociale », demeure pour tous les républicains le message de l'exigence d'une instruction publique, fondement de la démocratie politique. Et ce message-là de Condorcet, si bien mis en lumière par Baker, est aujourd'hui encore bien vivant.

★ CONDORCET, RAISON ET POLITIQUE, de Keith Michael Baker, présentation par François Furet, traduit de l'anglais par Michel Noblet, Hermann, 623 p., 146 F.

Montesquieu, un héros de l'esprit

(Suite de la page 13.)

Ceux qui s'obstinent à voir dans le siècle des Lumières l'époque d'un incurable et naïf optimisme pourrissent s'étonner du pessimisme historique du président. Ce qu'il clame le plus haut et le plus fort, de toutes les facettes de son style, de toute la conviction de sa lucidité, c'est que nous ne sommes pas à l'abri du pire. Ce n'est pas un hasard si la plupart des gouvernements du monde appartiennent à la plus mauvaise espèce qui soit : à la forme despotique. Tout gouvernement despotique — que sa forme soit monarchique ou républicaine — est une organisation dont le maniement est extrêmement délicat, l'équilibre rarement parfait et fragile. Le régime despotique est infiniment plus simple : « Comme il ne faut que des

passions pour l'établir, tout le monde est bon pour cela ». La tyrannie est toujours un horizon proche, même en France où le climat incline à la modération et à l'harmonie des pouvoirs : « La servitude commence toujours par le sommeil ».

Cette apologie du gouvernement modéré a fait, elle aussi, illusion et école. Quand il n'a pas été taxé d'être le chantre de la réaction nobiliaire, Montesquieu l'a été d'être le penseur de la médiocrité libérale, le père des Guizot et des Thiers et de tous ceux qui ont su se faire un nom de la liberté et des lois derrière lequel ils abritaient les égoïsmes sociaux et les oppressions les plus féroces. Et il est en effet possible de tirer de *De l'esprit des lois* tout un jeu de citations qui corroborent cette thèse.

Mais la grandeur et l'actualité de Montesquieu demandent qu'on ne le lise pas comme un faiseur de recettes ou un fabricant de systèmes. Il y faut de l'esprit. L'audace de l'esprit, c'est d'affirmer par exemple que « les lois sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses ». La loi n'est pas une norme, c'est l'application de principes naturels que peut découvrir un examen rationnel de la nature humaine et de ses fins. Un tel principe intellectuel, bien d'autres encore qui surgissent par crêtes excitantes dans les œuvres les plus austères comme dans les délicieuses *Lettres persanes* manifestent bien davantage que d'improbables prophéties politiques : l'activité inlassable, foisonnante, jamais éteinte de la liberté de

l'esprit. Montesquieu, comme l'écrit Georges Benrekassa (1), ose penser par lui-même. Cet héroïsme-là — qui n'est possible qu'au prix d'un immense travail sur les données concrètes du réel — lui permet d'ouvrir des chantiers qui ne sont pas près de se refermer et d'inaugurer des dialogues dont notre tragique contemporain n'épuise ni la sève, ni les problématiques intellectuelles, ni l'exigence morale.

PIERRE LEPAPE.

★ MONTESQUIEU, de Pierre Gascar, Flammarion, 364 p., 139 F.

(1) Montesquieu, la Liberté et l'Histoire, Le Livre de Poche, 1987.

Sur les *Lettres persanes*, Charles Dédéyan vient de publier un excellent : *Montesquieu ou l'aliénié persan*, Sedes, 262 p., 115 F.

● L'HISTOIRE, par Jean-Pierre Rioux

L'historien et le temps qui passe

RIEN n'est plus faux que l'aphorisme de Nietzsche dans le *Crepuscule des idoles* : « A force de vouloir rechercher les origines, on devient écrivain ». L'historien voit en arrière, il finit par croire en arrière. Car l'histoire de Siles-Maria semble ignorer que l'historien n'étudie pas le passé mais qu'il observe le temps qui passe. Que son métier consiste donc à savoir aussi se laisser prendre, dans le respect des règles savantes qu'il s'est imposées, par les bouillottes d'expérimentation ou d'anthropologie du présent, par certaines tendances pour l'avenir, venue de loin : à saisir au vol, en un mot, cette bouillasse de temps différenciés dont l'air nous fait vivre et dont la concordance est notre espoir. A croire, mais en avant.

Surprise ! Voilà que cette règle de vie est joliment confortée par un historien bien oublié aujourd'hui, dont on ne salue plus guère à tout hasard que la *Cité antique*. En prenant la précaution de féliciter surtout son auteur pour la limpidité de sa plume : ce Fustel de Coulanges, né en 1830, qui outilla son fier prénom de Numa-Denis et qui mourut en 1889 quand brillaient les feux du centenaire d'une Révolution dont il avait tant voulu être l'exorciste. François Hartog lui consacre un livre bien excitant.

Fustel fut un « cas », il est vrai. Historien de solide éducation, professeur à Strasbourg, fort actif à l'école normale de la rue d'Ulm, capable de travailler sans balancer la garde (sa controverse avec Monod sur l'analyse des textes en 1887, par *Revue historique* et *Revue des questions historiques* interposées, est exemplaire), il navigua pourtant à l'écart des grosses assemblées : il a rompu avec l'histoire libérale de Guizot ou de Thiers, puis son projet de construction d'une histoire française dérivée de l'hypothèque révolutionnaire l'oppose aux historiens républicains qui efforçaient la méthode, jusqu'à Langlois et Seignobos. La captation précoce de son héritage par Maurras, qui en fit « le premier historien national », puis par Bainville

et Gavot dans les années 1930, accentua son isolement posthume.

Pourtant, quand on célébrera son centenaire, Ferdinand Lot et Marc Bloch surent dire que l'historien des origines françaises — et non de la seule cité grecque ou romaine — avait été un lutteur et une âme de feu, sous un visage de glace et une santé chancelante. François Hartog démontre qu'il rêva tout au long de flaque sa « cité antique », d'une « cité moderne » où seraient démolies la part des institutions et celle de la famille, ce « vrai corps social » pour Fustel, dans la longue bataille entre Celtes, Romains et Barbares qui fit une nation, où seraient assumées les déchirures démocratiques de 89 puis celles de la Commune. Il sentit aussi, lucidement, le danger scolastique qui guettait une histoire de copistes, de lecteurs du document nu et de commentateurs. Il fut d'accord avec Guizot pour dire que sa science tenait de l'anatomie (les faits établis sont « le corps de l'histoire ») et de la physiologie (il y a une logique des faits cachés qui règle le cours des événements). Mais il néglijea l'étape ultime du travail, la plus ardue, celle où la plus folle, celle que seuls des Michelét peuvent capter : celle de rechercher d'un accord des vivants et des morts que l'auteur du *Peuple* appelait régénération.

Chez cet obsédé de méthode qui n'assume guère l'art du récit, qui se dissimule la part de l'écriture dans la production d'un savoir, il y eut bien, au cœur de toutes les cités, le narçolisme du contemporain et cet entêtement, que le cher Philippe Ariès admirait tant, à traquer au passé, au présent et dans l'avenir « les différences



des temps ». Si l'on ajoute que Fustel, face à Durkheim, fut de ceux qui firent de l'histoire la seule science qui vaille, que sa réflexion, sur la réforme intellectuelle et morale après Sedan est à la hauteur de celle d'un Renan, on comprendra qu'il faut aller y voir enfin, avec Hartog pour guide.

On a compris à travers cet exemple exhumé que la grande affaire de l'historien est de tenir solidement les deux bouts d'une chaîne sociale qui voue sa science à être conjointement « une instance de légitimité et une instance critique ». La formule est de René Rémond, qui fut avec Jean Sarrailh la responsable d'un colloque de l'UNESCO en février 1986 où des historiens d'une quinzaine de pays

dirent, après enquêtes nationales, comment on pouvait faire ce métier de concert. Le volume qui en est issu est sans doute inégal (manquent à l'appel l'Italie, les Etats-Unis ou l'Inde), il adopte trop souvent le ton glacé du rapport officiel, mais on y apprend beaucoup sur cette tension interne. Par-tout, la mise en œuvre de l'historiographie est solide ou contrariée par l'attardation vigilante que portent les groupes et les Etats à une histoire fondatrice. Et si les historiographes de cour ont, semble-t-il, pratiquement disparu, la liste est longue des dirigeants pressés qui somment l'historien d'éviller la conscience nationale, fût-ce à contresens ou à contretemps.

Partout aussi, les générations universitaires s'affrontent pour mieux produire du passé actif en observant les règles de la science (la trace de 1988 est, à cet égard, très profonde). Parfois même une corporation peut s'enfermer dans un mutisme ou refuser de mettre

en cause ses rentes de situation. L'exemple soviétique, à l'heure de la transparence, est tout à fait significatif (1). Mais ce recueil très riche en renseignements concrets et comparés sur les chaires, le nombre d'étudiants, les types de recherches ou l'enseignement de l'histoire montre que les divergences entre les blocs, d'Occident, de l'Est et du tiers-monde, ne s'effacent pas et que les vérités officielles ou révélées sont honnêtement mises à mal par une profession qui a su mondialiser ses méthodes d'investigation.

Les dérapages toutefois ne sont pas toujours évités. C'est ainsi qu'on ne lit pas sans un certain malaise les extraits de la poursuite d'une querelle qui agita les histo-

riens allemands depuis l'été 1986. Le volume qui les rassemble complète celui intitulé *Devant l'histoire* et publié au Cerf (Le Monde du 25 mars 1988). Il révèle que la querelle échappa largement aux historiens qui l'avaient engagée à grand fracas dans les news.

En effet, les journalistes prennent le relais des universitaires, les politiciens activistes leurs hommes de plume, politologues intéressés et juristes natifs haussent le ton, tandis que s'installent officines et « instituts de recherches » dont le premier souci est de critiquer les laboratoires où l'on travaille bien, celui de Martin Broszat à Munich en particulier. Ce livre, dont toutes les voix sont dans le camp anticonservateur, ou la génération des historiens et des journalistes marqués par 1968 comprend qu'une part de l'enjeu politique, consiste à neutraliser son influence, donne un utile panorama de la dérive. Gerd Uebachs y résume la discussion, Rolf-Dieter Müller nous résume que « la violence de la controverse a fait oublier la dimension limitée de la querelle » et Ulrich Rose parle à bon escient de la bataille du mémorial et des musées de l'histoire allemande à Berlin-Ouest et à Bonn. On se prend ainsi à penser que parfois le métier d'historien n'est pas une sinécure...

★ LE XIX^e SIÈCLE ET L'HISTOIRE, LE CAS FUSTEL DE COULANGES, de François Hartog, PUF, 399 p., 195 F.

★ ÊTRE HISTORIEN AUJOURD'HUI, sous la direction de René Rémond, UNESCO-ERES, 350 p., 172 F.

★ L'HISTOIRE ESCAMOTÉE, LES TENTATIVES DE LIQUIDATION DU PASSÉ NAZI EN ALLEMAGNE, de Gernot Erler et A.E. La Découverte, 176 p., 89 F.

(1) Voir Nicolas Werth, « La transparence et la mémoire », *Vingtème siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 1989, Presses de la FNSP, 85 F.

alle. penser

L'ami disparu

trous noirs

permettre à la culture

Bataille, penseur de l'impossible

Jean-Michel Besnier étudie le parcours emblématique d'un des intellectuels les plus importants du siècle

Un modèle sartrien de l'engagement qui s'est imposé rétrospectivement comme la forme « idéologique » de l'intervention des intellectuels dans la cité, Jean-Michel Besnier oppose un autre modèle, celui de la révolution, dont l'emblème pourrait être Georges Bataille. Selon le paradigme popularisé après la deuxième guerre mondiale par Jean-Paul Sartre, les intellectuels s'engagent au nom d'un projet dont ils tentent d'accélérer la réalisation : porte-parole d'une cause, ils se placent résolument dans la perspective de lendemains qui chantent. Parce qu'ils se réclament d'un dogme, Jean-Michel Besnier les appelle des intellectuels « dogmatiques ».

Il est aussi des intellectuels qui n'ont ni projet ni dogme, mais qui pourtant n'hésitent pas à descendre dans la rue ou à monter à la tribune. Ceux-là ont choisi la révolution « moins pour ce qu'elle permet d'espérer que pour ce qu'elle offre de vivre au présent ». Poussés à agir par esprit de révolte plus que par volonté d'engagement, ils témoignent d'un certain goût pour l'apocalypse. Ce sont les intellectuels

« pathétiques ». La « mystique révolutionnaire » de Simone Weil, selon Jean-Michel Besnier, ne leur est pas étrangère, non plus que la passion d'un Nizan, d'un Camus ou même, dans les années 60, d'un Clavel. Mais c'est Georges Bataille qui, avec sa « politique de l'impossible », en fut l'incarnation exemplaire.

Jean-Michel Besnier s'efforce ainsi de retracer, à travers la figure de celui qui fut à la pointe de quelques-uns des combats de l'entre-deux-guerres, un itinéraire à la fois personnel et collectif. Ce qui étonne dans ce parcours, c'est le passage de l'activisme militant des années 30, à travers groupes et revues, au repli de l'après-guerre sur l'« expérience intérieure » : où saisir l'unité d'une pensée dans ces attitudes successives et contradictoires ?

Jean-Michel Besnier a choisi de suivre le cheminement philosophique de Bataille en soulignant l'importance qu'a eue pour lui la découverte de Hegel, notamment à travers la lecture qu'en proposait alors Alexandre Kojève. Car il y eut dans les années 30, rappelle-t-il, « un phénomène Kojève ».

Aux conférences prononcées par Kojève à l'Ecole pratique des hautes études assistaient, outre Bataille, quelques-uns des grands acteurs de la scène intellectuelle, tels que Lacan, Merleau-Ponty, Breton, Aron ou Queneau. « C'est désormais autour de Hegel, affirme Jean-Michel Besnier, que vont se polariser les débats et se déterminer les idées-forces de l'époque ». Dans ces années de désarroi, les jeunes gens fascinés par la révolte ne pouvaient que se reconnaître dans l'esprit de négation dont le philosophe allemand faisait le propre de l'homme. Mais

en même temps le thème de la « fin de l'histoire » semblait rendre vaine toute action, suscitant une « négativité sans emploi ». Cette contradiction est au cœur de la réflexion de Bataille.

« Tantôt obsédé par l'inefficacité de toute action, tantôt convaincu de l'imminence de la révolution, tantôt au rouet de ne pouvoir échapper à la déchirure de son existence, ce penseur réputé maudit traduit dans son œuvre toutes les variations de l'« effet Hegel », écrit Jean-Michel Besnier. C'est sa « traversée de Hegel » sous la conduite de Kojève qui explique son évolution et en particulier sa réécriture de Nietzsche — l'autre référence philosophique — « héritier de la volonté de puissance » devenu pour lui « prophète du non-agir ».

Cependant, dans sa diversité même, son entreprise peut se comprendre comme un effort pour construire, contre la politique conçue comme lieu de tous les possibles, une « politique de l'impossible », fondée sur la rupture, la transgression, l'achèvement. « Mot force de l'œuvre de Bataille », selon Jean-Michel Besnier, « l'impossible » — titre donné en 1962 à un texte célèbre de 1947 intitulé jusqu'à la *Haïne de la poésie* — désigne « une convulsion qui met en jeu le mouvement global des êtres ». Si la poésie « n'a de sens puissant que dans la violence de la révolte », précise-t-il, elle « n'atteint cette violence qu'évoquant l'impossible ».

Jean-Michel Besnier analyse avec érudition et subtilité, dans la deuxième partie de son livre, plusieurs aspects de cette « politique de l'impossible », dont il repère les prémices dans les prises de position du Bataille des années 30 et dont il décrit les effets dans son travail littéraire des années ultérieures. Il est vrai que l'enquête de Jean-Michel Besnier est beaucoup plus complète sur les années qui précèdent la guerre que sur celles qui la suivent. C'est peut-être sa limite, mais c'est aussi ce qui fait son intérêt, car, au-delà de la personnalité de Bataille, elle fait connaître l'une des branches les plus vivantes de la génération intellectuelle qui a dominé les débats de l'entre-deux-guerres avant de se disperser au lendemain de la Libération.

THOMAS FERENCZI
* LA POLITIQUE DE L'IMPOSSIBLE, L'INTELLECTUEL ENTRE RÉVOLTE ET ENGAGEMENT, de Jean-Michel Besnier, La Découverte, 240 p., 98 F.



Georges Bataille

L'ami disparu de Leiris

C'EST en 1924 que Michel Leiris (vingt-trois ans) rencontre Georges Bataille (de quatre ans son aîné) par l'intermédiaire de Jacques Lavaud. A l'hiver, au printemps ? Leiris ne sait plus bien. Bataille et Lavaud sont alors bibliothécaires à la Nationale. Il s'ensuivra une longue et profonde amitié, des aventures partagées (notamment dans les revues ou les groupes animés par Bataille), une convergence indéfectible et fructueuse.

Frappé par le non-conformisme et la culture de Bataille, séduit par son « humour noir » (l'expression n'était pas encore courante), Leiris se déclare immédiatement sensible à l'aspect extérieur du personnage : « Plutôt maigre et d'allure à la fois dans le siècle et romantique, Bataille possédait (en plus juvénile bien sûr et avec une moindre distinction) l'élégance dont il ne se départirait jamais. » Pour parachever le portrait : le souvenir des yeux « riches de tout le bleu du ciel » et d'une dentition de bête des bois...

Dans un premier temps, les trois hommes font assaut de paradoxes. Bataille prétend fonder un mouvement. Lui, d'affir-

mation et d'acquiescement généralisés : par revanche sur Dada, « pas assez idiot » à ses yeux et trop pudiquement négatif. On prévoit de lancer une revue dont le siège serait un bordel du vieux quartier Saint-Denis. Le personnel féminin (Gaby, Marietta, etc.) est immédiatement associé à l'entreprise. Ce qui permet sans doute à Bataille de dire de son côté que le « mouvement semblait prendre corps ». Le projet n'eut pourtant pas de suite concrète. Quelques mois plus tard, Bataille vit comme un trahison l'entrée en surréalisme de Leiris et d'André Masson à qui il s'est lié par son entrainement.

Sous le titre *A propos de Georges Bataille*, un petit éditeur (Fourbis) rassemble trois articles de Michel Leiris devenus difficilement accessibles. « Donjuanisme de G.B. », paru en 1958 dans la *Cigüe* (revue qui n'aura pas de numéro 2) ; « De Bataille l'impossible à l'impossible Document », qui figure dans *Critique* (1963) ; et « Du temps de Lord Auch » (*L'Arc*, n° 32 et 44, 1967-1971). Ces textes sont précieux. Ils ne répondent pas, tant s'en faut, à la modestie de leur auteur qui n'y voit qu'un

reflet très pâle et très incertain de l'ami disparu » (en 1962).

Bien au contraire, ils maintiennent, avec autant de fidélité que d'acuité, une distance juste à celui qui, « sous le signe de l'impossible », s'est créé autour de lui une marge infranchissable, cherchant sa mesure dans la démesure. Le parti pris de l'érotisme chez un tel « mystique de la débâche » n'est pas seulement un défi : c'est, au-delà de la morale, une question de méthode.

Cet ensemble est évidemment marqué par l'extrême délicatesse d'écriture de Michel Leiris : son inimitable timbre, sa voix, sa juste voix, comme il dit dans son dernier livre *A cor et à cri*, où il évoque aussi la silhouette de Bataille, mais entre les lignes.

FRANCIS MARMANDE.

* A PROPOS DE GEORGES BATAILLE, de Michel Leiris, Fourbis (21, passage Dumas, 75011 Paris ; distribution Distique), 75 p., 65 F.
* Les Editions Fourbis ont également réédité le *Gros Orlé*, de Georges Bataille, texte publié dans la revue *Documents* et que Michel Leiris tient en haute estime (32 p., 39 F.).

Les « trous noirs » de la technoscience

Comment permettre à la culture de s'affirmer face à la technique ?

UN livre rafraîchissant. Les effluves de mai 1968 nous parviennent à nouveau. Mais elles émanent cette fois d'une réflexion solide, dense. Jacques Robin, docteur en médecine, qui a mis en place dans les années 80 le CESTA (1), aime rien tant que la discussion interdisciplinaire. S'il a pris la plume, c'est pour se frayer un chemin dans l'amas des thèses qui s'engendrent, s'entrechoquent ou se contredisent sur le sens et l'avenir de notre époque. Ce qu'il voit, c'est la nouvelle insolence de l'argent, de l'économisme et de la technoscience, cette dernière aboutissant à un véritable « trou noir », mettant en question notre civilisation.

Notre auteur, cherchant un précédent à cette mutation dans le développement de notre espèce, n'hésite pas à remonter au début du néolithique, dix mille ans avant notre ère au moment où l'homme *sapiens* a élargi sa marge d'autonomie par ses propres moyens. Quand nature et culture ont cessé de s'équilibrer du fait de la tentation démiurgique de l'homme, l'instabilité est née, et la crise est là, débordant largement les contours de l'économie

Jacques Robin insiste sur la spécificité du progrès technique en cours qui est devenu une véritable idéologie, et, après avoir souligné les « ruptures culturelles » en Occident depuis 1975 touchant les conditions de vie, les comportements sociaux et le délabrement des institutions, il nous invite à réfléchir sur une notion qui lui est chère, celle de la triade biologie-culture-technique, chacun de ces éléments s'entrechoquant aujourd'hui comme jamais dans l'histoire du monde au bénéfice d'une incroyable volonté de puissance. Ce déséquilibre se traduit aussi par le fait que la culture est flouée, asservie qu'elle est à la technoscience. Faire revivre la science à sa destination première ; nous aider à comprendre notre univers : comment faire ? Notre auteur présente des concepts-clés et de nouvelles « pistes et propositions ».

Voici les trois clés : rétablir les besoins qualitatifs ; utiliser une pensée complexe, visant à créer toujours plus d'autonomies sociale et individuelle ; détecter les valeurs nées de l'intersection de trois instances — conscience, société, science. Quant aux pistes,

Jacques Robin propose quatre impératifs : remise en cause de la fonction économique dont le rôle est aujourd'hui perverti ; valorisation de nouveaux comportements et réduction des conduites agressives ; exercice d'une démocratie vécue dans le quotidien ; création d'instances éthiques auxquelles seraient soumises les applications techniques des sciences.

Vaste programme ! Il a d'abord le mérite de susciter le débat. Il sera sûrement assez vite sur ce que l'auteur appelle « l'économie dirigée ». Certes, l'économie doit cesser d'être sa propre fin. Et comment ne pas déplorer en effet que les emplois sociaux dont les besoins seraient en effet considérables ne soient pas intégrés dans le système industriel marchand, leur solvabilité étant quasi nulle ?

Attention toutefois à ne pas jeter l'enfant avec l'eau du bain. Pour paraphraser Churchill, on peut dire que « l'économie de marché est le pire système à l'exception de tous les autres ».

Enfin, notre auteur est trop sûr de lui sur le lien de causalité entre l'introduction de techniques nouvelles et la montée du chômage. Le Japon est le pays qui utilise le plus de robots. C'est aussi celui

qui a le moins de chômeurs. La Suisse, la Suède, la Norvège, ne sont pas précisément des pays techniquement en retard : ils ont réussi à maintenir un taux d'emploi tout à fait satisfaisant. Sans parler des Etats-Unis.

Pour le reste, nous applaudirons à tout rompre. Seule une « perspective éthique généralisée » permettra à la culture de s'affirmer face à la technique. La science ne peut nous faire passer de ce qui est à ce qui doit être, mais elle nous donne notamment la passion de comprendre... et des leçons de modestie. L'économie — à condition qu'elle ne devienne pas une nouvelle idéologie — peut également limiter les « dégâts du progrès ». Enfin, la redécouverte de l'autre est un foyer de « sens », perdu dans les labyrinthes de l'argent et du pouvoir. « Renâtrer à nous-même par l'ouverture à autrui » : Jacques Robin repousse la transcendance, mais il rejoint ceux qui vont y puiser aussi ce genre de conduite de vie.

PIERRE DROUIN.
* CHANGER D'ÈRE, de Jacques Robin, Seuil, 358 p., 130 F.

(1) Centre d'étude des systèmes et des technologies avancées.

OFFICE DE PROMOTION DE L'ÉDITION FRANÇAISE
Présence de l'édition française — stands français
FOIRES INTERNATIONALES DU LIVRE JANV.-MARS 89
Le Caire (24 jours) - Antilles/Libéria (17-18 mars) - Mexico (4-12 mars)
Leipzig/RDA (12-18 mars) - Jérusalem (11-18 mars)
OPEF, 35, rue Grégoire-de-Tours, 75006 Paris (43-26-61-66).

Henri
MENDRAS

La Seconde
Révolution
française

1965-1984

"Henri Mendras a résolu d'étendre ses investigations au pays tout entier. Le miracle est qu'il arrive à le faire avec un si important bagage de références, de dates, de culture historique... Ce qui paraît stupéfiant, c'est qu'en deux décennies, le paysage de la France ait si profondément changé".
Pierre Drouin/Le Monde

Bibliothèque des Sciences humaines

GALLIMARD *rnf*

René COURSAULT

L'Habitat
en Val de Loire

La demeure tourangelles d'hier et d'aujourd'hui
14,5 x 21, 180 pages, 28 planches hors-texte 156 F

Maisonneuve & Larose

La nouvelle
biographie

de
PIERRE
ASSOULINE



Pierre Assouline

Albert
Londres

Vie et mort
d'un grand
reporter
1884-1932



Balland

après Dassault, Gallimard,
Jardin, Kahnweiler

BALLAND

FEDN
PRIX VAUBAN
Valmy
OU LA DÉFENSE
PAR LES ARMES
Diffusé : SA DOCUMENTATION FRANÇAISE

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?
Dans le stock, ou par le réseau de la
LIBRAIRIE
LE TOUR DU MONDE
8, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-20-87-12

— LA VIE DU LIVRE —
PROFESSIONNELLE DU LIVRE
36 ans
J'apporte :
— mes 12 années d'expérience
— mon savoir-faire « commercial » et
« relations publiques »
— mon capital fidèle « SP »
pour créer
SECRÉTARIAT D'ÉDITION
Si votre photographie éditoriale
répond à cette offre, téléphonez au
48-40-62-67

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. 43-26-51-08

DENIS LANGLOIS
L'Affaire Seznec
PLON

"Les éléments nouveaux, la réhabilitation
humaine de Guillaume Seznec et l'histoire de
trois générations en lutte, traversées par le
judiciaire et les médias."
DOMINIQUE CONIL "LIBÉRATION"

Claudio MAGRIS
Danube
Quelle idée formidable ! Descripteur littéraire
du Danube... C'est aussi à interroger sur le destin de
l'Europe...
Le récit d'un voyage à la fois sensible, malin,
impitoyable, une découverte, un choc, un moment.
Maurice Maugère, La Quinzaine littéraire

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Quand New-York était vieux



Edith Wharton en 1896.

Le « vieux New-York » que décrit Edith Wharton en quatre longues nouvelles censées couvrir les années 1840 à 1870 (en fait l'Étincelle s'attache plutôt aux années 1850), elle l'a connu en partie par ouï-dire. Née en 1862 dans une famille d'armateurs, elle épouse un banquier qui lui laisse tout le temps de voyager entre New-York, Paris et Monte-Carlo et d'écrire quarante-deux romans en quarante-cinq ans, dont quelques chefs-d'œuvre, comme *Edith Wharton et chez les heureux de ce monde*, qui lui valurent l'admiration d'Henry James et d'André Gide. Et, dès 1909, une belle reconnaissance posthume en France où elle vécut de 1906 à sa mort, en 1937.

Ce New-York, même antérieur à sa naissance, elle l'appréhendait tout de même au plus près, parce que les choses ne changent pas encore trop vite et que ce dont elle rend compte est toujours porté par le même infatigable vent de mauvaise renommée, celui de l'opinion publique et du qu'en-dira-t-on : un monde de commerçants fraîchement enrichis qui toisent de prétendus aristocrates à peine plus anciens dans leurs manoirs du bas de Manhattan.

Le monumental Mr Raycie (l'Aube mesongère), tout fier de son ancêtre signataire de la Déclaration d'indépendance, comme un duc français d'un authentique croisé, envoie son fils, Lewis — « aussi tenu que l'ombre d'un homme ordinaire à midi » — faire son « grand tour » en Europe, parachever son éducation, devenir, par on ne sait quelle sacro-sainte opération du voyage, un homme enfin. Surtout profiter de sa liberté et d'une belle somme pour acquérir des tableaux de

maîtres reconnus qui permettront de fonder une collection Raycie. Le jeune Lewis fait ses adieux à sa fiancée, part pour l'Angleterre, l'Italie, l'Orient.
A Venise, influencé par un Anglais rencontré devant le Mont-Blanc et qui n'est autre que John Ruskin, Lewis est frappé par la sainte Ursule de Carpaccio. Il revient à New-York avec une collection, comme promis, mais pas du tout celle qu'il espérait son père, attaché à des valeurs bien en place et qui en meurt peu après de colère et de chagrin. Sa vie durant, Lewis tentera d'exposer, de faire apprécier sa collection. En vain. Ce n'est qu'après des années qu'on s'arrachera au prix fort les Giotto, Piero Della Francesca, Mantegna qu'il avait rassemblés avec génie, mais trop tôt pour le goût conventionnel de ses contemporains.

La dernière nouvelle, *Jour de l'An*, est, avec celle-là, des plus réussies. Edith Wharton y fait preuve d'une grande adresse de récit dans sa façon de présenter par quel étrange hasard un couple

adultère est aperçu par toute la famille du narrateur s'endormant de l'hôtel de la 5^e Avenue qu'un incendie ravage, et comment cette vision de quelques secondes passe terriblement sur la vie de tous, jusqu'à la mort des « coupables ».

Les nouvelles intermédiaires sont un peu plus faibles, la *Veille* l'est notamment, où l'on s'empêtre interminablement dans des fiançailles rompues, des enfants secrètement conçus et adoptés par de fausses mères, beaucoup de sentimentalisme emphatique et de mouchoirs nerveusement pressés. On y trouve cependant la même peinture constante d'une hypocrisie molle et mortelle, du « sang purifié » des habitants de New-York, où le rythme de la vie obéissait encore à la conception hollandaise.

Une lenteur respectueuse de l'argent et des bonnes mœurs dans une ville où les maisons ne montent pas beaucoup plus haut que la 30^e Rue, bien au sud de Central Park, et où les passants ont tout loisir de monter à cheval, chasser et jouer au polo sur les pelouses de Long Island. Ce New-York-là n'a plus cours, sans doute. Mais le regard froid d'Edith Wharton — qui déclare d'un homme vieillissant : « Les gens cessent tous de vivre à un moment ou à un autre, même s'ils continuent à être en vie pendant de nombreuses années ; et je soupçonnais que Delano s'était arrêté de vivre à environ dix-neuf ans » — cette lucidité amère qu'elle dut payer cher dans sa vie, est, elle, de tous les temps.

MICHEL BRAUDEAU.

★ **VIEUX NEW-YORK**, d'Edith Wharton, traduit de l'anglais par Claire Malroux, Flammarion, 292 p., 125 F.

Le « voyeurisme » de Henry James

Des chroniques, un roman, un pastiche : James dans tous ses états.

EN 1875, à trente-deux ans, Henry James, qui a commencé à s'imposer aux États-Unis, séjourne à Paris. Pour amortir ses frais et parce qu'il a l'ambition d'être un observateur de la vie parisienne, il obtient de devenir le correspondant du *New York Tribune* dans la capitale. De décembre 1875 à juillet 1876, il va ainsi, en vingt lettres destinées au public américain, faire part de ses impressions. C'est toute la matière des *Esquisses parisiennes*.

Rien ne va manquer au tableau de chaise de ce « voyeur » scrupuleux, malicieux, sensible et caustique. Si elle n'est pas primordiale dans ses curiosités, la politique n'est pas absente : James assiste ainsi à l'accouchement de la République après qu'une victoire de la gauche eut contraint Mac Mahon à suivre une politique à l'opposé de ses choix profonds. On décrit la « gueuse » dans les milieux aristocratiques et chez les nostalgiques de l'Empereur, « un homme qui savait rendre une ville charmante », mais, aux yeux de notre observateur, pas de doute : la République, toute vacillante qu'elle soit, est là pour durer, car elle est un « état de choses confortable, permanent et raisonnable ».

« Une Venise prosaïque »

Sur le front des arts, James ne cache pas ses préférences et les « stars » du moment ne l'abusent pas : les pièces de Dumas fils ne le convainquent guère et il s'étonne que ce « monomaniaque », qui a fait de la femme perdue le thème constant de son œuvre, finisse à l'Académie. En peinture, James admire la dextérité et la minutie de Meissonier, grand chanteur des batailles napoléoniennes, mais déplore que l'idée y brille par son absence. Littérature ? Il trouve en Taine le « plus brillant des écrivains français » (Renan mis à part), apprécie la qualité littéraire de son génie érudit, s'étonne qu'il ne siège pas parmi les quarante, en concédant qu'« il est en lui-même une académie ». James

ironise sur le « génie de la pure verbosité » que montre Hugo dans ses interventions politiques, rechigne devant les crudités de Zola et rend un hommage ému à George Sand, qui vient de mourir, « une improvisatrice, élevée à une grande puissance ».

Chemin faisant, James n'hésite pas à jouer au simple badaud et à retranscrire, d'un œil aigu, des scènes de rue. Il restitue merveilleusement bien les atmosphères : celle, bon enfant, réjouie, brillante des foules dans les rues de Noël ; celle d'un paysage urbain transformé par la crue de la Seine, où le « pauvre Bercy » a l'air, dans la nuit, « avec ses lumières éparpillées », d'une « Venise prosaïque » ; celle encore des grands boulevards, un soir de canicule, aux terrasses des cafés. James sait dire le piquant et le charme de ces scènes de genre comme des émois que lui procurent une visite à Chartres, une expédition à Etretat ou la dégustation d'une simple friture sous la

treille d'une guinguette d'Anteuil. Si, à l'occasion, mais sans cruauté, il s'étonne de quelques bizarreries françaises, s'il relève certains travers nationaux, il raille aussi bien les Anglais en visite et leur tenue débraillée, car ils promènent « cet air indéfinissable de considérer que rien hors de l'Angleterre n'est digne qu'on fasse un effort de toilette physique et morale ».

Ces chroniques sont délicieuses de finesse, de justesse et de sens de l'observation, sous la plus brillante des désinvolture. Elles convainquent beaucoup moins le directeur du *Tribune*, qui répondit à une demande d'augmentation de l'écrivain par une suspension de collaboration, jugeant ses esquisses « trop éloignées des intérêts populaires ». Cet échec blessa James, qui ne reprit pas en volume ses lettres parisiennes.

Reverberator, le roman inédit de James qui paraît dans le même temps, semble être, à bien des

égards, un règlement de comptes avec la presse vulgaire et tapageuse dont l'écrivain et certains de ses amis eurent à souffrir. Ici, sous une intrigue amoureuse, on retrouve les confrontations entre les cultures et les mœurs européennes et américaines que l'auteur illustre dans des romans comme *l'Américain* et *les Ambassadeurs*. Une jeune demoiselle du Nouveau Monde, Francis Dosson, vient séjourner avec sa famille à Paris. Elle est courtisée par George Flack, le correspondant parisien d'un journal à sensation américain, *The Reverberator*. Mais la douce enfant ne tarde pas à lui préférer Gaston Probert, enfant chéri d'une famille d'origine américaine qui est intégrée depuis des générations dans le milieu aristocratique français.

La partie n'est pas simple pour Gaston lorsqu'il s'agit d'imposer son œil blanche américaine parmi les siens, d'autant moins que le prétendant écossais parvient à soustraire des secrets sur la famille Probert et à les exploiter dans un article. Tout se déroule implacablement, selon cette mécanique éprouvée où James joue en expert des rouages sociaux et sentimentaux pour en tirer les meilleurs effets dramatiques.

Jean Pavans est un familier de l'œuvre de Henry James dont il a traduit plusieurs titres, y compris les *Esquisses parisiennes*. Il a eu l'idée d'écrire un court récit dans le style et l'esprit de James : *Le Sceau brisé*. Et il a réussi au-delà de son projet, car cette nouvelle charmante, qui tourne autour de la fatalité d'un objet, est mieux qu'un pastiche. Ce petit divertissement à la manière de James impose une originalité propre, mystérieuse, subtile et racée.

PIERRE KYRMA.

★ **ESQUISSES PARISIENNES**, de Henry James, traduites de l'anglais et présentées par Jean Pavans, La Différence, 242 p., 98 F.

★ **REVERBERATOR**, de Henry James, traduit de l'anglais par François Rome, La Différence, 228 p., 98 F.

★ **LE SCEAU BRISÉ**, « esquisse jamesienne » de Jean Pavans, La Différence, 64 p., 49 F.

Autres parutions américaines

- Karl Vonnegut : *Barbe-bleue*. — Romanesque délirant : encore un « exploit » de l'auteur d'Abattoir 5. Traduction de Robert Papin. Grasset, 312 p., 110 F.
- Léon Uris : *Les Lions de Mide*. — Un « roman-fresque » dans la manière d'Exodus. Traduction de Claude Seban. Stock, 432 p., 120 F.
- Stephen King : *Ca*. — Encore un roman-fleuve, mais c'est le fantastique qui mène le jeu. Traduction de William Desmond. Albin Michel, deux volumes de 628 p. et 502 p., 140 F et 130 F.
- *Le Dernier Nabab*, de Francis Scott Fitzgerald, est réédité dans la collection « Folio ». Traduction de Suzanne Mayoux, préface d'Edmond Wilson.
- Charles Bukowski : *Je t'aime, Albert*. — Trente-six nouvelles et trente-six manières de conjuguer l'humour noir. Traduction de Michel Leclercq. Grasset, 272 p., 98 F. De Charles Bukowski également, les Editions BTV (Dernier terrain vague), spécialisées dans « la production underground » et « l'art de l'agitation », publient une courte nouvelle, *De l'amour*, traduite par Jean-Luc Fromental. Illustrations de Robert Crumb. 60 p., 58 F (DTV, 10, rue de Nesles, 75006 Paris).
- Truman Capote : *Entrées*. — Six interviews de 1966 à 1980 pour l'esquisse d'un portrait. Comment Mister C. restait fidèle à sa réputation d'enfant terrible. Traduction de Michel Waldborg. Rivages, 208 p., 89 F.
- Paul Auster : *L'invention de la solitude*. — L'auteur de *Cité de verre* s'est fait connaître aux États-Unis, en 1982, avec ces variations « autobiographiques ». Traduction de Christine Le Bouc. Actes Sud, 222 p., 110 F.
- Emily Prager : *Cien et Zou divorçant*. — La nouvelliste remarquée pour son recueil les *Pieds bandés*, paru chez Denoël, s'est un peu égarée dans ce roman de 380 pages où un couple de comédiens décide de faire de son divorce un show télévisé, en direct. Traduction de Claire Fargout. Flammarion, collection « Rue Racine », 382 p., 99 F.

D.M. Thomas et la logique du lièvre

Love Train, ou comment l'auteur de l'Hôtel blanc joue avec la vérité « tant psychologique qu'historique et poétique »

ISOLANT, pour sa « Petite bibliothèque européenne du XX^e siècle », la deuxième partie du dernier roman de D.M. Thomas, Maren Sell tente d'offrir à l'auteur de l'Hôtel blanc (1) une autre catégorie de lecteurs. En effet, il n'est pas nécessaire d'avoir lu Ararat (2) et Poupées russes (3), qui constituent les deux premiers volets d'une tétralogie à laquelle appartient également ce Love Train, pour suivre les aventures de Lloyd George. Il est précisé, en fin de volume, que le romancier a accepté cette déstructuration de son cycle et du livre en langue originale, intitulé Sphinx (4).

Le narrateur de Love Train se nomme donc Lloyd George, mais ce n'est qu'une coïncidence : aucun rapport avec l'homme d'Etat anglais du début du siècle, si hostile à l'annexion de l'Afrique du Sud. C'est un journaliste du Guardian venu enquêter, avec l'apparente complicité d'un ami russe et juif, sur la vie littéraire à Moscou et à Leningrad. Le « Love Train » fait la liaison entre les deux villes. Le voyage ferroviaire remplit la première partie du roman : la fantaisie tour à tour

surréaliste, érotique et politique du trajet donne une allure burlesque et enjouée au roman. Mais chaque scène contient un indice déconcertant, et le mystère s'épaissit peu à peu.

Tel qu'il se présente en français, le roman se termine sur une énigme non résolue : Nadia, que Lloyd George, dans une scène de passion sexuelle particulièrement cocasse, a pratiquement violée, ment-elle ou dit-elle la vérité ? Lloyd George rentrera-t-il à Londres ? La partie non encore traduite de Sphinx apportera une réponse...

Une leçon d'humour

On se rappelle l'énorme succès de l'Hôtel blanc, succès qui ne s'est pas confirmé dans les traductions suivantes. La manière presque candide de raconter une sexualité torride, la simplicité retorse avec laquelle D.M. Thomas usait des concepts fondamentaux de la psychanalyse, sa remarquable maîtrise dans le jeu des rapprochements culturels, dans le

cache-cache littéraire, et surtout son indéfinissable poésie onirique sont autant de qualités que l'on retrouve dans Love Train.

Les différentes voix que l'on entend proposent, chacune à sa manière, une version de la vérité psychologique, historique et poétique des événements rapportés. Les multiples citations d'auteurs russes (Pouchkine, Akhmatova, Tchekhov) compliquent encore davantage le contour très flou de la frontière qui sépare la fiction de la réalité, l'œuvre propre des réminiscences de lectures.

Toute l'originalité de D.M. Thomas, affirmée dès sa Joueur de flûte (5), consiste à traduire dans la forme même de ses romans sa conception du trouble du réel. Les faits historiques les plus incontestables du XX^e siècle (l'Holocauste, les États totalitaires) ou les références plus mineures (la « Dame de fer » n'est guère ménagée...) ont, à l'intérieur du roman, une valeur de vérité d'un type nouveau : D.M. Thomas montre quelles sont les précautions à prendre pour entraîner des personnages dans le courant de l'histoire des hommes et de la pensée. Et il le montre sans didactisme,

mais avec un humour et une élégance très britanniques.

Dans la partie encore non traduite de Sphinx un des personnages lit, précisément, Ararat, et D.M. Thomas commente : « Le style glauque de l'auteur et les thèmes de l'Holocauste et du désir à chaque page faisaient naître le dégoût. » C'est une façon expéditive et ironique d'évoquer les précédents éreintements.

Il est difficile, pour ne pas dire impossible, de surprendre D.M. Thomas en flagrant délit d'inconscience : toujours vigilant et sarcastique, il parseme ses romans de miroirs et de chambres d'échos. Un autre personnage de Love Train aborde clairement la question de la fiction et du réalisme : « Le problème avec la plupart des romans, affirme-t-il, était précisément que c'était de la fiction ; au bout du compte, on savait qu'ils n'étaient pas vrais, et par conséquent ils étaient rasoirs et à côté de la plaque. »

Ce serait déflorer le roman et gâcher en partie le plaisir des lecteurs que de révéler les clés et les revirements qui alimentent l'intrigue. On peut cependant citer un

passage extraordinairement brillant d'intelligence, de drôlerie et de désinvolture littéraire où la vraie actrice ou fausse espionne Nadia explique au narrateur comment tout est lié à tout, tout événement s'explique par une longue chaîne de causalité. Et comment le meurtre sur lequel s'ouvre le roman n'aurait pu se produire sans la présence d'un lièvre sur le chemin de Pouchkine en route vers Saint-Petersbourg. Et tout cela à travers un siècle et demi de chaînes plus logiques et saugrenues les uns que les autres. Une leçon d'humour, certes, mais aussi de construction romanesque.

RENÉ DE CECCATTY.

* LOVE TRAIN, de D. M. Thomas, traduit de l'anglais par Eric Sanner, éd. Maren Sell, 149 p. 70 F.

- (1) Albin Michel (1982) et Livre de Poche.
- (2) Presses de la Renaissance (1983) et Points Scil.
- (3) Presses de la Renaissance (1985).
- (4) Victor Gollancz (1986) et Abacus.
- (5) Presses de la Renaissance (1984).

A la découverte de H.D.

Les éditions Des femmes publient le Don, le troisième récit autobiographique de Hilda Doolittle.

On connaît trop peu encore cette femme d'une mystérieuse et grande beauté, qui signait ses écrits H.D., Américaine qui a beaucoup vécu en Europe, amie d'Ezra Pound, mariée un temps au poète britannique Richard Aldington, avant de vivre la majeure partie de sa vie d'adulte avec une femme, Bryher. Hilda Doolittle (1886-1961) a passé les premières années de sa vie aux États-Unis, dans l'Etat de Pennsylvanie. Elle découvre l'Europe en 1911 et y resta. Bien qu'elle préférât Londres à Paris — où elle ne vint qu'en visite — un chapitre entier lui est consacré dans le très intéressant livre de Shari Benstock : Femmes de la rive gauche. Paris 1900-1940 (1).

« Belle et talentueuse, H.D. se voyait comme une déception pour son père, un vilain petit canard pour sa mère, une enfant gênante, à la fois hypertrophiée et non incarnée, qui n'avait pas de place en ce lieu », note Shari Benstock, pour qui « toute l'œuvre de H.D. dénote une incertitude quant à son identité sexuelle ». Une incertitude et une ambivalence qu'exprime avec subtilité le premier de ses romans autobiographiques, Hermione (2).

Encouragée par Ezra Pound, H.D. prit part aux débats littéraires de l'Europe des années 10, mais elle se sentit rapidement « abandonnée » par Pound. Sa personnalité était loin d'être aussi forte et affirmée que celle de Gertrude Stein ou celle de Natalie Barney, ce qui explique peut-être, pour partie, le relatif oubli dans lequel elle est assez vite tombée. Les éditions Des femmes, après Denoël (Visages de Freud, 1977), ont entrepris de faire redécouvrir une femme, morte depuis

vingt-huit ans, au fort beau style elliptique, poétique (3). Les textes autobiographiques de H.D., et particulièrement le dernier, le Don, séduisent à la mesure de leurs qualités de style et d'une certaine étrangeté. Bien qu'ils soient nés du souvenir de H.D. et que, dans le Don, elle apparaisse sous son propre nom, Hilda, on ne saurait en attendre le récit plat, au jour le jour, d'une enfance dans une famille soudée et nombreuse, entre un père astronome, admiré de tous, et une mère incroyablement douée pour la musique.

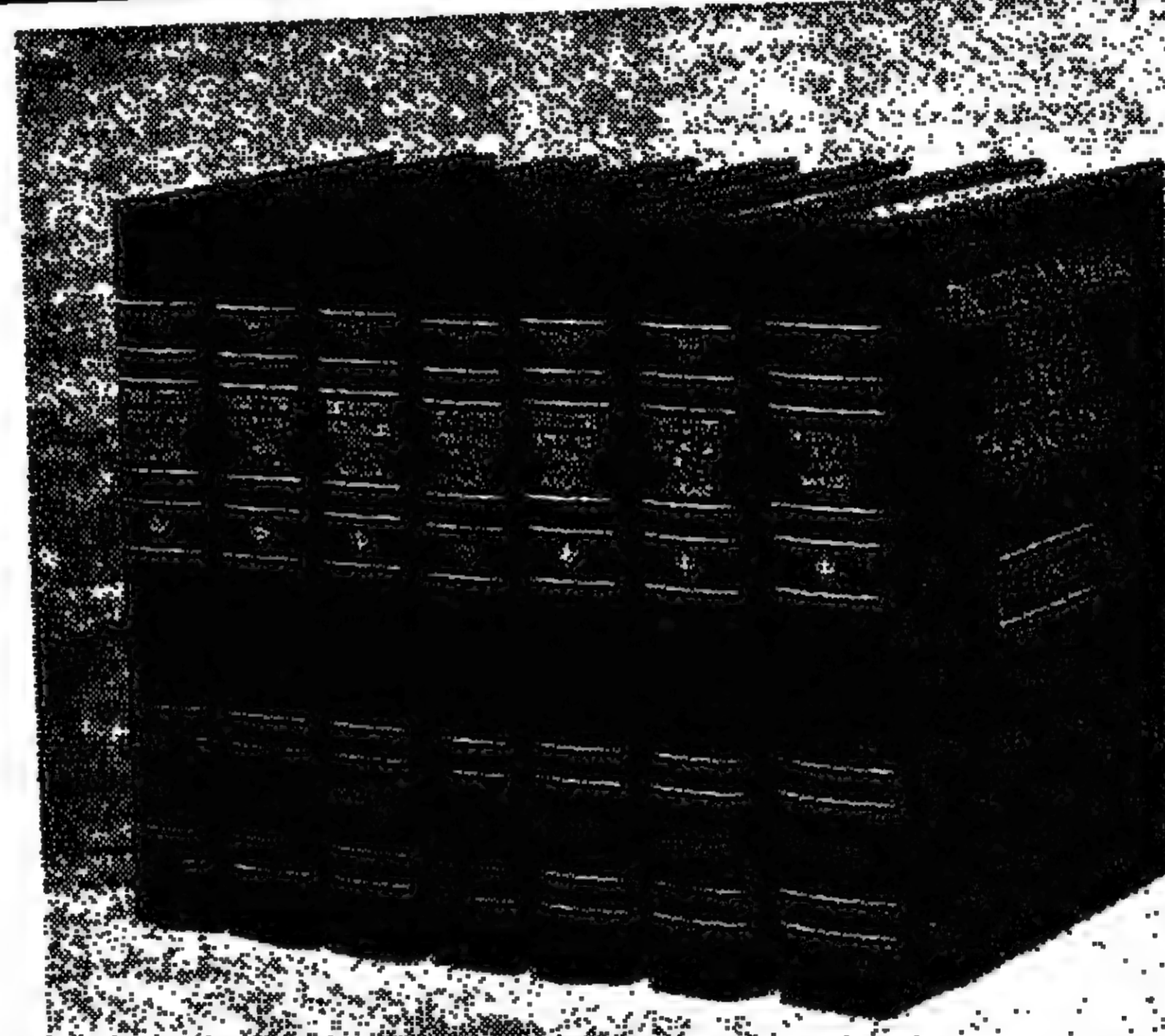
Auprès d'eux, Hilda souffrait de ne pas avoir « le don ». Mais elle n'y fait que des allusions, au milieu des bribes d'enfance qui lui reviennent et dans lesquelles elle tente de trouver un chemin. Elle s'égare à plaisir dans les méandres d'une famille fascinante. Elle aime à s'attarder sur des détails. Elle joue avec les mots, les images. Ainsi apparaît « Papalie », le grand-père, préparant devant ses nombreux petits-enfants l'argile, le coton et les allumettes avec lesquels il fabrique les traditionnels « montons de Noël », selon un rite immuable. « Maman », elle, a un peu perdu la tête après la mort de « Papalie ». Quand elle rend visite à ses enfants et petits-enfants, dans leur nouvelle maison — Hilda aime à rester près d'elle, à tenter de l'aider, de la rassurer, elle qui, désormais, s'ennuie dans les noms, et peut-être même dans les identités, de ceux qui l'entourent.

De tableaux en scènes de genre, de souvenirs violents en sensations fugaces, H.D. recrée merveilleusement une enfance américaine de la fin du siècle dernier. Parfois, de la fin du siècle dernier, dans un imperceptible glissement du temps, on se retrouve au moment où elle écrit, dans le Londres de la seconde guerre mondiale. Et quand le récit se termine, sur « la fin d'une alerte » à Londres, le regret s'ajoute au plaisir qu'on vient de prendre à la lecture. On aimerait suivre la jeune Hilda en Europe, voir Londres et Paris à travers ses images, retrouver des émotions et un regard à jamais perdus.

JOSYANE SAVIGNEAU.

* LE DON, de H.D., traduit de l'anglais (États-Unis) par Claire Malroux, éditions Des femmes, 200 p., 88 F.

- (1) Éditions Des femmes, 1987 (le Monde du 29 mai 1987).
- (2) Éditions Des femmes, 1986.
- (3) Après Hermione, Dis-moi de vivre a paru en 1987, toujours remarquablement traduit par Claire Malroux.



C'est la plus belle des Littres. Un monument de 7132 pages, enrichi des 5000 mots les plus récents de notre langue.

Devenu introuvable, voici le Littré somptueusement réédité.

7 volumes vraiment très précieux pour la Bible de la langue française.



Depuis 1865, on a constamment réédité ce fastueux travail sur la langue française. Œuvre d'une vie entière qui, du nom d'Émile Littré, fit un nom commun : le Littré. Mais jamais encore on n'avait apporté autant de soin à une réédition. Du travail de grand artisan pour le plus bel écrivain offert aux 85 000 mots qui irriguent notre culture.

Mots exhumés du passé, mots approuvés pour l'usage, mots savants, mots de la rue : tout est là. Définis comme jamais. Ordonnés impitoyablement du mieux possible. Juges supérieurs de tous les différends linguistiques. Mais sans rien de professoral. Chaque mot, ici, vit et est heureux de vivre. Constatment mis en situation dans le vif de la langue. Héros de centaines de milliers de citations dont chacune est une œuvre d'art.

Toute la légende des mots.

Montaigne et Bossuet, Voltaire et Musset, ou tel poète anonyme du XV^e, ont ainsi collaboré au Littré. Pour le faire lire comme un roman rayonnant de passion.

C'est le grand souffle chaud de toute la légende des mots. Un ouvrage tellement exceptionnel que, plus d'un siècle après sa parution, il garde ses grandes entrées dans chaque bibliothèque. Pour la place d'honneur.

Et plus encore aujourd'hui, avec son nouvel habit précieux. Sept livres où la richesse de l'édition s'est haussée au niveau de la richesse de l'œuvre.

Tirage limité ? Certes. Mais quel plus beau stimulant pour dire oui tout de suite, oui enfin, à ce fabuleux Littré.

Sans lequel, dans votre bibliothèque, une place à jamais resterait vide.

☐ Sept volumes in-quarto (21,5 x 28,5 cm). Reliure havane d'une pièce. Plats avec doublage mousse. Dos à 4 nerfs sautés avec pièces de titres couleur cernés de filets or. Titres et tranche supérieure dorés. Typographie d'époque.

CADEAU

Si vous renvoyez le bon de commande dans la semaine, nous vous ferons parvenir la très belle reproduction d'un lavis d'encre en couleurs de Victor Hugo : « Paysage aux trois arbres ». Cette gravure de 30 x 40 cm, réalisée sur velin d'Arches 100 % pur chiffon, est une véritable petite œuvre d'art, au tirage limité à 3.600 exemplaires tous numérotés. Et ce cadeau vous restera acquis, quelle que soit votre décision d'achat.

BON DE COMMANDE PERSONNEL

à retourner dès aujourd'hui à Littré/Encyclopædia Britannica.

Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75755 PARIS Cedex 15.

OUL, je désire recevoir le Grand Littré en 7 volumes édition luxe. Je vous adresse donc 95 F, soit les droits de réservation de ces 7 volumes que je vous prie de bien vouloir m'expédier. Je réglerai ensuite mon achat de la façon suivante (cocher la case correspondante) :

- ☐ Au comptant - Avec un règlement de 2215 F, complétant les droits de réservation. (Prix total des 7 volumes : 2310 F.)
- ☐ A crédit - En 18 mensualités de 135 F chacune. Soit 2430 F (dont frais de crédit : 215 F ; taux nominal : 11,93 % ; taux effectif global : 11,93 %) complétant les droits de réservation... soit au total 2525 F.

Veuillez alors me fournir les formulaires de prélèvement automatique (entièrement gratuits).

☐ Cpp ☐ Banque, ainsi que l'offre préalable de crédit.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____ Profession _____

Ville _____

Code Postal _____ Signature obligatoire _____

J'ai bien noté que je dispose de 7 jours à compter de ma date de commande pour renoncer éventuellement, en vous avisant par lettre recommandée A.R. Le montant de mes droits de réservation m'étant alors remboursé. Cette offre n'est valable que jusqu'à épuisement de la présente édition et ne concerne que la France métropolitaine.

Pour toute autre destination nous consulter.

GENÉALOGIE

MAGAZINE des ancêtres du XIX^e siècle au XX^e siècle.

• La généalogie : vint ou vingt ?

• Les réponses de Jean Guéhen

• L'ascendance de Paul et Camille

Chauvel : Gènes et Lorraine

• Pierre de Mascaret, l'espion de

Nicholau

• L'autorité des noblesses

• Les archives militaires

• La Carte généalogique de Tou

raine

• De l'astrologie, des conseils, etc.

Le rendez-vous de la généalogie

N° 68 - 26 F

Chez les principaux marchands de journaux

ou BP 92, 75522 PARIS Cedex 11

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

La vengeance d'Homère

★ LE DOSSIER H. d'Ismail Kadaré. Traduit de l'albanais par Jusuf Vroni. Fayard 214 p., 85 F.

★ POÈMES 1958-1988, d'Ismail Kadaré. Version française de Claude Durand avec la collaboration de Mira Mexi et Edmond Tupja. Préface d'Alain Bosquet, 126 p., 120 F.

★ ALBANIE. Guide Nagel, 208 p., 175 F.

DÉCIDÉMENT, Ismail Kadaré nous étonne à chaque livre. On savait quel poids d'humour, d'ironie et quel génie caractérise l'auteur du Général de l'armée morte, à travers plus d'une douzaine de titres — proses, essais, poèmes — publiés en français depuis près de vingt ans. On savait que les manuscrits que ce malin matou matois peaufine pour ses lecteurs, albanais ou étrangers, réservent, chaque fois, un plaisir de lecture où l'art du style, mûri d'un sens inné de la narration, se mêle à l'inattendu.

Cette fois, c'est un roman d'espionnage qu'il nous propose : le Dossier H. — toujours si limpide grâce à la qualité de son traducteur attitré Jusuf Vroni. Un livre terminé en décembre 1981 et qui précède de peu les vives attaques dont l'écrivain fut l'objet en 1982 lors d'un plénum de la Ligue des écrivains où on lui reprocha « son traitement subjectiviste des éléments historiques et son utilisation arbitraire des vieilles légendes albanaises ». (Le Monde du 29 mai 1982). Critiques auxquelles la raison d'Etat se devait de mettre un bâton, non seulement par amour de la littérature, mais parce qu'il est bien évident que Kadaré est le meilleur ambassadeur de son pays, un formidable propagandiste en faveur d'une Albanie solitaire, longtemps enfermée dans sa quasi-inaccessibilité.

Pour ce Dossier H., presque un vrai « polar » où les filous ne sont pas forcement ceux qu'on soupçonne, Kadaré, le « chantre de l'Albanie », use d'un ton très différent de ses autres livres, et s'il utilise là le trésor « inépuisable » des légendes albanaises, c'est pour mieux les retourner, d'un coup de poignet fort et précis, contre ceux-là mêmes qui auraient voulu en faire la religion officielle d'un Etat résolument athée. Un polar drôle, mordant, usant de la dérision comme d'un poignard pour dire, aussi, des choses qui lui tiennent à cœur. Sur les « albanologues », les patriotes,

les magnétographes, les policiers, les espionnistes, les Serbes, et aussi sur le Kosovo !

« On oublie trop souvent que le peuple albanais est, avec le peuple grec, le plus ancien d'Europe. Héritier des Illyriens, d'après ses archéologues et ses historiens actuels, il constitue une branche distincte et isolée dans la famille indo-européenne », écrit Alexandre Zotos dans l'indispensable introduction à l'Anthologie de la prose albanaise (Fayard, 1983), qui évoque largement la tradition orale de l'épopée telle qu'elle fut véhiculée pendant des siècles par les rhapsodes et les aèdes. « Un des couronnements de cette poésie populaire, poursuit Alexandre Zotos, nous est offert dans le grand cycle épique du Nord, qui raconte les exploits de Halil et de son frère Muji, peaux parmi les peaux. La force et le foisonnement de cette rhapsodie lui donnent l'envergure des plus célèbres poèmes épiques que l'Europe a vus naître, des récits d'Homère à la geste du Cid, en passant par les Nibelungen et la Chanson de Roland. Cette épopée consiste en un ensemble de poèmes qui se disent... mais ne se résument pas. » C'est dans les visions de cette tradition épique et légendaire et les paysages sauvages des montagnes, qu'Ismail Kadaré a tiré certains de ses récits. Et c'est à Homère, le voisin grec, auteur présumé de l'Illiade et de l'Odyssée, qu'il revient dans ce Dossier H. qui est un de ses romans les plus réussis.

« C'est par un jour morne, de ceux dont l'hiver comme à dessin semble vouloir gratter prioritairement les capitales des petits Etats arriérés, que parvint le courrier diplomatique. La Légation du Royaume d'Albanie à Washington accompagnait la demande de visa de deux Irlandais résidant à New-York d'une note annexée dans laquelle ceux-ci étaient d'abord qualifiés de « chercheurs de folklore », puis de « prétendus chercheurs de folklore ». (...) La note se terminait par cette remarque : « On ne saurait exclure que les deux visiteurs étrangers soient des espions »... Ainsi commence ce livre malin et drôle qui se passe non pas de nos jours, mais avant la guerre, sous le règne corrompu et « filé » du roi Zog, un temps où on se méfiait des étrangers qui ne peuvent être que « malfaisants »...

WILLY et Max, nos deux savants, ont demandé à rédiger pour un séjour de longue durée à N., bourgade perdue où l'autocar ne passe qu'une fois par semaine. Spé-



Ismail Kadaré et Homère (Musée du Capitole, Rome).



cialistes de « la question homérique », nos folkloristes souhaitent enregistrer les récits des rhapsodes qui chantent encore de ville en ville afin de mener des recherches sur la vieille épopée albanaise de la zone septentrionale dans cette région ancienne, « la seule au monde où on produise encore un matériel poétique similaire à celui d'Homère ». Leur arrivée (dûment annoncée au ministre de l'Intérieur, qui répercuta ses ordres auprès du sous-préfet de N., qui met en place tout son système de surveillance à distance des étrangers) remplit d'émotion tous les habitants : le personnel de l'Hôtel du Globe, puis celui de l'Auberge de l'Os de buffe, en pleine cambrousse, où ils préfèrent s'insouler ; les « indies » — Dul Lascopente, spécialisé dans le « guet auditif », et son collègue Pëter Frenushi, spécialisé dans le « guet oculaire » — car il n'y a qu'un seul indicateur parlant l'anglais dans tout le royaume, et Mukader cite Daisy, la femme du sous-préfet, nourrie de Flaubert et de Tolstoï, nymphomane bovarisque, fidèle par obligation puisque son mari est stérile...

Depuis plus d'un millénaire, Albanais et Serbes se chamaillent à propos de l'épopée antique, qui existe dans les deux langues — l'albanais et le serbo-croate, — chacun des deux peuples affirmant obstinément qu'il est, lui, le créateur de l'épopée (!) : en voulant ignorer ces hauts, convaincus de l'ancienneté de la présence albanaise dans la péninsule, nos « savants » irlandais ne se doutent pas du brûlot qu'ils représentent.

Croyant tout connaître du milieu qu'ils ont étudié en même temps que la langue albanaise, sans se rendre compte qu'ils parlent un langage « refroidi » que personne ne comprend plus — une langue qui équivaudrait à celle de la Chanson de Roland ! — ils ne saisissent rien du pays où ils se trouvent et croient que leur seule présence déclenche l'enthousiasme des habitants. « Ne croyez pas, vous, étrangers qui débarquez chez nous avec vos gros cigares et vos appareils, que vous pouvez faire ici ce qui vous chante, que vous pouvez disposer de tout à votre guise. Non, messieurs », avertit le sous-préfet. Ou peut-être aussi l'auteur.

L'auteur qui, cependant, semble avoir pris un malin plaisir à nous dépeindre l'ennui de la vie de province dans un milieu clos, les mœurs des fonctionnaires, des ministres, des policiers, à dénoncer le chauvinisme slave, — en vérité, sans fausse psychologie, il use de tous les registres, passant avec la même bonhôte des fantasmagories d'une bourgeoisie aux désopilantes rapports des flics, au style fleuri des « honoristes ». Mais sans nous laisser oublier le « problème politique concret » qui, depuis le quatorzième siècle, oppose les Albanais aux Serbes : le Kosovo. Mais n'oublions pas que le Dossier H. se passe il y a longtemps, du temps du roi Zog... De toute façon, Kadaré n'oublie jamais l'histoire, et les Editions Fayard annoncent,

pour l'an prochain, le gros roman de l'auteur sur la période chinoise, maciste de l'Albanie : le Concert.

Aussi connu dans son pays comme poète que comme romancier, Kadaré nous livre, en même temps, un choix de ses poèmes sur trente ans, vers amoureux, vers écrits en voyage (les Aveugles de Paris, la Sortie des visiteurs du Louvre, les Embarqueurs), vers patriotiques (Défense des Balkaniques par les Turcs dans la plaine du Kosovo (1389) : « Malheur à vous, langues stériles, aux déshonneur rabougries, aux alphabets sanguinolents ! Que de sang devra être versé pour rebâtir ce qui fut détruit ici même ! »). La langue fait barrage et l'on ne retrouve pas cette superbe prose, cette architecture des mots dont l'auteur lui-même ressent la fugacité, ces mots « comme les signes voués à disparaître », de l'incommunicabilité, « si d'aventure vous ne gardez plus souvenir des mots qui ne sont plus, des tiges déparées » (Epilogue aux futures générations).

L'ALBANIE serait-elle à la mode ? Les Editions Nagel — qui avaient publié les œuvres d'Enver Hoxha — viennent de sortir « le premier guide touristique consacré à l'Albanie » (qui, dans la langue du pays, se dit *Shipëri*). Manifestement rédigé et traduit en Albanie, ce guide semble indiquer cependant une volonté d'ouverture aux touristes et aux étrangers (« honoristes » ou non), malgré un pauvre équipement routier et hôtelier. On peut se demander, pourtant, ce que penseront les visiteurs et les Albanais eux-mêmes de la préface de Robert Escarpit — invitée pour la première fois en Albanie en 1964 — qui ne raconte que des hommes « simples, cordiaux et francs ». « Péniblement, lentement, mais sans jamais reculer d'un pas, ce peuple est passé de la misère à la pauvreté, de la pauvreté à une distance austère, de l'austérité à la joie de vivre », écrit-il, avant d'affirmer qu'Enver Hoxha « a pris grand soin de préparer sa succession », il n'y a pas eu d'après lui : à sa mort, la ligne albanaise a continué sans une hésitation.

Ce petit guide dépourvu de renseignements pratiques (à part les liaisons aériennes et un restaurant local, quel paradisiaque, comme un appel. Et si on y allait avec ou sans guide ?

(1) Dans un essai de 1980 *L'autobiographie en vers du peuple albanais*, Ismail Kadaré arrive à la conviction que le cycle de Halil et Muji, véhicule des souvenirs de la plus haute antiquité illyrienne.

"Une page pour papa,
une page pour maman,
une page pour tatie,
une page pour mémor..."



GRAND CONCOURS PLUME EN HERBE

A partir d'images parues dans Le Monde daté du 3 décembre, disponibles gratuitement dans les librairies et aux Editions Nathan, 9, rue Méchain, 75014 Paris (Minitel 3615 Nathan ou 3615 Le Monde), des enfants âgés de 9 à 13 ans écrivent une histoire. La plus belle deviendra un trait d'union.

NATHAN Le Monde



Leonardo Sciascia et le nombre 13

(Suite de la page 13.)

Alors Sciascia de recopier des vers du poète en prose : pour que rien ne se perde de leur folie et de leur atrocité, car la prose ne pardonne pas. Aven révélateur de sa méfiance à l'égard de la poésie, dont la cadence, la musique, la confirmation réciproque des rimes emportent l'adhésion du lecteur avant qu'il n'ait saisi le sens des mots.

Au demeurant, on sait que Sciascia eut pour D'Annunzio une grande et forte passion qui s'est éteinte lorsque, encore adolescent, il constata que le poète officiel de l'Italie était toujours du mauvais côté : du nationalisme, du fascisme — l'intrusion dans la Péninsule de la littérature américaine, dont les écrivains se servaient comme d'une arme contre le Duce, le libérant de la fascination qu'exerçait sur lui le chantre élogique de l'expansionnisme italien. Soit dit par parenthèse, Sciascia tient Malraux, dont il met très haut l'Esprit, comme une sorte de D'Annunzio tombé du bon côté...

Par ailleurs, dans cette constellation scintillante de références, d'allusions, d'analogies qui ne prennent que le temps de briller pour laisser la place aux suivantes ; dans ce tissu d'érudition hétéroclite qui enveloppe l'objet du récit — le procès de la comtesse Tiepolo — on dénicherait avec amusement certains événements contemporains du procès, comme la lettre circulaire de Marinetti contre le tango et Parsifal ; ou le théoricien de la mécanique et de la virilité fourrait dans le même sac la danse des marlous de Buenos-Aires et la musique du dieu païen de Bayreuth célébrant le vendredi saint !

On ne manquera pas de relever quelques observations sur le Parti socialiste, qui, selon Sciascia, se

prête, plus que n'importe quel autre parti, aux désaccords, discordes et schismes. « On peut claquer la porte avec la présomption d'être plus socialiste que le parti, note le Sicilien. Mais les cas ne sont plus rares où, en se déclarant plus socialiste et en quittant le parti, on dissimule le fait qu'on l'est moins ou qu'on ne l'est plus ».

Sciascia s'amuse, dans ce livre, et pas seulement lorsqu'il envoie des piques aux oracles des idéologies, ou que, avec sa minutie coutumière, il démonte les rouages machiavéliques de la justice : sans se départir de la gravité de son propos, qui est d'enlever les masques à l'aide d'un style régi par un souci presque maniaque de précision, il n'est cependant pas sans rappeler Labiche ou Courteline dans sa manière de raconter comment, pendant le procès Tiepolo, on en-vint à exiger le témoignage à la barre d'un expert en voyerisme de trou de serrure ! Et comment, la cour l'ayant trouvé et commis dans une aussi délicate affaire, l'expert en question, dans la posture qu'on imagine, voit sur le divan utilisé — pour les besoins de la reconstitution — le procureur en train d'embrasser le greffier !

Que l'on nous permette, ici, d'avouer que nous avons toujours imaginé Sciascia comme un monsieur éminemment éprouvé, le petit Gustave Flaubert, qui vient d'écrire à son camarade Ernest Chevalier : « Si tu veux nous associer pour écrire, moi j'écrirai des comédies et toi tu écriras tes rêves, et comme il y a une dame qui vient chez papa et qui nous conte toujours des bêtises, je les écrirai ».

La bêtise, voilà ce qui fascine Sciascia, comme elle a fasciné Flaubert. La bêtise, l'élément

insaisissable de la nature humaine. Le mal. L'ennemi de la vérité. « La Bêtise au front de taureau », dont parlait Baudelaire. La bêtise qui pousse l'esprit à s'inventer tout un système de ruses pour faire plier la vérité devant ses propres simulacres... Cette vérité pour le triomphe de laquelle il a toujours travaillé, quoique sans illusions sur son avenir, à en juger par la réponse qu'il fit un jour au chroniqueur qui lui rappelait que le Malraux de l'Esprit, lui, y croyait : « Au fond, j'y crois, moi aussi. Mais je crois que ce sera le mensonge ».

HECTOR BIANCIOTTI.

★ 1912 + 1, de Leonardo Sciascia. Traduit de l'italien par Claude Ambroise. Fayard, 126 p., 69 F.

L'Ère des Médiums

La Bêtise au front de taureau, de Leonardo Sciascia. Traduit de l'italien par Claude Ambroise. Fayard, 126 p., 69 F.

autrement

Baxter.



LE FESTIVAL DU FILM FANTASTIQUE D'AVORIAZ

« Baxter », de Jérôme Boivin

Vu d'un chien

Un chien qui pense, se parle, et n'aime guère ses maîtres ni les hommes. Un vrai film d'auteur.

Adorateurs de la nature, amis du genre humain, protecteurs des animaux, fervents du toutois frisé, du caniche et du basset, laissez ici toute espérance et tremblez. Baxter arrive, l'abominable chien qui pense. Tiré d'un roman de Ken Greenhall, *Des tueurs pas comme les autres*, le scénario de Jacques Audiard ne fait pas de quartier. Présenté au Festival d'Avoriaz, ce n'est pas vraiment un film fantastique ou d'horreur. Plutôt un conte moral, démolissant par moments, mais d'une férocité tonique et nécessaire.

Baxter est un bull-terrier blanc, un de ces chiens à la chair compacte comme du thon, blanc comme du marbre, les yeux en boutons de botine sur un long museau d'obus. Baxter pense et se parle (par la voix de Maxime Leroux), il observe les humains, à commencer par la vieille femme à qui il est offert. Il est perplexe, pas content d'avoir tellement besoin de la compagnie des hommes, contrairement aux chats et aux oiseaux, qui eux se foutent de tout.

Et puis surtout, vu d'un chien, les hommes sont bizarrement dégoûtants. Baxter n'aime pas la ville ni le vieux monsieur qui lui fait une cour amicale. La vieille a des gestes louches (« J'ai cru que c'était pour me manger qu'elle me regardait »), sinon absurdes quand elle oblige le

chien à la rejoindre dans la baignoire (« On est bien forcé d'avoir des pensées contre nature »).

Baxter passe de longues heures aussi devant la fenêtre à regarder de l'autre côté de la rue un jeune couple faire l'amour. Il n'en peut plus de désir pour la jeune fille qui sent si bon. Finalement, elle est enceinte et met au monde une créature molle, écœurante, un bébé que, lui, Baxter, projette illico de zigouiller discrètement. Méchant, le chien ? Mais non, à peine humain. Il n'y a qu'à regarder le petit Charles, un délicieux bambin d'une douzaine d'années qui est très sérieux, très sage, passionné par la chute du III^e Reich, et qui reproduit dans une décharge publique le bunker de Hitler à Berlin.

Qui est le plus affreux ? Le chien ou l'enfant ? Le tord de Baxter est d'avoir trop volontiers obéi à l'enfant. « N'obéissez jamais », disent Bolvia et Audiard, c'est mauvais pour tout le monde, cela crée des chiens martyrs et des maîtres bourreaux.

On pourra reprocher à Audiard de voir l'humanité sous un jour sombre. A-t-il vraiment tort ? Il est sain de rappeler parfois que les enfants ne sont pas tous des bons anges ni les chiens domestiques des éponges sentimentales. Jérôme Boivin signe là, en tout cas, un premier film très original, dérangeant et subversif, un vrai film d'auteur, du premier coup.

MICHEL BRAUDEAU.

Baxter, l'homme



AVORIAZ de notre envoyée spéciale

A Avoriaz, où a lieu le dix-septième Festival du film fantastique, il y a des bons films (on a accueilli avec intérêt, mardi soir, *Faux-semblants*, de David Cronenberg) et une star, une vraie. On l'a vu dès le matin de son arrivée.

Une conférence de presse avait attiré une assistance nombreuse. Une brochette de Japonais affables et cérémonieux annonçaient longuement la naissance pour 1990 d'un festival cousin de celui d'Avoriaz à Yubén, une ville minière du nord de leur pays connue pour sa culture du melon. L'intérêt était poli et le discours benoît. Lorsque, soudain, à entra, Musclé, pille, la mâchoire volumineuse et l'œil bridé. La foule aussitôt l'acclame. « Baxter ! Baxter ! »

C'était Baxter. On voulait le toucher, lui parler, l'entendre penser. Mais on n'en eut pas le loisir. Son garde du corps — pardon ! son dressage — le récupéra vite. Car on le sut bientôt : Baxter ne réapparaîtrait que le lendemain pour tourner une seule et unique émission de télévision diffusée au « Journal de 20 heures ».

Et c'est TF 1 qui s'en était assuré l'exclusivité. Alain Bénéni avait obtenu ce privilège tout simplement parce qu'il avait

persé à le solliciter. Rage des confrères, cameramen dissimulés derrière les sapins, paparazzi déchaînés comme s'il s'agissait de la rentrée de Marlon Brando.

Et Baxter ? Baxter, bull-terrier comme on sait, vivait cette agitation avec une placidité confondante. Il s'appelle en vérité Chimbrot Callaghan, né il y a quatorze mois, de mère allemande et de père anglais. Ses ancêtres gardaient les tanneurs. Le dressage s'est tant attaché à Chimbrot que le jeune producteur Patrick Godeau, propriétaire de la vedette, n'a pas eu le cœur de le lui reprendre. Le dressage confirme les dons de comédien du beau bull. Oui, mais voilà, depuis la fin du tournage, Baxter a tout oublié, comme s'il occultait cette période un peu stressante de sa vie. Il ne répond plus aux ordres, il s'affale : on le prie de s'asseoir, il se lève, et vice versa. Un cercle de techniciens, de photographes, l'entourent, agitant devant son nez des lambeaux de nourriture sanguinolente ; on voudrait qu'il prenne une expression plus guêlée, on essaie de lui parler dans sa langue : douze personnes qui aboient sous le soleil et même un qui miaule, c'est ridicule.

Baxter, lui, est toujours aussi digne, paisible, peut-être un peu gougeonard. Indifférent aussi, Baxter, l'homme...

DANIELE HEYMANN.

Rencontre avec David Cronenberg

Faux-semblants et jumeaux



Fasciné par les mystères du doublement et de la gemellité, David Cronenberg, maître du cinéma fantastique, a présenté *Faux-semblants*, histoire tragique et angoissante de deux merveilleux jumeaux.

En 1975, dans un appartement huppé de Manhattan envahi d'une crasse désespérée, la police découvrait deux cadavres que la pourriture avait soudés l'un à l'autre. Il s'agissait de deux jumeaux, tous deux gynécologues. L'enquête de leur mort n'a jamais été éclaircie, mais ce fait divers, qui a donné lieu à un roman, ne pouvait que fasciner David Cronenberg (*Frissons*, *Videodrome*, *Dead Zone*, *Scanner*, *la Mouche*). Entre la *Mouche* et ce dernier film, *Faux-semblants* (*Dead Ringer*), il s'est passé deux ans, et plus longtemps encore entre le moment où David Cronenberg a connu l'histoire et celui où il a pu la tourner. Une dizaine d'années avec ces images dans la tête ? « Je n'y pensais pas à chaque minute », dit-il, angélique.

David Cronenberg est un maître du film fantastique parce que rien ne l'intéresse tant que l'irrationnel. « La logique du rêve », dit-il, plus exactement celle de l'imagination libre. Et aussi parce que cet homme au visage lisse d'adolescent, au sourire doux et même un peu triste, cet homme né sous le signe des Poissons en 1945 est obsédé par la dégradation des chairs, à la manière des artistes du Moyen Âge qui sculptaient les figures épouvantables et magnifiques des gargouilles.

Dans *Faux-semblants*, il n'y a pas de monstres — le double rôle des jumeaux est tenu par le très séduisant Jeremy Irons — la peur arrive par la vision d'instruments chirurgicaux aux formes harmonieuses, mais démesurées, qui pourraient avoir été inventés par un Grand Inquisiteur particulièrement pervers. David

Cronenberg ne les a pas dessinés, mais les a minutieusement décrits, et en a surveillé de près la fabrication. « Les vrais instruments ne sont pas moins terrifiants, ceux là sont seulement un peu exagérés. A la fin, ils ne servent plus à la gynécologie... »

A la fin, ils servent à une sorte de meurtre rituel. Le destin des jumeaux s'accomplit. « Il s'agit d'une tragédie classique, synchrone, ils n'ont besoin de psychanalyse. On voit les jumeaux enfants, pas leurs parents. Ce serait un autre film. Ce qui

compte, c'est le mystère des jumeaux, de leur destin indissociable. Ils ne peuvent s'échapper l'un de l'autre, forment un couple pour lequel le divorce est un « impossible suicide ».

« Ils sont un, ce qui leur donne de la force quand ils sont enfants, et les rend vulnérables à l'âge où il devient nécessaire de se définir. A première vue, l'un paraît plus solide que l'autre, plus cynique. En fait, ils sont complètement synchrones. Ils n'ont besoin de psychanalyse, ni d'homme ni de femme. J'ai voulu entrer dans cet univers clos

qui est le leur, régi par des lois strictes, soumis à des interdits. Pour y entrer, pour essayer de comprendre, je devais faire ce film. Les jumeaux qui l'ont vu ont retrouvé quelque chose de leur vérité ».

Les jumeaux de David Cronenberg s'enferment dans leur univers trop cohérent, s'emprisonnent dans une vie de couple poussée jusqu'à la névrose. Ils commencent par penser qu'ils ont affaire non pas à des patientes, mais à des mutantes. Ils finissent par se droguer, manière de se protéger du monde extérieur.

David Cronenberg a voulu comprendre ce phénomène dont on sait seulement qu'il existe : deux corps, un même esprit. Et, à travers ce couple « anormal », comprendre peut-être les liens de l'amour, la route de l'amour à la mort. Ses héros étant gynécologues, on peut imaginer qu'il a cherché à mettre en scène les mystères de la vie, de la création. Mais ses jumeaux sont spécialistes de la stérilité. Ils s'accouchent pas, ils seignent. Est-ce une punition de David Cronenberg ? Un tabou difficile à transgresser ? « Vous avez peur des instruments chirurgicaux à cause de ce qu'ils évoquent. Moi aussi, vous savez. » (Mais dans la *Mouche*, il apparaissait en accoucheur dans une séquence de cauchemar.)

La plus grande difficulté pour monter la production du film est justement venue de ce que représente la gynécologie, de ce qu'elle remue profondément. Les studios ont suggéré à David Cronenberg de faire de ses jumeaux des avocats. « C'était impossible. Le pouvoir exercé sur les femmes par les gynécologues est unique, il est tellement plus fort. Il est physique, il est d'ordre sexuel. J'ai entendu parler de jumeaux avocats. L'un d'eux est mort dans un accident de voiture. L'autre, qui n'était pas marié, a pris sa place auprès de sa femme et de ses enfants. Il a commencé à boire, à se droguer, à se détruire comme eux... »

Aurait-il été fasciné de la même façon si les jumeaux dont il a appris le drame n'avaient pas été gynécologues mais avocats ? Il hésite, et avec son sourire d'enfant il dit : « non ».

COLETTE GODARD.

ARTS

Sculpteur animalier

L'autre Bugatti

Dans la famille Bugatti, à Milan, dans les années 1880, on avait le goût des prénoms héroïques et rares. Le père, peintre de son état, se s'appela Carlo, chose banale. Mais son fils aîné fut précoquément Rembrandt — et le second Ettore, ce qui est moins singulier mais ne manque pas de grandeur tout de même. Ettore a inventé les admirables automobiles et les moteurs prodigieux qui défendent désormais le nom de Bugatti contre l'oubli. Rembrandt, lui, fut non pas peintre, malgré son prénom, mais sculpteur animalier.

C'est à lui qu'un hommage est rendu aujourd'hui. On peut voir exposé — plutôt mal hélas ! sur des socles de fer laqué rouge affreusement indécents — la collection de bronzes réunie par Alain Delon. Tous ont été exécutés dans les années 1900-1910 à Paris (Bugatti y avait émigré très tôt et il s'y donna la mort en 1916, à trente et un ans). Ce sont pour l'essentiel des pièces de taille modeste, ennemies du monumental. Sur un socle, un animal, deux parfois, se dressent, immobiles, les pattes raidies, le corps de profil. Par souci de l'observation sans doute, car se serait sinon par impu-

sance, Bugatti fige la sculpture animalière.

Cet héritier lointain, très lointain, du grand Bayre se refuse aux extravagances qui font la beauté des combats que le romantisme excellait à modeler. Bayre et Cain lui-même exaltaient l'élan, la force, la sauvagerie et la monstruosité. Leurs fauves enlucés, leurs serpents aux anneaux épornés, faisaient trembler et rêver quand les lions et panthères de Bugatti défilent à la queue-leu-leu comme des animaux de cirque ou de jardin zoologique. L'exactitude de Bugatti ne rachète pas la banalité et la platitude de ses compositions.

Ses ambitions encyclopédiques n'y réussissent pas mieux, qui l'ont poussé à ne négliger aucune espèce, du kangourou au bison, du jaguar au daim. Il décrit, il énumère des caractères morphologiques, il imite des pelages, il détaille des anatomies. Mais de là à faire œuvre de sculpteur... Il a beau triturer les surfaces pour leur donner un peu de relief, il a beau user plus tard d'un peu de géométrie paracubiste, ses figurines restent des figurines, quelque chose comme des dessins de cheminée à la Frémiet, luxueux et exotiques, sans autre intérêt que celui, tout historique, de témoigner de la persistance de l'académisme décoratif dans les premières années du vingtième siècle.

PHILIPPE DAGEN.

★ Galerie Ch. et A. Bailly, 25, quai Voltaire, jusqu'au 10 février.

LETTRES

● M. Michel Debré reçu à l'Académie. — L'Académie française devait recevoir sous la coupole, jeudi 19 janvier, M. Michel Debré, élu le 23 mars 1988 au fauteuil précédemment occupé par le duc Louis de Broglie, mort le 19 mars 1987. Les textes des discours prononcés par le nouvel académicien et par le professeur Jean Bernard, chargé de l'accueillir, seront publiés dans le *Monde* des 22 et 23 janvier.

« Le Moine noir », d'Ivan Dikhovichni

Le fantôme de la vérité

Remarqué au dernier Festival de Venise, ce prototype du genre fantastique en Union soviétique a reçu le prix Georges-Sadoul du meilleur film étranger.

Le cinéma soviétique a toujours entretenu avec les œuvres de Tchekhov des relations privilégiées. Mais le *Moine noir* n'a rien à voir avec les adaptations d'Andrei Konchalovsky et de son frère Nikita Mikhalkov, pour ne parler que de celles-là. L'histoire contée est très sombre, à la limite du fantastique. Obsédante aussi, avec un héros au bord de la folie. Il s'appelle Kovrine, il a une quarantaine d'années (le personnage est joué par l'acteur Stanislav Loubchine). C'est un homme considérable, important. Dans une villa, près d'une rivière avec un grand parc, où il a passé son enfance, il rencontre une jeune fille, Tania (Tatiana Dourbicht). La maison trouble Kovrine. On dirait un décor haïnt. Et il pense

à la légende du moine noir qui, mille ans auparavant, a traversé les déserts, quitté la Terre et doit revenir chez les hommes.

Un soir, Kovrine voit le moine noir. Celui-ci lui parle du génie, de vérités éternelles. Personne d'autre ne le voit ni ne l'entend. Tania, qui est maintenant l'épouse de Kovrine, cherche en vain à retiens son mari à l'orée de la folie.

Magnifique spectacle poético-onirique, sur les vertiges de la raison et le libre-arbitre. Le réalisateur, Ivan Dikhovichni (un nom à retenir, incontestablement), a été l'élève de Tarkovski et lui rend hommage, sans rien perdre de sa personnalité. Les mouvements de caméra suggèrent le surnaturel dans un espace réel soudain investi par des forces invisibles. L'apparition de Tania dans les lilas, les visions du passé, les mots redits comme une mélodie, entraînent dans un « ailleurs » qui est l'autre côté de la vie. L'esthétique concertée ne doit pas masquer l'importance de ce film. Rien n'est trop beau pour parler du destin et de la liberté.

JACQUES SIGLIER.

the 301 vry

JUSQU'AU 5 FEVRIER

LES MOMENTS HEUREUX D'UNE REVOLUTION

MISE EN SCENE CATHERINE DASTÉ

TEXTE ET MUSIQUE MICHEL PUIG

RESERVATIONS 46.72.37.43

COMPAGNIE CATHERINE DASTÉ

(Publicité)

Pour répondre à l'initiative du journal le Monde, l'ORCHESTRE de RENNES, direction Claude Schnitzler, donnera deux concerts au profit de « Armée Reconstruction »

AU PROGRAMME

Anton von WEBERN, Symphonie opus 21 - J.S. BACH, Concerto pour piano en ut majeur - Concerto pour piano en ut mineur - Richard STRAUSS, « Metamorphosen »

Philippe CORRE et Edouard EXERJEAN : pianos

Claude SCHNITZLER : direction

Le 19 janvier à 20 h 30, Centre culturel de Vitry

Le 20 janvier à 20 h 30, Théâtre de la Ville de Rennes

Les villes de Vitry et de Rennes reverront les recréations et les musiciens de l'Orchestre s'adonneront leur concert au profit de l'association « Armée Reconstruction »

Culture

JAZZ

Jean-Louis Chautemps et Martial Solal en duo

Rencontre de l'improvisation et de la science

Rare en scène, Chautemps se produit en duo avec Martial Solal. Dans son dernier disque figure un dialogue éblouissant entre le saxophoniste féroce d'ordinateurs et le pianiste le plus complet de ce temps.

« En disque ou en concert, les deux artistes se produisent différemment. Le disque est fait à l'ordinateur. Ça donne l'impression qu'on est en duo, mais c'est une sorte d'illusion d'optique. L'illusion du point de vue de la réalité immédiate, j'entends : c'est-à-dire que les astrophysiciens le savent mieux que nous.

« Ce n'est qu'une impression de duo au sens où avec Martial Solal nous n'avons pas enregistré côte à côte, en présence, mais successivement chacun à notre tour et en tra-

vaillant sur les pistes d'un magnétophone, par ajout, par retrait, par superposition, grattage, etc. Sans pousser le paradoxe, il est clair que nous parvenons ainsi à une proximité, à une exactitude que l'improvisation de la rencontre ne permet pas. Nous sommes réellement dans un dialogue plus profond.

« La procédure est simple. Dans le disque, j'ai commencé par enregistrer une partie d'accompagnement à l'ordinateur (basse, batterie et solo (provisoire) au ténor. Martial Solal a alors à son tour gravé le thème et son solo de piano. Le tout sur un magnétophone multipiste, évidemment. Après quoi, j'efface mon solo provisoire. Je relève sur partition l'improvisation de Solal et je compose pour la doubler une nouvelle partie de ténor, selon la technique dite d'improvisation simulée. Pour retrouver l'illusion de la rencontre spontanée, en l'accentuant, je reprends ses phrases avant ou après lui.

« Le thème est de facture classique et comporte trente-deux mesures : ce sont les choros qui sont travaillés - on peut dire traf-

qués, mais il s'agit plutôt de méthode. A la fin, tous les échafaudages (rythmique, accords, synthèses, lignes de basse) sont retirés. Il ne reste plus que les parties de saxophone et de piano (parfois dédoublé ou triplé). Ce n'est rien d'autre que la technique ordinaire du studio, celle qu'on emploie aujourd'hui dans tous les genres, jazz, variété, classique, mais cette technique est portée à la hauteur d'une recherche, d'une esthétique, si l'on veut.

« Le résultat ? L'échange et la musique sont évidemment plus élaborés que dans l'improvisation spontanée. Mais, surtout, la démarche est - contrairement à ce que l'on croit - une impression rapide - plus avanturée. Même si ça n'apparaît pas à l'auditeur, le cadre rythmique que l'on retire au dernier moment permet un rendu d'une extrême exactitude. On peut risquer beaucoup plus, aller plus loin. On peut se consacrer au son avec plus de liberté. Et il reste possible de pousser l'expérience plus loin : je voudrais aller vers des phrases beaucoup plus folles et toujours plus exactes.

« C'est que la musique continue de s'apparaître comme une science avant d'être un art. L'enregistrement séparé supprime tous les inconvénients d'une « séance » traditionnelle : les contraintes de tout recommencer pour une seule partie imparfaite, les fuites de temps et d'énergie. On se retrouve plus libre.

« En dernière instance, l'ordinateur joue tout. Il déclenche les synthèses. Au début, on peut faire en somme tourner l'objet comme de la sculpture, enlever ici, rajouter de la matière là. Il est en somme possible de procéder comme les peintres, avec des couches successives, même celles qui ne sont pas faites pour être vues comme chez Poliakoff, des pontages, des ajouts ou des grattages... »

Propos recueillis par FRANCIS MARMADE.
★ Petit-Journal Montparnasse, le 19 janvier, 21 h 30, Tél. 43-21-56-70.
A. Marie-Guénod, Turcy, le 21, 21 heures. Tél. 60-05-51-63.
★ Discographie : Chautemps, CARCD 14.

La polémique sur l'Opéra Bastille

Pour Barenboïm

(Suite de la première page.)

Ne revenons pas sur le débat qui a entouré la décision de construire un nouvel Opéra de Paris. Mais j'ai considéré comme étant de mon devoir, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, d'assurer la continuité de l'Etat. Le chantier était si avancé qu'il était devenu impossible de l'arrêter ou d'envisager une réorientation fondamentale du projet sans se résigner à un gaspillage des fonds publics.

J'ai donc proposé au gouvernement, qui a approuvé ma suggestion, d'achever la réalisation de l'équipement. La décision prise confirmait pour l'essentiel le programme de construction ; elle permettait de préserver les espaces destinés à l'aménagement de la salle modulable et à l'édification des ateliers de décors - ces deux composantes du programme ayant été confirmées par la suite.

Il était tout aussi difficile, compte tenu des contraintes héritées du passé, de définir un projet artistique réaliste, cohérent et ambitieux. Or on ne peut que souscrire à l'objectif de rendre l'art lyrique accessible au plus grand nombre. Mais il ne suffit pas de sautiller sur son fauteuil en profitant des incantations sur la « démocratisation du lyrique ». Faux et triste débat que celui de « l'Opéra populaire ». Le seul véritable objectif doit être de redonner à l'Opéra de Paris une place de tout premier rang dans l'art lyrique, la musique et la danse. Quelle vision élitiste que de contester les opéras les plus célèbres sous le prétexte qu'ils ont été composés au dix-huitième siècle ou qu'ils sont chantés en allemand ou en italien ! Don Juan ne serait-il pas un opéra « populaire » ? Etrange

expression de mépris à l'égard de ceux que l'on prétend flatter.

Trois principes ont guidé notre action :

— Faire de la Bastille l'outil performant de production et de diffusion de l'art lyrique qu'elle doit être en y concentrant l'ensemble des moyens artistiques correspondants ;

— Préserver la tradition au palais Garnier, en y maintenant une activité lyrique, sous forme d'accueil de spectacles ;

— Valoriser le ballet de l'Opéra de Paris, appelé à rester au palais Garnier conformément au vœu des danseurs, tout en lui ouvrant aussi la scène de la Bastille.

Pour atteindre cet objectif ambitieux, j'ai constitué une équipe au talent incontestable. On ne s'improvise pas dans la responsabilité artistique, technique, administrative ou financière d'un équipement aussi lourd. Convaincu de la nécessité d'un pouvoir artistique fort, j'ai décidé, dès juillet 1987, de confier la direction artistique et musicale de la Bastille à Daniel Barenboïm, l'un des plus prestigieux chefs d'orchestre de notre temps, qui sait allier à un haut degré virtuosité et enthousiasme. Nous nous sommes aussitôt mis d'accord sur l'esprit de la programmation à établir pour les premières saisons : tirer le meilleur parti des forces artistiques existant à l'Opéra de Paris en les faisant travailler avec des chefs, des metteurs en scène, des chanteurs de réputation internationale.

Pour administrer cette entreprise, j'ai fait appel à Raymond Soubie, qui présidait déjà aux salles Garnier et Favart, réputé pour son esprit

d'analyse et son sens du dialogue. Avec le concours de l'ensemble des dirigeants et des personnalités, il a su maintenir la paix sociale dans un contexte difficile, amorcer les transitions nécessaires et conforter la fréquentation du Palais Garnier.

Rudolph Nouriev à la direction de la danse, Jean-Albert Cartier à la direction du palais Garnier, Eva Wagner-Pasquier à la direction de la programmation complétaient cette équipe de vrais professionnels.

En quelques mois, celle-ci a accompli un formidable travail, réussissant à bâtir un programme de spectacles d'une exceptionnelle qualité pour trois saisons (période de montée en puissance, faut-il le rappeler ?) qui fera-t-on croire qu'une programmation d'équipements aussi révolutionnaires puisse parvenir sans délai à un nombre élevé de représentations ?

Aujourd'hui, ce projet est réduit à néant. En trois mois, à la supériorité du milieu artistique international, l'équipe a été dissoute, la programmation déjouée, les talents découragés. L'Opéra de Paris est de nouveau en quête d'un projet artistique pour lequel on ne lui propose, comme voici six ans, que des *a priori* dogmatiques et des illusions.

Car, ne nous y trompons pas, le prétexte de « l'Opéra populaire », remis en avant pour justifier les excès, ne saurait cacher la réalité économique de l'art lyrique dans le monde. Bien sûr, la salle de la Bastille pourra accueillir 2 700 spectateurs, beaucoup plus que le palais Garnier, à des tarifs deux fois moindres qu'aujourd'hui. Mais, sauf à vouloir faire fi de la qualité, le coût des productions lyriques sera toujours le même.

Il est faux de faire croire que la rémunération d'un responsable artistique serait le cœur du débat. Chacun sait qu'un tel contrat a ses équivalents dans la vie artistique nationale et internationale, et même dans beaucoup d'autres disciplines. N'oublions pas que la même personnalité est appelée à exercer à la fois les fonctions de directeur artistique et de directeur musical. Le véritable enjeu est là : c'est celui de l'équilibre du pouvoir au sein d'une institution culturelle majeure. Je suis convaincu, pour ma part, que la condition du succès est la primauté d'un pouvoir artistique fort, seul à même de donner cohérence et intensité à une programmation, identité et rayonnement à un théâtre. Les exemples abondent : Peter Brook aux Bouffes du Nord, Patrice Chéreau aux Amandiers, Roger Planchon à Villeurbanne, Antoine Vitez à Chailly hier et à la Comédie-Française aujourd'hui, et tant d'autres encore.

C'est dans moins d'un an que l'Opéra Bastille devra présenter ses premières productions. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus rien du calendrier ni de la programmation.

Il est urgent que les scènes lyriques nationales retrouvent la sérénité que le fermeté de la réussite. Il est temps que les pouvoirs publics, curieusement silencieux à présent, prennent les responsabilités qui sont les leurs. Comme leur demande la communauté artistique internationale, il faut sans délai rouvrir le dialogue avec Daniel Barenboïm en respectant les engagements pris envers lui, alors unanimement approuvés, quant à ses fonctions au sein du nouvel Opéra.

C'est la signature de la France qui est aujourd'hui en cause.

FRANÇOIS LÉOTARD.

Communication

Un an de concurrence entre les chaînes

Plus de téléspectateurs, moins de fidèles

Les Français sont de plus en plus nombreux devant leur téléviseur chaque jour, mais restent moins longtemps à l'écoute de chaque chaîne. Ces spectateurs infidèles par jour, selon l'enquête téléphonique de Médiamétrie (1).

L'audience cumulée de la télévision en général était chaque mois de 1988 (sauf en mars) supérieure à celle des mêmes mois de 1987. En décembre dernier, 86,3 % des Fran-

105 minutes pour A 2, 89 minutes pour la 5, 84 minutes pour Canal Plus, 74 minutes pour M 6, et 62 minutes pour FR 3.

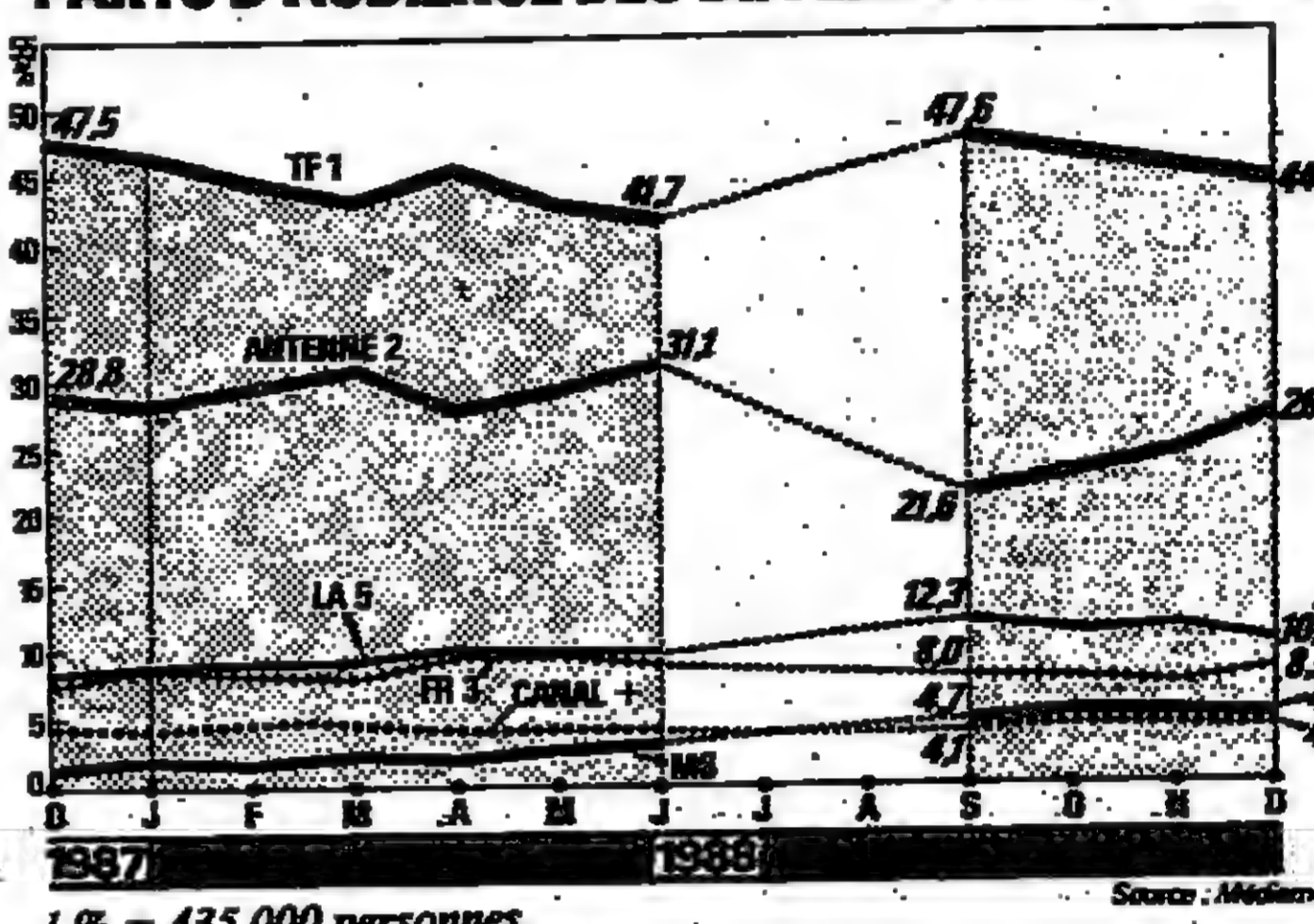
Cette évolution contraste avec l'audience cumulée et durée d'écoute regardant le petit écran 225 minutes par jour, selon l'enquête téléphonique de Médiamétrie (1).

L'audience cumulée de la télévision en général était chaque mois de 1988 (sauf en mars) supérieure à celle des mêmes mois de 1987. En décembre dernier, 86,3 % des Fran-

DURÉE MOYENNE D'ÉCOUTE PAR JOUR (en minutes)



PARTS D'AUDIENCE DES DIFFÉRENTES CHAINES



1 % = 435 000 personnes.

çais de plus de quinze ans ont regardé la télévision un jour moyen de lundi au dimanche, contre 84,7 % en décembre 1987. TF1 était la plus regardée, avec 64,6 % d'audience cumulée, suivie par A 2 (49,7 %), FR 3 (27,1 %), la 5 (23,3 %), M 6 (12,6 %) et Canal Plus (9,6 %).

M 6 a dépassé Canal Plus au cours de l'année. De fait, toutes les chaînes ont progressé, en audience cumulée, depuis un an. En revanche, la durée moyenne d'écoute par spectateur progresse très peu en général : 227 minutes par jour en décembre 1988 contre 225 minutes en décembre 1987, avec une pointe à 236 minutes en février 1988. Sur tout, cette durée d'écoute diminue pour chaque chaîne en un an, sauf pour M 6. En moyenne, en décembre 1988, un spectateur de TF1 regardait ainsi sa chaîne 134 minutes dans la journée, les chiffres correspondants étant de

entre les évolutions d'Antenne 2 et TF1. A l'automne, la grande chaîne publique a réussi à inverser un mouvement de baisse qu'elle avait fait connaître jusqu'à moins de 22 % du marché en septembre. Cette remontée s'accompagne d'une baisse quasi symétrique de TF1 : tout se passe comme si les deux premières chaînes se livraient à une concurrence en duo, sur un marché principal, alors que les autres chaînes, même si leur part globale progresse, sont cantonnées à un affrètement de deuxième ordre en septembre. Cette remontée depuis septembre, M 6 a dépassé Canal Plus, alors que FR 3 réduit son retard face à la 5, grâce notamment à une meilleure audience cumulée.

M.C.I.

(1) Dite « 55000 », car elle interroge 5 500 personnes par mois (sauf l'été) représentatives de la population française de plus de quinze ans.

M. Guisez vend ses parts d'UGC

M. Péby Guisez, l'un des quatre actionnaires familiaux d'UGC, vient de céder, pour 100 millions de francs environ, les 10 % du capital qu'il détenait, à la Générale des eaux et à Paribas. La première, entrée en février 1988 dans le tour de table de la compagnie cinématographique, détient désormais 27 % du capital et Paribas, 14 % environ. Les trois familles demeurant actionnaires - Hellmann, Puren et Verrecchia - gardent toutefois le contrôle d'UGC, via une structure en holding, avec 51 % du capital et 58 % des votes. « Nous sommes dans une logique de partenariat, pas de filialisation », explique le président de la compagnie, M. Guy Verrecchia. Ni Paribas ni

la Générale des eaux ne détiennent

chacun la minorité de blocage. Malgré la crise du cinéma, UGC ne se porte pas mal. Son chiffre d'affaires dépasse le milliard de francs et s'équilibre entre plusieurs activités : les salles (400 millions), la publicité (250 millions), la coproduction et la distribution de films (250 millions), la gestion de droits audiovisuels (100 millions), auxquels il convient d'ajouter d'importantes productions audiovisuelles. Le bénéfice s'élevait à 20 millions de francs. Vendeur pour « convenance personnelle », M. Guisez demeure directeur général de la filiale de droits audiovisuels - UGC-DA - dont la Générale des eaux et Paribas détiennent respectivement 7 et 14 %.

EN BREF

Deux nouveaux responsables de l'information à RMC et à RFI. — Radio-Montecarlo et Radio-France Internationale ont procédé aux nominations respectives de leur responsable de l'information. Alain de Chalvron, actuellement correspondant permanent de RFI à Washington, devient directeur de la rédaction de RMC. Né en 1951, il était entré à RFI en 1977, et devenu rédacteur en chef en 1983. Pierre Cayrol, aujourd'hui chef du service étranger de France-Inter, devient quant à lui directeur de l'information à RFI. Né en 1946, et entré à l'Agence France-Presse en 1973, il y occupe notamment de nombreux postes à l'étranger avant d'être nommé en octobre 1988 chef du service de politique étrangère de France-Inter.

Pages communes entre Jours de France et Figaro-Madame. — Un cahier de 32 pages reprenant les rubriques mode, beauté, cuisine et maison du Figaro-Madame sera inclus dès le 6 février dans les colonnes de Jours de France. La copropriété rédactionnelle - les deux tiers de la pagination et notamment les sections magazine, échos et divertissements continuent à être rédigés par l'équipe de Jours de France - a provoqué

une vive inquiétude parmi les salariés du titre fondé en 1954 par Marcel Dassault et racheté au groupe Havas en décembre dernier par M. Robert Hersant.

Le groupe suisse Publicitas chargé de prospecter la publicité des *Jeux*. — Le premier groupe publicitaire suisse, Publicitas, a été chargé de prospecter pour le compte du quotidien soviétique *Jeux* les quatre pages d'annonces que celui-ci réserve chaque mardi dans son édition moscovite aux sociétés occidentales. L'éditeur ouest-allemand Burda, qui avait le premier décroché le contrat de régie, y a renoncé en raison de sa faible implantation à l'étranger. Publicitas est représentée, lui, dans dix-sept pays.

Une culture pour le cinéma. — N° 11. De Paysage dans le brouillard à Camille Claudel - Le Regard des Jumeaux - de Pella à Distant Voices - Cinéma-Education en Europe. Abonnement : 150 F. CONTREPLONGÉE - BP 58 - 67041 Strasbourg Cedex.

UN MEDECIN DES LUMIERES
de René ALLIO
en présence du réalisateur
l'écran de saint-denis
48.20.99.20

ATHENES LOUIS JOUVET
21 JANVIER 17 h
Pratique
Théâtre 5
"PARCOURS DE MATTHIAS LANGHOFF"
avec la participation de Bernard DART, Matthias LANGHOFF, Jean Pierre THIBAUDAT
Réalisation animée par Georges BENO
en collaboration avec l'Institut d'Etudes Théâtrales Paris III
4, avenue de l'Opéra, Louis JOUVET
47.42.67.27, ENTRÉE LIBRE
AVOIR PASSÉ PAR L'UN DES CINQUANTE CINÉMAS

BICENTENAIRE
Tous à Versailles !
M. André Damien, maire centriste de Versailles, homme de culture et de bon sens, ne saurait être embarrassé dans la circonstance qui en eût été plus d'un à sa place : évoquer dignement et sans faire de peine à qui que ce soit le bicentenaire de 1789 dans la ville royale. Gageons qu'il songe à la solide tradition sociale et politique qui s'y perpétue de la Révolution à la Commune, et de la Commune à nos jours...
Cette particularité ne pouvait anéantir M. Damien, pas plus que l'objection assénée par les habitants les moins progressistes de sa cité : « Pourquoi célébrer ces événements de 1789 qui déterminent les horreurs des années suivantes ? » D'abord, M. Damien ne célèbre pas. Il commémore. Pas question de « blesser la sensibilité de certains de nos habitants ». Pas question non plus d'« ignorer ce qui se passe ». Du reste, il récus le déterminisme historique.
Or ce qui se passe n'est rien : « 89 est un événement essentiellement versaillais ». Puis dans cette évidence et la longue histoire de Versailles, M. Damien offre à ses concitoyens, et à qui voudra dans les rues de Versailles ou devant les petits écrans, puisés aux chaînes de télévision du monde entier, comme il est de saison, sollicités d'en acheter la retransmission, une reconstitution historique de l'ouverture des Etats généraux de 1789 qui se déroulent à Versailles du 5 mai au 15 octobre.
Fêtes et faux d'artifice les 3 et 4 mai prochains, et surtout, dédiés à l'identité des Etats-général le 4 mai dans des costumes fidèles aux originaux, constitueront la plus spectaculaire des manifestations organisées à Versailles pour le Bicentenaire. Comme il y a deux siècles, ou peu s'en faut, spectateurs et téléspectateurs de 1989 pourront voir défilier la légende Notre-Dame à la cathédrale Saint-Louis des défunts des trois ordres (tiers-état, noblesse et clergé), le roi et la famille royale et, bien sûr, le Saint-Sacrement, dont la protection fut insuffisante pour donner à la suite des événements la tournure dont rêvait Louis XVI. Avis aux descendants des députés de 1789 : qu'ils se fassent connaître, ils seront les bienvenus à Versailles le 4 mai prochain.
L'armée et une foule de comédiens et figurants apporteront leur concours à la reconstitution de la procession inaugurale des Etats généraux. L'intendance financière est assurée par la municipalité, la mission du Bicentenaire et le conseil général des Yvelines. Seul le conseil régional menace tacitement de s'abstenir. Au total, près de 8 millions de francs. Une misère, a suggéré le maire de Versailles, si l'on songe que le Centenaire fit sortir des caisses de la mairie de Versailles l'équivalent de 16 millions de nos francs.

1789
Versailles fourmille d'édifices religieux ou royaux qui, par la force des choses, virent à dévaler dans leurs murs nombre de péripéties de la Révolution commencée. Ils auront leur place tout au long de cette année dans la commémoration à côté des colloques, spectacles et expositions organisés à Versailles comme ailleurs.
Ainsi M. Damien entend-il ressusciter l'écho des grands moments de 1789 dans sa ville : naissance de l'Assemblée nationale, serment du Jeu de paume, abolition des privilèges, Déclaration des droits de l'homme.
Un léger halo de mystère nimbe toutefois la commémoration versaillaise. Comme son prédécesseur Sadi Carnot il y a un siècle, M. Mitterrand honore cette année - il l'a promis - Versailles d'une visite. Mais, officiellement, nul ne sait quand ni si le président de la République préférera se rendre dans la salle du Jeu de paume, dans ce qui resta de la salle des Menus-Plaisirs... ou au château.
MICHEL KAJMAN.

théâtre
SPECTACLES
NOUVEAUX
Premiers Fil
des Eco
Premiers Co
Nouvelle
Questions
N° 11
De Paysage dans le brouillard à Camille Claudel - Le Regard des Jumeaux - de Pella à Distant Voices - Cinéma-Education en Europe
Abonnement : 150 F
CONTREPLONGÉE
BP 58 - 67041 Strasbourg Cedex

VOTRE LOYER?

■ COMPAREZ

Toute proposition de nouveau loyer doit être justifiée
par des références représentatives des loyers pratiqués dans le voisinage.

ÉTALEZ

Même justifiée, si la hausse dépasse 10 % sur la durée du bail, elle doit être étalée sur 6 ans.
Cette hausse s'entend hors révision habituelle liée à l'indice du coût de la construction.

■ CES MESURES SONT NOUVELLES

"INFO-LOYER" : un service spécialement créé pour vous renseigner

■ 16 (1) 45 77 06 66, jusqu'au 31 janvier

■ directions départementales de l'Équipement

■ centres d'information sur l'habitat agréés par l'ANIL : 16 (1) 42 02 85 95

■ 3615 code URBA sur Minitel

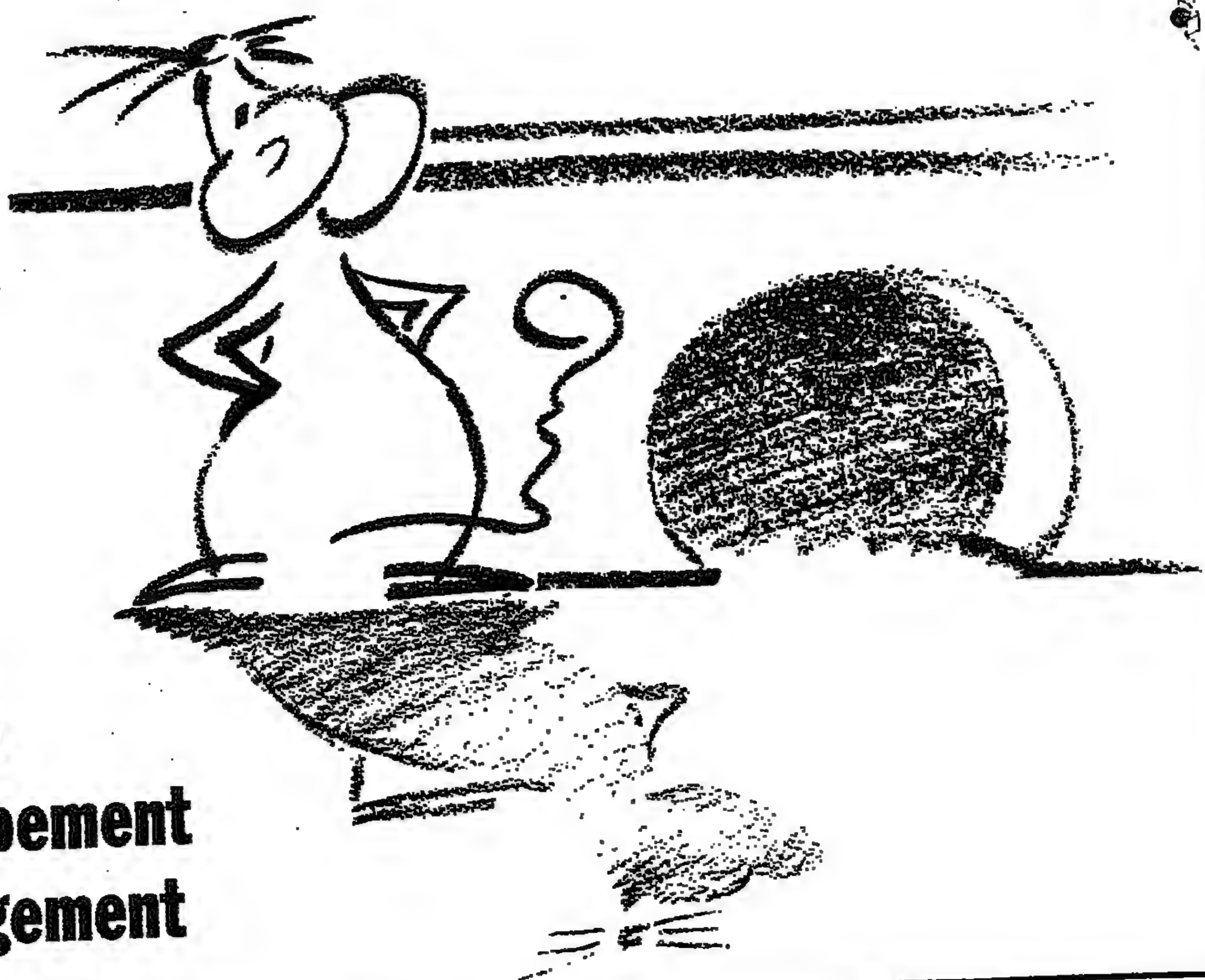
La proposition de nouveau loyer doit être adressée au locataire six mois avant la fin du bail, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle doit reproduire l'article 21 de la loi du 23 décembre 1986 modifiée par la loi du 20 décembre 1988 (titre II, art. 3 et 4) et contenir la liste des références utilisées.

Lorsque le bailleur propose un nouveau loyer, il ne peut en aucun cas donner congé.

Si le locataire accepte la proposition, il doit répondre quatre mois au moins avant la fin du bail.

Désaccord ou absence de réponse ne peut entraîner le départ du locataire. L'ancien loyer continue à s'appliquer en attendant la fixation du nouveau. Le bailleur ou le locataire peut saisir la commission départementale de conciliation qui siège à la Préfecture. Cette commission, composée paritairément, essaiera de trouver un accord entre eux.



**Ministère
de l'Équipement
et du Logement**

هكذا من الاعمال

L'enquête sur le rachat d'American Can par Pechiney

Le document de la SEC souligne le parallélisme entre le déroulement des négociations et les transactions

Dans le cadre de son enquête sur les achats d'actions Triangle, l'OPA de Pechiney sur cette société américaine, la Securities and Exchange Commission (SEC) a demandé assistance aux autorités suisses. La SEC leur a transmis dans ce but, et dès le 16 décembre, un document, dont le contenu a été révélé le 18 janvier sur Europe 1 par René Tesson, et publié par Libération du 19 janvier.

Voici les principaux passages de ce texte : « La SEC cherche à déterminer s'il faut ou non engager des poursuites pénales à l'encontre des personnes physiques et morales qui ont acheté un grand nombre d'actions Triangle à des moments sensibles, juste avant l'annonce d'une OPA sur Triangle et pendant les négociations précédant cette offre. En outre, la SEC cherche à déterminer s'il faut interdire une action civile visant à la restitution des profits illégaux issus de ces transactions suspectes.

« Avant l'annonce de cette OPA, le volume des transactions sur les actions ordinaires Triangle a augmenté d'une manière spectaculaire, laissant penser que ces achats émanaient de personnes physiques ou morales en possession d'informations confidentielles. La date, l'ampleur et la nature des transactions indiquent que les acheteurs étaient, au moment de leurs achats, en possession d'informations confidentielles concernant l'OPA sur Triangle, en violation avec la législation américaine. La plupart des achats suspects ont été effectués par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs sociétés ou personnes surnommées : Soco Finance SA, Expertia Treuhand AG, la Swiss Volksbank et... (Le nom est effacé sur les documents circulant en France).

Après avoir établi la chronologie des négociations entre les dirigeants de Triangle et ceux de Pechiney, la SEC consacre une partie de son rapport aux transactions.

« Entre le 18 août et le 18 novembre 1988, un total de 138 500 actions ordinaires Triangle ont été acquises par les comptes suivants : Soco Finance, pour le compte d'International Discount Bank and Trust (Caribbees), a acheté 88 000 actions entre le 18 août et le 17 novembre 1988 à des prix allant de 8 3/4 à 10 3/4. Ce compte a réalisé des bénéfices estimés à plus de 20 millions de dollars (près de 20 millions de francs français). Expertia Treuhand AG (Zurich) a acheté un total de 20 000 actions et réalisé un bénéfice d'environ 750 000 dollars. La Swiss Volksbank (Zurich) a acquis 7 000 actions pour un bénéfice de près de 230 000 dollars. M. X... (nom effacé) de Lausanne a acheté 27 000 titres et réalisé un bénéfice de 123 000 dollars.

« La SEC pense que les produits de la vente des actions ordinaires de Triangle par le compte londonien de l'IDB ont été transférés et se trouvent actuellement en Suisse. Le produit des transactions des actions de Triangle par Expertia Treuhand a été transféré et se trouve maintenant à la Banca della Svizzera Italiana (BSI), en Suisse. A ce jour, la SEC n'a pas pu obtenir d'informations pour savoir où était placé le produit des transactions sur Triangle effectuées par l'intermédiaire de la Swiss Volksbank.

« La SEC étudie ensuite la relation entre le déroulement des négociations et les transactions sur le titre Triangle.

« Entre le 27 septembre et le 10 octobre, l'IDB a vendu

25 000 actions Triangle, à un moment coïncidant avec la rupture des négociations entre Triangle et Pechiney. Dès que les négociations reprirent début novembre, l'IDB racheta 25 000 actions Triangle.

« Ces ordres sont particulièrement révélateurs, tant par leur ampleur que par leur étroite corrélation avec l'évolution des discussions entre Pechiney et Triangle. Les transactions effectuées au nom de l'IDB suggèrent que la personne déclarant ces achats était intimement au courant des négociations entre Pechiney et Triangle. Ces négociations étaient hautement confidentielles et, à la connaissance de la SEC, n'avaient pas été publiquement révélées. La vente par l'IDB d'une grande partie de ses actions Triangle dans les jours suivant la décision de Triangle de rompre ses discussions avec Pechiney, puis la reprise des achats au moment du redémarrage des pourparlers laissent fortement penser que les ordres d'IDB résultaient d'informations privilégiées.

« Le 16 novembre 1988, trois jours ouvrables avant l'annonce publique de l'OPA, un représentant d'Expertia a passé un ordre d'achat de 20 000 actions ordinaires Triangle, par l'intermédiaire d'un compte ouvert au nom d'Expertia à la First Boston Corporation, succursale de Zurich. L'importance et le moment de cette transaction étaient exceptionnels, tant pour ce compte d'Expertia que par rapport au volume moyen des échanges d'actions ordinaires de Triangle. Le compte d'Expertia a été ouvert le 25 mai 1988 avec un ordre d'achat de 4 000 actions d'un titre américain, il est resté inactif jusqu'aux achats d'actions Triangle sept mois plus tard.

« De même que les transactions pour le compte d'Expertia, celles de la Swiss Volksbank ont eu lieu trois jours ouvrables avant l'annonce publique de l'OPA. Le montant et le moment des achats de la banque sont également exceptionnels.

« De nouveau, le montant et le moment des achats de M. X... - 3 000 actions le 16 novembre, et 400 le 17 - sont tout à fait exceptionnels et hautement suspects.

« Les comptes en question, sauf le compte IDB, qui n'a pas effectué de transactions ces jours-là, sont à l'origine de 8 % des achats d'actions Triangle effectués le 16 novembre, et de 40 % le 17, deux jours ouvrables avant l'annonce de l'offre de Pechiney. Les transactions réalisées par les comptes en question sont clairement substantielles et significatives.

« La SEC rappelle ensuite les lois américaines qui ont pu éventuellement être violées. Celles-ci interdisent à toute personne en possession d'informations non publiques sur une société - et qui a le devoir de garder cette information confidentielle - de profiter de ces informations afin de se livrer à des transactions destinées à réaliser un profit aux dépens des personnes non informées. (...)

« L'enquête demandée devrait permettre d'identifier les bénéficiaires des comptes et fournir les preuves des circonstances dans lesquelles se sont effectuées les transactions suspectes portant sur les actions Triangle, ce qui permettra aux autorités américaines de déterminer si les opérations sur les titres ont eu lieu avec des acheteurs en possession d'informations confidentielles sur l'OPA de Pechiney.

La COB et la SEC : une autorité morale face à un justicier

1933 : le président Roosevelt fait voter le Securities Act afin d'empêcher les fraudes lors des émissions et des échanges de valeurs mobilières en obligeant les sociétés à renseigner les épargnants. La SEC (Securities and Exchange Commission) est alors créée pour faire respecter ces nouvelles exigences. Trente-quatre ans plus tard, en septembre 1967, le général de Gaulle institua par ordonnance la COB (Commission des opérations de Bourse) avec pour mission de protéger l'épargne, de veiller à l'exactitude et à la transparence des informations et de contrôler la légalité des opérations et le respect des usagers.

A priori, si les tâches confiées à ces deux organismes de contrôle sont identiques, leurs pouvoirs sont totalement opposés. Si la SEC est dotée d'armes multiples, il n'en est rien pour son homologue français. Dès le départ, cette absence de pouvoirs judiciaires est inscrite dans les statuts. La commission se veut avant tout une autorité morale. Le premier président de la COB, M. Pierre Chatelet, devait très vite en mesurer les limites. Rendait visite à son homologue de la SEC, il fut bien mal à lui expliquer le rôle de la Commission en France.

D'entrée de jeu, l'Américain avait planté le décor : « Depuis le 1^{er} janvier, j'ai déjà envoyé treize personnes en prison... »

Tout oppose ces deux organismes : à la différence de la SEC, la COB ne dispose pas de pouvoirs de sanction pour les intervenants sur le marché. Elle n'a donc aucune autorité pour les sanctionner ou les suspendre si besoin est. Son homologue américain peut en revanche infliger des amendes ou ester en justice. Il peut négocier avec un délin-

quant financier afin de l'amener à parler. De l'importance des enjeux dépendra l'issue pénale et le temps de prison. La SEC a pu aussi obtenir un renforcement des peines et amendes prévues lors d'un délit d'initié.

Rien de tout cela en France où, cependant, une petite amélioration a été apportée par la loi du 22 janvier 1988. Les nouveaux textes ont renforcé les pouvoirs d'enquête de la Commission, y compris dans les filiales de sociétés faisant appel public à l'épargne. Ce petit mieux s'accompagne également d'un instrument de répression, le délit d'entrave à la mission des enquêteurs.

Toutefois, à l'issue de ses recherches, la COB peut, soit saisir les autorités professionnelles pour des sanctions disciplinaires, soit révéler publiquement les malversations sans pouvoir accompagner cette dénonciation de sanctions, ou encore transmettre le dossier au parquet, sans en révéler l'identité. Les affaires envoyées devant les tribunaux sont alors prises dans les lenteurs des procédures et aboutissent rarement à des peines importantes.

Enfin, la COB apparaît comme toute petite par rapport au géant qui est la SEC. Face aux deux mille personnes qui travaillent pour la commission américaine que préside M. David Ruber, la COB aligne cent soixante salariés dont dix-neuf enquêteurs... Les budgets sont également à cette image. Un peu plus de 75 millions de francs pour l'organisme que préside M. Jean Farge, comparé aux 720 millions de francs de la SEC.

DOMINIQUE GALLOIS.

Le PS exprime sa « solidarité » et son « soutien » à M. Bérégovoy

M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, a évoqué devant le bureau exécutif du Parti socialiste, mercredi 18 janvier, les « dossiers » Pechiney et Société générale, qu'il a tenu à « dissocier ». Au sujet du premier d'entre eux, M. Bérégovoy a déclaré que « toute la vérité doit être connue » et que, « si la COB a un doute, elle s'adresse à la justice ».

Dans le cas de la Société générale, il s'agit, a-t-il déclaré, du « démantèlement des sociétés privées ». « On s'en fait une idée par la pluralité, et il est évident que la RPR, et aussi l'entendement de la RPR, ont été les premiers à mener à son terme le démantèlement des « nouveaux » constitués par les actionnaires de ces sociétés.

M. Bérégovoy a expliqué qu'il avait préparé un projet de loi à cette fin, en accord avec le premier ministre.

Le ministre de l'économie : « La transparence des opérations est mon objectif »

« Si un délit était prouvé, il faudrait que la justice joue son rôle et que la fraude soit dûment sanctionnée », affirme à nouveau M. Pierre Bérégovoy dans un entretien que publie le Nouvel Economiste du 20 janvier. Le ministre de l'économie et des finances, qui s'exprime à propos de l'affaire Pechiney, poursuit : « La transparence des opérations financières est mon objectif et rien ne m'en fera dévier. Je le répète aujourd'hui. Cela vaut aussi pour les opérations de privatisation qu'il convient d'éclairer complètement. Qui a gagné et combien lors de la vente des entreprises nationales par le gouvernement Chirac, les Français ont le droit de le savoir. »

Interrogé sur les opérations de la Société générale et sur le fait qu'il puisse subsister un doute, le ministre réplique : « Si quelqu'un sait quelque chose, j'attends qu'il me le dise ou qu'il le dise à la COB. Il est dérangeant d'insinuer sans preuve. Le RPR et quelques affidés n'acceptent pas que leurs « nouyaux durs » soient mis en cause par le jeu du marché. Alors une seule question se pose : qui est pour ou contre la transparence d'un parti ou d'une courrie sur l'économie ? Soyez sûrs que je demanderai une réponse précise au Parlement. »

« L'entrevue à la polémique de ces derniers jours, et que ce texte viendra devant le Parlement à la session de printemps prochain. Il a rappelé, d'autre part, qu'il avait demandé en 1987, à l'occasion d'un projet de loi présenté par M. Edouard Balladur, son prédécesseur rue de Rivoli, le renforcement des pouvoirs de la COB, ce dont le gouvernement et la majorité d'alors n'avaient pas voulu.

M. Pierre Mauroy a assuré M. Bérégovoy de la « solidarité » et du « soutien » du PS. Le bureau exécutif a applaudi le ministre, « ce qui est rare », a souligné M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, en rendant compte de la réunion.

Le matin même, le premier secrétaire du Parti socialiste avait indiqué qu'il serait « impitoyable s'il y avait défaillance personnelle » dans l'affaire Pechiney, « s'il y a une affaire, car on ne peut pas laisser les gens à partir de rumeurs ».

M. Mauroy, qui était interrogé sur RMC, a déclaré, faisant allusion à certaines relations de M. Alain Boubill, directeur du cabinet du ministre des finances : « Dès lors qu'on accepte de servir l'Etat, qu'on accepte des fonctions sur le plan politique, on doit être strict en ce qui concerne ses relations. »

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a affirmé le même jour ne vouloir mettre personne en accusation « à propos des deux dossiers qui défrôlent la chronique mais attendre surtout la célérité, la sévérité et la vérité, dans les jours à venir, pour en finir avec ces affaires qui font très mal au pays ». M. Méhaignerie s'est aussi élevé contre toute renationalisation qui serait selon lui « dramatique pour la France ». Il a encore souhaité une « révision du statut de la Caisse des dépôts et consignations, car l'utilisation de fonds publics pour une attaque à caractère politique est inacceptable ».

Tandis que le Parti radical « regrette » aussi que certains socialistes « prônent » les renationalisations et que le Parti républicain réclame que « toute la lumière soit faite sur les affaires Pechiney et Société générale », M. Charles Pasqua (RPR), ancien ministre de l'intérieur, qui s'exprimait sur RTL, a souligné que les pouvoirs de la Commission des opérations de Bourse (COB) soient renforcés « avec sagesse et automatisme de la justice quand il y a manifestement eu comportement délictueux ».

L'un des négociateurs serait à l'origine des fuites

(Suite de la première page.)

3. - Les intermédiaires financiers utilisés pour les achats les plus importants, essentiellement à partir de la Suisse mais aussi du Luxembourg, renvoient à l'une des pistes suivies par les enquêteurs de la SEC et de la COB : celle de financiers du Proche-Orient, qui ne sont cependant toujours pas formellement identifiés.

Entre le 18 août et le 18 novembre 1988, 138 500 actions Triangle ont donc été achetées par 4 donneurs d'ordre depuis la Suisse. Agissant pour le compte de International Discount Bank and Trust (IDB), Soco Finance SA, société située à Genève, a acheté 88 000 actions entre le 18 août et le 11 novembre, pour des profits estimés à plus de 20 millions de dollars après leur vente à Pechiney. Sise à Zurich, Expertia Treuhand AG a acheté 20 000 actions les 16 et 17 novembre. La Banque populaire suisse, en passant par Prudential Bache Securities Inc., a acheté les mêmes jours autour de 10 000 actions. Enfin, un particulier résidant à Lausanne et à Paris, qui serait M. Joseph Josua, remisier connu à la Bourse de Paris, a acheté pour son propre compte 3 400 actions. M. Josua n'avait pu être joint ce jeudi matin à ses deux domiciles.

Ce sont les achats de Soco Finance SA pour le compte d'IDB qui sont les plus intéressants par leur ampleur, leurs dates et leur filière. Les commanditaires de la SEC les concernent au premier chef : « La date, l'ampleur et la nature de ces transactions indiquent que les acheteurs étaient, au moment de leurs achats, en possession d'informations confidentielles concernant l'OPA sur Triangle, en violation de la législation américaine (...). Ces ordres sont particulièrement révélateurs tant par leur ampleur que par leur étroite corrélation avec l'évolution des discussions de Pechiney et Triangle (...). Les transactions effectuées au nom d'IDB suggèrent que la personne déclarant ces achats était intimement au courant du progrès des négociations entre Pechiney et Triangle. Ces négociations étaient hautement confidentielles et, à la connaissance de la SEC, n'avaient pas été publiquement révélées ».

L'acheteur qui se cache derrière International Discount Bank, installé à Anguilla, île des Caraïbes, devenu un paradis fiscal, a été l'élément le plus énigmatique de la SEC. La démonstration en est faite tout simplement par une chronologie comparée des ordres d'achat passés par Soco Finance et de l'évolution des négociations entre Triangle et Pechiney. La voici :

« 12 juillet : M. Samir Traboulsi, homme d'affaires libanais installé à Paris, présente à M. Alain Boubill, directeur de cabinet du ministre des finances, avec lequel il entretient des relations amicales. M. Nelson Peltz, principal dirigeant de Triangle, la veille, M. Boubill, a sonné M. Jean-

Louis Vinciguerra, directeur financier de Pechiney, sur une éventuelle ouverture de la société française en direction de l'Amérique. Au cours de la conversation avec M. Peltz - qui portait sur d'autres affaires - M. Boubill émet donc l'hypothèse d'un rachat d'ANC par Pechiney en affirmant que l'Etat suivrait.

« 28 juillet : au siège parisien de Pechiney, M. Gandois, accompagné de M. Vinciguerra et de M. Jean-Louis Eygas, autre dirigeant de Pechiney, ainsi que du banquier Yves-André Istel, rencontre M. Traboulsi et Peltz. La négociation commence.

« 11 août : rencontre sur les yachts de MM. Traboulsi et Peltz, en baie de Figueras, en Corse du Sud, avec MM. Vinciguerra et Eygas. M. Boubill, qui passe quelques jours de vacances à Monte Carlo auprès de M. Traboulsi, est présent sur le yacht de ce dernier.

« 18 août : seconde réunion de travail, les deux cités dans un palace de Monte Carlo. Or, ce même jour, les premiers ordres d'achat sont passés par

de la rencontre. Il lui explique, en substance, qu'il y a un malentendu et suggère d'organiser une nouvelle rencontre avec M. Peltz. M. Gandois demande qu'elle se passe seul à seul, hors la présence de M. Traboulsi.

« 10 octobre : Soco Finance arrête de revendre les actions Triangle achetées pour le compte d'IDB, et reprend ses achats.

« 11 octobre : M. Gandois rencontre discrètement M. Peltz dans une suite de l'hôtel Ritz à Paris. La négociation reprend.

« 11 novembre : Dans la luxueuse villa de M. Peltz en Floride, celui-ci arrive à un accord de principe avec M. Gandois. Le dirigeant de Triangle téléphone à M. Traboulsi à Paris pour lui annoncer la nouvelle. Or, ce même jour, Soco Finance arrête ses achats - sans doute pour ne pas alerter les autorités boursières -, qui auront atteint un total de 88 000 actions.

« 14 novembre : M. Gandois entame ses contacts avec les pouvoirs publics français afin d'obtenir leur



Soco Finance. Ils se poursuivront négocier, par l'intermédiaire d'un compte auprès du bureau londonien de Prudential Bache, pour des quantités allant de 500 à 10 000 actions par jour.

« 27 septembre : M. Peltz reçoit brutalement les négociations après plusieurs rencontres, aux Etats-Unis cette fois, auxquelles participent M. Gandois. Or, ce même jour et jusqu'au 10 octobre, l'IDB demande à Soco Finance de revendre ses actions : 25 000 au total seront ainsi revendus.

« 3 octobre : M. Gandois rencontre M. Traboulsi lors de la réception offerte, au ministre des finances, par M. Pierre Bérégovoy pour la remise au financier libanais, de la Légion d'honneur, que lui avait décerné M. Pasqua. M. Traboulsi lui propose de s'entretenir pour la reprise des discussions.

« 7 octobre : M. Traboulsi téléphone à M. Gandois pour lui proposer

de la rencontre. Il lui explique, en substance, qu'il y a un malentendu et suggère d'organiser une nouvelle rencontre avec M. Peltz. M. Gandois demande qu'elle se passe seul à seul, hors la présence de M. Traboulsi.

« 10 octobre : Soco Finance arrête de revendre les actions Triangle achetées pour le compte d'IDB, et reprend ses achats.

« 11 octobre : M. Gandois rencontre discrètement M. Peltz dans une suite de l'hôtel Ritz à Paris. La négociation reprend.

« 11 novembre : Dans la luxueuse villa de M. Peltz en Floride, celui-ci arrive à un accord de principe avec M. Gandois. Le dirigeant de Triangle téléphone à M. Traboulsi à Paris pour lui annoncer la nouvelle. Or, ce même jour, Soco Finance arrête ses achats - sans doute pour ne pas alerter les autorités boursières -, qui auront atteint un total de 88 000 actions.

« 14 novembre : M. Gandois entame ses contacts avec les pouvoirs publics français afin d'obtenir leur

accord. Il commence, peu après 8 heures, par un coup de téléphone à M. Boubill.

« 15 novembre : MM. Max Théret et Roger-Patrice Pelat donnent leurs ordres d'achat en clair depuis Paris. Exécutés de façon chassée, ils atteignent 32 300 actions pour le premier et 10 000 pour le second, tandis que s'y ajoutent, pour 5 000 titres chacun, les achats de deux sociétés de Bourse parisiennes, Forti-Ferri-Germe et Magnin-Cordelle. Ces achats sont exécutés les 16, 17 et 18 novembre.

« 19 novembre : M. Michel Rocard annonce une « bonne nouvelle sur l'économie française », sans plus de précision.

« 21 novembre : le rachat d'ANC par Pechiney est officiellement rendu public.

Qui se cache derrière Soc Finance et l'IDB ? Soco Finance est majoritairement détenue par des capitaux liba-

nais. Ses principaux dirigeants, Ghazal Ghanem et William Haddad, sont de la même nationalité. Selon Libération, ces deux acteurs - Soc Finance et l'IDB - seraient liés à Roger Tamraz, ce financier libanais, ancien président d'Intra Investment et, jusqu'au 9 janvier dernier, de la Banque de participations et de placements (BPP) à Paris, dont le Monde avait affirmé que le nom était avancé dans les milieux de l'enquête.

La société nationalisée Thomson détiend 19,9 % du capital de Soco Finance, achetée en juillet 1987 dans la foulée du rachat de 70 % du capital Satoll, société de négoce, dont le capital était détenu à 60 % par ORC (Oil Resource Corporation) et 40 % par CFP-Total. ORC recouvre des capitaux saoudiens, qui sont toujours présents, à hauteur de 15 %, dans Satoll.

Le profil de Soco Finance trait donc dans le sens de la piste de financiers du Proche-Orient évoquée dans ces colonnes. L'Express du 20 janvier indique la même direction à propos d'un ultime acheteur pour 10 000 ou 15 000 actions : la société d'agent de change luxembourgeoise Petrusse International Securities. Selon l'hebdomadaire, la BPP, qui dépend d'Intra Investment - groupe à capitaux du Liban, du Koweït et du Qatar - « a bien été cliente de Petrusse » et, d'autre part, « un mystérieux client - s'agit-il de Roger Tamraz ? - passe périodiquement à Petrusse des ordres d'achat oscillant entre 50 000 et 100 000 dollars ». De plus, ajoute l'Express, Petrusse, qui se dénommait alors Advent Investment Management et dont le principal actionnaire était un certain Naserati, avait fait l'objet en 1985-1986 de remontrances de la SEC.

Ainsi ces nouvelles informations représentent le problème du premier cercle des négociateurs : les plus gros achats étaient directement liés à l'évolution des discussions. Elles semblent confirmer l'hypothèse selon laquelle il y aurait au moins deux filières d'inités : celle, ancienne, qui a profité au principal acheteur se cachant derrière l'IDB et celle, précipitée, qui a bénéficié, dans les tous derniers jours, aux quatre acheteurs français, qui ont donné leurs ordres « en clair ». M. Gandois a affirmé à la COB se porter totalement garant de ses deux principaux collaborateurs ayant participé à la négociation. Reste alors la partie américaine, représentée dès le départ par MM. Peltz et Traboulsi, très liée à M. Boubill. Nul doute que la COB - qui, selon l'Express a entendu M. Laurence Souder, chargée de mission à l'Elysée et proche du président de la République - aura beaucoup de questions à poser à MM. Traboulsi et Boubill. M. Traboulsi dont la commission aurait été de 12 millions de dollars.

CLAIRE BLANDIN, GEORGES MARION, et EDVY PLENEL.

هكذا من الاميل

Économie

Selon le rapport sur les comptes du régime général

L'équilibre de la Sécurité sociale sera fonction de la croissance économique

Un, deux, trois. Deux inquiétudes et une certitude marquent le rapport sur les comptes du régime général de sécurité sociale pour 1988 et 1989 présenté le jeudi 19 janvier. Les deux inquiétudes portent sur la poursuite de la croissance économique et sur l'évolution des dépenses de santé; la certitude, c'est celle du déficit du régime vieillesse. Ces données majeures expliquent les résultats presque favorables attendus pour 1988 et 1989, mais un peu trompeurs.

On pourrait presque croire en à retour au calme après les grandes dérives et les grands remèdes : 20 milliards de francs de déficit en 1986, et quelque 15 milliards de francs par an de recettes supplémentaires apportées de 1986 à 1989, malgré le plan Séguin qui a fait économiser 11,5 milliards de francs en 1987. Une série de mesures dont l'ampleur approche les plans Bérégovoy de 1983-1984. Maintenant, les déficits quasi résiduels prévus pour 1988 et 1989 ne représentent au plus que deux jours moyens de prestations et moins de 1,3 % des dépenses (1), alors que celui du budget de l'Etat avoisine encore les 10 %.

Les perspectives presque heureuses pour 1989 sont cependant soumise à une première incertitude : celle de l'évolution économique. Certes, la délicate mixture de « contexte » international, des politiques gouvernementales, et des comportements des Français, entrepreneurs et

consommateurs, sur l'année à venir garde toujours une part d'imprévisible. Mais, cette fois, le krach-bom de 1987-1988 a affolé les boussoles. On prévoit la crise, on a eu le rebond. Les rentrées observées n'ont cessé de démentir les conjoncturistes, et notamment les comptables nationaux, qui prédisaient une retombée. En fait, on a constaté la plus forte progression des effectifs salariés enregistrée depuis dix ans, accompagnée d'une hausse sensible des rémunérations, aboutissant ensemble à une croissance de la masse salariale de 5,4 %.

Cette conjoncture favorable se prolongera-t-elle cette année ? C'est l'hypothèse adoptée par le gouvernement pour établir les comptes 1989 du régime général, fondée sur la dernière note de conjoncture de l'INSEE du 21 décembre dernier : selon celle-ci la croissance des effectifs et des rémunérations se poursuivrait sur le premier semestre 1989. On a donc visé haut, en tablant sur une croissance de la masse salariale de 5,2 % en 1989, apportant encore une quinzaine de milliards de francs de cotisations supplémentaires.

Le calcul est-il bon cette fois ? Dans son rapport, M. Jean Marmot, secrétaire général de la commission des comptes, ne cache pas quelques craintes. « Sans paraître d'un stade irréaliste, les prévisions supposent la réalisation d'hypothèses macroéconomiques dans l'ensemble optimistes. »

De fait les hypothèses d'effectifs et de salaires sont en décalage avec

celle retenue pour la croissance du PIB en 1989 (2,7 % contre 3,2 % en 1988), tirée du rapport économique annexé à la loi de finances.

« Comme le lait sur le feu »

On sait cependant que les instituts privés de conjoncture (BIPE, OFCE, IPECODE, par exemple) prévoient aussi une croissance relativement forte de la masse salariale cette année, à peine inférieure à celle enregistrée en 1988.

La deuxième incertitude porte sur l'évolution des dépenses de santé, qui, elle aussi, a déjoué les pronostics en 1988. Le plan Séguin et la dramatisation provoquée par les Etats généraux de la Sécurité sociale n'ont entraîné qu'une modification temporaire des comportements des assurés et des médecins. La consommation a repris, et contrairement aux espoirs (le Monde des 20 septembre et 10 décembre 1987), la tendance à l'augmentation en volume des prescriptions par acte ne paraît pas avoir été cassée. Les rectifications apportées au plan Séguin et l'épidémie de grippe, tardive, ne semblent avoir été que des éléments parmi d'autres de cette remontée générale encore mal expliquée, et donc inquiétante.

Aussi peut-on se demander si la progression supplémentaire des dépenses (10 milliards de francs) inscrite dans les comptes ne sera pas encore dépassée. Comme il faudra payer les relèvements de traitement

des personnels hospitaliers — admis sinon vœux par l'opinion publique — il faudra à nouveau surveiller les dépenses de maladie, « comme le lait sur le feu », pour reprendre une expression de M^{me} Georgina Dufoix lorsqu'elle était ministre des affaires sociales.

Cette préoccupation renouvelée risque de faire oublier au gouvernement le problème majeur : celui de la croissance inévitante de l'assurance-vieillesse, et non déséquilibre permanent, à législation constante. Les comptes présentés jeudi 19 janvier le démontrent de manière éclatante : en 1988, malgré les ressources d'une année brillante, le déficit s'est élevé à 16,8 milliards de francs (4,6 % des dépenses) ; en 1989, malgré des perspectives sereines, un relèvement des cotisations et une revalorisation des pensions nettement moins élevée qu'en 1988, le déficit s'élève à 11 milliards, à défaut de mesures nouvelles il remonterait sans doute à 20 milliards de francs en 1990. La progression en volume des retraites ne se ralentit que très progressivement (de + 6,7 % en 1987 à + 6,3 % en 1988). Peut-on compter seulement sur l'excédent de la branche famille et sur une surveillance rigoureuse de l'assurance-maladie ? Ne faut-il pas consolider durablement le financement de l'assurance-vieillesse ?

GUY HERZLICH.

(1) 0,8 % en 1989.

Un déficit ramené à 7 milliards de francs en 1989

Plus et plus ne changent pas le résultat : le solde — déficitaire — du régime général en 1988 devrait être conforme aux prévisions (10,3 milliards de francs), bien qu'on ait à la fois reçu plus et dépensé plus qu'on escomptait au début de l'exercice (le Monde du 22 décembre 1987) et même à mi-courant (le Monde du 13 juillet 1988).

Le régime général a encaissé 777,8 milliards de francs — dont 701,8 de cotisations — au lieu de 758,2. Le supplément est dû pour une faible part (3,5 milliards de francs) à la pérennisation des relèvements de cotisation instaurés par le « plan d'urgence » du gouvernement précédent et pour l'essentiel (14,5 milliards de francs, sans compter la réduction des transferts en direction des autres régimes) à l'amélioration de la situation économique du pays : les effectifs salariés ont augmenté d'environ 170 000 et les salaires bruts ont crû de 3,9 % (en raison à la fois de hausses de salaire et d'un développement des heures supplémentaires). Déjà réajustées, les prévisions de juillet 1988 ont encore été dépassées de 3 milliards de francs.

● Vieillesse : — 16,8 milliards. Cette amélioration a ramené de 19,2 à 16,8 milliards de francs le déficit de l'assurance-vieillesse, les dépenses (223,6 milliards de francs,

soit une hausse de 8,3 % en valeur) restant à peu près conformes aux prévisions. Elle a gonflé aussi l'excédent de la branche famille, jusqu'à 3,8 milliards de francs au lieu de 175 millions. Là encore, les dépenses (130,2 milliards de francs) ne se sont guère écartées des prévisions : la branche en charge de l'allocation parentale d'éducation, consécutive à la loi famille de décembre 1986, paraît s'achever, tandis que la baisse du volume des allocations familiales est ralentie par la prolongation de la parentalité.

● Assurance-maladie : « dérive » En revanche, les dépenses d'assurance-maladie (hors accidents du travail) ont dépassé de 7,8 milliards de francs les prévisions initiales et encore de 3 milliards celles du juillet, atteignant au total près de 355,5 milliards : une croissance de 7,3 % en valeur (plus de 4 % en francs constants) au lieu de 1,4 % en 1987. Alors qu'on espérait un excédent, on parvient juste à l'équilibre. La « dérive » a touché à la fois les hôpitaux (pour 3,1 milliards de francs) et la médecine de ville (pour 3,8 milliards).

Côté hospitalisation, elle est due pour l'essentiel à trois facteurs : les hausses de salaire de la fonction publique de la fin de 1987 et de septembre dernier (pour 1,1 point), le relèvement de la cotisation des hôpi-

taux à la caisse de retraite des collectivités locales (pour 0,9 point) et enfin les rallonges successives accordées à l'Assistance publique de Paris (pour 0,5 point). Depuis 1987, celle-ci jouit d'un régime de faveur dans la rigueur générale, en raison de son activité de recherche, de son rôle dans la lutte contre le SIDA et, de l'autorité de son directeur général, M. Jean Chesnot, ex-directeur des hôpitaux et ex-directeur du budget.

Côté médecine de ville, les remboursements d'honoraires médicaux ont progressé deux fois plus vite qu'en 1987, dépassant les prévisions initiales de 1,2 milliard de francs (3,2 %). Mais les remboursements de médicaments ont dépassé de 5,5 % les prévisions (1,9 milliard de francs). Dans cette escalade, les corrections apportées au plan Séguin pour améliorer la situation des personnes atteintes de maladies longues et coûteuses n'ont guère eu jusqu'à présent d'effet direct : elles ont seulement contribué à un climat plus « laxiste ». S'y sont ajoutés un « virus respiratoire » à l'automne, puis une épidémie de grippe considérée comme « une des plus importantes depuis quinze ans », et dont le surcoût est évalué à 1,1 milliard de francs : celle-ci a notamment fait remonter les arrêts de travail en baisse lente depuis 1985.

● 1989 dans la continuité. Les prévisions pour 1989 s'inscrivent dans le prolongement de ces récents. Le déficit global serait ramené à 7 milliards de francs. Les rentrées de cotisation continueraient à progresser fortement (de 6,3 %). Le relèvement d'un point de la cotisation salariale vieillesse apporterait 10,8 milliards de francs, et la progression du prélèvement de 0,4 % sur les revenus imposables, 5,5 milliards à la branche vieillesse : le déficit de celle-ci serait ramené à 10,9 milliards au lieu de 16,8. L'excédent de la branche famille atteindrait 4,7 milliards, malgré le « manque à gagner » occasionné par la transformation de la cotisation.

En revanche, le déficit de la branche maladie atteindrait 3,1 milliards de francs. L'épidémie de grippe, la reprise de la consommation et des prescriptions porteraient à 41,1 milliards de francs les remboursements d'honoraires médicaux (+ 8,4 % sur 1988) et à 41,6 milliards (+ 14,3 %) ceux de médicaments. De même, les versements aux hôpitaux publics et assimilés atteindraient 156,3 milliards de francs (+ 6,3 %), en raison des mesures en faveur des infirmières, aides-soignantes et paramédicaux (+ 2,2 %), d'une nouvelle rallonge à l'Assistance publique et d'un ultime (7) relèvement de cotisation de la CNRACL.

Le budget contre la « Sécu »

Hérétique et rebelle, l'Etat vient, une nouvelle fois, malgré les difficultés du régime général, de se décharger sur lui de nouvelles dépenses et de lui faire assumer de nouvelles charges de trésorerie.

En effet, le plan-emploi adopté à l'automne dernier exonère des cotisations patronales pendant deux ans les employeurs embauchant leur premier salarié réel (les conjoints ne comptent pas) entre le 15 octobre 1988 et le 31 décembre 1989.

En théorie, le manque à gagner pour le régime général de sécurité sociale doit être compensé par les cotisations versées par les salariés supplémentaires embauchés grâce à cette mesure. Selon le rapport, l'équilibre n'est réalisé que lorsque 70 % des nouvelles embauches sont réellement dues à l'avantage supplémentaire accordé aux employeurs.

Or on y arrive difficilement. Ainsi, selon une étude réalisée par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS), qui gère la trésorerie du régime général, à la mi-1988, cent dix mille personnes âgées ou handicapées ont profité de l'exonération nouvelle qui leur était accordée à partir du 1^{er} janvier 1987 pour l'emploi d'une aide à domicile. Mais cinquante mille en employaient déjà une et payaient l'intégralité de leurs cotisations : il y a donc eu réellement à peine 55 % d'embauches nouvelles, et l'opération a en fait coûté au régime général, alors que l'assurance-chômage a continué à percevoir les cotisations au taux normal.

Il n'est pas sûr que le régime général s'en tire mieux cette fois-ci, même si le gouvernement a promis de faire un bilan de la mesure dans un an.

Le plan-emploi de l'autonomie a prévu aussi un déplaçonnement à partir des cotisations d'allocations familiales payées par les employeurs — c'est-à-dire de calculer celles-ci sur la totalité du salaire, mais en réduisant le taux, — donc de favoriser les entreprises de main-d'œuvre. Le taux adopté va entraîner en 1989 un manque à gagner de 3,5 milliards de francs pour le régime général.

A fonds perdus

Or le budget de l'Etat ne doit au 1^{er} mars prochain lui en reverser que 2,5 milliards, alors qu'il gagnera lui-même environ un

demi-milliard de francs cette année par le nouveau taux de cotisation, en raison du grand nombre de fonctionnaires à petits salaires (1). Bref, c'est en partie au régime général qu'on demandera de financer, quasiment à fonds perdus, le développement de l'emploi. On comprend que la grande majorité des partenaires sociaux au conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales aient voté contre les modalités de déplaçonnement des cotisations, qu'elles soient leurs positions sur le déplaçonnement lui-même.

Dernière opération, de trésorerie cette fois : c'est l'Etat qui doit payer le revenu minimum d'insertion, mais les caisses d'allocations familiales qui effectueront les versements en feront aussi l'avance pendant deux mois : l'Etat ne les remboursera qu'à trimestre échoué. Ce qui facilitera sans doute leur trésorerie.

Déjà en 1986, le gouvernement avait transféré au régime général près de 6 milliards de dépenses (sectorisation psychiatrique, réforme des études médicales, cotisations d'assurance-maladie des adultes handicapés, suppression de la subvention au régime étudiant de sécurité sociale) et avait cessé de compenser la surtaxe sur les tabacs supprimée à la demande de la Commission de Bruxelles (2 milliards de francs).

En outre, à la suite de la « surcompensation » instaurée entre les régimes spéciaux de sécurité sociale, il a fallu relever la cotisation à la Caisse de retraite des collectivités locales en 1987 et 1988, ce qui a coûté sur les deux années près de 2,5 milliards de francs aux hôpitaux publics et, par conséquent, à la Caisse nationale d'assurance-maladie.

Ce n'est pas tout : à la faveur de modalités complexes de règlement, l'Etat employeur paie mal ses cotisations. Sur 30,8 milliards de cotisations maladie et famille théoriquement dues en titre de 1986, il n'en a versé que 29,4. De même ne paiera-t-il que le 31 décembre prochain un arriéré de 961 millions de francs de cotisations pour les adultes handicapés au titre de 1985 et des années antérieures.

GUY HERZLICH.

(1) En 1990, le gain pour l'Etat sera de 1 milliard de francs, et le manque à gagner pour le régime général de 7 milliards.

● Nouveau progrès de la CGT à la RATP. — Aux élections des délégués du personnel à la RATP qui se sont déroulées le 17 janvier, la CGT a enregistré une nouvelle progression, ainsi que les indépendants. Sur 39 350 inscrits, il y a eu 25 370 votants (64,47 % contre 68,26 % aux élections de 1988). La CGT a obtenu 48,01 % (+ 1,61 point par rapport à

1988). FO exécution 9,18 % (- 1,82 point), les autonomes exécution 11,54 % (- 0,66), la CFDT 10,17 % (+ 0,57), la CGTC-FO encastrés 8,29 % (- 0,2), les indépendants 7,73 % (+ 1,13), les autonomes et la CGC 5,18 % (+ 0,88). Un second tour sera nécessaire pour l'attribution de 4 sièges (237 ayant été pourvus sur 341).

AGRICULTURE

La Commission européenne propose une politique plus restrictive

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Fen sur les céréales ! Les propositions, approuvées mercredi 18 janvier, par la Commission européenne entraîneraient, si elles étaient avalisées par les Etats, des réductions de prix allant bien au-delà de la simple mise en œuvre des « stabilisateurs » décidés lors du Conseil européen de février 1988 afin de mieux maîtriser la production. C'est sur ce dossier que va se cristalliser le débat agricole d'hiver et de printemps. Les professionnels, estimant déjà douloureux et largement suffisants les efforts exigés d'eux pour réformer la politique agricole commune (PAC), réclament une pause. Ils l'estiment d'autant plus nécessaire que les coûts de production ont redoublé.

La Commission, constatant que la production continue à croître, estime, au contraire, qu'il faut accentuer la politique de rigueur engagée depuis cinq ans. Elle ne perd pas de vue la difficile négociation internationale qui se déroule dans le cadre du GATT (1), le récent échec de la conférence ministérielle de Montréal et la nécessité de trouver, dans les mois qui viennent, un compromis avec les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et les autres partenaires du commerce international pour éviter que les tensions actuelles ne dégénèrent en guerre agricole. Le Commissaire, à

tort ou à raison encore très critiquée par ses interlocuteurs du GATT, sait qu'elle ne pourra le convaincre de sa bonne volonté qu'en pratiquant une politique plus restrictive.

Potage amère

La mise en œuvre des stabilisateurs signifie une baisse automatique des prix des céréales de 3 %, à compter du 1^{er} juillet 1989 ; la quantité maximum garantie (QMG), fixée pour les céréales à 160 millions de tonnes, a été, en effet, dépassée en 1988. Mais la Commission propose une série de mesures d'accompagnement — limitation de la durée durant laquelle pourront jouer les achats d'intervention, réduction du nombre et du montant (moins 25 %) des majorations mensuelles — qui équivaldrait à une seconde baisse du prix de 3 %. Ces 6 % de baisse seraient encore amplifiés en RFA par le jeu des ajustements monétaires, si bien que le prix payé aux producteurs s'y trouverait réduit de plus de 7 %. En France, la correction monétaire rendrait, au contraire, la portion un peu moins amère, limitant la baisse des prix à 4,5 %.

Cette partie des propositions de la Commission concernant les céréales a des chances d'être franchement accueillie en RFA et en France. Cette dernière pourrait, en revanche, se rallier à l'idée d'une baisse des prix du sucre de 5 %. Ce serait là

un moyen de mieux faire jouer la spécialisation à l'intérieur de la CEE. Mais les producteurs les moins compétitifs, la RFA et surtout l'Italie, y sont hostiles.

La Commission, navrée par la forte progression des rendements et de choux-fleurs, propose d'instaurer également pour ces produits des QMG ; en cas de dépassement, les prix d'achat seraient réduits. S'agissant des pommes, la France estime qu'avant de décider de telles contraintes, il conviendrait de discuter les importations en provenance de l'Amérique du Sud, et en particulier du Chili.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Le satellite SPOT (système probatoire d'observation de la terre auquel le Sudde et la Belgique ont été associés) a été lancé le 22 janvier 1986 par une fusée Ariane. C'est un satellite exclusivement civil placé sur une orbite héliosynchrone, c'est-à-dire qu'il repasse exactement au même point, à la même heure, tous les vingt-et-un jours. Les images transmises par SPOT arrivent au centre de Kiruna, en Laponie suédoise.

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en
FONDS DE COMMERCE boutiques, bureaux, locaux commerciaux
alimentation, cafés, librairies, commerces divers, gérances
Tous les fonds, dans le journal
spécialisé depuis 43 ans
En vente partout 520 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél: (1) 48-45-30-30

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SILIC
UNE ACTIVITÉ SOUTENUE

Le conseil d'administration, réuni le 17 janvier 1989, sous la présidence de M. André MOULY, a constaté que les loyers du 1^{er} trimestre de l'exercice 1989, non compris, par conséquent, les émissions complémentaires d'ici au 31 mars 1989, s'élèvent à 51,4 millions de francs contre 48,4 millions de francs, soit une augmentation de 6,2 %, compte tenu de l'évolution du patrimoine et des revalorisations enregistrées lors des relacements.

Les membres du conseil d'administration ont été informés que le montant total des loyers émis, au titre de l'exercice 1988, s'est élevé à 203,6 millions de francs contre 190 millions de francs lors de l'exercice précédent.

GROUPE Cabino

Claude Sordet vient de rejoindre le comité exécutif du groupe Cabino. Il y occupera les fonctions de directeur général en charge de la division communication et qualité.

Claude Sordet occupait, au sein du groupe LSA et Cie (CEP communication), le poste de directeur général des relations. Il était, par ailleurs, délégué général adjoint de l'IFLS (Institut français du livre-service).

Cette arrivée au groupe Cabino est, en fait, un retour aux sources, Claude Sordet ayant en charge, jusqu'en 1971, diverses fonctions de direction générale dans des entreprises successives de l'Ouest.

Claude Sordet fut également à l'origine du mouvement de création en France de petits hôtels deux étoiles (30 à 80 chambres). La chaîne qu'il développa créa, sous l'enseigne leminotée, une trentaine d'établissements.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

CHIFFRE D'AFFAIRES, PRISES DE COMMANDES ET EXPORTATIONS EN HAUSSE EN 1988

L'année 1988 a été positive pour la croissance de l'ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT :

- Le chiffre d'affaires a atteint 4,04 milliards de francs HT, en progression d'environ 9 % sur celui de 1987.
- Le chiffre d'affaires à l'exportation s'est élevé à 37 % du chiffre d'affaires total 1988, contre 27 % en 1987.
- Le montant des commandes prises en 1988 s'élève à 5,96 milliards de francs HT, en progression de plus de 14 % sur celui de l'année précédente.
- Le montant du carnet de commandes au 31 décembre 1988 (y compris les révisions de prix acquises à cette date) s'élève à 7,5 milliards de francs HT, en légère augmentation sur celui de l'année précédente, assurant ainsi à l'entreprise une bonne visibilité d'avenir 22 mois de chiffre d'affaires.

Économie

ÉTRANGER

36,5 milliards de francs de bénéfices en 1988

IBM réussit mieux en dehors des Etats-Unis

IBM, le numéro un mondial de l'informatique, a redressé ses comptes en 1988, grâce à ses affaires non américaines : son bénéfice progresse de 10,4 % à 5,8 milliards de dollars (36,5 milliards de francs), pour un chiffre d'affaires de 59,7 milliards de dollars (375 milliards de francs), en hausse de 3 %. La marge nette (ratio bénéfice net sur chiffre d'affaires) frôle sans les atteindre les 10 %.

« Big Blue » a repris des couleurs en 1988, sans toutefois retrouver sa forme des années d'or ni les ratios de rentabilité à deux chiffres dont la compagnie était coutumière jusqu'en 1985 : dopé par deux derniers trimestres brillants, le champion mondial de l'informatique a néanmoins reculé, l'an passé, les premiers fruits des mesures de restructuration et de redéploiement prises depuis deux ans. Celles-ci se

sont traduites par une nouvelle organisation de l'entreprise, pour mieux « cibler » à la clientèle et par des mouvements d'effectifs sans précédent (vingt-sept mille personnes ont changé de fonctions). L'année 1988 a également vu le constructeur mettre fin à sa tentative malheureuse de diversification dans les télécommunications (cession de Rolm), s'allier pour la première fois de son histoire à ses plus farouches concurrents afin de défendre la standardisation des logiciels de base des ordinateurs (bataille autour d'Unix), et affronter lui-même la fronde de multiples constructeurs de micro-informatique opposés au nouveau modèle qu'il avait lancé il y a dix-huit mois. Après des difficultés pour s'imposer, ce nouveau micro a pourtant été vendu à trois millions d'exemplaires au moins. Mais Big Blue a modifié, en cours d'année, l'organisation de la division opérant dans ce créneau, scindant clairement ce qui relève des micro-ordinateurs et ce qui tou-

che plus au monde des stations de travail, entraînant ainsi le départ chez Rank Xerox du patron de la division en question, Bill Lowe. 1988 aura également été l'année du règlement du litige qui l'opposait sur des brevets, depuis des années, au japonais Fujitsu... ce qui se traduit dans les chiffres de 1988 par un gain exceptionnel de 220 millions de dollars.

La légère déception des spécialistes après la publication de ces résultats (entachée par la nouvelle loi fiscale américaine) tient à plusieurs éléments : le groupe ne réussit pas à atteindre la barre des 6 milliards de dollars de bénéfice net, ce qui le maintient encore en dessous des performances réalisées en 1985 (6,5 milliards de dollars) et limite à 9,7 % sa marge nette. Ils s'inquiètent en outre du plafonnement de la compagnie aux Etats-Unis : le chiffre d'affaires non américain (34,4 milliards de dollars, soit 215 milliards de francs) progresse de 15,4 % et dépasse celui des Etats-Unis (25,3 milliards de dollars). Les bénéfices proviennent également du large développement du reste du monde : 4,1 milliards de dollars (25,8 milliards de francs), ils augmentent de 23,3 % et couvrent sur place le bénéfice américain (1,7 milliard de dollars).

F. V.

La bataille juridique autour de la firme britannique House of Fraser rebondit

La bataille n'est pas terminée autour du contrôle de la société britannique House of Fraser, propriétaire du célèbre magasin Harrods, de Londres.

Mardi 16 janvier, trois juges d'un tribunal londonien (High Court) ont enjoint au ministre du commerce et de l'industrie, lord Young, de déferer à la Commission des monopoles et des fusions, l'offre publique d'achat (OPA) lancée en 1985 avec succès par trois hommes d'affaires égyptiens, MM. Mohamed, Ali et Salah Fayed, sur House of Fraser. De plus, les juges demandent au ministre la publication du rapport d'enquête réalisé sur cette acquisition.

L'adversaire malheureux des frères Ali Fayed, le groupe de commerce international Lomho et son patron (managing director and chief executive), Roland « Tiny » Rowland, qui réclamaient depuis le 6 mars 1985 cette saisie, jugée « inappropriée » par lord Young le 25 novembre 1988, ont chanté victoire. Mais lord Young et le minis-

tère du commerce et de l'industrie ont fait appel. La cour d'appel s'est emparée du dossier mercredi 18 janvier et devrait rendre son arrêt vendredi.

L'affaire dure depuis juillet 1979. Lomho (3 milliards de chiffre d'affaires en 1987, soit environ 33 milliards de F) détenait alors 29,9 % du capital d'House of Fraser. L'OPA lancée en février 1981 sur la totalité du capital d'House of Fraser, soumise à la Commission des monopoles et des fusions, est jugée négativement par une majorité de membres de la Commission et, en décembre 1981, le ministère en empêche la réalisation.

Lomho avait entretenu des relations d'affaires avec Mohamed et Ali Fayed : de mars 1975 à juin 1976, la prise de participation par Lomho de 20 % du capital d'une société, Richard Costain Ltd, fait entrer Mohamed Fayed au conseil d'administration de Lomho, et son frère Ali devient un des directeurs de la compagnie. Ceux-ci, qui ont de multiples intérêts dans l'immobilier, l'hôtellerie, ont aussi racheté le Ritz,

à Paris. Le 2 novembre 1984, Tiny Rowland, qui a de nouveau rencontré Mohamed Fayed, lui vend sa participation dans House of Fraser. Puis tout se gâte : en mai 1985, les frères Fayed lancent une OPA sur la totalité du capital de House of Fraser et, quelques jours après, la publication du rapport de la Commission des monopoles montre une opposition moins ferme qu'on ne le pensait à la prise de contrôle de House of Fraser par Lomho, selon M. Rowland. Depuis, celui-ci n'a cessé d'attendre, puis de réclamer avec insistance que l'OPA des frères Fayed soit soumise à la Commission, affirmant que ceux-ci n'avaient pas les moyens financiers de cette opération, d'un montant de 615 millions de livres.

Par ailleurs, le rapport établi par le ministre sur la prise de contrôle de House of Fraser est actuellement un des documents utilisés par le Bureau des fraudes graves (Serious Fraud Office) pour une enquête sur un éventuel scandale financier de grande échelle.

J. D.

EN BREF

• Une compagnie de charters belge d'insaisie en France. — Le ministre des transports, M. Michel Delabarre, a autorisé la compagnie de charters belge Trans European Airways (TEA) à effectuer du transport à la demande vers l'Europe et le bassin méditerranéen, à partir de Lille et de Tarbes. Cette décision s'inscrit dans la politique du ministre, qui a décidé de geler la situation dans le transport aérien régulier, mais de libéraliser les charters. TEA, dont la filiale française basera un avion dans chacune des deux villes retenues, avait été empêchée en 1988 de reprendre la compagnie de charters de Mulhouse, Point-Air, en redressement judiciaire.

• Grève des hôtesses et stewards d'UTA. — Le Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC) a appelé les hôtesses et les stewards de la compagnie UTA à faire grève, le mercredi 18 janvier,

pour « protester contre la politique de déreglement sociale extrêmement brutale menée à UTA à l'encontre de cette catégorie de personnel ». Selon la direction, tous les vols ont été assurés.

• Changement à la tête d'Euro-tunnel. — M. Pierre Durand-Rival, directeur général du consortium Eurotunnel, concessionnaire de la construction et de l'exploitation du futur tunnel sous la Manche, est remplacé à ce poste par deux personnes, M. Alain Bertrand, précédemment directeur général adjoint chargé de l'exploitation, et M. Tony Ridley, directeur du métro de Londres, qui aura la responsabilité technique du projet. M. Durand-Rival reste membre du nouveau comité exécutif d'Eurotunnel. Cet ultime soubresaut est à rapprocher de la dispute qui oppose Eurotunnel à TLM, le groupement des entreprises chargées de percer l'ouvrage.

SOLDES
DU 20 JANVIER AU 4 FÉVRIER

ruelle de Paradis
PARIS

30 ROUTINES
PORCELAINE
ORFÈVRE
CRISTAL

LA RUE DE PARADIS - PARIS 10^e

HP - PRÉFECTURE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE
DIRECTION
DE LA RÉGLEMENTATION
2^e bureau
8, rue Saint-Catharine
Case officielle n° 31
54038 NANCY Cedex
Tél. 83-34-25-26, poste 2788
Personne chargée du dossier :
M^{me} VALCK

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Construction
du poste de transformation
d'énergie électrique 400/225/63 kV
de MOULAINES
sur le territoire de la commune
d'HAUCOURT-MOULAINES

**AVIS D'OUVREMENT D'ENQUÊTE PRÉALABLE
A LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE**

Par arrêté en date du 20 décembre 1988, une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de création à l'échelon de tension 400 kV de MOULAINES sur le territoire de la commune d'HAUCOURT-MOULAINES a été prescrite.

Cette enquête aura lieu du 16 janvier 1989 au 15 février 1989 inclus à la sous-préfecture de BRIEY et à la mairie d'HAUCOURT-MOULAINES.

Le public pourra prendre connaissance du dossier d'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture de ces administrations et consulter ses observations sur les registres prévus à cet effet ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur à la sous-préfecture de BRIEY.

M. René MARTINI, commissaire-enquêteur, recevra les personnes intéressées à la mairie d'HAUCOURT-MOULAINES le mardi 31 janvier 1989 de 14 heures à 17 heures.

Ses rapports ainsi que ses conclusions motivées pourront être consultés, à l'issue de l'enquête à la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, à la sous-préfecture de BRIEY ainsi qu'à la mairie d'HAUCOURT-MOULAINES.

NEW YORK 2690F

Offrez-vous les vols directs
Air France vers les U.S.A. à des
prix exceptionnels.

NEW YORK	2690 F
CHICAGO	3660 F
WASHINGTON	3100 F
HOUSTON	3985 F

MIAMI	3850 F
LOS ANGELES	4450 F
SAN FRANCISCO	4450 F
PHILADELPHIE	3420 F
BOSTON	2690 F

Prix aller-retour au départ de Paris en Classe Économique. Offre valable du 15 mars 1989 au 15 juin 1989. Suppléments de prix pour les weekend, samedi, dimanche. Validité maximum 7 jours, maximum 20 jours. Conditions et règlements du billet dans les 24 heures qui suivent la réservation. Autres changements de réservation possibles. Remboursement total ou partiel garanti. Taxes aéroport et taxes gouvernementales. Renseignements dans les agences Air France ou chez votre Agent de voyages.

AIR FRANCE N°1 VERS LES USA



هكذا من الاصل

Marchés financiers

Alstom et Combustion Engineering vont regrouper leurs activités dans les chaudières électriques

Alstom, le constructeur français de gros matériel électrique, a signé, mercredi 18 janvier, une lettre d'intention avec le groupe américain Combustion Engineering, pour regrouper au sein d'une filiale commune à 50-50 leurs activités dans les chaudières thermiques classiques (non nucléaires).

Le nouvel ensemble se classera au premier rang mondial de sa spécialité avec un chiffre d'affaires de 12 milliards de francs. Combustion Engineering, leader mondial, réalise déjà 8 milliards de chiffre d'affaires dans ce secteur, Alstom en réalise, lui, moitié moins (4 milliards), notamment par le biais de sa filiale Stein Industries (mille quatre cents salariés). Le groupe français sera probablement tenu de verser un apport de fonds pour compenser le déséquilibre entre les deux parties prenantes de la nouvelle société commune.

Cet accord, succédant à celui conclu récemment avec le britannique GEC pour fusionner l'ensemble des activités d'Alstom et la division

Power System de GEC (le Monde du 24 décembre), s'inscrit dans le vaste mouvement d'alliances croisées et de regroupement engagé dans le secteur électrique.

La nouvelle société créée par Alstom et Combustion Engineering dans les chaudières sera en effet apportée à l'ensemble constitué par Alstom et GEC, lequel sera en outre lié à un autre groupe américain General Electric dans le secteur des turbines à gaz. GEC, Alstom et General Electric sont en effet convenus de créer dans cette branche en plein développement une société commune dont General Electric détient 33,3 %, le reste étant détenu par la nouvelle société Alstom-GEC.

Ainsi est en train de se créer une sorte de groupement d'intérêts croisés réunissant les deux groupes européens Alstom et GEC et des groupes américains (General Electric et Combustion Engineering), afin de lutter contre la concurrence du leader mondial Asea Brown Boveri, constitué en août 1987.

V. M.

M. Vincent Bolloré est entré au conseil d'administration de la SCOA

Au conseil d'administration de la Société commerciale pour l'Ouest africain (SCOA), M. Vincent Bolloré, PDG de Bolloré Technologies, a remplacé M. Jean-Paul Farayre, PDG de Dunne, qui a voulu sa participation de 5 %. Ce mouvement consacre l'entrée du groupe Bolloré dans le capital de la SCOA à hauteur de 3 %, à l'automne dernier, par achat en Bourse, puis, début du début de la semaine, à 8,77 % par échange avec des actions SCOA créées à l'occasion d'une opération, sur une filiale.

M. Vincent Bolloré, comme administrateur, va représenter la SCOA, principale filiale de son groupe, qui, rachetée à la Financière de Suez en 1986, s'est concentrée exclusivement sur le transport et se trouve être le premier commissionnaire mondial à destination de l'Afrique. A ce titre, la SCOA, avec ses 8 milliards de francs de chiffre d'affaires, veut exploiter des synergies évidentes avec la SCOA, précisément sur les côtes d'Afrique.

Cette collaboration s'inscrit dans la grande opération de redressement de la situation de la SCOA, défective depuis pratiquement onze ans. Cette filiale du groupe Paribas, qui en est le principal actionnaire avec environ 30 % du capital aux côtés d'un groupe saoudien (10 %), de

l'Omnium nord-africain (5 %) et maintenant du groupe Bolloré, procède actuellement à de nombreux « dégraissages ». Sous la direction de M. Patrick Deveaud, l'un des hommes de commerce internationaux, à la barre depuis novembre 1987, elle a vendu ou fermé une vingtaine de filiales sur les cent cinquante du groupe, qui ne veut plus exercer trente métiers différents.

La SCOA, avec ses 11 milliards de francs de chiffre d'affaires consolidé, restera « en rouge » en 1988 avec, toutefois, une perte largement inférieure à celle de 1987 (174 millions de francs) : de l'aveu de son PDG, il faudra trois ou quatre ans pour redresser complètement la situation. Ce délai permettra à Paribas de prendre une décision sur sa dernière « casserole » : conserver, au besoin en association avec un groupe comme Bolloré, ou céder. Le secteur du commerce international reste pourtant digne d'intérêt, comme le juge M. Gérard Eskenazi, ancien directeur général de Paribas, et qui, à la tête de Parifiance, filiale du groupe Bruxelles-Lambert, est devenu le premier actionnaire de la très prospère CFAO, avec 13,50 %.

FRANÇOIS RENARD.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GRUPE AUSSÉDAT REY

Le Conseil d'Administration recommande l'offre d'INTERNATIONAL PAPER COMPANY

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 17 janvier sous la présidence de Monsieur Jacques CALLOUD, pour prendre connaissance de l'offre publique d'achat déposée par INTERNATIONAL PAPER COMPANY et portant sur la totalité des actions de la Société, au prix de 675 F par action.

Le Conseil a constaté que cette offre était un aboutissement des multiples contacts établis ces derniers mois par la Société.

En effet, l'association d'AUSSEDAT REY avec un partenaire lui permettra de développer sa position de principal fournisseur de papier de reprographie en Europe et de renforcer ses importantes positions dans la fabrication et la distribution de papiers d'impression-écriture et dans les panneaux décoratifs, répondant ainsi aux mouvements de concentration des entreprises et à la dimension considérable des investissements qui caractérisent aujourd'hui l'industrie du papier dans le monde entier.

C'est dans cette perspective que le Conseil a considéré que l'offre d'INTERNATIONAL PAPER COMPANY présente de nombreux points positifs :

- Par sa dimension, le groupe INTERNATIONAL PAPER, premier producteur mondial de papier, répond particulièrement bien à l'objectif poursuivi dans la recherche d'un partenaire de tout premier rang.

- Par la similitude de ses activités avec celles d'AUSSEDAT REY, INTERNATIONAL PAPER ouvre d'intéressantes perspectives de synergie, non seulement dans les domaines de la pâte à papier, mais aussi dans le secteur des panneaux de la Société POLYREY qui constitue un de ses pôles d'intérêt avec le rachat récent de la Société américaine MASONITE.

- Par sa stratégie homogène avec celle d'AUSSEDAT REY, INTERNATIONAL PAPER marque son plein accord avec le plan de développement industriel d'AUSSEDAT REY. Ce plan comporte en particulier un investissement majeur à l'usine de Saillet (Haute Vienne) comprenant dans l'immédiat une modernisation totale et un agrandissement de l'usine de pâte ainsi que l'augmentation de capacité des machines à papier existantes. Cet investissement initial, évalué à environ 2 milliards de francs (et qu'INTERNATIONAL PAPER s'engage à financer en cas de succès de son offre), aura des effets positifs sur les débouchés des bois et sur l'emploi dans les régions avoisinant l'usine.

- Enfin, l'intérêt des actionnaires est pris en considération, non seulement au niveau du prix de l'offre qui leur est faite, mais aussi par l'utilisation d'une procédure publique portant sur la totalité des actions, donc parfaitement claire, sous le contrôle des autorités de marché.

C'est pourquoi le Conseil a décidé à l'unanimité de recommander aux actionnaires d'accepter la proposition d'INTERNATIONAL PAPER COMPANY lorsque celle-ci aura reçu l'approbation des autorités compétentes.

NEW-YORK, 18 janvier

Assez forte reprise

L'aggravation du déficit commercial américain pour novembre n'a pas eu jusqu'ici l'effet négatif sur Wall Street que l'on aurait pu redouter. Au contraire, après un léger malaise le marché s'est vigoureusement redressé. A la clôture, l'indice des bourses s'élevait à 2 238,75, soit avec un gain de 24,11 points. Le bilan de la journée a été comparable à ce résultat. Sur 1 978 valeurs traitées, 1 035 ont monté, 473 ont baissé et 470 n'ont pas varié.

La dégradation du déficit commercial n'a donc provoqué qu'un malaise passager. En fait, les investisseurs n'avaient pas trop d'illusions. Ils espéraient bien un miracle, mais, en fait, ils avaient des doutes sur la capacité du marché à résister à une telle dégradation. A noter que l'indice Dow Jones ne se retrouve plus qu'à 8 points en dessous de son niveau du 14 novembre 1987.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

VALEURS	Cours du 18 jan.	Cours du 19 jan.
Alcoa	59 7/8	60 7/8
AT&T	28	28 3/4
Bell	60 1/2	61 3/8
Coca-Cola	31 1/8	31 3/4
De Pont de Nemours	30 3/4	31 3/4
Eastman Kodak	48 3/8	48 1/2
General Electric	45 3/4	46 1/4
IBM	123 3/4	124 7/8
Johnson & Johnson	52 1/2	53 1/4
McDonald	47 3/4	48 3/8
Pfizer	57 7/8	57 7/8
Schering	53 1/4	53 7/8
U.S. Steel	113 7/8	115 7/8
Union Carbide	26 1/2	27 3/4
Westinghouse	32 1/2	33 1/4
Xerox Corp.	58 3/4	59

LONDRES, 18 janvier

Au plus haut depuis le krach

En dépit d'une petite baisse de tension dans le courant de la séance, la Bourse de Londres a encore amélioré ses positions mercredi, retrouvant ses plus hauts niveaux depuis le krach de l'automne 1987.

L'indice Footsie des cent valeurs a terminé sur un gain de 24,4 points à 1 892,1 points.

L'annonce d'une aggravation du déficit de commerce extérieur américain pour novembre, à 12,5 milliards de dollars contre 10,3 milliards le mois précédent, a perturbé quelques minutes le marché, mais les acheteurs sont revenus en force en fin de séance.

La plupart des secteurs ont enregistré des hausses, notamment ceux des internationales, des électriques, des assurances, des magasins et des pétroliers.

Thomson T-Line a cédé 1 penny à 192 après une surenchère de l'offre « inanimée » de Ladbroke, de 150 millions de livres à 185,7 millions. Le groupe électrique que Apricot Computer a cédé 12 pence à 71 après l'investissement lancé par la direction sur une baisse des résultats pour l'exercice qui se termine en mars. Les fonds d'Etat étaient irréguliers ainsi que les mines d'or.

FAITS ET RÉSULTATS

■ Rhine-Poulenc a réglé mensuel. — Sept ans après avoir quitté la cartelle pour cause de nationalisation, le groupe Rhine-Poulenc va retrouver le 24 janvier, les fastes du marché à règlement mensuel à la Bourse de Paris. Le certificat d'investissement privé (CIP) va être négocié sur ce marché par quotités de 25 titres au minimum. L'admission de ce titre sur ce marché, où les négociations sont effectuées en continu, devrait lui donner une souplesse et une liquidité accrues.

■ SANOFI : hausse de 23 % de clôture d'affaires en 1988. Le groupe de chimie fine SANOFI (filiale d'Elf-Aquitaine) table sur un résultat net consolidé 1988, hors plus-value exceptionnelle, voisin de 750 millions de francs, en hausse de 23 % par rapport à 1987. Le chiffre d'affaires consolidé a progressé de 15 % (10,2 % à structure comparable), à 14,5 milliards de francs.

Parmi les principales sociétés mises en équivalence, Yves Rocher a réalisé un chiffre d'affaires de 3,9 milliards de francs tandis que les ventes se sont établies à 2,9 milliards de francs pour Entremont et 1 milliard de francs pour Nina Ricci, qui a rejoint le groupe l'année dernière.

■ Gilac sous contrôle néerlandais. — Le groupe néerlandais Coram Becher vient de recevoir le feu vert des autorités françaises pour racheter Gilac, l'entreprise d'Oyonnax, spécialisée dans la fabrication d'articles ménagers en plastique.

L'an dernier, Gilac a réalisé un chiffre d'affaires de 102 millions de francs et emploie deux cent vingt salariés. Avec cette acqui-

PARIS, 18 janvier

Poursuite de la consolidation

Dans l'attente de la publication du montant du déficit commercial américain de novembre, le marché parisien a vécu au ralenti. L'indicateur instantané, qui avait ouvert en baisse de 0,38 %, perdait jusqu'à 0,71 % quelques minutes avant de se redresser. A la clôture, l'indice des bourses s'élevait à 2 238,75, soit avec un gain de 24,11 points. Le bilan de la journée a été comparable à ce résultat. Sur 1 978 valeurs traitées, 1 035 ont monté, 473 ont baissé et 470 n'ont pas varié.

La dégradation du déficit commercial n'a donc provoqué qu'un malaise passager. En fait, les investisseurs n'avaient pas trop d'illusions. Ils espéraient bien un miracle, mais, en fait, ils avaient des doutes sur la capacité du marché à résister à une telle dégradation. A noter que l'indice Dow Jones ne se retrouve plus qu'à 8 points en dessous de son niveau du 14 novembre 1987.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

La nouvelle envolée du dollar malgré les interventions concertées des banques centrales, a déclenché une détente des taux d'intérêt (les bons du trésor à treize ans sont tombés à 8,83 % contre 8,89 % la veille), ce qui a relancé les achats des investisseurs institutionnels. CBS, De Pont et UAL ont été recherchés. En revanche, Goodyear, Sony et Citicorp ont cédé du terrain.

PARIS:

Second marché (réédition)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Ames & Amos	520	520	La Compagnie Elanco	232	232
Asystel	228	228	La gélène du mois	490	490
B.A.C.	330	330	Le gélène du mois	274 90	274 90
B. Leclercq & Assoc.	540	540	Locust	178	178
B.L.C.M.	500	500	Locust	180	180
B.L.P.	724	724	Micrologie Informat.	175	175
Bolton	508	508	M.I.B.M.	224	224
Bolton Technologies	528	528	M.I.B.M.	224	224
Bolton	1050	1050	M.I.B.M.	224	224
Châles de Lyon	725	725	M.I.B.M.	224	224
Calsonic	780	780	M.I.B.M.	224	224
Cardif	850	850	M.I.B.M.	224	224
C.A.I.-de-R. (C.I.L.)	364	364	M.I.B.M.	224	224
C.A.T.C.	136	136 70	M.I.B.M.	224	224
C.I.M.E.	128	128	M.I.B.M.	224	224
C.I.P. (S.A.)	352	352	M.I.B.M.	224	224
C.E.G.I.D.	738	748	M.I.B.M.	224	224
C.E.P.	230	230	M.I.B.M.	224	224
C.E.P.-Communication	1650	1650	M.I.B.M.	224	224
C.I.L. Informatique	1180	1180	M.I.B.M.	224	224
Châles de Lyon	825	825	M.I.B.M.	224	224
Calsonic	447	447	M.I.B.M.	224	224
Cardif	285	285	M.I.B.M.	224	224
Cardif	903	903	M.I.B.M.	224	224
Cardif	430	425	M.I.B.M.	224	224
Cardif	1650	1650	M.I.B.M.	224	224
Cardif	1050	1050	M.I.B.M.	224	224
Cardif	850	850	M.I.B.M.	224	224
Cardif	110	110	M.I.B.M.	224	224
Cardif	230	230	M.I.B.M.	224	224
Cardif	242	242	M.I.B.M.	224	224
Cardif	254	254	M.I.B.M.	224	224
Cardif	271	271	M.I.B.M.	224	224
Cardif	105	105	M.I.B.M.	224	224
Cardif	105	105	M.I.B.M.	224	224
Cardif	258	258	M.I.B.M.	224	224
Cardif	551	551	M.I.B.M.	224	224

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

Marché des options négociables le 18 janvier 1989

VALEURS	PRIX	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars	Juin	Mars	Juin
Accor	560	61	3,50	3,50	
CGE	440	14,50	29,50	29	
Elf-Aquitaine	480	29	40	7	12
Lafarge-Camp	1 400	15,50	218	4,50	13,50
Michelin	182	15,50	24	3,50	1,40
Midi	1 645	98	58	58	
Paribas	440	58	79	3	9
Peugeot	1 380	141	188	7,50	16
Saint-Gobain	600	43	65	11	25
Société générale	520	24	38	31	
Thomson-CSF	280	35	42,50	2,40	4,30

MATIF

BOURSE DU 18 JANVIER

[illegible][illegible]

سكن في الجبل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La visite de M. Mitterrand en Bulgarie. — Comment la bataille de Strasbourg a été perdue. 4 Les discours de clôture de la CSCE. 5 L'affaire de l'usine chimique de Rabta.	8-9 La préparation des élections municipales. 10 Election législative partielle de Seine-Saint-Denis. DÉBATS 2 La Grande Illusion, d'Alain Minc, lu par François Furet.	11 Education : les réactions aux propositions de M. Jospin. 12 Justice : un inculpé libéré par erreur à Reims. — Enquête à Marseille sur le fonctionnement du service des étrangers.	21 Le Festival du film fantastique d'Avoriaz : Baxter, de Jérôme Boivin ; ren-contre avec David Cronenberg. — Arts : l'autre Bugatti. 22 Jazz : Jean-Louis Chautemps et Martial Solal en duo.	27 L'enquête sur le rachat d'American Can par Pechiney. 28 Le rapport sur les comptes du régime général de sécurité sociale. 29 Les résultats d'IBM en 1988. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 26 Carnet 26 Météorologie 24 Mots croisés 24 Radio-télévision 24 Spectacles 23	• Jouez avec le Monde • Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille • L'actualité vue par le Monde • Abonnez-vous au Monde par minitel 3615 tapers LEMONDE

Le projet de loi sur les « noyaux durs »

L'Etat pourra s'opposer à toute participation supérieure à 10 %

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, devrait rendre public vendredi 20 janvier le projet de loi sur les « noyaux durs » des sociétés privatisées. Le Conseil d'Etat devait débiter jeudi dans l'après-midi sur un projet très court et qui ne concernait que les sociétés privatisées dans le cadre de la loi de 1986.

La loi redonnera leur liberté aux actionnaires des sociétés privatisées qui avaient été choisis par M. Edouard Balladur. Ils pourront donc céder leurs actions librement. Le texte actuel ne prévoit pas la remise en cause des pactes d'actionnaires. En revanche, ceux-ci ne pourront pas être opposés à des cessions d'actions.

Par rapport aux documents élaborés jusqu'à présent, le projet soumis au Conseil d'Etat contient des éléments nouveaux, notamment dans le but d'éviter que cette liberté ne fragilise trop les sociétés concernées. « Des dispositions seront prévues afin que les sociétés privatisées ne passent pas sous la coupe des firmes étrangères », a indiqué M. Bérégovoy dans le *Nouvel économiste* (20 janvier). En fait, le texte débattu reprend explicitement l'une des dispositions de la loi de privatisation porte sur cette période, le ministre des finances pourra s'opposer, au nom de l'intérêt général, à toute prise de participation française ou étrangère supérieure à 10 % dans le capital des sociétés concernées.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 19 janvier Fermeté

Le marché continuait à faire preuve de fermeté jeudi matin pour suivre son mouvement de consolidation amorcé depuis le début de la semaine. L'indice CAC 40 a progressé de 0,62 %. Parmi les plus fortes hausses figuraient BP France (+ 7,3 %), Guyenne-Gascogne (+ 5,6 %), Sodexo (+ 5,2 %) et Leroy-Somer (+ 4,7 %). En baisse figuraient Lescage (- 3,8 %), Unibail (- 3 %), Radiotechnique (- 2,2 %) et TRT (- 2 %).

(Publicité)
International

L'Europe suit le modèle Duriez

Réunis à Strasbourg, les ministres européens du travail sont tombés d'accord : l'Europe de la bureaucratie devra s'inspirer de la compétence DURIEZ, dont seule la France bénéficie pour l'instant. Les prix, le choix, la qualité DURIEZ font des envieux chez nos voisins. Les prix bas, DURIEZ connaît, mais il offre en plus le conseil personnalisé, et un service après-vente éprouvé. Le pays des troupes et des grands crus peut s'enorgueillir d'offrir aux douze une nouvelle exclusivité : l'expérience DURIEZ ! EN BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE, DURIEZ, C'EST L'ÉVÉNEMENT.

Sur présentation de cette annonce et sans obligation d'achat, un cadeau vous attend dans l'un de nos 3 magasins :
3, rue La Botte (9) Tél. : 47.42.91.40
112, bd St-Germain (9) Tél. : 46.33.26.43
132, bd St-Germain (9) Tél. : 43.29.05.60
Catalogue gratuit sur place ou par poste contre 3 timbres à 2,20 F. M2.

LA TRIPLIE
SON DAYON
GRAND TAILLEUR
Couture d'exception, 3 coupes
en Janvier, le costume 5950 F
62 rue St André-des-Arts 6
Tél. 43 29 44 10
PARIS 6 75006

L'ascension du dollar freinée par la crainte d'une hausse des taux d'intérêt européens

Les interventions concertées des banques centrales des principaux pays industrialisés, intervenues le mercredi 18 janvier, n'étaient pas parvenues, jeudi matin, à faire refluer le dollar, qui s'échangeait aux environs de 6,37 F, 1,9650 deutschemark et près de 130 yens. Alors que l'annonce d'une détérioration du déficit commercial américain en novembre (12,5 milliards de dollars) aurait dû pousser le dollar à la baisse, celui-ci a au contraire flambé, les marchés anticipant une hausse des taux d'intérêt américains. Cette poussée était un temps freinée jeudi matin par la crainte d'un contre-feu européen. L'institut d'émission suisse a annoncé le relèvement d'un demi-point de ses taux d'escompte et Lombard portés à 4 % et 6 % respectivement, décision qui n'a manqué d'ariver les rumeurs sur une hausse des taux directeurs allemands. La faiblesse du deutschemark face

au dollar inquiète les autorités monétaires germaniques, qui craignent ses conséquences sur la croissance de la masse monétaire et des prix outre-Rhin. La tentation était grande pour la Bundesbank, dont le conseil se réunissait jeudi, de relever soit le taux des primes en pension, soit le taux Lombard (actuellement de 5,5 %), voire les deux. Mais une telle décision risquait d'être interprétée aux États-Unis comme une provocation à la veille de l'entrée en fonction de M. George Bush. Elle représentait en outre une telle contrainte pour la France, sans doute amenée à suivre l'initiative de Francfort. En raison de la bonne tenue de la parité mark-franc ces jours derniers, les autorités monétaires françaises pouvaient espérer disposer d'une marge de manœuvre avant d'éventuellement modifier les taux directeurs.

Le déficit commercial américain s'élève à 12,5 milliards de dollars en novembre

Il faut remonter à juin dernier pour trouver un déficit supérieur à celui de novembre qui est de 12,5 milliards de dollars. Et dans sa sécheresse, l'aggravation du déficit des échanges américains — 2,24 milliards de dollars — apporte la confirmation des inquiétudes des derniers mois : une forte consommation favorable aux importations, un essoufflement des exportations. Le déficit commercial ne décroche plus, depuis le printemps dernier, de quel que 11 milliards de dollars en moyenne mensuelle, amenuisant les chances d'une correction des déséquilibres qui hantent les gouvernements des pays industriels mais apparemment moins les marchés financiers. La prise de conscience, par ces derniers, d'une stabilisation des déficits n'est sans doute pas étrangère à leur relative indifférence. Leur intérêt, une fois retombée la fièvre de l'introduction, le 20 janvier, de l'équipe Bush, se portera plus résolument, désormais, sur les chances d'une réduction du déficit budgétaire.

Les signaux contenus dans l'évolution du commerce extérieur ne font d'ailleurs qu'en souligner l'urgence. A moins d'un atterrissage en douceur de l'économie, les spécialistes voient mal comment la balance des paiements courants pourrait, cette année, voir diminuer un déficit d'environ 155 milliards de dollars en 1989 : la tension sur les taux d'intérêt annonce un allourdissement du service de la dette nette de 500 milliards, ce qui pourrait

Le numéro du « Monde » daté 19 janvier 1989 a été tiré à 504 759 exemplaires

DÉSERTÉZ !
VOYAGES À PIED EN 4 X 4
ET SOUS LES ÉTOILES
SAHARA, YEMEN, NEPAL, ...

NOMADE
AVENTURE

Doc. 50, avenue des Ternes
75017 Paris - Tél. 43-43-45-46

le journal mensuel de documentation politique après-demain
Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :
LE MONDE ASSOCIATIF
Envoyer 40 F (télérms à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean Dauterive, 75014 Paris, en espèces le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

annuler les modestes progrès encore espérés sur les échanges de marchandises.
Or la hausse de 4,2 % des importations en novembre annule les espoirs tenus des reculs des deux mois précédents. Les biens de consommation augmentent de 700 millions de dollars, tandis que les biens d'équipement progressent de 1,1 milliard, confirmant le dynamisme des investissements. Un sujet de soulagement alors que l'industrie tourne à plein régime : 84,2 % de ses capacités de production en décembre selon les données publiées mercredi 18 janvier, son plus haut niveau depuis... novembre 1979. La poussée de la production industrielle, 0,3 % en décembre et 4,7 % par rapport à décembre 1987, n'est qu'un fidèle reflet de ce phénomène.

L'écart se creuse avec la CEE

On comprend mieux, dans ces conditions, que les exportations, après avoir connu un rythme d'accroissement annuel impressionnant de 30 % au premier semestre, ne progressent plus que de 10 % depuis juin. Un haut fonctionnaire du ministère japonais des finances, M. Makoto Utsunomiya, a le mardi 17 janvier, résumé de façon lapidaire le dilemme des industriels américains, écartelés entre les demandes intérieure et extérieure. Selon lui, le problème des États-Unis ne réside plus dans un manque de compétitivité mais dans « la capacité et la volonté » des entreprises américaines à exporter.

Certes ponctuels, les résultats de novembre illustrent cette difficulté.

L'OPA sur la GEC
Le consortium international Metsum jette l'éponge

Metsum, le consortium international qui s'était constitué le 7 janvier afin de lancer une mega-OPA sur le groupe britannique General Electric Company (GEC), a décidé de renoncer à son projet (le *Monde* du 10 et du 11 janvier).

On ne connaît pas encore la raison de cette défection, mais, au fil des jours, plusieurs groupes soupçonnés de supporter l'opération n'ont pas donné suite à leurs projets : le constructeur informatique britannique STC s'est montré le premier réticent, l'américain General Electric a finalement tourné casaque vendredi 13 janvier. Enfin, le géant américain du téléphone ATT n'a pas décidé, mercredi 18 janvier, de se lancer dans l'aventure.

depuis 1820
HOMMES **NICOL** DAMES
La tradition anglaise du vêtement
à Paris, 29 rue Tronchet
SOLDES
Certe - 1992

Sur le vif Bravo, l'artiste !

Ce que je suis triste qu'il s'en aille, Ronnie ! J'étais sa groupie. J'ai vu tous ses vieux films. Des westerns de série B joués par un acteur hors série. C'est pour ça que ça me collait pas. Il avait pas la tête de l'empire. Il avait le regard trop lointain, le visage trop long, trop fin, un visage d'intello. Non, ne riez pas. Pour devenir l'homme le plus puissant du monde, faut en avoir sous les bigoudis. Il a ce qu'il faut. Plus qu'il n'en faut.

Ce que j'ai vu aussi, et pas vous, c'est les innombrables spots télévisés pour des aspirateurs et des lessives tournés avec Nancy dans des apparts en carton-pâte. Là, il était parfait : chaleureux, enjoué, sympa. Mister America. On avait l'impression d'être chez le voisin de palier : Ah ! Te voilà ! Viens voir notre nouvelle machine à laver !

A la radio, pareil. C'est là qu'il a commencé : derrière un micro, pas devant une caméra. C'était un formidable chroniqueur sportif, capable d'exalter l'enthousiasme et la fièvre des foules sous le vent, sous la houle d'une victoire à l'arraché.

S'il a si bien réussi — oui, parfaitement, après l'avoir brocardé pendant huit ans en lui donnant le titre de M. Siou le Président — c'est parce qu'il avait quelque chose à communiquer, une idée, un dessin pour le pays. Et pour le paix dans le monde. « La paix par la force ». Un programme bien précis qu'il a eu le courage d'appliquer et de défendre jusqu'au bout.

Tiens, ça aussi, ça m'en bouche un coin : son courage, leur courage à tous les deux devant le mort et la maladie. Je les voyais toujours s'encastrer dans une porte d'hélicoptère ou derrière une vitre d'hélicoptère, le sourire au coin des yeux, la blague au bord des lèvres. Et la main dans la main. Photo. Cliché. Arrêt sur l'image.

L'image du vieux cow-boy s'éloignant, sa mission accomplie, sur son beau cheval blanc dans le soleil couchant. Bravo, l'artiste !

CLAUDE SARRAUTE.

BELGIQUE : Le réquisitoire du procureur du roi

La métamorphose des « hooligans » au Heysel

Le procès des vingt-cinq « supporters » britanniques accusés d'être à l'origine du drame du Heysel lors de la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, le 29 mai 1985, commencé le 17 octobre 1988, se poursuit dans la capitale belge. Mercredi 18 janvier, le procureur a terminé son réquisitoire.

BRUXELLES
de notre correspondant

« Il serait paradoxal que le fait de se mettre à plusieurs pour commettre une infraction constitue une cause d'imputabilité ». Cette phrase, tirée du réquisitoire du procureur du roi M. Pierre Eroux lors du procès des vingt-cinq « hooligans » britanniques accusés d'avoir indirectement causé la mort de trente-neuf personnes lors de la finale de football en 1985 au stade du Heysel, résume le débat.

Depuis le début du procès, le 19 octobre dernier, tous les inculpés, en effet, des responsables du service d'ordre aux « supporters », n'avaient cessé de se renvoyer la responsabilité du drame. Le procureur, en trois jours de réquisitoire s'est attaché à démontrer que la plupart d'entre eux « ne se sont pas contentés de faire une promenade de santé au stade du Heysel ».

« Les inculpés », a ajouté le procureur, se comportent comme de profonds amnésiques, comme des victimes à la limite, annonçant une leçon trop bien apprise. Faut-il de loi « anti-casseurs » ou de législation similaire, le procureur belge a tenté, en se servant des jurisprudences étrangères, de faire ressortir la responsabilité des « hooligans ». « Cette responsabilité », a-t-il précisé, n'existe en rien des manquements, des déficiences, des lacunes dans l'organisation. « Il ne faut pas confondre les premiers couteaux et les seconds rôles ».

Les premiers couteaux ce sont ces « hooligans » qui imperceptiblement changent d'allure au fil de ce procès interminable. Leur première arrivée à Bruxelles avait causé une certaine surprise. Comment reconnaître dans ces jeunes gens si corrects, si bien habillés, les « diables » qui avaient

semé la terreur trois ans plus tôt ? Aujourd'hui, ils sont plus « mûrs », moins intimidés, mais, ils ne semblent toujours pas comprendre ce qu'ils font ici. Curieusement, alors que dans un premier temps le procureur s'était attaché à démontrer la responsabilité collective, il a ensuite séparé le bon grain de l'ivraie. Selon lui, le tribunal devrait acquiescer deux des « hooligans », et en condamner quatorze à des peines allant de trois à quatre ans de prison assorties ou non de sursis. Il a exprimé des réserves sur la culpabilité des autres, laissant le soin au tribunal de juger. Un réquisitoire relativement modéré puisque les supporters britanniques risquaient jusqu'à dix ans d'emprisonnement.

Les « seconds rôles », pour reprendre l'expression du procureur, s'en tirent mieux : au début de la semaine, en effet, le ministère public avait estimé que le tribunal pouvait renoncer à ses poursuites contre plusieurs prévenus cités à comparaître : le bourgmestre (maire) de Bruxelles, M. Hervé Brouhon, et son adjoint au sport, M^{me} Viviane Baro, la Ville de Bruxelles, l'Etat belge, ainsi que les responsables de l'Union européenne de football. « Bureaucratie poussive », avait déclaré le procureur, mais non coupable.

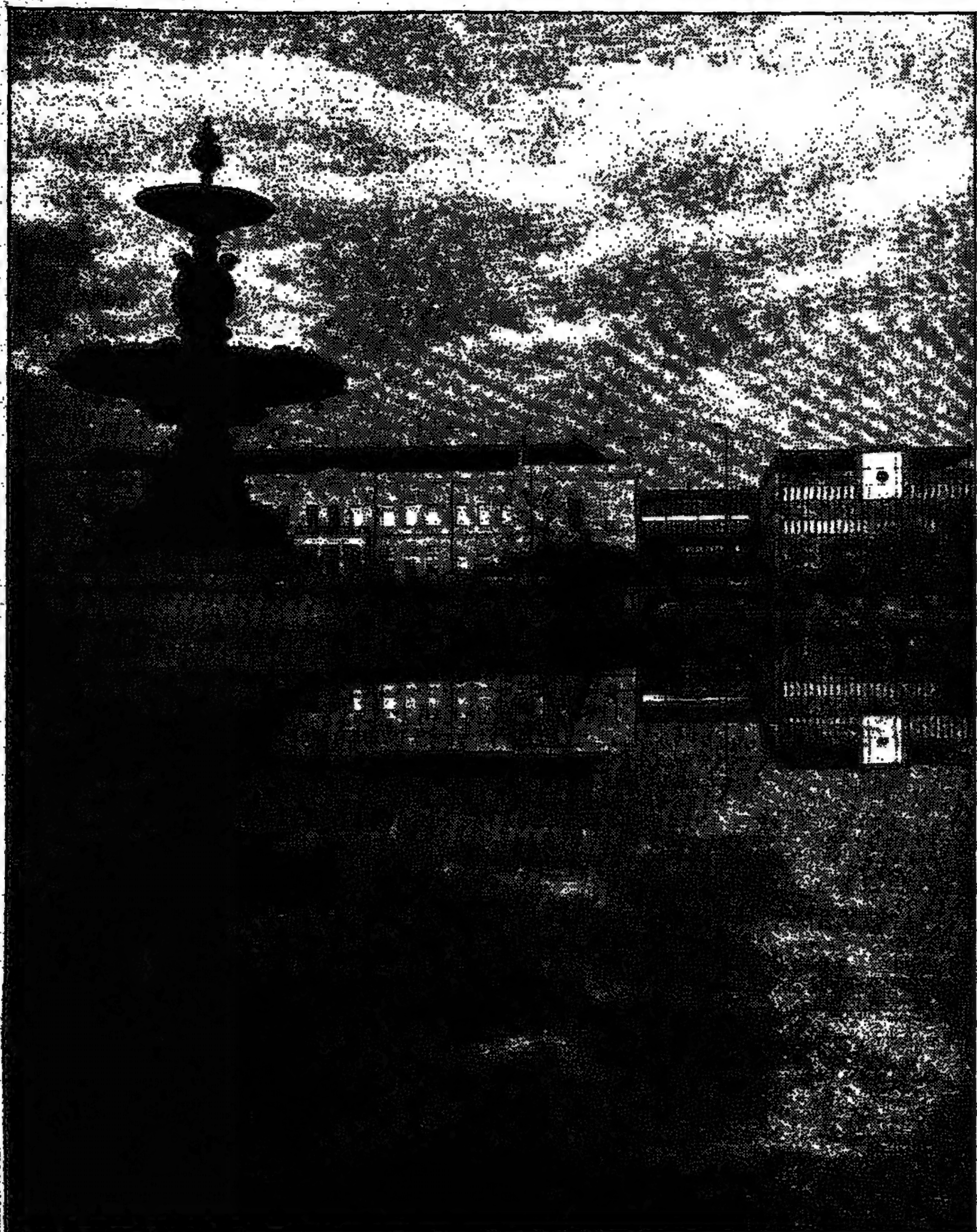
Coupable, en revanche, le président de l'Union belge de football, M. Albert Roosen, dont les erreurs d'appréciation et de gestion constituent, selon le procureur, de véritables infractions. Coupables aussi les deux responsables de la gendarmerie : le major Kemmer et le capitaine Mahieu « pour ce qu'ils ont fait, mais surtout pour ce qu'ils n'ont pas fait ce jour-là ».

Pour ces derniers, le procureur a laissé au tribunal le soin de décider des peines en souhaitant qu'elles soient inférieures à celles requises pour les « hooligans ». Dernière exhortation du procureur : « Votre décision devra inciter ceux qui seront tentés de venir casser du spectacle dans notre pays, mais aussi les organisateurs de manifestations de masse, de ne pas se lancer la tête la première ; rendez au football son vrai visage ; que personne ne gomme le 29 mai 1985 de sa mémoire ».

JOSÉ-ALAIN FRALON.

RAYMONDE LESCUR
Femmes **soldes** Hommes
BURBERRY'S - NINA RICCI - GUY LAROCHE
Centre Maine-Montparnasse - Paris 15^{ème}
125, rue de Sèvres - Paris 6^{ème}

VILLES AU FUTUR



ANGERS, de loin, n'existe pas, ou à peine : quelque part à l'Ouest une ville sans histoire, facile à vivre, agréable et dolente.

Angers, de près, existe, mais sans image encore claire, défaut d'impact dans notre monde du type à l'œil.

Premier défi : se faire voir tel qu'on est — une agglomération de 210 000 habitants abritant 20 000 étudiants — suivi de deux autres, au moins, que l'on peut résumer comme ceci :

Voici la ville la plus jeune de France. Comment faire, de ce qui est aujourd'hui une charge, une chance pour demain ?

Voici une ville qui risque d'être écartelée entre deux capitales : la nationale, Paris, qui sera bientôt à 90 minutes de ses portes ; la régionale, Nantes, qui chauffe ses ambitions.

Dans cet entre-deux périlleux, sans se rendre, avec le souci viscéral de préférer ce qui unit à ce qui divise, Angers a balisé quelques voies originales.

CLAUDE HENRI GAY

Un portrait
de Jean Monnier
Une déclaration
d'Olivier Guichard
Pages II et III

ENTREPRENDRE

L'exploitation
des nouvelles filières
du végétal
Les efforts sur la recherche
Pages IV à VI

APPRENDRE

La politique
des deux universités
et les projets
des grandes écoles
Pages VII à IX

S'ENTENDRE

Les deux visages de la culture :
les institutions
et les initiatives associatives
Pages X et XI

ANGERS

C'ETAIT la « ville des fleurs » et de la douceur de vivre, traditionnellement horloger et horticulteur, et l'on s'y méfiait d'instinct des fabriques, si salissantes, et des ouvriers qui mènent le tapage et votent si mal.

Au début du siècle, Angers avait manqué le train de l'industrialisation. Et après la seconde guerre mondiale, elle n'avait pu ne jamais se relever de la chute de la Maison Bessonneau, la grande manufacture de cordages dont le naufrage vint s'éteindre jusqu'à la fin des années 50.

C'est alors que la belle endormie des bords de Maine se réveilla.

Entre 1959 et 1975, ce sont les années glorieuses du miracle économique angevin : 400 hectares de zones industrielles aménagées, des entreprises accueillies par dizaines, trente mille emplois créés.

Dans le sillage des géants Thomson (téléviseurs) et Bull (ordinateurs), les grands vaisseaux industriels ancrèrent aux berges de Maine. Et se multiplièrent les implantations et les créations de petites et moyennes entreprises. Formidable vague sur laquelle Angers, avant d'entrer à son tour dans la crise, va « surfer » jusqu'en 1978.

Le miracle s'inscrit dans une dynamique départementale fondée sur une stratégie et une méthode qui ont permis de tirer le meilleur parti du contexte général de croissance et de l'action d'aménagement du territoire.

Face aux pouvoirs publics, l'Anjou se manifeste en effet avec une unanimité dont la cohérence, au-delà des rivalités locales, est encore intacte aujourd'hui.

En direction des entreprises, il développe, à travers un excellent outil technique de développement — le comité départemental d'expansion — une politique de prospection et d'accueil novatrice et efficace : démarchage systématique des candidats à la décentralisation, aides spécifiques à l'implantation par des systèmes de prêts bonifiés, réponse immédiate à tous les contacts par la mise au

C'est la décennie des vaches maigres, qui verra par exemple les effectifs de Thomson (devenue SEIPEL) tomber de deux mille trois cents à mille cinq cents salariés, et ceux de Bull de trois mille trois cents à deux mille cinq cents personnes. La ville perd, en moyenne, un millier de postes de travail par an...

Le dynamisme démographique exceptionnel de l'agglomération — près de la moitié de ses deux cent mille habitants ont moins de vingt-cinq ans — refait la ténacité : pour la seule ville d'Angers, on compte sept mille sept cents demandeurs d'emploi fin 1982, plus de dix mille fin

Morisset, s'affirmera lui aussi efficace et novateur, tant dans la prospection du marché des entreprises que dans l'art d'accompagner les créations d'entreprises nouvelles par un soutien suivi en matière d'études de faisabilité, de montages financiers et d'aides au démarrage.

L'idée est simple et réaliste : il faut continuer à prospecter les entreprises à l'extérieur pour les inciter à venir s'installer à Angers ; il faut aussi (surtout ?) favoriser aujourd'hui le développement économique endogène, c'est-à-dire celui qui résulte du progrès des entreprises déjà présentes sur place.

En 1983, Angers et le SEVA inventent les « villages de PME-PMI », en fait les couveuses de la deuxième génération : construction par la ville, sur la nouvelle zone d'activités de Beaucaud, de petits ensembles de bâtiments à l'esthétique soignée, où le regroupement d'entreprises de création récente et technique — avancées — s'accompagne d'un véritable plan de merchandising propre à susciter un « plus » dynamique — « Il faut qu'un et un fassent un peu plus de deux... », résume-t-on au SEVA, et conduit à la création de « mini-bassins de sous-traitance ».

Le système fonctionne, suscite de nouvelles créations — sociétés de services aux entreprises — et attire de nouveaux venus, comme tout récemment le fabricant de machines à graver Scriptas (80 emplois potentiels), séduit par cet environnement de sous-traitance.

Les vingt-cinq modules réalisés — il y en aura d'autres — sont aujourd'hui tous occupés et accueillent près de quatre cent cinquante emplois nouveaux.

En moyenne, depuis 1978, un millier d'emplois créés par an. A l'énergie, à l'invention. Tout juste de quoi compenser les pertes de substance et passer en profits les quelques centaines de postes gagnés par un tertiaire commercial plutôt dynamique.

CLAUDE-HENRI GAY.

(Lire la suite page VI.)

Des fleurs aux usines

point quasi instantané de dossiers en béton.

Vitrine et centre de gravité du département, Angers prend sa juste part d'un développement qu'elle contribue à impulser et, sur son élan, passe sans trop de mal les premières années de la crise.

Le décor va changer en 1978. La décentralisation n'est plus qu'un souvenir. Le bâtiment coule et licencie. Les entreprises « dégraisissent », et les plus fragiles ferment.

1987 et encore neuf mille fin 1988, avec un taux de chômage de 14 %. Réalité dramatique, qui ne diminue pourtant pas la « performance » représentée par la simple limitation des dégâts.

En entrant à la mairie, en 1977, Jean Monnier a immédiatement créé le SEVA (Service économique de la ville d'Angers), qu'il a chargé d'adapter à la dimension municipale et au nouveau contexte économique les méthodes rodées par le comité d'expansion. Très vite, le SEVA, dirigé par Jean-Marcel

Dès 1978, c'est la première ville à créer, dans des bâtiments désaffectés achetés et réaménagés par ses soins, des « couveuses » pour les jeunes entreprises auxquelles elle peut ainsi proposer en « aide à la naissance », des locaux à loyer (très) modéré. En dix ans, cent trente entreprises nouvelles ont vu le jour dans les quelque quarante modules aménagés sur cinq sites différents : cent vingt d'entre elles ont trouvé leur rythme de croisière et créé ensemble plus de mille six cents emplois.

صكزا من الاصل

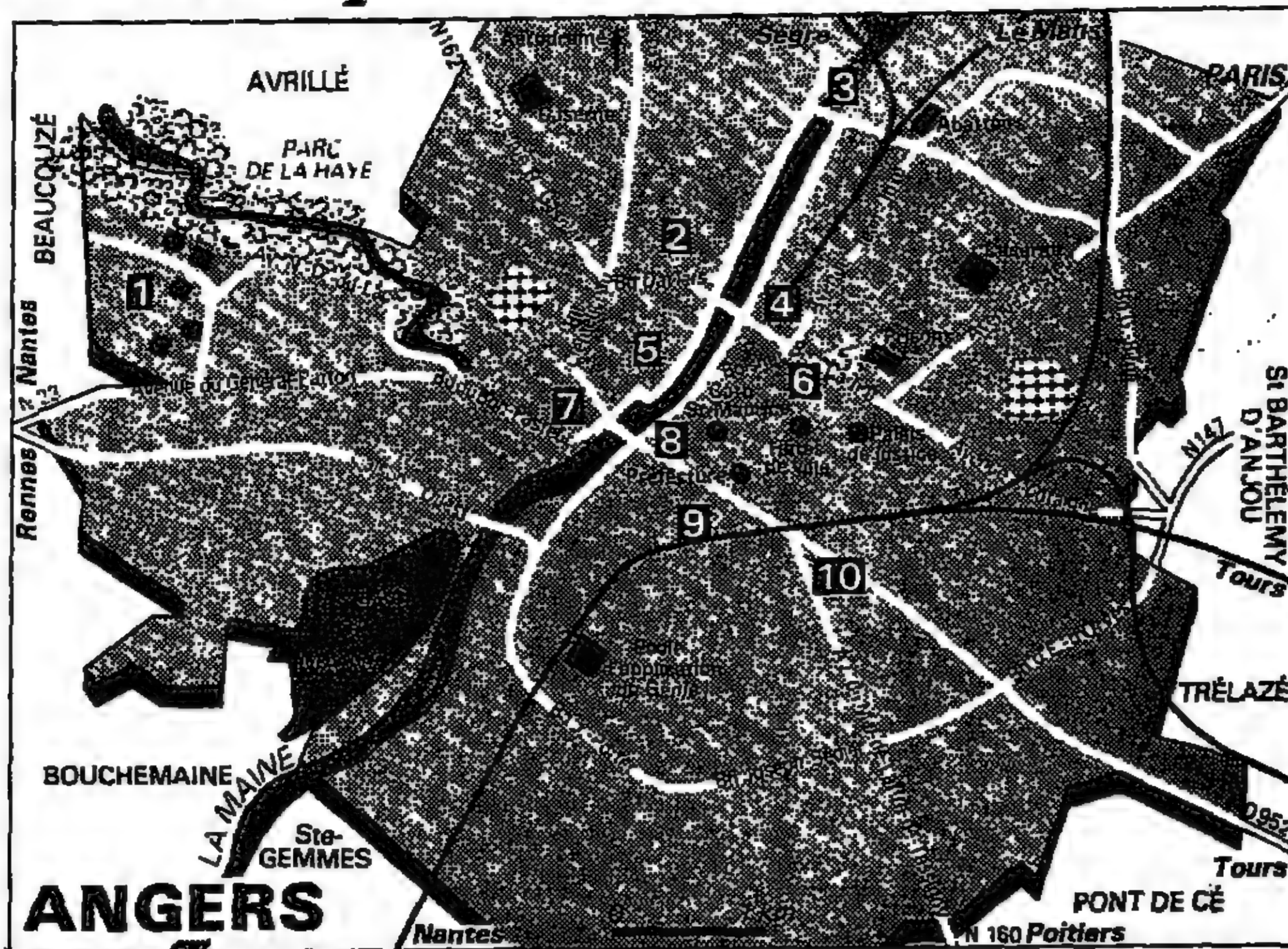
Dix sites pour demain

La ville d'Angers comptait, en 1986, 136 880 habitants : son agglomération, rassemblant au total seize communes, 213 712. Treize de ces seize communes sont groupées dans un district urbain présidé par le maire d'Angers, Jean Monnier.

Suivant les derniers chiffres disponibles (de 1982), la population active du district d'Angers comprenait notamment 35 % d'employés, 28 % d'ouvriers, 21,4 % de membres des « professions intermédiaires », 9,30 % de cadres et professions intellectuelles.

Jean Monnier a été élu maire en 1977, réélu en 1983. Le conseil municipal actuel comprend 55 membres : 42 (PS, non inscrits, MRG, PSU) font partie de la majorité municipale, 13 (RPR, PR, CDS) de la minorité.

Angers appartient à la région des Pays de la Loire : cinq départements (Maine-et-Loire, Loire-Atlantique, Vendée, Mayenne, Sarthe) dont le chef-lieu est à Nantes et dont le conseil régional est présidé par Olivier Guichard.



- 1 Technopole et centre universitaire d'Angers-Belle-Beille.
- 2 Centre hospitalier régional universitaire. UFR de médecine et pharmacie.
- 3 Emplacement du futur cinquième pont d'Angers, le pont Jean-Moulin. Mise en service prévue pour l'été 1989.
- 4 Zone de rénovation de l'ancienne gare Saint-

- Serge. 8 hectares sur lesquels devrait être construit un centre d'affaires. Terme des travaux : 1991.
- 5 Ecole nationale supérieure des arts et métiers.
- 6 UFR des sciences de l'environnement.
- 7 Zone de rénovation des anciens abattoirs. 6 hectares sur lesquels devraient être construits

- des logements par accession à la propriété. Terme des travaux : premier trimestre 1990.
- 8 Château du roi René avec la galerie de l'Appel. Office du tourisme.
- 9 Gare d'Angers-Saint-Land. Arrivée du TGV fin septembre 1989 : Angers à 1 h 30 de Paris avec onze liaisons quotidiennes dans les deux sens.
- 10 Université catholique.

L'ouverture

Depuis son arrivée à la municipalité

COMPOSER ou s'opposer : à deux mois des élections municipales, le vrai problème, ici, est de savoir si Angers sera ou ne sera pas le modèle exposé d'une ouverture politique acquiescée avec peine au niveau national. Mettra-t-on en vitrine une réalité qui, sur le plan municipal, fait déjà partie du vécu, comme le reconnaît Dominique Richard, secrétaire fédéral du CDS ?

Les tractations menées entre le maire, Jean Monnier, ex-PS et les centristes ont rencontré la semaine dernière les inévitables difficultés de l'adéquation entre l'offre et la demande, mais, au-delà de ces péripéties et de leurs conclusions, demeure la spécificité de ce terroir si favorable à la floraison de l'ouverture. Elle est le produit d'une culture et du cheminement des hommes que celle-ci, dans sa diversité, a marqués : c'est l'enracinement catholique et ses prolongements dans l'action sociale avant que d'être politique.

Dans les générations qui ont suivi celle de Jean Sauvage, le toujours très vert président du conseil général, Jean Monnier, le maire d'Angers, et Hubert Grimaud, député CDS — mais pas

seulement eux, — ont été formés au même moule des organisations de la jeunesse et du syndicalisme chrétiens.

Jean-Claude Rémy, ancien président de l'université d'Angers, directeur de l'Ecole des arts et métiers, conseiller régional RPR qui vient d'être désigné pour conduire la liste de l'opposition nationale, a, lui aussi, milité dans le syndicalisme et, avec son épouse issue de la bourgeoisie angevine, ils restent des catholiques fortement engagés.

Dans l'Ouest, l'assise chrétienne qui avait fait la force du MRP après la guerre s'est depuis redistribuée, allant jusqu'à renforcer de ses apports la gauche socialiste via le PSU puis le PS. La gauche se nourrit aussi de la lointaine filiation républicaine et de la résistance laïque, toujours présente dans un pays où la fleur de lys a compté beaucoup et où la croix préside autant à la vie sociale qu'à la vie religieuse, comme en témoigne la vitalité de l'enseignement privé.

Malgré cette dispersion, malgré la barrière des générations, ce sont souvent des hommes partageant les mêmes valeurs d'origine, ou incarnant le rapprochement de valeurs autrefois antagonistes, des

Arrangement à l'angevine

Energiques quand il le faut, ils préfèrent la négociation et le jeu en finesse

LA mer gris-bleu des toits ondule en houle douce. Entre Maine et Loire, Angers déroule sa grande tapisserie de ciel, de lumière et d'ardoise...

Voilà le dépliant touristique. Et en avant pour l'incontournable cliché de la trilogie angevine : « beauté-douceur-bien vivre ».

Il est vrai qu'Angers est belle et calme, comme ces femmes éloquentes que les années ont imperceptiblement griffées au coin de leur regard tendre.

Il est vrai qu'on y vit bien, comme on vit dans une ville où les fontaines bruissent entre jardins et rues piétonnes, où les encom-

brements s'attardent rarement plus de quinze minutes vers les 17 h 30, où la délinquance est réduite et reste modestement « petite », où la campagne — et quelle campagne ! — et les bords sablonneux de la Loire sont à portée de vélo, où l'on peut réserver pour le samedi un court de tennis — gratuit ! — sur un simple coup de téléphone le vendredi soir.

Mais il est vrai aussi qu'avec son petit Liré et sa douceur angevine, le gentil du Bellay a préparé à Angers et aux Angevins, comme on dit, un sacré « problème d'image »...

Beauté, douceur, bien-vivre : en creux, ça se lit narcissisme, mollesse et — péché irrémissible — province.

Comme ces comédiens définitivement enfermés dans un emploi immuable et pas nécessairement conforme à leur nature, Angers, dans l'inconscient collectif géographique français, est vouée au rôle de la petite-bourgeoise aimable et alanguie, têt couchée, assis-

due à la messe de 11 heures et promise une fois par mois au plaisir sans surprise ni passion d'une molle pièce de théâtre boulevardière, d'une opérette rassise ou d'un concert approximatif.

Erreur de distribution.

C'est oublier que, au pied de la si pittoresque forteresse de bon roi René, bourdonne la plus énorme usine d'ordinateurs d'Europe. C'est ignorer la force sous la douceur. C'est nier la vraie ville, que le visiteur est presque toujours étonné de découvrir si grande, les deux cent dix mille habitants de son agglomération, ses vingt mille étudiants et l'impressionnant effort de développement qui en a fait en quelques années un puissant centre d'activité.

Et même si la vie nocturne angevine se résume à quelques discothèques et bistrot sympathiques — ni plus ni moins que dans la plupart des villes de province de même taille — une vie culturelle exceptionnellement riche prodigue chaque semaine au

moins trois ou quatre spectacles et concerts de réelle qualité...

Depuis Jules César, qui leur tailla un costume pour vingt siècles dans sa « guerre des Gaules » — en oubliant un peu vite que les *Andecavi moles* avaient longtemps mené la vie dure aux légions de ses lieutenants, — les Angevins, eux aussi, ont eu à souffrir des idées reçues.

Un jeu pas ordinaire

On les reconnaît courtois, mesurés, ennemis des éclats et des conflits ouverts, volontiers « arrangeants ». On les voit, à l'envers de la médaille, indolents, insaisissables, hésitants. Erreur encore, comme celle des automobilistes parisiens qui tempêtent contre la conduite à l'angevine — on s'arrête à l'orange, on redémarre trois secondes après le passage au vert — en oubliant que la précipitation est mauvaise conseillère, qu'un quart d'heure

de retard est peu de chose en regard de l'éternité, et qu'une certaine composition ne messied pas à l'animal sociable, fût-il au volant.

En fait, l'âme locale se retrouve tout entière dans le jeu exclusivement angevin de la « boule de fort », qui tient de la pétanque, du billard et de la cinématique appliquée, et se pratique, impérativement en chansons de feutre, sur une piste concave, avec des boules aux pôles aplatis qui suivent d'extravagantes trajectoires onduleuses avant de venir mourir en douceur sur le but.

Tout est là, ou presque : la pantoufle, l'adresse, le calcul, le juste dosage de l'effort, le sens politique du contournement de l'obstacle. Jusqu'à l'énergie soudaine, éclatant parfois dans un tir direct qui fait fulgurer la grosse boule ferrée contre le butoir de la piste avec un bruit de tonnerre...

Energique quand il le faut, l'Angevin préfère tout de même le jeu en finesse, avec un rien de machiavélisme florentin que tem-

père son sens-atavique et profond de la convivialité : s'il s'attarde parfois derrière les tentures, ce n'est pas en spectateur, mais en observateur ; et jamais nul poison n'est venu gâter le précieux contenu d'une « fillette » d'Anjou.

Ses conflits, il les règle par la négociation. A petits pas. Et avec une maîtrise lincée de la diplomatie et un souci sincère de l'intérêt commun, ingrédients essentiels et caractéristiques de l'« arrangement à l'angevine ».

C'est la coopération sans réserve d'hommes politiques par ailleurs rivaux qui a permis dans les années 60 et 70 le spectaculaire essor économique de la ville et du département.

Et, aujourd'hui encore, l'entente pragmatique entre deux personnalités aussi fortes et opposées que sont celles du maire socialiste d'Angers et du président CDS du conseil général — les deux « rois Jean » de l'Anjou — en dit long sur l'aptitude à l'efficacité consensuelle du caractère angevin.

CLAUDE-HENRI GAY.

**ANGERS
PARC EXPO
400 000 VISITEURS
60 MANIFESTATIONS**

Salon des Vins de Loire, Sival (Matériels Viti-Vinicole Arboricole, Horticole et Maraîcher), Salon du Végétal, Salon des Sports Mécaniques, Broc et Puces des Pays de Loire, SEIPRA (Électronique Industrielle, Robotique, Automatisation Mesure), Foire-Exposition d'Angers, CITEXPO, Salon de l'Habitat et du Cadre de Vie, Salon des Antiquaires...

Ouvert en 1985, ANGERS PARC EXPO construit déjà un nouveau complexe :

Salle de spectacles de 4 000 places et salle d'expositions, accueil, restauration, réunions, pour accueillir dans les meilleures conditions Salons Professionnels, Rassemblements et Spectacles.

Tél. : 41.93.40.40 - Téléc. : 721 283 F
Télécopie : 41.93.40.50



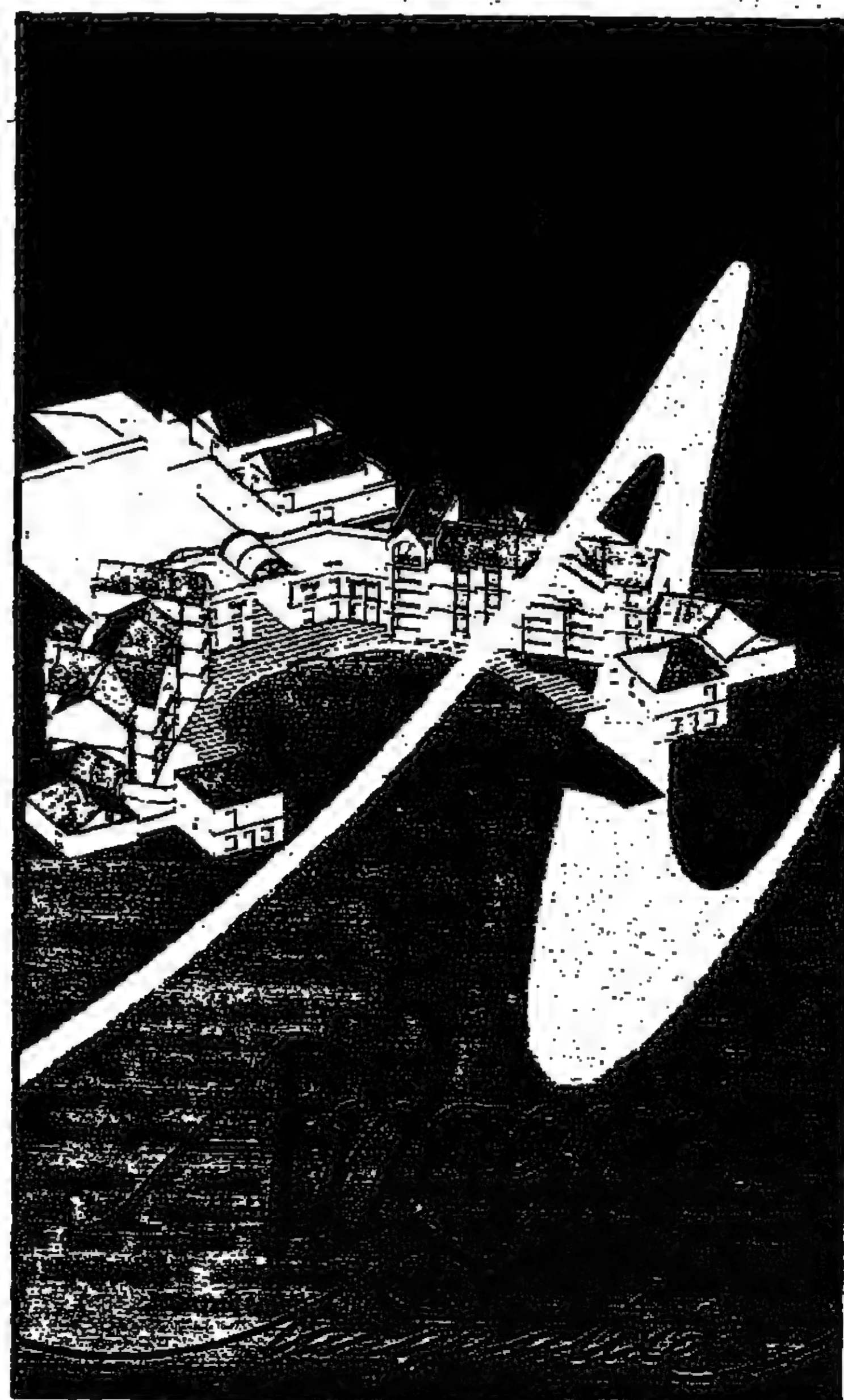
**LA QUALITE
avec**

V/A TRANSEXEL

et sa filiale

COTRA

Vive la ville en bus



ENTREPRENDRE—



LA vallée de l'Authion, de Saumur à Angers, vaste plaine aux confins de la Loire, de Maine, de Mayenne, de Sarthe, de Loir... le long de laquelle se déroule le chapelet des panneaux indicateurs annonçant communes, lieux-dits, confondus avec ceux que les pépiniéristes ont plantés. Ils sont nombreux ici, leurs exploitations sont rapprochées. On imagine la concurrence vive.

Expropriés du centre d'Angers à la fin des années 60 et réfugiés dans cette vallée verte, ces producteurs étaient leur force apparemment tranquille : 2 500 professionnels de l'horticulture, 25 000 hectares de semences, 1 000 hectares de pépinières et 60 % de la production française d'hortensias pour ne citer qu'une plante à fleurs parmi les plus communes. Mais, à l'heure des biotechnologies, si des publicités vantent encore les mérites de la tradition centenaire, voire bicentenaire, tel Minier, fondé en 1838, d'autres, comme Challet-

Héraut, accueillent deux des dix-huit « thésards » de l'université d'Angers.

De la vallée des producteurs aux labos des chercheurs, la « filière végétale » se développe ainsi dans une mosaïque où tous les éléments sont soigneusement imbriqués, génétique et marketing, esthétique et savoir-faire horticole.

Qui mieux que Limagrain, premier semencier européen (1,710 million de francs de chiffre d'affaires), et sa filiale Vilmorin, installée à La Ménitré — à 30 kilomètres en amont d'Angers — pourraient illustrer cette volonté forcée d'apprivoiser la chlorophylle, le soleil et ses effets, la terre et ses micro-organismes ?

« Quelle science, quelle patience pour que cette graine insignifiante parvienne à se reproduire exactement comme prévu », commente le film de présentation, de l'entreprise. La vie sur mesure ou presque... La composition génétique de la graine, comme sa « technologie », c'est-à-dire sa structure et sa présentation physique, doivent être contrôlées pour permettre de prévoir au mieux son... destin, jusque dans son entrée dans l'économie. La tendance actuelle est en effet de produire des légumes vite préparés par le consommateur, quel-quefois prêts à l'emploi (dits de quatrième gamme) ou des fruits produits rapidement et régulièrement, au goût nouveau. « En flux tendu », préciseraient les spécialistes de la logistique.

Ces exigences expliquent les recherches de pointe de la région : culture *in vitro* (pour produire plus) ; créations variétales (pour conserver, entretenir et enrichir le patrimoine génétique régional) ; valorisation des ressources génétiques (pour diversifier les productions) ; analyse des semences et pathologie végétale, qui étudie les maladies des plantes, des arbres fruitiers en particulier. Tous ici ont en mémoire les 400 hectares de vergers ravagés par le « feu bactérien » que l'on a dû arracher. Les arbres, attaqués par une bactérie appelée *Erwinia amylovora*, étaient comme passés au lance-flammes. Or l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) dispose à Angers de la deuxième équipe au monde, après les États-Unis, dans la lutte contre le feu bactérien : huit laboratoires, dix-sept chercheurs, quatre techniciens ! Ces chercheurs accueillent très favorablement l'installation, prévue en 1989 sur le technopôle d'Angers, de Biossem, laboratoire de technologie

des semences de Limagrain : dix personnes dont trois chercheurs. « Cet outil doit assurer le souffle du technopôle », affirme Jacques Langery, adjoint au maire, responsable de l'enseignement et de la recherche. Des « privés » côtoieront des agronomes de l'INRA à quelques centaines de mètres. D'autres chercheurs qui, *a priori*, ne travaillent pas sur le végétal sont stimulés par cette arrivée : les neurobiologistes de l'unité de recherche 298 de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale). Car des passerelles existent. Biossem étudiera dans sa division « enrobage des semences » les produits à impact retardé, dits *slowly release*, qui, fixés dans la graine, doivent assurer une protection à la graine puis à la plante adulte. Ces produits phytosanitaires agissent de manière analogue à certains médicaments qui ne sont actifs qu'une fois leur cible atteinte et donc limitent leur action sur l'environnement.

La fine fleur de la recherche

De plus, avec Biossem s'est concrétisée l'une des premières actions communes aux collectivités territoriales, à la couleur politique pourtant différente. Ensemble elles ont créé le SADAR (Syndicat mixte angevin pour le développement et l'application de la recherche). Le SADAR est maître d'ouvrage du laboratoire privé à hauteur de 5,6 millions de francs (crédit-seuil de quinze ans) sur un coût total de 9,3 millions de francs.

Cet organisme, qui a prévu d'autres opérations pour 1989 (notamment le développement de la recherche en protéines de poisson d'eau douce), gère les fonds provenant du conseil régional des Pays de la Loire, du conseil général et de la ville d'Angers.

Mais Biossem ne sera que la fine fleur de la recherche dans le domaine du végétal. Ainsi le contrat de plan Etat-région en cours d'examen insiste pour la période 1989-1993 sur deux filières : d'une part, 10,6 millions de francs seraient investis dans le secteur des semences (variabilité génétique, physiologie, pathologie) ; d'autre part, 10 millions seraient consacrés à la biotechnologie des espèces ligneuses.

A titre d'illustration, ces contrats se traduiraient, pour les 43 chercheurs de l'INRA par exemple, par « une dynamique intellectuelle et des moyens accrus » selon Jean Salette,

Un budget à l'ancienne

Ce père Denis de la finance applique ses recettes à la gestion de la ville

LE budget de la ville fait partie des curiosités d'Angers. Et parmi les visiteurs « très impressionnés », on cite volontiers, à la mairie, Michel Rocard et Laurent Fabius. L'un et l'autre ont demandé une note explicative à l'adjoint aux finances, André Despagne. Autant le dire, que celui-ci, qui a pour tout bagage un CAP d'ébéniste et qui a appris la comptabilité à l'armée, n'a pas été fâché de faire ainsi la leçon aux énarques. Pas en maître, mais en simple père Denis de la finance.

En apportant la preuve par les faits. Car, en l'espace d'un mandat municipal, la ville d'Angers vient d'investir près de 1 milliard de francs. Cela sans augmentation des impôts en francs constants, avec même, depuis deux ans, une progression inférieure à celle de l'inflation. « Depuis six ans, Angers aura été la seule ville, parmi les trente-sept plus grandes de France, explique André Despagne, graphiques à l'appui, à baisser chaque année le taux de la taxe d'habitation. »

La méthode Despagne ne doit rien à la science ; tout au bon sens. Car il gère avec une règle simple : les dépenses s'alignent sur les recettes et non l'inverse. Lors de son élection à la mairie, dans l'équipe Monnier, en 1977, les dépenses représentaient 102,7 % des recettes, dont 27 % pour le seul remboursement de la dette. « La ville frisait la mise sous tutelle », commente-t-il aujourd'hui, dramatisant volontiers pour valoriser le chemin parcouru et crédibiliser les perspec-

tives. Et d'aligner les chiffres. L'annuité de la dette ? Elle ne consomme plus que 17,3 % des recettes et pourrait tomber à 10 % au terme du prochain mandat. Les frais de fonctionnement ? Ils sont déjà passés de 75,5 % à 71,7 % des recettes ; avec l'espoir de se limiter à 65 % d'ici à 1995. L'autofinancement enfin ? Négatif il y a douze ans, le voilà remonté à 10,5 % des recettes et capable d'atteindre 25 % dans six ans.

De quoi, à terme, réduire la pression fiscale et offrir de l'aisance à son bâtisseur de maire. Déjà, l'an dernier, la ville a investi 180 millions de francs sans recourir à l'emprunt.

Les deux hommes s'apprécient. Ils ont fréquenté tous deux l'école de la vie et se sont rencontrés il y a une quinzaine d'années, au sein d'une association pour jeunes travailleurs : Monnier, directeur d'un foyer, et Despagne, trésorier. Ce dernier se positionnait à gauche mais sans excès militants ; il venait du pays de Jaurès et d'une famille sans le sou pour lui payer des études. Il avait la passion des chiffres. Jeune, il montait des spectacles fondés sur sa mémoire des chiffres et ses étonnantes capacités de calcul mental. Aujourd'hui, il fréquente volontiers les salles de jeux ; moins pour gagner, dit-il, que pour vérifier les lois des grands nombres. « Je parle surtout dans ma tête. »

Le papier avant l'ordinateur

Quand son maire lui a confié le portefeuille des finances, il s'est mis quinze jours au vert, pour faire sa formation. Seul avec un seul livre : la *Commune, son budget et ses comptes*, de René Dosière et François Ciquel. Son livre de chevet, mais pas ses maîtres à gérer. Despagne tromble les économistes, agace ses opposants de la minorité municipale, rassure ses collègues de la majorité et intrigue les journalistes.

Dans une mairie qui s'informe, lui garde ses pratiques artisanales. Son budget 1989, c'est une grande feuille de papier écrite à la main, chez lui ; dont les conclusions chiffrées seront ensuite confirmées par l'ordinateur. « Mon budget se veut pessimiste dans son élaboration, mais optimiste dans sa réalisation. C'est dire que je minore les prévisions de recettes et que je surestime un peu celles des dépenses ; pour éviter les mauvaises surprises et faire face à toute opportunité. L'an dernier, le budget était à peine voté que j'ai pu acheter un immeuble de 7 millions ; sans que cela soit prévu. »

Sans emprunter bien sûr. Il compte effacer tous les emprunts antérieurs de la Ville avant 1995. Pour lui, il faut proscrire les investissements dits exceptionnels que l'on paye deux fois avec le coût du loyer de l'argent, et assimiler le budget d'investissement au budget de fonctionnement. Tout simplement...

FRANÇOIS EVARD.

1.000 chercheurs
20.000 étudiants



Outre ses deux Universités et ses 14 grandes écoles et instituts (ENSAM, Ecole supérieure d'électronique de l'Ouest, ENITH, ESSCA, ISERPA), Angers se place parmi les rares villes de France à offrir des enseignements supérieurs spécialisés dans l'innovation et la qualité (Maîtrise et DESS).

S'appuyant sur un potentiel de 220 laboratoires publics et privés, une volonté collective a donné le jour à « Angers-Technopole », axé sur la physiologie végétale, la productique, le génie biologique et médical.

Conception et réalisation OFFIC

Le potentiel de l'Université d'Angers au service de la Formation Continue

- DES FORMATIONS SUPÉRIEURES DIPLOMANTES
 - ESEU A et B
 - Capacité en Droit
 - Licence et Maîtrise de Sciences Sociales appliquées au travail
 - Diplôme universitaire de Formation d'Adultes (DUFA)
 - Diplôme de Langue et Civilisation anglaises et américaines
 - D.U. (3^e cycle) de Médecine : Ergonomie
 - D.U. (3^e cycle) de Droit des Interventions Sanitaires et Sociales des Collectivités Territoriales
 - Capacité nationale en Alcoologie et Toxicomanie
 - D.U. (3^e cycle) en Communication et Médiation scientifique et technique
 - D.U. (3^e cycle) en Sciences de Gestion pour Ingénieurs
- DES FORMATIONS A LA DEMANDE DES PARTENAIRES ECONOMIQUES ET SOCIAUX
- DES RECHERCHES EUROPÉENNES SUR LA FORMATION

Ces actions sont organisées sous la responsabilité du CUFCO.

IUT D'ANGERS : 3 départements
GEB - GEA - BIOLOGIE APPLIQUÉE
FORMATION CONTINUE

- Mise à niveau Bac

- DUT Gestion des Entreprises et des Administrations

- DUT Génie Electrique et Informatique Industrielle

- DECF par unités de valeur

CUFCO
5, bd Lavoisier
49045 ANGERS Cedex
Tél. 41.73.39.40

IUT
4, bd Lavoisier
49045 ANGERS Cedex
Tél. 41.73.53.00

ANGERS
IUT

du végétal

Le dynamisme pour un service

de la profession

de la profession

de la profession

de la profession

de la profession

de la profession

de la profession

de la profession

de la profession

de la profession

du végétal

le relais des horticulteurs.

président du centre de recherches d'Angers, concrétisés par le transfert de chercheurs vers Angers (semences) et l'arrivée de stagiaires boursiers. (biotechnologies).

Tous appellent de leur vœu ce qu'il faut bien appeler une « renaissance » du végétal. Non que les résultats soient mauvais, mais l'équilibre de la filière végétale est fragile. Pour faire la différence, les producteurs doivent miser sur la recherche. « Nous savions que la création de variétés de semences a ses limites », explique Catherine Candela, responsable de Biossem. Il est difficile de faire la différence sur les espèces, c'est pourquoi nous avons créé Biossem, et misé sur la technologie des semences. Mais Angers souffre aussi du syndrome du « petit ». « Nous sommes une petite ville, une petite université et nous avons peu de laboratoires », affirme, en raccourci, Jean-Pierre Bigre, président du pôle de physiologie végétale. Ce groupement rassemble une quarantaine de partenaires (producteurs, universitaires, chercheurs) au sein d'une association. Son rôle : informer de « qui-fait-quoi ? » dans le végétal angevin et constituer un groupe de pression lors de l'élaboration des contrats (1).

Le syndrome du petit met en exergue le... grand, à savoir les Pays-Bas (« Les Français placent un chercheur sur un projet d'amélioration génétique quand les Hollandais en mettent dix », assure Jean-Yves Péron, biologiste, spécialiste de la génétique des légumes), mais aussi d'autres pôles scientifiques français, forts en végétal et souvent cités à Angers, tels Toulouse et surtout Montpellier avec son complexe

d'Agropolis (l'ochacropole agronomique) et sa spécialité en agronomie tropicale.

Si Angers a des atouts : (génétique et recherche de nouvelles espèces, lutte bactérienne, semences...) et des structures de relais entre la recherche et la production, telle Microviv pour la culture in vitro, elle a aussi ses faiblesses : des laboratoires morcelés aux passerelles difficiles et pas vraiment de « fédération » de la recherche, selon Jacques Langery. « L'avenir du végétal à Angers demande d'investir 40 millions de francs pour dépasser le seuil qui nous rendra crédible en formation, en recherche et dans les applications. Je compte beaucoup sur les solidarités des collectivités territoriales dans le cadre du SADAR pour réaliser ces investissements et, bien sûr, si l'Etat veut nous aider... Mais nous comptons aussi pour la fin du mois de janvier sur l'arrivée d'un nouveau directeur pour le laboratoire de recherche en physiologie végétale, sans directeur depuis quatre ans, qui serait capable d'impulser un nouvel élan, de redynamiser et de coordonner les activités, d'indiquer la voie... (2) ».

CHRISTIAN TORTEL

(1) Pôle de physiologie végétale, PRIA-Chambre de commerce et d'industrie, 8, boulevard du Roi-René, BP 626, 49006 Angers Cedex. Tél. : 41-88-23-11.

(2) Ce laboratoire très riche en matériel coordonne les recherches sur la maladie du Bayoud, qui affectait 80 % de la palme dattière, et 20 % de la palme dattière algérienne, selon Robert Lecomte, directeur adjoint et directeur scientifique de ce programme CEE pour quatre ans, d'un montant de 0,5 million d'ECU. La maladie du Bayoud est due à un champignon qui tue le palme dattier en quelques années, *Fusarium oxysporum f. sp. albedinis*.

Tables au vert

TROIS restaurants d'Angers (La Toussaint, Le Relais et le Vert d'Or) proposent la redécouverte de légumes et fruits oubliés, préparés dans un menu... nouvelle cuisine.

En apéritif : chips de persil à grosse racine. Goût aromatisé prononcé ; chips de panais, jadis appelé plat du pauvre. Goût sucré de carotte.

En entrée : cambré maritime (fines lamelles blanches croustillées lorsqu'elles sont crues, originaire du Nord Finistère). Accompagné de foie gras.

Plat principal : rapée de panais (goût de pomme de terre soutenu mais parfumé) entourée de physalis, minuscules tomates orangées très sucrées et juteuses ; cerfeuil tubéreux poêlé (proche d'une variété de pomme de terre mais goût spécifique,

analogue à la châtaigne ; originaire d'Europe centrale), mousse de panais, petites chanterelles, endives râpées, filet de panard.

Dessert : sorbet de menthe, (couleur pistache, goût mentholé, le fruit est oblong, protégé par une écorce, bourré de graines accompagnées d'un clafoutis de physalis (sucré soutenu).

Rapée servie sur commande (ici préparée par Jean-François Pirel). Les légumes et les fruits sont tous naturels mais oubliés ou sauvages, ou d'autres contrées. Ils illustrent les travaux de l'Association pour l'inventaire et la conservation des plantes cultivées (président : Jean-Yves Péron), qui œuvre pour la préservation du patrimoine génétique local. Contact : ENITH, Angers.

C. T.

Le dynamisme de l'entreprise pour un service public moderne

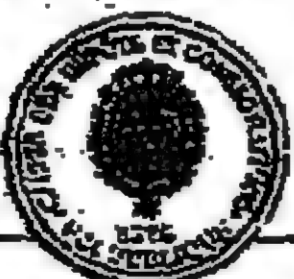
Plus de mille professionnels de la gestion dans le domaine de la prévoyance sociale et de l'assurance des personnes :

- assurent en temps réel le versement de 3,5 milliards de francs de pensions aux 940 000 retraités de l'IRCANTEC (Institution de Retraite Complémentaire des Agents Non Titulaires de l'Etat et des Collectivités publiques).
- gèrent 1 600 000 contrats de la Caisse nationale de prévoyance et ont traité 5,7 milliards de francs de recettes en 1988.

Pour l'Etablissement de la Caisse des dépôts et consignations à Angers,

trois exigences :

- le souci de l'intérêt général
- le goût de l'innovation et de la qualité
- la recherche d'une gestion performante par la maîtrise des coûts.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
ÉTABLISSEMENT D'ANGERS
22 et 24, Rue Louis Gail - 49039 ANGERS CEDEX
Tél. 41.86.25.00

POINTS FORTS

In vitro

EN l'élite du campus universitaire de Belle-Baie, à deux pas du laboratoire départemental de Physiologie végétale, MICROVIV fait déjà partie de la technologie angevine.

Créé en 1976, c'est le premier laboratoire français de culture in vitro, et le plus important.

Un service de recherche de sept ingénieurs et techniciens. Une quarantaine de salariés en socques, blouse et bonnet de chirurgien.

Dans des milliers de bocaux-éprouvettes, on y pratique la « multiplication végétative par micro-bouturage ». La « clonage » des plantes...

Avantages : production ultra-rapide (en progression géométrique), en très grande quantité (une mise en culture permet d'obtenir des centaines de milliers d'individus) dans un volume restreint ; « reproductibilité » absolue (tous les sujets sont identiques à la plante-mère) et sécurité sanitaire totale.

Encore en phase de développement, MICROVIV produit annuellement 5 millions de plants (avec une capacité du double) de cent espèces différentes. Pour l'horticulture, les pépinières (la tiers de la production est exportée) et les producteurs bretons d'artichauts qu'elle approvisionne en sujets « dévirovés ».

La culture au futur. — C.-H. G.

Liqueur

CRÉÉE en 1849 par Edouard Cointreau, qui parfuma délicieusement à l'orange tout un quartier d'Angers durant plus d'un siècle, c'est la plus ancienne entreprise de la ville et l'affaire d'une dynastie.

Symbole et porte-drapeau mondial de l'art de vivre local. Exemple de la qualité et de l'adaptabilité angevines...

Dans l'usine ultra-moderne bâtie en 1972 sur la zone industrielle d'Angers-Saint-Barthélemy, 235 personnes, aujourd'hui, produisent annuellement 23 millions de litres de spiritueux et liqueurs de fruits, dont 7 millions de litres de la transparente liqueur d'orange vendue dans cent vingt pays du monde.

Ce n'est qu'une partie de l'empire Cointreau, cocktail où entrent désormais Picon, rhum, ambragac, izars, whisky (Glentworth), Guignolet, crèmes de fruits (Regnier), eaux de vie (Jacobert) et porto (Antonin).

Avec sept distilleries, une demi-douzaine de filiales de distribution, 1 200 salariés et un chiffre d'affaires de 1,8 milliard réalisés pour 76 % à l'exportation, la firme au Plerrot se porte bien. — C.-H. G.

Vidéo

PEU ou mal connu, l'établissement d'Angers de la Caisse des dépôts et consignations est pourtant un des plus gros employeurs de la ville et du département. 1 100 personnes y sont

employées à la gestion de l'IRCANTEC (Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités) et de la Caisse nationale de prévoyance, importante compagnie d'assurance-vie.

L'établissement a, depuis 1982, acquis une complète autonomie de gestion et s'est attaché en particulier à développer une politique systématique de formation et d'information de son personnel. En moyenne, chacun des fonctionnaires de l'établissement passe chaque année sept journées en formation et, depuis un an et demi, peut consulter sur les écrans placés dans les principaux lieux de passage un journal vidéo de douze minutes, mis à jour toutes les deux semaines, réalisé par le service de communication pour le tenir au courant de la vie de l'établissement. — J.-F. S.

Ardoises

C'EST le gris bleuté des toits d'ardoise qui « donne le ton » à Angers. Une ardoise produite dans l'agglomération même, sur la commune minière de Trélazé, où l'un des plus importants gisements d'Europe est exploité depuis des siècles.

Mais les importations d'ardoise d'Espagne, exploitées à moindre coût à ciel ouvert, ont mené la vie dure aux deux grandes sociétés ardoisières locales, qui ont toujours assuré plus de 90 % de la production française. L'une de ces exploitations a fermé ses portes à la fin de 1988. Et l'effectif des « perceurs », comme on appelle en Anjou les mineurs d'ardoise, est

tombé en trente ans de plus de 3 000 à moins de 1 000 salariés.

Désormais seule sur le bassin d'exploitation, la Société des ardoisières d'Angers (1 200 salariés dans le groupe, dont environ 800 ouvriers) a échappé à la famille Soulez-Larivière, dernière des grandes « dynasties » angevines de l'ardoise : elle est détenue depuis septembre 1988 par la société financière Elysée Investissements, déjà majoritaire dans le capital de la Générale française de céramique (25 % du marché français de la tuile en terre cuite).

Mais elle continue à produire une ardoise d'exceptionnelle qualité. Et le redressement amorcé en 1987 s'y est confirmé en 1988, avec 43 000 tonnes vendues pour un chiffre d'affaires de 200 millions de francs dont 18 millions... à l'exportation. — C.-H. G.

Dans sa série « Villes au futur », le Monde a publié des suppléments sur : Grenoble (10 mai 1985), Rennes (15 novembre 1985), Strasbourg (24 janvier 1986), Milan (4 avril 1986), Bordeaux (23 mai 1986), Barcelone (31 mai 1986), Lille (20 juin 1986), Montpellier (17 octobre 1986), Lyon (12 décembre 1986), Marseille (20 février 1987), Nancy (22 mai 1987), Toulouse (16 octobre 1987), Belfort (5 novembre 1987), Nantes (17 décembre 1987), Clermont-Ferrand (21 janvier 1988), Metz (28 octobre 1988), Reims (15 décembre 1988).



Intégralement fabriqué à Angers, le Bull DPS 7000 remporte le Trophée de la Haute Technologie.

UN ARBRE QUE TOUT LE MONDE S'ARRACHE.

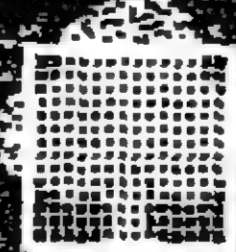
Déjà plébiscitée par les utilisateurs aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, la ligne de produits Bull DPS 7 remporte un nouveau succès avec l'ordinateur Bull DPS 7000. Si le Trophée de la Haute Technologie 1988 (*) récompense le

Bull DPS 7000, c'est non seulement pour sa valeur technologique de pointe, mais également pour son succès commercial. C'est le seul ordinateur européen de moyenne/grande puissance vendu avec succès aux Etats-Unis dès son lancement. Intégralement réalisée à Angers, plus de la moitié de la production est exportée.

Si Bull est fier de cette réussite, c'est aussi parce que le Bull DPS 7000 symbolise le succès d'une stratégie qui anticipe les besoins du marché, afin qu'aujourd'hui et demain, Bull et ses clients, forment une équipe qui gagne.

(*) Concours organisé par Le Figaro et KPMG (Klynveld Peat Marwick Goerdelen).

Bull



هكذا من الاصل

POINTS FORTS

Commerciaux... Consultants

L'ÉTAT, la région, la ville ont participé largement au financement des travaux d'agrandissement de l'Ecole supérieure des sciences commerciales d'Angers, qui viennent d'être terminés sur le campus de Belle-Beille. Preuve de l'intérêt que les responsables locaux portent au développement de cet établissement, créé en 1909 au sein de l'université catholique de l'Ouest mais qui a pris, depuis vingt ans, une très large autonomie (1). 3 000 candidats se sont présentés au dernier concours de recrutement, dont plus du tiers venaient de la région parisienne; 180 ont été acceptés qui, assure le directeur général, Michel Caste Ballesau, n'auront aucune difficulté à trouver un emploi.

La principale originalité de l'ESSCA est d'être la première école de commerce à recruter au niveau du baccalauréat; les élèves ne seront donc pas passés par une école préparatoire mais suivront une formation en quatre ans. Formation qui présente deux caractéristiques. Elle est d'abord très largement ouverte sur l'entreprise. Au cours du premier cycle de deux années, trois stages en entreprise sont prévus. Au cours du deuxième, une option « alternance » comporte deux stages de six mois dans la même entreprise, avec un suivi assuré par les professeurs dans l'entreprise elle-même.

Deuxième point fort de l'ESSCA: son intérêt pour la vie internationale. A l'initiative des élèves qui choisissent à l'entrée du deuxième cycle la filière internationale, un large programme d'échanges universitaires a été lancé depuis 1976. Aujourd'hui, cinquante étudiants effectuent leur quatrième année d'études dans l'une des universités étrangères (en Europe ou en Amérique du Nord) avec lesquelles des accords de coopération ont été signés.

Les responsables de l'école insistent enfin sur le « plan de développement » qu'ils ont adopté en 1985, véritable charte d'entreprise qui définit de façon précise les objectifs pédagogiques (formation humaniste et efficacité professionnelle) pour les années à venir. L'ESSCA n'a pas encore tous les moyens — en enseignants, en matériel informatique, etc. — de réaliser ses ambitions, qui sont grandes et diverses puisque, par exemple, elle souhaite tout simplement « devenir le centre d'étude et de gestion de la technopole angevine ». — J.-F. S.

(1) L'ESSCA est gérée par une association qui comprend l'université catholique de l'Ouest, la chambre de commerce et d'industrie d'Angers, les associations des élèves, des anciens élèves, des professeurs de l'école. Elle appartient à la Confédération des grandes écoles ainsi qu'à la fédération des écoles supérieures d'ingénieurs. Son diplôme est reconnu d'Etat depuis 1980.

Consultants

LES perspectives qui s'ouvrent pour les métiers de conseil, d'audit ou de consultant sont très prometteuses sur un marché du travail encore, et malgré tout, déprimé. Ouvert en octobre 1987, à Angers, « l'Institut pour le développement du conseil d'entreprise » (IDCE) en est l'illustration. Pour la première fois, une « école de consultants » non seulement s'établit en province, mais vise le marché régional des PME-PMI avec l'objectif d'accompagner le développement économique local et de soutenir l'effort de modernisation.

Dirigée par M. Jean-Yves Gourvès, l'école a été, dès l'origine, voulue par les professionnels régionaux du secteur, appuyée par la chambre de commerce et d'industrie des Pays de Loire, et a été aidée par l'Ecole supérieure de commerce de Nantes. Prévue pour accueillir, en deux cycles dans l'année, des cadres confirmés ayant au moins cinq années d'expérience professionnelle et de nouveaux titulaires d'un diplôme bac + quatre ans, elle a tout de suite connu le succès et prouvé son utilité.

Une première promotion de vingt et un assistants est déjà sortie de l'école. Après des stages, nombre de consultants juniors ont de grandes chances d'être placés dans un cabinet, souvent régional, ou dans des entreprises. Certains envisagent de travailler à l'étranger. Trois anciens élèves bénéficient du programme européen COMETT et effectuent un stage en Italie et en Grande-Bretagne, pour six mois.

Déjà, l'initiative d'Angers révèle qu'un créneau existait et, mieux, suscite d'autres vocations. Ainsi, l'IDCE vient de signer un accord avec un organisme de formation italien pour mettre en place le même enseignement à Rome. — A. Le.

Paysagistes

ON recherche des ingénieurs en paysage, c'est-à-dire compétents en mathématiques, informatique, génie rural, et qui ont également un certain sens artistique. « Nous recevons trois offres d'emploi pour un élève formé », affirme Jean-Pierre Bigre, directeur de l'Ecole nationale des ingénieurs des techniques horticoles d'Angers (quatre autres écoles du même genre existent à Nantes, Bordeaux, Dijon et Clermont-Ferrand).

Du coup l'école investit 10 millions de francs et s'agrandit pour accueillir le 1^{er} octobre 1990 une promotion de 72 élèves contre 48 aujourd'hui (dont 10 % d'étrangers). L'étudiant pourra choisir dès l'entrée l'une des deux filières: horticulture ou paysage. — C. T.

La « catho » entre tradition

La plus ancienne Université de l'Ouest, désormais en concurrence, a beaucoup

L'UNIVERSITÉ catholique d'Angers ne fait pas de complexes par rapport à celles de l'Etat. Elle a d'abord le privilège de l'ancienneté. La tradition universitaire de la ville remonte au Moyen Age. Fondée en 1364, la première université d'Angers a été supprimée à la Révolution, mais, dès la loi de 1875 sur la liberté de l'enseignement supérieur, Mgr Freppel, professeur d'Angers, a réconcilié la ville avec sa vocation universitaire. L'Uni-

versité catholique de l'Ouest (UCO), implantée à Angers, est l'une des six (avec Paris, Lyon, Lille, Toulouse et Strasbourg) que compte la France aujourd'hui.

Elle a également moins d'étudiants: 5 500, soit un peu plus de la moitié de l'effectif étudiant de l'Etat. Le vivier débordant largement les frontières de la ville et du département. Un tiers vient de Maine-et-Loire, un tiers des Pays de Loire, le troisième des autres régions de l'Ouest. Son rayonne-

ment tient à l'histoire, au prestige de ses anciennes facultés, à sa spécificité catholique (les deux tiers des étudiants viennent d'établissements secondaires catholiques) et à la réputation de ses actuels instituts universitaires (au nombre de huit) et des écoles (chimie, électronique) qui lui sont rattachées.

La « Catho » d'Angers a-t-elle gagné ou perdu à la création, en 1971, de l'université d'Etat? Le sujet a fait, depuis cette date, bien des vagues. La faculté catholique de droit a été supprimée. Celles de lettres et de sciences ont

été transformées en instituts. Le recentrage sur « nos secteurs les plus performants » (langues, mathématiques, psychologie et sciences sociales, etc.), selon Mgr Pierre Ouvrard, actuel recteur, s'est révélé bénéfique. « Sans faire de malthusianisme, explique-t-il, nous tenons à la taille humaine de notre établissement, qui favorise l'étude, la relation, la recherche. »

La concurrence a permis à l'Université catholique d'Angers de repenser sa vocation et son projet. Le résultat en est aujourd'hui une double image de tradition et d'innovation. Dans toutes les filières, la formation générale et la formation professionnelle sont étroitement liées. Les étudiants qui se destinent à l'enseignement peuvent préparer dans les instituts de langues, de lettres ou d'histoire des diplômes classiques, mais suivent aussi les cours de l'institut de formation pédagogique. L'institut de perfectionnement en langues vivantes prépare la licence et la maîtrise, mais forme aussi ses étudiants au secrétariat, à la gestion, à l'informatique, etc.

Les instituts universitaires de la « Catho » d'Angers proposent ainsi une formule originale, intermédiaire entre celle des anciennes facultés généralistes et les écoles supérieures spécialisées. Les effectifs y sont limités. Le volume des cours est supérieur d'environ un tiers à celui des facultés classiques (souvent de trente heures). L'encadrement y est étroit et le contrôle des études constant.

Des langues à l'électronique

DEUX établissements symbolisent l'expansion de la « catho » d'Angers.

L'institut de perfectionnement en langues vivantes (IPLV), d'abord, passé de trente-cinq étudiants en 1972, année de sa création, à mille cent trente et un inscrits aujourd'hui, venant de près de la moitié des départements français. De six cents à huit cents candidats frappent chaque année à la porte: deux cent cinquante sont admis.

La raison de ce succès tient à la combinaison d'un enseignement linguistique traditionnel (langue, littérature, civilisation) et d'une formation technique très concrète. C'est Shakespeare, plus la sténographie, dit Ingelborg Martin-Krumm, directrice de l'établissement. Les étudiants peuvent en sortir avec une licence et une maîtrise de langues, mais aussi avec un diplôme d'assistante de direction trilingue, de

traducteur ou d'interprète de conférence (en cinquième année, pour un nombre très restreint d'élèves).

« Aucun étudiant ne nous quitte sans avoir fait au moins un stage en entreprise », dit M^{me} Martin-Krumm qui place ses stagiaires, et plus tard ses diplômés, dans des entreprises, notamment commerciales, en France et dans tous les pays d'Europe. Les liens entre l'IPLV et la faculté de lettres d'Etat sont si étroits qu'ils ont créé ensemble, avec le concours d'un institut municipal, Angou-Interlangues, pour l'enseignement des langues rares (arabe, russe, japonais, etc.): trois cent cinquante étudiants sont déjà inscrits.

L'ÉCOLE supérieure d'électronique de l'Ouest (ESEO) vient elle aussi de doubler ses

capacités (laboratoires, enseignants) et le nombre de ses diplômés: cent vingt sortent chaque année, à l'issue de cinq années d'études, comme ingénieurs en électronique, en génie électrique, en génie informatique, en automatique et en télécommunications.

« Nous formons des généralistes », dit Victor Hamon, directeur de l'ESEO, alors que la plupart des établissements comparables au nôtre spécialisent très tôt leurs élèves ingénieurs. Ce profil d'ingénieur multidisciplinaire est très recherché. Des entreprises de la région comme Bull, Thomson-Saïpel, Motorola-Electronicité, l'Aérospatiale viennent puiser leurs ingénieurs à l'ESEO. Mais celle-ci place aussi ses stagiaires — et ses diplômés — jusqu'à Singapour, au Japon, aux États-Unis. « On n'arrive pas, dit le directeur, à satisfaire la demande. »

Lifting à l'ENSAM

100 millions pour rénover l'Ecole nationale d'arts et métiers

QUAND il a pris possession de son bureau en décembre 1985, Jean-Claude Rémy, directeur de l'Ecole nationale supérieure d'arts et métiers d'Angers, a été épouvané. Un néon mural éclairait sinistrement un mobilier vieillot. A l'image de cette pièce grise et froide, l'école accusait son âge.

Rejetée par la population vendéenne de Beaupréau qui voyait dans cette usine à enseigner une « fille de la République » dérangée, l'ENSAM s'est réfugiée en 1815 dans l'abbaye du Ronceray, au cœur de la ville. Son développement a suivi celui des arts et métiers en France. Aujourd'hui, elle fait partie des six établissements de province avec ceux de Châlons-sur-Marne, Cluny, Lille, Aix-en-Provence, Bordeaux (1). Ses bâtiments se sont peu à peu étendus pour abriter les immenses ateliers où les « gadzarts » en blouses grises se font la main.

Malheureusement, ces ateliers ont subi le même vieillissement que le reste de l'établissement. Les derniers travaux d'aménagement datent de 1959. Depuis trente ans, les directeurs successifs se sont vu opposer un argument massue: pourquoi rénover puisque, fatalement, l'ENSAM allait déménager incessamment sur le campus de Belle-Beille. De guerre lasse, l'école va s'incruster sur place, et pour longtemps. Jean-Claude Rémy a lancé en 1987 un ambitieux plan de rénovation des locaux de quelque 100 millions de francs.

D'ici à 1993, l'ENSAM aura fait peu neuve grâce à des sources publiques et privées. Pour la destruction des ateliers et leur remplacement par un bloc pédagogique moderne, 55 millions de francs sont prévus au contrat de plan Etat-région. Sur ses fonds propres, l'école a déjà entrepris la rénovation de bâtiments abritant l'administration, la recherche, l'informatique et la documentation, tandis que l'association des anciens élèves, forte de 23 000 membres, doit générer les 30 millions nécessaires à la restauration des bâtiments du dix-septième siècle jouxtant l'abbaye pour en faire une cité universitaire.

Ce lifting, toutefois, ne devrait pas se faire au détriment des investissements pédagogiques spécifi-

ques à l'école. « Ici, la formation ne s'arrête pas à la conception, les futurs ingénieurs réalisent. Sans ses ateliers, l'ENSAM serait une école comme les autres, explique M. Rémy. Or cela coûte cher. Nos ateliers représentent la moitié du budget de fonctionnement. » Pour satisfaire ses besoins d'équipement et assurer le renouvellement des machines, le financement public est insuffisant. Alors, l'ENSAM propose un contrat aux entreprises régionales, notamment les PME qui reculent souvent devant certains investissements dont elles n'ont besoin qu'un temps partiel.

Acquises à parité, les machines sont installées dans les locaux de l'école. Les temps d'utilisation sont définis entre les enseignants et l'entreprise.

Un premier accord a été signé avec la société Devillé pour un appareillage de contrôle de production de 500 000 F. Un autre est en cours pour une machine de 1,6 million. « Le système présente un double avantage: nous proposons aux élèves des machines de haute technologie dans des conditions de production, et pour sa part l'entreprise inscrit son personnel dans un milieu innovant », estime Jean-Claude Rémy. Président de l'université d'Angers, de 1976 à 1980, conseiller régional et candidat RPR aux prochaines municipales, cet ancien ingénieur

chimiste est convaincu qu'une « école d'Etat dans une ville universitaire a mission de participer à la dynamique locale et régionale ». D'où cette volonté de coopération avec le tissu économique du Maine-et-Loire. D'où aussi cette insistance pour que les élèves arrivant à l'ENSAM d'Angers pour leurs deux années d'études s'investissent dans une association locale.

J.-J.B.

(1) Chaque centre reçoit 150 élèves pour deux années de scolarité. En troisième année, la promotion est regroupée à Paris. Le dernier semestre, consacré à un travail de fin d'études, peut être effectué en province.

Université d'Angers

30, rue des Arènes - 49035 ANGERS Cedex
Tél. 41.88.58.43 - Télécopie 41.86.90.93
Télécopie 41.86.96.23
Président: Michel BONNEAU

DES POLES D'EXCELLENCE

- Automatisme.
- Biologie.
- Gestion de la Qualité.
- Innovation Scientifique.
- Tourisme - Hôtellerie - Congrès.

DES FORMATIONS DIPLOMANTES

- MST Méthodes et Moyens de l'Automatisation.
- Licence - Maîtrise Biophysique Appliquée aux Productions Végétales.
- DESS Technologies du Végétal.
- M.S.T. "Innovation Scientifique".
- 3 options: Mécatronique - Biologie - Electronique.
- Licence - Maîtrise Electromécanique et Gestion de la Qualité.
- DESS Disponibilité et Fiabilité des Produits et Services.
- Post-DUT Génie Electrique Informatique Industrielle.
- "Traitement du Signal et Imagerie Industrielle".
- Licence - Maîtrise de Tourisme.
- Magistère de Tourisme.

DES GRANDES ÉCOLES DANS L'UNIVERSITÉ

- Recrutement: diplômés de 1^{er} cycle (DEUG, DUT, BTS).
- Sélection à l'entrée: dossier, tests écrits, entretien.
- Promotions à effectif limité.
- Cursus intégrés en 2 ou 3 ans.
- Stages obligatoires en entreprises.
- Partenariat actif en France et à l'étranger.

**LE CHRU D'ANGERS :
Un hôpital dynamique
pour une ville active
et innovante.**

Le Premier Hôpital de France

Vers 1170, Etienne de MARSAIL, Sénéchal d'Henri II PLANTAGENET, fonda l'Hôpital Saint-Jean, créant ainsi le premier hôpital de France. Depuis, cette unité n'a cessé de se transformer pour être aujourd'hui, sur 33 hectares, le Centre Hospitalier Régional et Universitaire que l'on connaît.

La réalisation d'un Important Bloc Médico-Chirurgical et Biologique, les performances de son plateau technique, sa place dans la recherche médicale en font une des plus belles unités régionales. Tout en utilisant des techniques de pointe avec des matériels ultra modernes (chambre hyperbare, I.R.M., scanners...), le CHRU d'Angers a toujours privilégié les rapports humains.

Chaque année, 300.000 malades et consultants lui font confiance.

CHRU Angers

4, rue Larrey - 49000 ANGERS

Les dirigeants du CHRU d'Angers remercient la Sté SIEMENS S.A.

et innovation

resserré ses objectifs

Ils sont très liés à la vie des entreprises régionales. Les étudiants des instituts de mathématiques, de langues, de psychologie sont tenus d'y faire des stages réguliers. « Ce n'est pas pour nous une sensibilisation formelle à la vie de l'industrie, dit Guy Le Bouedec, vice-recteur. Nos stages d'entreprises sont très intégrés au cursus universitaire. »

600 journées de formation

Après le stage, les offres d'emploi ne sont pas rares. C'est le cas notamment pour l'institut de mathématiques appliquées qui forme des étudiants jusqu'au DESS et place régulièrement ses diplômés chez Bull, à l'Aérospatiale ou aux Mutuelles du Mans.

Cette liaison forte avec la vie industrielle régionale a permis à la « Catho » de se découvrir une

autre vocation : la formation permanente pour cadres d'entreprise. Un accord vient d'être passé entre l'Université catholique et la Fédération du Crédit Mutuel de Loire-Atlantique pour six cents journées de formation étalées sur dix-huit mois.

Elle fonctionne aussi comme « consultante », et des contrats de recherche sont passés entre l'institut de mathématiques et des entreprises locales. Bel exemple d'évolution pour des établissements privés qui ne peuvent guère compter que sur eux-mêmes (les subventions de l'Etat, des collectivités locales et régionales n'entrent que pour le quart dans le budget de la « Catho », mais comptent apporter leur pierre à la rénovation d'une université dont « il est faux de dire, souligne le recteur Pierre Ouvrard, qu'elle n'est qu'une fabrique de chômeurs ».

HENRI TINCO.

Evêque de terrain

Impossible pour l'Eglise de ne pas entrer dans le siècle

On le voit aux vernissages d'exposition, à la rentrée annuelle du barreau, au départ d'officiers en retraite. Il était aussi présent au Grenier Saint-Jean — pas loin de Michel Rocard et du gotha politique local — à l'occasion du lancement d'Anjou-câbles, ainsi qu'à l'inauguration du nouvel immeuble des archives départementales. D'origine franco-comtoise, évêque d'Angers depuis 1974, Mgr Jean Orchamp, soixante-cinq ans, paie de sa personne. « Ce ne sont pas des mondanités, dit-il. Ma participation à de telles rencontres officielles fait partie de ma mission d'évêque. »

Le temps n'est plus du « grand sacre », cette annuelle procession d'antan, le jour de la Fête-Dieu, quand défilait solennellement dans les rues d'Angers, devant l'évêque réfugié sous son dais, portant le saint sacrement, tout ce que la ville comptait de corporations, de patronages, de sociétés

de musique ou de gymnastique, d'associations confessionnelles ou non.

L'influence du catholicisme n'en est pas moins restée vivace. « Ici, on est dans le schisme et le grand, loin du calcaire déchristianisé du bassin parisien », dit Jean Gautier, vicaire général, avec en mains les cartes du chanoine Boulard, pionnier de la sociologie religieuse, qui est allé jusqu'à étudier l'influence de la géologie sur la pratique chrétienne.

Bien sûr, celle-ci a fondu en Anjou, comme partout ailleurs. Elle a sans doute mieux résisté du côté d'Angers, de Saumur, que de celui du Choletais. Mais l'enseignement catholique dans le département continue de toucher 40 % de l'effectif scolaire. Du maire socialiste au président de la Mutualité agricole, des responsables d'associations familiales et rurales à ceux de la Bourse du travail, on n'a pas pour habitude de cacher ses convictions religieuses.

Les passerelles sont nombreuses entre l'Action catholique ouvrière, par exemple, fleuron des mouvements d'évangélisation dans l'Ouest, et les organisations syndicales et politiques de gauche. Ce qui veut dire que dans les manifestations publiques, auxquelles il est invité et aime se joindre, Mgr Orchamp reconnaît souvent les fidèles des ses églises et de ses mouvements : « A Angers, je ne me sens pas étranger dans ma responsabilité d'évêque », dit-il.

Un milieu favorable, un tempérament liant : cette convivialité que l'on reconnaît à l'évêque ne l'empêche pas d'aller parfois à contre-courant d'une partie de son public. Au printemps 1987, à propos d'une expulsion de jeunes immigrés, défendus en particulier par Michel du Bouetiez, président départemental du Secours catholique, voix estimée dans l'opinion angevine, Mgr Orchamp a lancé un vigoureux appel à la vigilance contre des décisions contradictoires, selon lui, avec la « vocation de terre d'accueil de la région ».

Sa passion de l'étranger, il la tient de sa longue fréquentation des missionnaires, notamment en Afrique. A Abidjan (Côte-d'Ivoire) dans les années 60, il a fondé et dirigé un institut supérieur de culture religieuse, devenu une pépinière de prêtres et même d'évêques dans le continent noir où il est régulièrement appelé.

Ancien président des évêques de France chargé des missions à l'extérieur, Mgr Orchamp est devenu l'un des trois évêques français chargés spécialement des liens avec la Pologne. Soucieux d'échanges entre les Eglises locales, il favorise les pèlerinages et les jumelages entre groupes angevins et étrangers, polonais ou africains. Le Maine-et-Loire ne compte pas moins de 150 missionnaires en activité. Bien des congrégations implantées dans les jeunes églises du tiers-monde (Saint-Charles, La Pommeraye, Sainte-Marie-le-Forêt) sont originaires de la région.

Tradition militante

« Il y a une complémentarité entre la tradition d'accueil, la vocation culturelle d'Angers et le rayonnement propre de l'Eglise », aime dire Mgr Orchamp qui, soucieux du maintien de la présence historique de l'Eglise dans le tissu local, ne cache pas un réel rétrécissement de son équipement et de son influence. Le diocèse comptait encore au 1^{er} janvier 628 prêtres pour une population du Maine-et-Loire de 700 000 habitants environ, ce qui est une proportion qu'environne bien d'autres diocèses en France, mais 390 ont plus de soixante ans. « On va vivre les mêmes difficultés que les autres », dit l'évêque d'Angers, qui ne nourrit pas d'illusions excessives.

Une relève se prépare, sans grand bruit. Contrairement à une vingtaine d'autres diocèses en France, celui d'Angers n'a pas choisi la voie d'un synode, cette sorte d'états généraux réunissant prêtres, religieux et laïcs autour de l'évêque pour définir les grandes lignes de la vie du dio-

cèse. De même, contrairement à un nombre croissant de ses confrères, Mgr Orchamp ne s'est pas encore entouré d'un conseil pastoral représentatif de toutes les forces vives du diocèse.

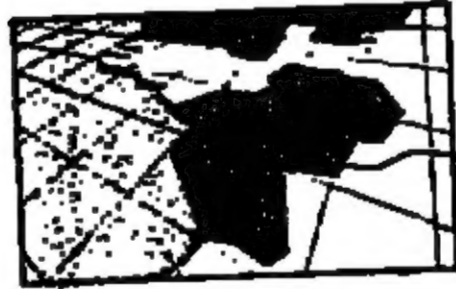
Il préfère pour le moment jouer la démultiplication des responsabilités à la base et la communication des expériences. Les groupes de chrétiens actifs ne manquent pas dans les aumôneries, la catéchèse, l'action catholique (30 équipes d'ACO pour la seule ville d'Angers), le secteur caritatif (Comité catholique contre la faim et pour le développement, Secours catholique). Mais ils se connaissent peu ou mal. Conclues en novembre dernier par un rassemblement de plusieurs milliers de personnes à la cathédrale Saint-Maurice, cinq journées synodales en 1987 ont favorisé une meilleure connaissance et la collaboration de plus de quatre-vingt groupes militants différents.

Des structures de formation permanente de prêtres et de laïcs sont mises en place. Près de cinq cents laïcs, délégués par les différents mouvements et les services de l'Eglise, ont déjà bénéficié d'une formation théologique avancée. On n'a guère le choix, en effet. Angers n'est pas « terre de mission » sans passé chrétien, mais avant une hypothétique remontée de la pratique et de la courbe des vocations sacerdotales ou religieuses, elle n'a d'autre ressource pour préparer l'avenir que de puiser dans sa lointaine tradition militante chrétienne.

Des « correspondants d'Eglise » sont nommés dans les quartiers urbains ou les petites paroisses rurales. C'est une laïque, Marie-Annick Calmet, qui est responsable de toutes les aumôneries du diocèse. Celui-ci emploie déjà une douzaine de laïcs salariés « permanents de pastorale » et un commissionnaire de laïcs, comprenant des délégués de différents milieux et de différents mouvements, se met en place dans la ville même d'Angers. « On ne va pas beaucoup se reposer, prévient l'évêque avec humour.

HENRI TINCO.

Terre de Communication.



Ici, les forces de la nature s'harmonisent. De rivières en océan, de châteaux en abbayes, les Pays de la Loire puisent dans leur géographie et leurs traditions l'énergie du futur.

Electronique, informatique, robotique, télévision régionale, unités de recherche, écoles de formation, notamment de spécialistes « multimédia », expériences uniques en Europe comme le Centre de Communication de l'Ouest : les Pays de la Loire prolongent aujourd'hui dans le domaine de la Communication des siècles d'échanges et de convivialité. Un port et un aéroport en plein essor, un Centre de Commerce International, le T.G.V. Atlantique et l'autoroute Océane font participer la Région aux nouveaux enjeux internationaux. Tournez vers les autres, ouverts sur le monde, les Pays de la Loire continuent à affirmer leur vocation : la Communication.

**REGION DES
PAYS DE LA LOIRE**

40 41 41

هكذا من الاعمال

en mosaïque

un foisonnement d'initiatives individuelles

sommes plus seuls. Avant nous avions la part du roi, poursuit Nadia Croquet. Cette concurrence ne nous permet pas d'avoir les mêmes qualités de proposition qu'auparavant. La nouvelle directrice pense avoir une bonne écoute auprès de ses bailleurs de fonds. Gérard Pilet tient néanmoins un langage énigmatique : « Le CNDC ne peut pas toujours être un lieu de laboratoire ».

Une boulimie insatiable

Dernière née des institutions culturelles : le Nouveau Théâtre d'Angers, qui regroupe un CDN animé par Claude Yersin et l'association Maison de la culture dirigée par Patrice Barret. Une structure bi-céphale, mais qui a l'avantage pour la mairie de maintenir le lien avec le tissu associatif et syndical qui constituait l'ancienne maison de la culture. Une maison jamais construite, lourde d'années de préfiguration, mais depuis les années 70 fortement enracinée dans les quartiers.

Face au lustre du CNDC, le Théâtre faisait un peu pâle figure. « Le territoire était tranquille et rassurant, explique Claude Yersin. Avec la création du CDN, Angers devient un pôle fort des arts de la scène, le centre de gravité se déplace du côté du théâtre. » Tout en gardant « une complicité » avec le CNDC. Avec un budget de 12 millions environ (dont 7 pour le CDN), le NTA n'a pas les moyens d'une cathédrale Malraux. « Nous ne sommes ni arrogants, ni osentistes. Nos choix sont subjectifs. Nous n'achetons pas sur catalogue, nous tentons d'amener le spectateur sur des chemins de traverse », ajoute Patrice Barret et Daniel Bennehard, dramaturge et secrétaire général du NTA.

La boulimie culturelle municipale est décidément insatiable. Le maire vient de prendre sous son aile un nouveau festival, de cinéma cette fois, qui ouvre ses portes ce 20 janvier. Présidé par Daniel Gélis, sur une idée d'un Angevin, Claude-Eric Poiroux, directeur des salles du Forum des Halles et heureux distributeur du Festival de Babrujs, ce festival « Premiers Plans » veut s'attacher aux premiers pas des réalisateurs et des acteurs d'hier et d'aujourd'hui. Les chèques n'ont pas manqué pour cette première édition.

La ville a apporté le sien (500 000 francs) ainsi que Simone Veil au nom de la Commission des Communautés européennes.

La page du « socio-culturel » est bel et bien tournée à Angers. L'animateur qu'était autrefois Gérard Pilet s'est mué en gestionnaire, soucieux de « responsabiliser d'avantage » les « institutions » et de fournir l'image culturelle de la ville. « On nous reproche de ne pas l'utiliser assez », dit Gérard Pilet. On parle désormais de « vendre un produit fini de qualité ». « En somme, du socio-culturel pour cadres supérieurs, après le socio-culturel pour les ouvriers, observe, acide, un responsable d'association. Angers, c'est une petite Suisse. Tout est propre. Le palmarès est honorable. Mais la culture arrive par le haut... »

Eternel casse-tête des municipalités. Trop d'interventionnisme culturel : les reproches de dirigisme pleuvent : pas assez : la mairie n'a pas de politique. Le problème n'est pas de pure forme à Angers, où beaucoup de jeunes (45 % de la population a moins de vingt-cinq ans) ne se retrouvent pas dans ce maillage et souhaitent développer une activité culturelle hors institutions. La course à la subvention qui n'est pourtant pas la propriété du maire mais des Angevins « relève alors du marathon épuisant ».

Vingt-neuf groupes de rockers

La situation est particulièrement acrobatique pour les compagnies théâtrales locales qui sont hébergées provisoirement — mais gracieusement, c'est vrai — par la mairie dans un ancien orphelinat. « Tout près de l'hôpital et de la transfusion sanguine », dit Philippe Mathé, animateur du Théâtre de la Mémoire. Le Théâtre de rue Jo-Bithume parcourt l'Europe avec ses bus brinquebalants. Ses comédiens ont le visage buriné par le vent des places publiques. Cet été, ils se sont installés au pied de la colonne Sigismond à Varsovie, dûment munis d'une autorisation, la première accordée à une troupe depuis des lustres. Angers compte encore cinq compagnies. « Ou bien la ville met les moyens pour qu'elles développent leur identité à côté du CDN, ou bien elles disparaissent ».

Lucie Lom, atelier de graphistes qui s'appuie sur une association, entend cultiver sa différence dans l'indépendance. « Angers s'endort ».

sur ses valeurs sûres. Il est difficile de rentrer dans le cercle des associations subventionnées », affirment ses responsables, qui préfèrent chasser la subvention au coup par coup sur des projets afin de conserver leur liberté de création. Après avoir organisé dans les sous-sols du théâtre municipal une exposition d'affiches polonaises, Lucie Lom a commis un acte un peu insolent en lançant une souscription pour acheter une fresque, réalisée par le peintre Starowiejski sous les yeux mêmes des Angevins, que la ville refusait d'acquiescer.

Avec très peu de moyens, l'association Tobu-Bohu organise tous les deux ans un festival « Cinémas d'Afrique ». Ses animateurs s'approvisionnent à Carthage et à Ouagadougou, le « Camer » africain. Une vingtaine de films seulement sont présentés, contrairement à bien des festivals qui alignent des kilomètres de pellicule au risque de provoquer des indigestions. « Nous n'offrons que des films que nous avons envie de défendre », affirme Gérard Moreau. L'édition 1987 a reçu une aide de la mairie de 10 000 F. « On nous tolère sans enthousiasme », dit encore Gérard Moreau qui prépare la manifestation de 1989 ; qui se déroulera du 19 au 23 avril.

La municipalité, toute occupée à recomposer sa façade culturelle, cherche à présent non sans difficulté à nouer le dialogue avec des « desperados » d'une culture souterraine, toujours inventifs, mais rendus méfiants par des années d'ignorance ou d'incompréhension. « J'ai découvert un jour qu'il y avait vingt-neuf groupes de rockers », lance Gérard Pilet, avec une naïveté un peu feinte.

Les rockers — les Thugs en tête, quatre musiciens teigneux qui ont baroudé un peu partout à l'étranger — ont donc la cote et négocient, par le biais d'une association qu'ils viennent de constituer, l'ADRAMA, avec la mairie pour obtenir des salles de répétition (c'est pratiquement chose faite) et une salle lieu de concert dans le centre-ville (ce qui est loin d'être gagné). En attendant, les rockers se font diplomates, tout en restant sur leurs gardes. Ils publient même un journal, le Yéti, dont le cri devrait ébranler les Homo sapiens... « Angers, c'est un champ en jachère », résume Joseph Fumet. Prêt à toutes les expériences, mais aussi à toutes les remises en cause ?

RÉGIS GUYOTAT.

POINTS FORTS

Festival

C'EST devenu un cliché : on dit du Festival d'Angers, où toutes les vedettes du théâtre se donnent rendez-vous, qu'il fait partie des valeurs sûres. Le pari est gagné pour Jean-Claude Brialy qui en assure la direction artistique depuis 1985, appelé par Jean Sauvage, président du conseil général, pour redonner du souffle à une manifestation qui compte dans le passé parmi ses animateurs Albert Camus et Jean Marchat.

Un festival de prestige, certes, mais des créations lui apportent un supplément d'âme. Jean Mareis y a monté *Bacchus*, la dernière œuvre théâtrale de Cocteau, et on a vu Francis Lalanne dans *Don Juan*. — R.G.

Théâtre

EDIFIÉ à la fin du Second Empire, le théâtre a une façade triomphaliste et un plafond peint par Leneveu (qui décora aussi celui du palais Garnier), mais les parquets grincent un peu et le spectateur d'aujourd'hui est plus exigeant qu'au temps d'Offenbach. Un projet de rénovation est à l'étude. Non seulement pour améliorer le confort, mais aussi pour donner une nouvelle impulsion à l'établissement.

Le théâtre accueille surtout du lyrique, et notamment les spectacles du Théâtre musical, mais sa clientèle s'est éparpillée dans la ville avec la création du CNDC et du CDN. Son directeur, Marc Kasprzak, souhaiterait aussi qu'on explore davantage les sous-sols. C'est un merveilleux lieu d'exposition où les Angevins se sont déjà rendus en masse l'été dernier pour ON une présentation d'affiches polonaises mises en scène avec intelligence par l'association Lucie Lom. — R.G.

Congrès

DEPUIS son ouverture en 1983, le Centre de congrès, une belle architecture de verre, à deux pas des rues balzaïennes du centre-ville, a accueilli plus de mille cinq cents manifestations nationales et internationales. Ce qui

place Angers dans les dix premières villes de congrès en France.

La diversité des équipements comme la gamme des salles offertes (de cent à mille deux cent quarante places) conviennent aux congressistes les plus exigeants. Le centre accueille surtout des congrès médicaux et scientifiques. Le plus politique : celui d'Amnesty International. Le plus original : celui des Pompes funèbres, qui s'est déroulé avec des présentations de « matériel ». Pour s'évader entre les travaux, le centre propose des soirées dans les demeures centenaires de l'aristocratie angevine. — R.G.

Expos

SUR la route de Paris, à la sortie d'Angers, le parc des expositions fait le plein et au-delà. C'est un peu la vitrine économique de la ville qui, face à la concurrence de ses voisins, Nantes notamment, a décidé de le compléter par une grande salle polyvalente susceptible d'accueillir des expositions mais aussi des manifestations sportives, des spectacles et, pourquoi pas ? des rassemblements politiques.

4 300 mètres carrés de surface, 4 000 places assises, 9 000 debout, une scène que l'on pourra placer en n'importe quel endroit de la salle, des locaux de service et de réunion... Un architecte angevin, Frédéric Rolland, a dessiné le projet qui coûtera 40 millions de francs et devrait être inauguré dans sa totalité au début de 1991.

Nageurs

LES footballeurs angevins, naguère cités en exemple pour la qualité de leur jeu, se entraînent en queue de classement de la deuxième division, et ne jouent plus que devant deux mille inconditionnels, au grand maximum. Le SCO, qui s'appelle Angers-SCO depuis que la mairie a pris le contrôle du club sous la forme d'une société d'économie mixte, ne ramène pas les foules, mais ne brasse pas des milliards non plus, comme ses rivaux d'autres villes d'importance égale. En football, plaie d'argent est souvent mortelle. Mais le club angevin, qui a déposé son bilan une première

fois en 1981, n'a plus le droit à l'erreur.

Ce dont Edmond Sulzbach, l'adjoint aux Sports, est le plus fier c'est de l'effort fait par la municipalité pour promouvoir la natation, dont l'apprentissage est obligatoire dans les écoles primaires de la ville. Avec huit piscines couvertes, les Angevins peuvent se baigner tout à loisir, et sans craindre de faire déborder les dépenses. Le prix de revient moyen par baigneur est passé de 16 à 14 francs, c'est-à-dire à peine plus que le coût d'un passage dans une salle de sport (10,50 F), et beaucoup moins qu'une utilisation de stade (23 F). En revanche, les nageurs d'élite n'ont jamais prospéré à Angers, en raison, essentiellement, des querelles de dirigeants et parce que dès qu'un nageur atteint le haut niveau, il émigre, bien sûr, vers Paris. — D.P.

Jumelages

DEUX initiatives au moins montrent qu'à Angers le jumelage « fait partie intégrante de la vie et de la politique municipale ».

Quatre villes européennes, Osnabrück en Allemagne. Pise en Italie. Wigan en Grande-Bretagne. Arnhem au Pays-Bas sont depuis un quart de siècle jumelées à la capitale de l'Anjou, où elles sont représentées chacune par un « ambassadeur », généralement un jeune universitaire en fin d'études, qui dispose durant une année d'un bureau à la mairie, est logé par celle-ci et assure une liaison permanente avec sa ville d'origine, où réside réciproquement — à l'exception d'Arnhem — un ambassadeur angevin. Un office municipal dirigé par le maire-adjoint Jean Rousseau, disposant d'un budget de fonctionnement propre, en assure la gestion.

Depuis quinze ans, Angers est jumelée avec Bamako, et, depuis 1985, la municipalité a décidé d'affecter systématiquement 0,5 % de son budget annuel d'investissement (quelque 700 000 francs, l'an dernier) au financement des opérations décidées conjointement avec le gouverneur de la capitale du Mali. Cette assistance prend toujours la forme d'un investissement sur place — la construction d'une route, d'un dispensaire, d'une école... — jamais d'une aide en argent. — J.-F. S.



PREMIERS PLANS

FESTIVAL CINÉMATOGRAPHIQUE D'ANGERS

Premiers Films Européens
Films des Ecoles Européennes
Premiers Courts Métrages
La Nouvelle Vague à 30 Ans
Questions à la Critique



ANNEE EUROPEENNE DU CINEMA ET DE LA TELEVISION

DU VENDREDI 20 AU DIMANCHE 29 JANVIER 1989

AVEC LA PARTICIPATION DE : VILLE D'ANGERS • FONDATION GAN POUR LE CINEMA • CAISSE DES DEPOTS • CNC • SACD • CONSEIL REGIONAL DES PAYS-DE-LOIRE • DRAC • CONSEIL GENERAL DU MAINE-ET-LOIRE • KODAK • FONDATION DE FRANCE • CIVAS • TELEGRAM • SNGC • AIR FRANCE • RENAUD & LE MONDE

BP 2105 - 49021 ANGERS CEDEX ☐ TEL. 41.88.70.95 ☐ 43.43.23.00

LE CABLE, L'AUTRE VISION DE LA TÉLÉ

Le câble est arrivé à Angers

Avec une première nationale, l'abonnement collectif et son système de chaînes thématiques en option

Le câble, c'est le carnaval de Rio, les JO de Barcelone, le concert de BAND AID, la fêta de Pampelune, le football italien et allemand avec les matchs du TOTOCALCIO, de la BUNDESLIGA, BENNY HILL en version originale, les informations en direct du monde entier, les merveilles d'Hollywood...

Le câble, c'est la maîtrise de vos programmes, 24 h sur 24. A votre convenance.

Le câble, c'est la découverte des télévisions francophones et étrangères.

Le câble, c'est l'accès à des programmes spécifiques qui lui sont exclusivement réservés : Canal J la chaîne des enfants, TV Sport la chaîne du sport, MTV la chaîne de la musique...

Le câble, c'est votre télévision locale. Une chaîne qui vous informe de tout ce qui se passe dans votre ville. Une porte ouverte sur l'aventure, le fantastique, le sport et même le charme...



COMMUNICATION-DÉVELOPPEMENT
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS DÉVELOPPEMENT

LES NOUVELLES VOIES DU CABLE

SOCIÉTÉ ANGEVINE DE VIDEO-COMMUNICATION - rue de la Rampe - BP 5233 - 49052 ANGERS Cedex - Tél. : 41-20-20-00

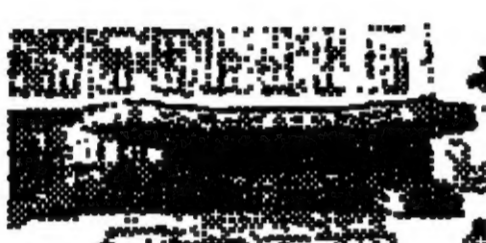





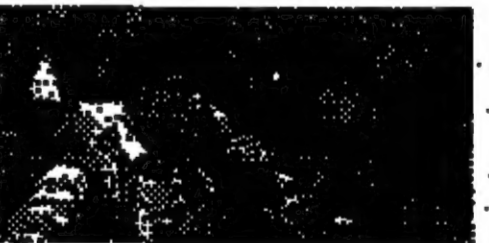
سكنة من الأهل

مكتبة من الأصل

XII Le Monde • Vendredi 20 janvier 1989 •


ANGERS VILLE AU FUTUR

Angers

 A.B.I. • ANGERS CITEVISION • ANRED 
ARDOISIÈRES D'ANGERS • ARTUS • AUDIO-ANALYSE
BENDIX  BIOSEM-LIMAGRAIN  BOLLORE
TECHNOLOGIES • BULL • CAILLARD
CAISSE DES DEPOTS  ET CONSIGNATIONS
CANNE A PECHE • CEGEDUR • CENTRE EUROPEEN
DE BIOTECHNOLOGIE  C.I.A. • C.I.P.C. • CIBIE
C.N.P. • COEXPAN • COINTREAU • COMMECA
COTRA  COYARD • E.D.F.  G.D.F.
EURINTEL • EUROPTISS • FRANCE TELECOM
 IRCANTEC • JOUVEINAL • J.P.M. 
MENDES-YVES SAINT LAURENT • MICROVIV
MOTOROLA • ORDIPLAST • PRECISION MECANO-
PLASTIQUE • SAPELEM • SCETAURROUTE • SCRIPTA
SEIPEL-THOMSON • SONATEX • SORETEX • THIERRY
MUGLER • TOURCO • TRW-REPA • VALEO



la qualité

Conception et réalisation  Phil et Jeff